https://t.me/livres_2020

NOS ENFANTS

sous la direction de **Michel Wieviorka**

Les entretiens d'Auxerre

Éditions Sciences Humaines

Les Auteurs

Danièle Alexandre-Bidon est historienne et archéologue médiéviste, ingénieur d'études à l'EHESS (CRH, Groupe d'archéologie médiévale).

Jean Bart est professeur émérite de l'université de Bourgogne.

Claire Brisset a été Défenseure des enfants de 2000 à 2006. Elle est Inspectrice générale de l'Éducation nationale, chargée de mission sur les Droits de l'enfant à l'Organisation internationale de la francophonie.

Jacques Chauvin est président de l'Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes.

Monique Dagnaud est directrice de recherche au CNRS.

Bernard Defrance est professeur de philosophie.

Claude Delasselle est professeur honoraire, agrégé d'histoire.

Pascal Dibie est ethnologue, maître de conférence à l'université Paris-VII/Denis Diderot.

Guy Férez est maire d'Auxerre.

Guy Gauthier est critique et écrivain de cinéma.

Hervé Le Bras est directeur d'études à l'EHESS, directeur du Laboratoire de Démographie historique (CNRS-EHESS).

Dominique Mehl est directrice de recherche au CNRS.

Michel Miaille est professeur émérite de Science politique à l'université de Montpellier-I et président de la Ligue de l'enseignement de l'Hérault.

Anne Muxel est directrice de recherche au Cevipof (Centre de recherche politique de Sciences-po).

Henri de Raincourt est sénateur de l'Yonne et président du Conseil général de l'Yonne.

Bruno Remaury est professeur à l'IFM.

Jean-Pierre Rosenczveig est président du tribunal pour Enfants de Bobigny.

François de Singly est professeur à l'université Paris-Descartes, directeur du Cerlis (CNRS/Paris-Descartes).

Violeta Stan est pédopsychiatre, professeure associée à la faculté de Médecine de l'université de Timisoara (Roumanie).

Serge Tisseron est psychiatre, psychanalyste, directeur de recherche à l'université Paris-X.

Michel Wieviorka est directeur d'études à l'EHESS et directeur du Cadis (Centre d'analyse et d'intervention sociologique).

NOS ENFANTS

Sous la direction de

MICHEL WIEVIORKA

LES ENTRETIENS D'AUXERRE



Table des matières

Couverture

Titre

Table des matières

Copyright

Introduction

- L’enfant, une construction historique et sociale
- Nouvelles perspectives : l’enfant entre individu et société
- Regards contemporains sur l’enfance
- L’enfant et les institutions
- Le droit d’avoir des droits

AU PAYS DE L’ENFANCE Représentations et valeurs

- Jusqu’où nos enfants sont-ils nos enfants ?
  - Khalil Gibran et Émile Durkheim
  - La propriété de soi par l’expérimentation
  - La propriété de soi par le refus
  - Le dédoublement identitaire
  - Des racines et des ailes
- Les enfants ont quitté notre enfance
  - Une troisième dimension ?
  - Les nouvelles solidarités du cyberespace
  - Une attention partielle continue
- Demain, c’est loin… La culture des post-adolescents
  - Réorganisation des âges de la vie
  - On devient adolescent plus tôt
  - On devient adulte plus tard
  - Un temps long et mouvant, la post-adolescence
  - Demain, c’est loin
  - Maturité et déraison : être vieux et jeune à la fois
  - Être ici et ailleurs

La culture hic et nunc

Figures culturelles de l'enfance

Magie de l'enfance

L'enfance entre âge d'or passé et idéal à atteindre

Deux figures du devenir-enfant

Deux formes de ce devenir-enfant

Le pays d'enfance : la confusion jeu/sérieux

L'autre face de l'enfance : la paidia

Les jeunes et les médias Violences, bandes et prévention

Images violentes et violence des images

Les images qui ont un contenu objectivement violent

Les images qui ont un contenu violent pour une personne à un moment donné

Les images dont le montage fait violence

Les images qui mélangent les genres, brouillent les repères et provoquent la confusion

La recherche des images violentes

Surmonter des traumatismes précoces provoqués par des images

Surmonter des traumatismes réels, passés ou actuels

Surmonter les angoisses archaïques

Happy slapping et Machinima

La violence sans la chercher : le malaise des images

Les enfants agressifs

Les enfants craintifs

Les enfants « Zorro »

La formation des bandes

Les trois à six ans : la prévention de la violence à l'école

Le piège de « la télé pour les bébés »

REGARDS HISTORIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES

À propos du « sentiment de l'enfance » Puériculture et pédiatrie au Moyen Âge

Une place longtemps sous-estimée

Des recettes de santé aux ouvrages de soins pédiatriques

Un fœtus très humanisé

La médecine de l'enfance

Les enfants de la nature De l'exclusion à l'intégration

Les bâtards hors de la famille

Les innovations révolutionnaires

La réaction et la longue marche vers l'égalité

Les enfants abandonnés à Auxerre aux XVIIIe et XIXe siècles

Sur les marches de l'Hôpital

Qui sont ces enfants abandonnés ?

Un devenir tragiquement simple

Une pratique courante au XVIIIe siècle

Le système des tours

Du gamin de Paris au jeune de banlieue

La fabrique des héros exemplaires

Les procédures de la transmission générationnelle

La IIIe République jusqu'en 1914

Le gamin à la conquête du monde

La Grande Guerre : mobilisation et dérives

Maréchal, nous voilà… et après

Triomphe et mutation du mythe

De Paris à la banlieue

Le rap et la chanson

Infans economicus

Le corbeau et les trois oisillons

Un autre système de relations entre générations

Le rôle des politiques familiales

BIBLIOGRAPHIE (AUTEURS ET TEXTES CITÉS)

LE DROIT À L'ENFANCE

Connaître ses origines ?

L'accouchement sous X : faut-il lever le voile sur l'identité maternelle ?

Les dons de gamètes, le choix de l'anonymat

La controverse bioéthique

Enfants du don

Donneurs et receveurs

Le poids de la mémoire pour l'enfant sans identité

Des enfants… sans enfance

Dictature et natalité forcée

Socialisation et culture

La maison aux fenêtres ouvertes

Notre cerveau garde la mémoire du bien être perçu avec l'autre

Des albums de famille pour écrire « leur » histoire

BIBLIOGRAPHIE

Les enfants et la violence dans le monde contemporain

Les racines de la violence contre les enfants

Éléments de typologie

La violence brute

La violence silencieuse

La violence en creux

Enfants de la pauvreté, du chaos, de la guerre

Exploitation économique et traite d'enfants

L'exploitation sexuelle des mineurs à visée commerciale

La guerre

Le départ en vacances de tous les enfants Un devoir de justice sociale

3 millions d'enfants « hors norme sociale » !

Un renforcement des inégalités pour le départ en vacances des 5-19 ans

Les séjours de vacances collectives : une réponse pertinente de l'éducation populaire

Des séjours de vacances basés sur un projet éducatif

Les vacances collectives portées par des valeurs éducatives et de cohésion sociale

Des lieux de démocratisation de la pratique d'activités culturelles, artistiques et sportives

Les camps d'adolescents à l'étranger : une ouverture sur le monde

Les accueils collectifs de mineurs : acteurs du développement durable

Les colos et les camps d'adolescents : une école de citoyenneté pour les jeunes animateurs

Les séjours de jeunes : une éducation à la mobilité

Permettre l'avenir de l'enfance

La protection de l'enfance : un devoir, deux dispositifs

La protection maternelle et infantile

L'Aide sociale à l'enfance

L'enfance en danger

Des évolutions préoccupantes

De la protection à la prévention

L'ENFANT ET LA CITÉ De l'enfant à l'école à l'enfant-citoyen

L'enfant, l'école, le professeur « Apprendre à…, Apprendre de… »

Lier, délier, allier

Les trois lignes de violences

L'histoire

L'école

Les cités, les médias, le chômage

Les défaillances de l'initiation

Quelle autorité à l'école ?

Pourquoi aller à l'école ?

Articuler les savoirs et la loi

Articuler transmission et création

Articuler droits-créances et droits-libertés

Donner pour grandir

D'où vient le plaisir d'apprendre ?

L'enfant dans la ville L'exemple d'Auxerre

De la petite enfance jusqu'à l'entrée dans l'âge adulte

L'égalité des chances et l'équité

Favoriser le lien parents-enfants

Une politique qui s'inscrit dans l'espace

Juste l'autorité ou l'autorité juste ?

« Délinquance juvénile » et crise de l'autorité

Pour une autorité…

Mais une autorité juste… assortie d'une politique de justice sociale

Baffer n'est pas juger

La politique dans la chaîne des générations Continuités, ruptures, nouveautés

En finir avec une idée fixe

S'orienter et définir des choix

Voter

S'engager

L'enfant-citoyen

Quelle citoyenneté pour l'enfant ?

Citoyenneté de soumission / citoyenneté d'émancipation

Citoyenneté dans la Cité : les multiples terrains

Question de forme : comment traiter la citoyenneté avec l'enfant ?

Construire la citoyenneté de l'enfant par des droits nouveaux

L'apprentissage de la citoyenneté dans l'école

L'enfant dans la société civile

Les Auteurs

NOS ENFANTS

En application de la loi du 11 mars 1957,
il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement,
par photocopie ou tout autre moyen,
le présent ouvrage sans autorisation de
l'éditeur ou du Centre français du droit de copie.

© Sciences Humaines Éditions, 2008

38, rue Rantheaume
BP 256, 89004 - Auxerre Cedex
Tel. : 03 86 72 07 00/Fax : 03 86 52 53 26
ISBN = 9782361061517

Les Entretiens d'Auxerre

Chaque année, les Entretiens d'Auxerre rassemblent autour d'un thème important des personnalités compétentes, françaises ou étrangères, et tous ceux qui désirent participer à un débat de qualité, accessible et ouvert. Les entretiens se veulent résolument pluridisciplinaires et mobilisent l'histoire, la philosohie, l'économie, la sociologie, et, plus largement, les sciences humaines, sans exclure les sciences exactes et la littérature.

La définition du contenu des Entretiens est confiée à un comité scientifique présidé par Michel Wieviorka. Leur mise en oeuvre est assurée par le Cercle Condorcet d'Auxerre et la Ligue de l'enseignement de l'Yonne.

Tèmes déjà traités :

- *L'Avenir de l'islam en France (2002)*
- *L'Empire américain (2003)*
- *La Laïcité (2004)*
- *Disposer de la vie, disposer de la mort (2005)*
- *Douce France ? (2006)*
- *Nos Enfants (2007)*

Introduction

MICHEL WIEVIORKA

L'enfant est désormais reconnu, dans notre culture, non plus comme une valeur pour la seule collectivité, comme au XIX^e^ siècle, lorsqu'il pouvait être tenu pour un futur soldat, un futur citoyen ou un futur ouvrier, non pas seulement comme une valeur – voire un investissement – pour ses parents, l'assurance de perpétuer une lignée, un nom ou tout simplement l'histoire d'une famille ou d'un couple, la possibilité d'un revenu (au travail, ou du fait de la redistribution sociale), mais comme une valeur en soi. L'enfant est désiré, aimé, protégé pour lui-même. On peut ici distinguer ce qui valorise l'enfant en dehors de tout autre point de vue, et ce qui le valorise en termes d'intersubjectivité, de relations entre l'enfant et les autres membres de la famille – ce qui vaut y compris pour le bébé, devenu à bien des égards déjà une personne, avec qui la mère, et même le père, entrent en communication, à qui il s'agit d'épargner les douleurs, à commencer par celle de la naissance traumatisante.

La valorisation de l'enfant pour lui-même implique de lui reconnaître une certaine autonomie, ce qui ne veut pas dire se comporter pour les parents de manière irresponsable. Elle implique d'admettre que « nos » enfants ne sont pas que « nos » enfants, qu'il faut se préparer à leur procurer la capacité de voler de leurs propres ailes. Elle oblige aussi à ne pas tout attendre de la famille, à avoir un regard politique sur l'enfance, qu'il s'agisse des enfants privés de toute chance d'autonomie, victimes de maltraitance, privés aussi d'inscription dans une histoire, interdits éventuellement d'enfance pour être plongés dans les pires violences, comme c'est le cas dans de nombreux pays du monde avec les enfants-soldats. Nous ne pouvons aimer « nos » enfants, préparer leur

autonomie, les doter d'une histoire, si nous sommes indifférents aux drames, aux souffrances, aux privations et aux difficultés des autres enfants, en France comme ailleurs dans le monde.

L'enfant, une construction historique et sociale

Dans son livre pionnier, *L'Enfant et la Vie familiale sous l'Ancien Régime* (Plon, 1960) l'historien Philippe Ariès montre qu'au Moyen Âge, le sentiment de l'enfance n'existe pas. Pour cette époque historique, il n'y a pas, selon lui, de particularité enfantine, l'enfant ne se distingue pas de l'adulte, Tout au plus est-il une « petite chose drôle », un « petit animal ». L'enfant franchit la période de la mortalité infantile, alors massive, et entre pleinement dans l'univers des adultes. C'est au XVII^{e} siècle, selon Ariès, que s'ébauche le sentiment de l'enfance, qui se renforcera à partir de la fin du XVIII^{e} siècle avec l'éducation par la scolarisation, le contrôle des naissances et la baisse de la fécondité. Les mentalités se transforment, et avec elles, on peut considérer que l'enfance apparaît comme telle. On passe à une représentation spécifique de l'enfance, à son « invention ».

Plusieurs historiens ont fortement critiqué Ariès, et même affirmé le contraire : le Moyen Âge aurait accordé une réelle importance à l'enfant, comme l'explique Danièle Alexandre-Bidon dans le présent ouvrage. L'essentiel est pour nous l'inspiration générale d'Ariès, l'idée qui veut que, selon le temps et les sociétés, notre rapport à l'enfance varie, que l'enfant est une construction historique et sociale.

Jean-Jacques Rousseau, dans la préface de *L'Émile*, conseille aux pédagogues de « bien étudier vos élèves car, très assurément, vous ne les connaissez point ». Il a d'ailleurs ce mot, puissant : « le petit d'homme n'est pas simplement un petit homme », et on peut lire son propos comme

singulièrement avancé, suggérant que l'enfant n'est pas tant, ou pas « simplement » un adulte en devenir qu'un sujet, un acteur, doté de caractéristiques propres.

Ce qui a dominé l'appréhension de l'enfance dans les sciences humaines et sociales naissantes, et qui y demeure encore très présent, est une perspective qui s'intéresse, précisément, au « petit homme » et à sa capacité à devenir un adulte. Le développement de l'enfant est au cœur des préoccupations, notamment, de la psychologie et de la sociologie. Le projet qui a animé bien des recherches est de comprendre comment l'enfant peut être socialisé, pour exister comme individu adulte capable de mener son existence. Jusqu'à Jean Piaget, haute figure de la psychologie de l'enfant, le point de vue principal est évolutionniste : l'enfant suit un processus qui, s'il se passe normalement, le fait passer d'un stade d'immaturité, de personnalité incomplète, à celui de l'adulte mûr et responsable. D'où d'innombrables études qui reposent sur l'idée d'une succession de stades, sur l'idée que les capacités intellectuelles des enfants varient avec l'âge.

Pour Piaget, par exemple, l'intelligence progresse par bonds ou par étapes, elle est de plus en plus abstraite et pas seulement, comme au début de l'enfance, pratique, sensori-motrice ; l'évolution est pour lui synonyme de progrès : l'enfant commence avec l'égocentrisme, la subjectivité, le raisonnement concret, du conformisme, et aboutit au jugement socialisé, à l'abstraction, à l'objectivité, à l'autonomie.

Nouvelles perspectives : l'enfant entre individu et société

De plus en plus, la psychologie s'intéresse autrement à l'intelligence de l'enfant et met en cause plus ou moins fortement les modèles évolutionnistes. Les uns montrent, de façon expérimentale, que l'intelligence de l'enfant n'est pas unidimensionnelle et qu'elle passe par des formes multiples

relativement autonomes. D'autres font apparaître les différentes voies que peut emprunter la créativité de l'enfant. D'autres encore, sans rompre avec les modèles évolutionnistes, indiquent que la capacité de l'enfant à comprendre les intentions d'autrui apparaît bien plus tôt que ce qu'on pensait. Il n'y a pas, et c'est là l'essentiel, un schéma unique de développement, mais une infinité de possibilités.

Les changements en sociologie vont dans le même sens. Pendant longtemps, la catégorie-reine pour penser l'évolution de l'enfant était la notion de socialisation. La perspective était alors dominée, surtout en France, par le point de vue de la société, de la totalité, même si elle n'était pas indifférente à l'idée d'envisager l'enfant comme individu à construire. De ce point de vue, la socialisation est l'adaptation de l'enfant à la société et à la culture ; elle est d'abord, disaient les sociologues fonctionnalistes ou durkheimiens, « primaire » (en famille et à l'école), puis « secondaire » (au travail, dans la vie publique) ; elle met l'enfant aux normes, le prépare à ses futurs rôles sociaux. La notion d'*habitus* n'est qu'une modalité radicale de cette idée qui consiste à rendre compte des conduites et des dispositions des individus à partir des caractéristiques de leur groupe social, lequel les détermine.

La place de l'enfant dans la société a considérablement évolué. Il y existe. À l'école, l'élève a son mot à dire, au point que certains spécialistes, comme Philippe Meirieu, demandent qu'on le mette au cœur même du système éducatif. On voit l'enfant à la télévision, et celle-ci promeut des programmes qui lui sont destinés de façon spécifique. On a même pu dire de la télévision, qui tient si largement compte des enfants, qu'elle passerait sous leur influence et en deviendrait pour les adultes un facteur de « consommation régressive ».

Il est vrai que l'enfant est un consommateur particulièrement influent, et pas seulement parce qu'il dispose d'argent de poche. Il se passionne souvent pour certaines marques ; il est une cible privilégiée de la publicité. Il constitue donc un acteur économique, mais aussi culturel global ; il est au cœur de la société, et pas seulement enfermé

dans son monde à lui. Il influe sur les décisions économiques de toute la famille, qu'il s'agisse, notamment dans des milieux aisés, de se loger, d'acquérir une automobile, d'organiser des vacances, de faire des choix alimentaires. L'économie marchande d'aujourd'hui est profondément marquée par les demandes des enfants et leur capacité à peser sur des choix familiaux.

Mais l'enfant n'est pas seulement un individu, à la limite l'« enfant-roi » que décrivent certaines thèses. C'est aussi un sujet, qui réfléchit – les travaux de psychologie expérimentale ou cognitive montrent qu'il est capable de mettre en œuvre des compétences de manière extrêmement précoce. Il participe à des discussions qui le concernent : on le consulte, en matière de justice par exemple, puisqu'il peut être entendu à sa demande pour toute affaire où il est impliqué. On comprend bien, dès lors, que dans les sciences sociales en général, et en sociologie de l'enfance en particulier, il s'est opéré récemment un renversement au profit d'approches centrées non plus sur la société et la socialisation, mais sur l'enfant-sujet.

Dans cette autre perspective, l'enfance est une construction sociale, et les enfants sont des acteurs à part entière de leur existence. Ils ont leurs rapports sociaux, leur univers propre, leur capacité, aussi, à participer à des mondes plus larges, avec les adultes et, notamment, la famille. Ils ont leur personnalité et n'ont rien d'incomplet. Désormais, il n'est plus possible d'opposer les adultes, comme êtres humains achevés, et les enfants comme êtres humains en devenir. C'est pourquoi il convient d'en finir avec les versions les plus radicales de la notion de socialisation, avec l'idée qu'aussi longtemps qu'il n'est pas socialisé l'enfant est un humain inachevé. Tout indique au contraire qu'il a ses valeurs, son univers, sa culture, sa capacité de comprendre et de dire. De ce point de vue, de plus en plus répandu, les enfants sont capables de forger leur propre culture, et pas seulement celle des gangs et de la délinquance. Ils ont leurs codes, leurs mots, leur langage même. Tout ceci variant selon les milieux sociaux, notamment, et pas nécessairement selon les lignes de clivage classique.

Regards contemporains sur l'enfance

L'existence de deux types principaux de perspectives, les uns centrés sur le développement ou la socialisation de l'enfant, les autres le concevant davantage comme sujet ou acteur, présente d'immenses implications. Les plus évidentes tiennent au regard qui est porté sur l'enfant.

Plus celui-ci est envisagé du point de vue de la société, de la totalité à laquelle il doit s'intégrer, en se développant, en se socialisant, et plus il est susceptible d'apparaître comme un problème, voire un danger. Car, dans cette perspective, le développement mal conduit, la socialisation imparfaite sont un risque majeur pour la société, dans son ensemble, et menacent de perturber l'ordre social, de créer des troubles, de mettre en cause l'unité ou l'homogénéité du corps social. L'enfant peut être alors considéré comme inadapté, vagabond, marginal. Il incarne les pires désordres – la Révolution, comme Gavroche – il est ce qui échappe à la tradition, aux valeurs. Et s'il est, de surcroît, « issu de l'immigration », comme dit une formule plutôt malheureuse, alors, il pourra être soupçonné de refuser de jouer le jeu de la socialisation, qu'on appellera alors l'intégration. La perspective globale, « holiste », n'est pas entièrement réductible à de telles implications, car elle consiste aussi à attendre de la socialisation, ou du développement, qu'ils fabriquent des individus capables de réflexion, d'autonomie, de prise de responsabilité, d'esprit critique. Mais elle débouche vite sur les dangers qui viennent d'être signalés. Et si elle met en avant les risques que court la société, elle souligne aussi ceux qui menacent l'enfant qui ne peut suivre les stades normaux du développement ou se socialiser convenablement : l'enfant est alors lui aussi en danger, tant il serait dans l'hétéronomie, dans l'incapacité de donner un sens à ses conduites, irresponsable. Ou bien encore victime, soumis à maltraitance. Punir, éduquer, rééduquer, soigner, protéger… : c'est à la fois la société et l'enfant qui appellent traitement et protection.

Quand, au contraire, le point de vue de l'enfant comme « sujet » est valorisé, la question n'est plus tant celle de le protéger, et avec lui la société, mais bien davantage celle de créer les conditions les plus favorables possibles à sa construction comme sujet, être capable de penser le monde où il vit, créateur, et aussi acteur responsable. Si une telle démarche n'est pas nécessairement entièrement opposée à la précédente, elle en est pourtant d'inspiration différente. Elle n'attend pas de l'enfant qu'il apprenne à se conformer à des valeurs, des normes et des rôles, mais qu'il soit capable de faire ses propres choix, d'agir, y compris, précisément, en résistant éventuellement aux valeurs, aux normes ou aux rôles qui lui sont imposés.

L'enfant et les institutions

Ainsi, pour aborder l'enfant, nous sommes écartelés entre deux logiques principales. L'une, classique, s'intéresse à la société, à son fonctionnement, à sa capacité d'intégration et donc de socialisation. Elle part du social comme totalité pour, en quelque sorte, aller vers l'enfant. L'autre, plus neuve, ou renouvelée, s'intéresse au sujet singulier, à la personne, à ses valeurs, ses attentes, ses droits, ses aspirations, ses calculs, ses intérêts ; elle se demande si l'enfant peut se construire, et à quelles conditions. Elle part de lui.

Cette tension se retrouve si nous voulons réfléchir aux institutions directement concernées par les enfants.

Les deux premières institutions à envisager sont celles qui sont supposées assurer, pour reprendre les catégories classiques, la socialisation « primaire » : l'école et la famille. Faut-il attendre de l'école qu'elle assure une mission d'éducation et d'instruction, ou faut-il souhaiter plutôt qu'elle se centre chaque jour davantage sur l'élève ? Faut-il attendre de la famille qu'elle soit un espace harmonieux, protecteur, et de socialisation, ou considérer qu'elle constitue le champ le plus petit au sein duquel l'enfant peut être acteur de son

existence, entrer en relation avec autrui – père, mère, frères et sœurs ? On peut bien sûr considérer que les deux perspectives n'en font qu'une, mais un tel point de vue gommerait les problèmes et les sources de débat. La question est d'autant moins simple que l'école comme la famille se sont considérablement transformées dans la période récente et que, désormais, elles sont très fortement concurrencées par d'autres instances de socialisation « primaire », comme la télévision et, plus largement, les technologies du savoir et de l'information.

Depuis les années 1960, l'école connaît un double processus de massification et de démocratisation. La famille comme institution a elle aussi vécu d'immenses transformations, avec le PACS, l'égalité des sexes et les changements dans lesquels elle est engagée, soulignés par les débats actuels sur l'homoparentalité, la procréation, objet de formidables progrès scientifiques et techniques, ou l'adoption.

D'autres institutions sont également en cause, définies par la mission qui leur est confiée d'assurer la protection de l'enfance et celle de la société. Si l'enfant est délinquant, qui faut-il incriminer ? L'enfant délinquant, la société, l'éducation, la famille ? Selon la perspective privilégiée, protéger, punir, responsabiliser prennent un tour très différent. Mais qu'il s'agisse de mettre l'enfant aux normes, de le socialiser ou d'en faire un sujet, l'école et la famille sont incontournables. C'est pourquoi de formidables débats de société animent sur le fond notre vie collective à propos de ces deux institutions et de leurs finalités les plus élevées.

S'il faut protéger l'enfant, les institutions qui relèvent du secteur qu'on appelle généralement l'action sociale sont en première ligne. S'il faut en plus s'en protéger, en protéger la société, tout en le protégeant, c'est plutôt la justice. Là aussi, les changements dans les institutions sont considérables, ce qui témoigne d'une évolution en profondeur de la société et de la culture.

En France, l'aide sociale, avec la décentralisation, la démultiplication des compétences et des échelons d'intervention, forme aujourd'hui un système bien plus

complexe et diversifié qu'il y a une trentaine d'années. La logique institutionnelle, ici, connaît ses excès, ses dérapages ; à certains égards elle se bureaucratise, ce qui peut aboutir aux aberrations dénoncées par le rapport de l'IGAS/ IGSJ (Inspection générale des Affaires sociales/Inspection générale des Services judiciaires) publié en 2000 – aux décisions abusives de placement d'enfants par exemple, à l'incohérence dans les interventions des diverses instances impliquées. D'où, note le rapport, le désarroi, parfois, des professionnels, la souffrance des familles qui se sentent objet et non acteur des politiques de l'enfance. Quant à l'enfant, il peut vivre fort mal le fait d'être trimballé au gré d'interventions segmentées – le système supposé l'aider peut en fait contribuer à déstructurer encore plus son existence. Mais comment ne pas dire, aussi, que des efforts sont faits : soit pour améliorer la logique institutionnelle, l'assouplir, la rendre cohérente ; soit pour la modifier, dans le sens de plus d'aide et de reconnaissance à l'enfant comme sujet.

La justice, au-delà de ses errements, dont l'affaire d'Outreau a montré qu'ils pouvaient conduire très loin, est, elle aussi, tiraillée entre logique du système ou de la société, et logique de l'enfant et de sa construction comme sujet. Plus l'enfant est traité ou considéré par elle comme un sujet, et plus on débouche sur un paradoxe. Être sujet, c'est considérer que tous les humains sont sujets eux aussi, ou doivent pouvoir l'être ; et c'est, par conséquent, être responsable de ses actes non seulement par rapport à soi, mais aussi par rapport à autrui. Plus l'institution judiciaire, confrontée à des mineurs, même et surtout très jeunes, va dans le sens de la perspective du sujet, plus elle les pousse à se responsabiliser : le mineur délinquant responsabilisé est sujet, et pas seulement objet de droits. C'est ainsi que la justice des mineurs, plus que toute autre justice, s'efforce de plus en plus souvent d'être réparatrice ou restauratrice. Le jeune délinquant, plutôt qu'une peine classique d'enfermement, pourra discuter, voire négocier sa sanction. Il lui sera proposé de compenser les torts qu'il a fait subir à autrui : aider la personne à qui il a porté préjudice, réparer lui-même le dommage qu'il lui a fait subir,

éventuellement sur la base d'un projet écrit – comme le prévoit la loi belge. Mais s'il ne respecte pas les mesures de médiation et de réparation qu'il a acceptées, et même contribué à définir, alors, il encourt une peine classique plus lourde : « les mineurs les plus vulnérables risquent ainsi d'être aspirés par le système pénal », note Laetitia Delannoy[1].

Les institutions concernées ici entretiennent entre elles des rapports qui eux aussi ont beaucoup évolué dans le temps. Dans le passé, la logique dominante voyait la justice ou l'aide sociale se substituer à la famille lorsque celle-ci apparaissait défaillante, ou s'il y avait maltraitance caractérisée. Aujourd'hui, une évolution se dessine, dans laquelle la justice et l'aide sociale ne viennent pas remplacer la famille, ni même seulement la compléter, mais, souvent, l'aider à se renforcer dans l'intérêt de l'enfant.

Le droit d'avoir des droits

Mais l'enfant ne peut pas être seulement l'objet des institutions, n'être que le problème à traiter. Plus on le considère en sujet, et plus il faut admettre qu'il a des droits, d'autant plus nécessaires qu'il est fragile, vulnérable. L'enfant, pour reprendre une belle expression de Hannah Arendt, doit avoir le droit d'avoir des droits.

Le droit est très concerné par l'enfance. Il est d'autant plus complexe et pléthorique qu'il est public, mais aussi privé ; français, mais aussi européen et international. Il peut donner lieu à des conflits de compétence, par exemple s'il s'agit de la protection judiciaire des mineurs. Et surtout, considéré dans la perspective juridique, parler de droits de l'enfant c'est poser une question importante.

D'un côté, en effet, les enfants, et surtout les mineurs, possèdent des droits fondamentaux, reconnus par la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE). Et d'un autre côté, en tout cas en France, le droit affirme

l’incapacité juridique de ces mêmes mineurs, leur inaptitude à agir seul et à exercer librement leurs droits. Il y a certes quelques exceptions à ce constat paradoxal, mais dans l’ensemble il constitue la règle.

Ainsi, le droit et les institutions sont au cœur d’un grand dilemme. L’enfant est un être en devenir, qui doit être éventuellement protégé, puni, ou les deux à la fois, contrôlé, mis aux normes. Et c’est un sujet, fragile, mais un sujet quand même, un acteur de son existence. Reconnaître ce dilemme ne signifie pas la fin des institutions classiques mais, et précisément pour y faire face, l’accélération de leurs transformations. Les uns demanderont plutôt que prévale l’une ou l’autre des deux perspectives qui ont été distinguées, d’autres se demanderont plutôt comment les concilier.

---

1 / « Les perspectives de la justice juvénile en Europe », *Informations sociales,* n°140, juin 2007, p. 47.

AU PAYS DE L'ENFANCE

Représentations et valeurs

Jusqu'où nos enfants sont-ils nos enfants ?

François de Singly

La question posée par ce titre renvoie explicitement au texte du poète libanais, Khalil Gibran, tiré de son livre, *Le Prophète*. Ce dernier, lorsqu'une mère lui demande de parler des enfants, affirme :

> *« Vos enfants ne sont pas vos enfants.*
> *Ils sont les fils et les filles de l'appel de la Vie à elle-même.*
> *Ils viennent à travers vous mais non de vous.*
> *Et bien qu'ils soient avec vous, ils ne vous appartiennent pas.*
> *Vous pouvez leur donner votre amour mais non point vos pensées,*
> *car ils ont leurs propres pensées.*
> *Vous pouvez accueillir leurs corps mais pas leurs âmes,*
> *car leurs âmes habitent la maison de demain,*
> *que vous ne pouvez visiter, pas même dans vos rêves. »*

Khalil Gibran et Émile Durkheim

Khalil Gibran défend ainsi une conception très moderne de l'enfant. L'enfant n'est pas la propriété de ses parents, il a ou devrait avoir son monde, « ses propres pensées », son âme. Il construit sa maison, même si en apparence il habite sous le toit

familial. Cette prise de position n'est pas banale – surtout si on la replace à l'époque de son élaboration, dans les années 1910-1920 – l'enfant se trouve ainsi doté d'une identité personnelle, d'une autonomie, sans attendre la fin du processus éducatif, l'entrée dans l'âge adulte. Pour comprendre la différence avec la pensée dominante de l'époque, on peut relire les cours d'éducation morale professés par Émile Durkheim à la Sorbonne, chargé par le pouvoir de proposer une éducation républicaine. Selon cette conception, l'autonomie est un objectif mais qui doit être précédé par un long travail de socialisation. Ce n'est que lorsque l'enfant aura été soumis à la discipline scolaire qu'il pourra parvenir à une certaine autonomie. Plus précisément pour le fondateur de la sociologie savante, même l'adulte ne s'appartient pas ; il doit reconnaître, et si possible suivre, les lumières de la Raison qui sont en lui, mais qui sont au départ trop faibles pour être perceptibles et qui doivent donc être secondées par les lumières des instituteurs. Une fois qu'il a appris à différencier ce qui relève du caprice, de l'intérêt strictement individuel et ce qui renvoie à la Raison, le jeune pourra être adulte.

L'idéal d'une telle éducation n'est pas que l'enfant devienne propriétaire de lui-même ; il réside dans le fait que l'enfant apprenne à différencier les chemins « individuels », souvent des impasses, et les chemins « collectifs » qui mènent vers le progrès individuel et collectif. Les deux conceptions d'Émile Durkheim et de Khalil Gibran diffèrent quant à l'objectif poursuivi et aux moyens à mettre en œuvre pour l'atteindre. Pour le premier, l'adulte est avant tout un être raisonnable et il doit le devenir en acceptant une éducation rigoureuse, fondée sur la discipline et l'obéissance à des êtres représentant la raison. Pour le second, l'enfant, sans attendre l'âge adulte, est déjà en quelque sorte dans « la maison de demain ». Il n'a ni à se plier ni à intérioriser les pensées de ses parents, il n'a pas à se soumettre à leurs volontés. Ce n'est pas en se coulant dans leurs « pensées » que l'enfant apprendra à découvrir les siennes. Il a déjà les siennes propres.

La propriété de soi par l'expérimentation

Ces deux manières de voir reposent sur deux conceptions différentes de l'enfant. Pour Khalil Gibran, l'enfant est, dès sa naissance, doté d'une identité personnelle. Il faut attendre les années 1960-1970 pour que l'évidence sociale de cette dotation s'impose. Françoise Dolto, notamment avec son émission « Lorsque l'enfant paraît » sur *France inter* a joué un rôle important dans cette diffusion. « Le développement d'un enfant, disait Françoise Dolto, se fait comme il se doit au mieux de ce qu'il peut selon la nature qui est la sienne au départ de la vie… Un enfant heureux, bien dans sa peau, c'est celui qui se développe comme il a, lui, à se développer, avec ses particularités qui seront respectées. » Les parents ne se définissent plus *d'abord* selon la logique de la transmission, ils doivent avant tout créer les conditions favorables pour que l'enfant puisse se développer.

Parmi ces conditions figurent les « limites », les « repères », tant rappelés aujourd'hui, sans que cette répétition ait des effets magiques puisqu'en soi ces limites et ces repères n'ont pas de sens. Ils en prennent un seulement si est posé l'objectif de l'éducation. Il ne s'agit en rien des mêmes limites, des mêmes repères que voulait l'éducation sous la troisième République. Il s'agit de baliser le terrain où l'enfant a le droit d'expérimentation de son identité. Un des repères de cette éducation est l'objectif de devenir soi-même. Il devient nécessaire que l'enfant apprenne à se diriger lui-même – définition de l'auto-nomie –, sans prendre en permanence l'avis de ses parents, sans suivre des recommandations précises. Par construction, les pensées des parents ne peuvent pas coïncider avec celles de leurs enfants.

C'est à l'entrée dans l'adolescence, au moment de « l'adonaissance », que l'enfant va devoir – il s'agit autant d'un devoir que d'un droit – affirmer qu'il ne se définit plus comme un simple habitant de la maison de ses parents. Il le marque par sa demande, par son mot préféré : « sortir ». Il

aime « sortir », sortir pour sortir, avant tout pour s'éloigner du domicile – tout en appréciant d'y revenir. Il a même de plus en plus la possibilité de sortir sans sortir, en s'évadant avec l'univers des jeux vidéo, des séries télé, du téléphone portable. Le plaisir tiré de ces multiples sorties – physiques ou virtuelles – naît de l'éloignement, momentané, de l'identité de filiation, et de l'entrée dans des mondes spécifiques, idéalement n'appartenant qu'à des membres de leur génération. Sortir constitue, pour le jeune, un des moyens de s'assurer qu'il dispose d'une certaine propriété de soi.

La sortie « seul », sans les parents, matérialise cette distance aux parents. Elle est un support pour que les jeunes apprennent à se connaître, et surtout à faire des exercices de pouvoir sur soi. Dans un ouvrage écrit et dessiné par Yvan Pommaux, *Une nuit, un chat…* – L'École des loisirs, 1994 –, Groucho est un chat que l'on suppose adolescent. Une nuit, il décide de sortir, « ses parents s'y attendaient. Tous les parents chats attendent avec angoisse cette nuit-là : la nuit où leur enfant sort pour la première fois seul. » Ils ont peur que ce « pauvre petit » se perde et surtout soit dévoré par « un énorme rat d'égout ». Malgré tout, « chez les chats, il existe une loi, une règle d'or : lorsqu'un chaton sort pour la première fois, seul, la nuit, ses parents le laissent faire ». La mère demande cependant à son mari « de le suivre sans qu'il s'en doute ». Le livre se poursuit par la description de la découverte par le fils de la vie la nuit, il rencontre même Kitty, une chatte de même âge que lui. Malheureusement le rat d'égout qui rôde les poursuit. Discrètement le père parvient à faire trébucher le rat. Sauvés, Groucho et Kitty se promènent avec bonheur. Lorsque le chaton rentre chez lui, ses parents sont là, ils font comme si de rien n'était. Le père ne se vante pas de son exploit. Son fils doit apprendre à se débrouiller seul, mais il peut être accompagné jusqu'à ce qu'il ait appris à se défendre complètement. Le père n'énonce pas d'interdit, il assure la sécurité autrement que lorsque son fils était plus jeune. Il ne démissionne pas. Ce livre fait découvrir au jeune enfant qu'il doit devenir « grand » en prenant son indépendance, ce qui procure joies et frayeurs, essais et erreurs. Il illustre, nous

semble-t-il, parfaitement l'adolescence contemporaine, une période originale où chacun doit quitter un peu ses parents tout en retournant chez eux, tout en étant surveillé par eux. Un régime de « semi-liberté » si cette expression avait une connotation plus positive.

Dans une société où on doit se soumettre à l'impératif d'être soi-même sans attendre l'âge adulte, l'adolescence inquiète les parents – comme ceux du chat Groucho – à cause des dangers inévitables que le jeune peut rencontrer en prenant des chemins moins balisés. Mais refuser les risques de l'adolescence c'est prendre un autre risque : celui que son enfant ne sorte pas de l'enfance et qu'il reste collé à sa famille. Entre le trop de protection envers les « petits » et le trop de liberté envers ces presque « grands », entre le droit à l'indépendance et le besoin de protection, la ligne est obligatoirement floue puisqu'elle dépend aussi de ce que peut faire ou non l'enfant.

La propriété de soi par le refus

Pour devenir soi-même, l'enfant doit progressivement prendre de la distance avec ses parents ; il le fait en se servant du temps dit « libre ». Le film *Libero* de Kim Rossi Stuart (2006) narre bien cette première étape. Il permet de découvrir les revendications normales d'un jeune adolescent et les réponses, plus ou moins adéquates, de ses parents. Dès le début du film, un garçon de onze ans, Tommy demande à son père (intermittent de spectacle) s'il peut arrêter la natation et s'il peut faire à la place du football. Le père refuse avec force. Le spectateur découvre que cet homme qui éprouve des difficultés professionnelles, qui n'aime pas obéir aux injonctions de ses employeurs, voudrait que son fils réussisse absolument à la natation et gagne un championnat. Lorsqu'il est à la piscine, Tommy n'est pas lui-même ; il est d'abord « fils de », représentant en quelque sorte de son père – qui d'ailleurs le surveille. Cet adonaissant continue à jouer le jeu

mais sans enthousiasme. Il se réfugie dans un monde personnel limité à un endroit sur le toit de l'immeuble, à une paire de jumelles qui lui permet de voir le monde autrement, à des exercices d'équilibre qui lui donnent l'impression de voler, à une cachette dans une cheminée abandonnée. Pendant ce temps-là, ses parents ont leur propre vie, difficile : une mère volage qui fait des allers et retours, qui ne sait plus très bien où en sont ses enfants ; un père courageux, mais colérique et qui a du mal, lui aussi, à conduire son existence.

Tommy supporte cela. Ce sont les affaires des adultes. Ce qui compte le plus pour lui, c'est d'avoir plus de pouvoir sur lui-même. Il va l'exprimer avec détermination face à son père, au milieu d'une compétition de natation si importante pour ce dernier. Dans l'eau, à un moment tout bascule, Tommy voit des nuages. Il s'envole pour les rejoindre ; il n'est plus d'abord « fils de ». Il arrête la course immédiatement. Ainsi il démontre qu'il est propriétaire de son corps, n'ayant pas pu faire reconnaître autrement cette demande. Tommy veut que son temps « libre » le soit, comme presque tous les adonaissants, et non qu'il soit occupé par des activités familiales – c'est-à-dire pendant lesquelles le jeune agit en tant que membre de sa famille. Le père interprète ce geste pour ce qu'il est – une marque de résistance – mais il réagit mal à cette demande. Il se bloque et lui dit qu'il ne le considère plus comme son fils.

Dans le cadre d'une société qui privilégie l'individu, une telle réaction peut être considérée comme une erreur éducative : lorsqu'un jeune prend distance avec ses parents pour disposer, pour une part, de lui-même, son père et sa mère n'ont pas à en tirer une conclusion sur la rupture du lien. Au contraire les parents doivent créer les conditions d'une émancipation progressive de l'enfant. L'interdit parental n'est pas légitime du fait même de son énonciation ; il doit avoir une fonction positive. Dans le cas de Tommy, au nom de quel principe le père peut-il interdire à son fils d'arrêter la natation ? Pourquoi un « fils » – ou une « fille » – ne pourrait-il pas définir les usages de son temps libre ?

Dans la dernière partie du film, Tommy renonce à partir en vacances d'hiver avec la famille d'un ami plus fortuné alors que son père, désespéré, ne parvient plus à joindre les deux bouts du budget. Il renoue les liens trop distendus avec son père. Quelques jours plus tard, ce dernier lui signale qu'il s'est renseigné sur le club de football. Tommy voit son rêve se réaliser, il pourra s'exprimer à titre personnel. Il accepte une négociation avec le père sur la place dans l'équipe de football, il ne sera pas attaquant comme il le voulait au départ, mais *libero*, défenseur libre. Kim Rossi Stuart joue bien évidemment sur le mot. Ce garçon accède à plus d'autonomie puisqu'il vient assez librement de dessiner les contours du « petit monde » dans lequel il veut vivre.

Ce que fait Tommy, bien d'autres jeunes collégiens du même âge le font. Ils abandonnent des activités de loisirs qu'ils avaient auparavant. C'est le souhait de Mathilde – 12 ans et demi, bonne élève de 5e, père au chômage, mère cadre fonctionnaire – qui joue du piano et pratique le kayak. L'enquêteur lui demande comment elle a été amenée à pratiquer ces deux activités : « Maman, avant elle faisait du piano, donc elle m'a un peu poussée quand j'étais plus jeune. C'est maman qui m'avait proposé de faire ça, et j'ai accepté. Pour le kayak, au début, c'était ma sœur et une copine qui voulaient en faire et moi j'ai bien aimé aussi. » Aujourd'hui, elle voudrait arrêter ce sport : « J'aime pas du tout le kayak. Je suis sûre que ça ne me servira pas plus tard, je n'aime pas du tout ça. Je sais pas, ça me fait mal aux jambes. » Sa mère refuse cette éventualité : « Quand on a commencé à passer nos « pagaies » – c'est différents niveaux – maman, elle voulait qu'on refasse une année pour repasser nos autres pagaies. Mais moi, je n'aime pas du tout le kayak. Je déteste ça. C'est toujours le mercredi. Faut qu'ils nous poussent à y aller parce que sinon, s'ils étaient pas derrière notre dos, on irait jamais. » Mathilde continue à demander : « Je pense que je vais arrêter l'année prochaine. Maman elle a dit qu'elle me laisserait parce que là, j'ai passé deux pagaies et je vais en passer une autre. Après maman, elle va me laisser arrêter. »

De la même façon, Clémence – 12 ans et demi, 5e, parents séparés, tous deux cadres de soin – explique qu'elle a pratiqué la danse classique pour faire plaisir à ses parents : « Ma mère a toujours voulu que je fasse de la danse, alors je me suis un peu forcée. J'ai fait un ballet, c'était nul. Alors après j'ai arrêté et j'ai repris l'équitation. » Cette adonaissante s'affirme en changeant d'activité. Contrairement à la danse, dont on entend qu'il ne s'agissait pas d'une activité personnelle, l'équitation est une passion pour Clémence : « Je suis toujours vers les animaux. »

Le dédoublement identitaire

Contrairement à la formulation de Khalil Gibran, nos enfants sont aussi nos enfants. Ils ne sont pas que nos enfants, mais ils le sont aussi. L'individualisme ne rejette pas tous les liens, même hérités, tous les rôles, tous les statuts sociaux. L'individu complet n'a pas seulement une identité personnelle, il a aussi une identité que je nomme « statutaire ». L'« individu individualisé » a donc une identité dédoublée. Il agit à titre personnel, mais il peut aussi agir au nom de sa place, de son rôle. Ce que produit le processus d'individualisation dans les sociétés contemporaines, c'est la place plus grande accordée à l'identité personnelle que l'on confond souvent avec la psychologie, c'est l'obligation de faire preuve de l'existence de celle-ci. Pour ne prendre qu'une illustration, songeons aux exigences du port du badge avec un nom, un prénom pour le personnel au guichet ou en caisse. Les usagers veulent savoir à qui ils ont affaire. L'habit de fonctionnaire – seulement une identité statutaire – doit avoir un ou deux marqueurs d'identité personnelle.

Comme tous les individus, nos enfants sont soumis à cette exigence du dédoublement identitaire. Ils ont à gérer à la fois une identité personnelle et une identité statutaire, en l'occurrence pendant l'enfance et la jeunesse celle de « fils de ». L'idéal est de parvenir à rendre conciliables les deux

dimensions. Si cela est perçu comme impossible par le jeune, alors il fera tout pour contester au maximum le lien de filiation, si au contraire, ce lien ne lui semble pas incompatible, l'adonaissant acceptera de juxtaposer le fait d'être « fils de », « fille de » et le fait d'être lui-même. Les difficultés de la période – c'est pour cette raison qu'elle est codée sous le terme de « crise d'adolescence » – dérivent premièrement du réglage entre les deux dimensions chez l'adolescent, et deuxièmement de l'ajustement entre la conception du réglage chez le jeune et celle de ses parents.

Considérons le problème posé par les activités religieuses dans certaines familles. Comme il s'agit d'un engagement personnel, la profession de foi devrait relever logiquement d'une affirmation personnelle. Or pour certains parents, ce rituel appartient plus à la culture familiale et peut donc être inclus dans la sphère collective. Cette ambiguïté peut engendrer des tensions comme le rapporte Camille – 12 ans, 5e, parents cadres – qui se rend à l'aumônerie chaque semaine pour préparer sa profession de foi. L'enquêteur lui demande si elle aurait pu ne pas suivre cette formation religieuse : « Ma mère, elle m'aurait demandé d'essayer sûrement. Et si vraiment, vraiment je m'étais ennuyée, j'aurais arrêté. » Mais quand, à un autre moment durant lequel elle s'interroge pour savoir si elle peut arrêter l'une ou l'autre des activités qu'elle pratique, elle s'embrouille un peu : « D'un côté je pense que oui, [je pourrais arrêter] parce qu'elle me dirait : "T'en as marre, t'arrêtes d'accord". Mais d'un autre côté, je pense que non parce que, par exemple, ma sœur elle voulait arrêter et ma mère lui a dit "non". Elle doit continuer un petit peu. C'est un peu pour savoir des choses, ça serait dommage. » Plus tard dans l'entretien, Camille explique qu'elle aimerait bien faire du patin à glace. S'interrogeant pour savoir comment elle peut intégrer cette nouvelle activité dans son emploi du temps, elle en arrive encore au catéchisme : « Et puis l'aumônerie, je me dis, "Maman elle voudrait pas que j'arrête maintenant". »

Finalement cette adonaissante accepte l'activité religieuse à la condition qu'elle change de statut : non plus une activité

personnelle relevant du temps « libre », mais une activité déléguée relevant du temps « familial ». C'est ainsi que la plupart des jeunes, surtout les garçons, codent l'activité scolaire comme un temps pendant lequel ils sont délégués par les parents. Ils doivent agir en tant que « fils de », « filles de », et ne sentent pas tenus d'agir à titre personnel. L'ampleur de leurs investissements s'en ressent.

Il est donc nécessaire de savoir « à quel titre » l'individu agit. Même si le jeune ne se dit pas explicitement en ces termes, il le vit et le ressent ainsi comme on l'a découvert pendant la recherche sur *Les Adonaissants*[1]. Les collégiens devaient noter sur un carnet tous les déplacements qu'ils faisaient dans la semaine, sans leurs parents. La consigne était précise. L'enquêtrice ou l'enquêteur relisait avec eux ce carnet pour comprendre comment ils se déplaçaient « seuls » dans la ville. Or un jour un des jeunes adolescents demande : « Est-ce que je dois marquer le Franprix, même si j'y vais pas ? » Alors l'enquêteur se dit : « Tiens, c'est curieux : "même si j'y vais pas"… » Le jeune reprend : « Enfin, j'y vais pour faire les courses. » Il y va donc en tant que « fils de ». Il se demande : « Je dois écrire quoi dans mon carnet ? » Il y va sans sa mère, mais il comprend qu'il ne se déplace pas d'abord pour lui, mais en tant que membre de la famille. Il insiste encore : « C'est pas un endroit où je vais, alors j'écris quoi ? » Il n'arrive pas à intégrer à titre personnel ces courses qu'il doit faire.

Pendant l'enquête, on a assisté à une autre scène comparable. C'est une jeune fille mais qui, par ailleurs, a nettement moins le droit de sortir de chez elle. Elle devait néanmoins aller acheter le pain. Elle se rend chez le boulanger en tant que « fille de », et elle réussit à transformer cette activité déléguée – elle représente sa famille –, en activité personnelle, ou tout au moins en activité « mixte », mi-personnelle, mi-familiale. Comment opère-t-elle ce changement ? Dans les boulangeries, les commerçants proposent des bonbons, et des bonbons à la bonne hauteur. Là, il y a des Malabars, des Carambars, et d'autres sucreries. Cette

adonaissante achète le pain, et après elle s'offre un petit moment à elle : « Après, je me prends un petit Malabar. » Grâce à la force de ce chewing-gum, la scène devient personnelle en partie.

Ne pas accomplir une action « à titre principal » n'est pas toujours critiqué par le jeune – ou par l'individu considéré. Il peut accepter de faire quelque chose à un autre titre, notamment en tant que membre de sa famille. C'est le cas de Pauline qui répond à une question portant sur ses bons et ses mauvais moments en famille. Les bons moments se passent souvent autour de la télévision, après discussion. Elle commente ainsi les films qu'ils regardent ensemble : « Les James Bond, on les a tous vus plusieurs fois. Ce n'est pas, enfin moi, j'aime pas. Enfin si, j'aime bien. Cela ne me dérange pas de regarder. Mais ce n'est pas mes films préférés. Mais ma famille, elle adore, donc voilà. » Pauline regarde en tant que « membre de la famille », ce qui n'est pas équivalent à en tant que « fille de ». Elle distingue les films qu'elle apprécie « vraiment » et les films qu'elle regarde avec. On comprend que le processus d'individualisation ne doit pas conduire normalement à la disparition des dimensions statutaires. Certaines pratiques sont accomplies à titre statutaire, et d'autres à titre personnel. En effet l'identité personnelle n'a pas un contenu précis, défini une fois pour toutes dès la naissance – c'est une limite de la représentation d'un soi caché. Elle se construit par essais et erreurs en puisant pour l'essentiel dans le stock d'expériences auxquelles est confronté le jeune – ou le moins jeune. Elle prend donc appui sur les identités statutaires, sur les rôles que l'individu doit jouer. Le soi personnel n'est pas hors du social.

Des racines et des ailes

Pour terminer, retour à la question initiale. En réalité la question ne peut pas recevoir de réponse si elle reste ainsi posée. En effet les parents n'ont pas à fixer la pondération

entre ce qui dans leurs enfants relèverait du « nos » et ce qui n'en relèverait pas. Il faut la reformuler ainsi : « Jusqu'où nos enfants accepteront-ils d'être nos enfants ? » La réponse ne vient pas des parents, elle est et sera donnée par les enfants eux-mêmes. Le processus d'individualisation est tel qu'il transforme l'héritage. Auparavant c'était la personne qui transmettait qui écrivait le testament ; aujourd'hui, et c'est une grande différence, c'est l'héritier qui décide de ce qu'il veut conserver, de ce qu'il rejette. Il n'y a pas fin de la transmission, il y a transformation du processus d'héritage. Pour l'exprimer schématiquement, les parents doivent continuer à transmettre à la condition qu'ils acceptent que leur enfant fasse le bilan, l'inventaire, tout le long de son existence, y compris avant d'être majeur, d'être adulte. En conséquence le travail éducatif des parents existe sous la seconde modernité, à l'époque contemporaine. Il change de nature en partie puisqu'il doit transmettre et proposer, tout en autorisant l'enfant à ne pas prendre la totalité de cette transmission. En effet, conformément au proverbe juif – « On ne peut donner que deux choses à ses enfants, des racines et des ailes » –, il est aussi important de créer les conditions de l'autonomie que de transmettre la culture familiale.

---

1 /F. de Singly, *Les Adonaissants,* coll. Pluriel, Hachette littératures, 2007.

Les enfants ont quitté notre enfance

PASCAL DIBIE

M'étant interrogé, en tant qu'ethnologue, sur les changements de ma société, de mon village, j'ai beaucoup regardé et beaucoup décrit pour réussir à construire et alimenter mon dernier ouvrage[1]. Dans ce monde foisonnant, de plus en plus mouvant, de plus en plus flou avec ses cultures mobiles, éphémères et changeantes, le nez sur nous-mêmes, j'ai entr'aperçu le monde de l'enfance qui m'a semblé de moins en moins ressemblant à celui que nous connûmes étant enfants, à commencer par les jeux pratiqués. Je regarde, et en effet je ne reconnais pas, je ne nous reconnais pas…

C'est de cette transformation – je l'ai appelée « révolution » – dont je veux parler lorsque j'écris : « J'ai le sentiment que nous n'avons plus de présent, que le futur s'est désormais installé comme la philosophie du temps… Que nous faisons comme si nous avions enfin réussi à nous approprier le temps, comme si la dimension temporelle se développait en un continuum ininterrompu où le futur, contre le passé, était sans cesse valorisé. Je crois que nous sentons que nous sommes déjà autres mais que nous ne savons pas très bien ni de qui nous nous différencions, ni de quoi. » À propos de « nos enfants », je notais dans mon carnet que « les jeunes, leur vie et leurs jeux sont devenus un mystère. Je ne sais pas vraiment ce qui les amuse aujourd'hui. Je les soupçonne de ne plus savoir jouer au sens où nous l'entendions à leur âge. À ma demande : jouez-vous ? Ils me répondent que oui et, en même temps, ils se fichent un peu de moi, me faisant comprendre que c'est une notion dépassée. Ils me font surtout comprendre que, même s'ils tentaient de m'expliquer, je n'y comprendrais pas grand-chose et ils ont raison. » Quelque peu perplexe, j'écrivais dans ce même carnet : « Je crois que les enfants ne

sont plus nos enfants, qu'ils ne sont peut-être même plus des enfants tels que nous imaginons que des enfants peuvent être. On dirait des bébés précocement grandis auxquels l'informatique tient lieu de biberon… » L'observation était sérieuse. Il est un fait que leur univers ludique se spécialise très tôt, « leurs pouces, ajoutais-je, ont à peine quitté leur bouche – immédiatement remplacés et jusqu'à un âge avancé par une tétine – qu'ils gagnent la console des Game Boy et autres jouets électroniques. Ils parlent à peine que déjà ils "computent" ».

Mon regard commença alors à changer. Ma fascination pour cette jeunesse animée par ce que l'on peut désormais appeler la nature cybernétique tient sûrement au fait qu'elle nous échappe radicalement sans qu'elle n'ait besoin de fuir ni de se cacher. C'est un fait, les jeunes – je n'arrive plus à dire les enfants – sont capables de partir sous nos yeux dans des ailleurs projetés par eux seuls auxquels nous n'avons pas vraiment accès.

Une troisième dimension ?

De l'apparente invitation à un vagabondage sur place que sont donc ces Game Boy, Game Cube, Play Station, MP2, M3 et MP4, en passant par la prise d'assaut de l'ordinateur familial, les enfants des villes et des villages sont passés dans une troisième dimension où nous avons un peu de mal à les suivre et à les rejoindre.

Ce n'est pas que nous manquons de dextérité ni de maturité – en cela les jeunes sont toujours des enfants et même de plus en plus longtemps, au point d'être des « adonaissants » comme nous l'explique François de Singly – mais nous manquons incroyablement, en comparaison, de discipline et peut-être même de concentration. Les adultes que nous sommes, non spécialisés dans la question (la mesure cybernétique n'est pas la nôtre), venons d'un univers bien trop terrien, bien trop enraciné dans l'espace, pour pouvoir, sans

questionnement et sans résistance à cette culture nouvelle, adhérer mentalement à ces technologies issues de la numérisation qui convergent systématiquement à un système compulsionnel de production et de consommation mondialement intégrées. Je rappelle juste, sans vouloir verser dans la paranoïa, que l'adoption – peut-être devrions-nous parler d'imposition – de la norme TCP-IP qui est à l'origine de la création par les États-Unis d'un réseau numérique de communication militaire, Internet, implique que nous nous soumettions à l'utilisation de normes qui induisent que l'on répète, au risque de ne pouvoir l'utiliser, des idéogènes nouveaux et très particuliers[2].

L'informatique est pour nos enfants d'une nature évidente, un prolongement indispensable à leur équilibre et à l'appréhension du monde dans lequel ils vivent aujourd'hui, même et surtout si cette nature est contraignante ! Nous voici au nœud de la séparation de nos deux mondes. S'il y a mille raisons au mal être[3] comme au bien être que notre société procure à nos enfants, il y en a une, enthousiasmante, qu'il faut regarder particulièrement : c'est que nos enfants sont entrés dans un autre temps et un autre espace que le nôtre.

Jamais une culture, la cyberculture, n'a été aussi pourvoyeuse d'exigences. On ne peut y entrer et y appartenir que si l'on accepte le protocole, sans y déroger un instant. Je crois que jamais nous ne nous sommes trouvés en face d'une culture protocolaire aussi exigeante où, pour que ça marche, pour que le dialogue homme - machine se fasse, il faille se plier à la discipline d'une machine. Chacun se souviendra de ses premiers pas en informatique et de ses colères impuissantes en voyant son travail cannibalisé à la suite d'un petit clic mal placé. Maintenant nous le savons tous : nous n'avions tout simplement pas respecté le protocole du système… Nous lui avons parlé à cet Amstrad (mon premier ordinateur), nous l'avons caressé même et parfois un peu frappé du plat de la main, espérant que, comme nos vieilles voitures, cela lui remettrait la tête en face des trous… Non, rien n'y faisait. Trois générations ont passé… et voilà « nos

enfants d'aujourd'hui », cette belle cyberjeunesse super-branchée technique qui a, elle, totalement intégré l'idée que sans respect du protocole le jeu ne peut se faire !

Finalement il y a bien du jeu, mais un jeu hybride ou plus exactement des jeux nouveaux en ce qu'ils associent dans le même mouvement jeu technique et jeu d'enfant, c'est-à-dire qu'ils demandent à la fois une culture technique particulière et une connaissance du jeu. Passons, dans les nouveautés radicales, sur les techniques minimales du corps que cela entraîne et qui auraient bien intéressé Marcel Mauss[4] : position couchée indifféremment sur le dos ou sur le ventre, avachissement dans un fauteuil façon ado américain avec jambes écartées, manettes ou console sur les genoux que l'on effleure des doigts plus qu'on ne les touche et que désormais seules des ondes relient à la machine – le wifi permet en effet de voir s'éclaircir les planchers des chambres de nos enfants où traînent encore comme des nids de serpents des amalgames de fils emmêlés croyait-on pour l'éternité… En dehors de ces nouvelles techniques du corps, ce qui me frappe le plus c'est l'incroyable concentration des joueurs.

Selon une enquête, on estime que 85 % des jeunes âgés de 12 à 17 ans surfent quotidiennement sur la Toile, les filles passant environ quatre heures et les garçons quatre heures trente devant un ordinateur ou une console de jeux vidéo (CREDOC, sept. 2005) ; de même, on constate que les jeunes sont en train de redéfinir en profondeur les nycthémères[5], préférant largement la vie nocturne à la vie diurne pour échapper aux rythmes définis par la société et aussi à la présence trop insistante et inquisitoriale des adultes et des éducateurs.

Les jeux durent longtemps : quelques heures, une journée, voire plusieurs jours, un mois, sans fin… Les enfants se glissent parfois dans des univers semblables au nôtre mais dans lequel ils s'incrustent, font des jeux interactifs, quoique ce qui les motive le plus semble être les jeux en réseau qui créent des solidarités virtuelles. Ils passent aussi de longues heures du jour et de la nuit à améliorer leur mental comme ils

le disent eux-mêmes, et à « apprendre à résister ou mieux à ignorer la pression afin de ne pas se laisser engourdir », dixit un jeune joueur de ma connaissance.

Ce qui paraît évident, c'est que nos enfants ne répètent plus, dans leurs formes et dans leurs gestes, les jeux que nous eûmes, nous, en partage ; jeux qui ressemblaient étrangement à ceux que nos parents avaient eux-mêmes répétés de leurs parents : petits animaux en terre modelés, vie de la ferme, petits soldats, jeux de construction, trains électriques, etc., bref, tous ces jeux considérés non seulement comme ringards mais explicitement inintéressants pour des enfants de quatre, cinq ans qui, déjà, computent à tour de pouces ! Idem en ce qui concerne nos exigences domestiques : les enfants semblent de moins en moins comprendre les raisons qui nous poussent à nous mettre à table ensemble à heure fixe (cela s'appelait la commensalité), à les pousser à se coucher tôt (c'était une histoire d'hygiène de vie), bref, à nos tentatives de leur imposer un rythme de vie commun qui s'inscrivait dans cette normalité qui borna nos enfances.

Les nouvelles solidarités du cyberespace

Le gros effort à fournir semble, pour « nos enfants », tout entier dirigé, canalisé vers l'univers ludique qu'on leur a fabriqué ou, plus exactement, vers les supports qui leur permettent d'y accéder. Ils sont, pour ce faire, capables de développer une énergie et de trouver une concentration qui confine parfois à la transe ; concentration volontaire et nécessaire pour faire fonctionner et exister leurs jeux. Bref « nos enfants » ont commencé à vivre dans des espaces en dedans et agrandissent quotidiennement, et sans nous, leur univers sans que nous puissions y accéder. Devant nos yeux, ils ont radicalement quitté notre enfance pour rejoindre un espace aux dimensions planétaires et une temporalité que nous pouvons difficilement comprendre faute de pratique (sauf exception bien entendu). Ils sont entrés au présent dans un

futur quasi palpable – cette média culture ou ce cyberespace – où les notions de temps et d'espace sont définitivement bouleversées. Et cela ne manque pas de provoquer d'incroyables changements sociaux, changements rendus possibles parce que nous nous trouvons aujourd'hui dans une « basse époque », un de ces moments dans l'histoire où tout peut advenir parce qu'il n'y a plus de référent unique, de contrôle social traditionnel suffisamment fort et unifié pour contraindre l'ensemble des membres d'une société à faire la même chose.

Ce n'est pas tant que nous soyons dans une perte de repères que dans un moment rare de l'humanité où les changements sont tels qu'ils n'ont pas été prévisibles, pour la simple raison qu'on ne sait jamais exactement la mesure du seuil, ni quand vont se rompre les choses. Tout concourt en apparence à dire que nous serions à la fin d'un temps, mais il nous est impossible de savoir exactement quel temps se termine, ni quel temps commence. Les sciences humaines nous ont montré que toute société était un continuum, ce qui évite de croire à toute théorie catastrophiste et autres visions de déclinologues et nous permet de garder tous les espoirs en « nos enfants ».

Nos cyberenfants s'inventent de nouvelles solidarités, s'organisent en communautés d'intérêts ludiques à une échelle jusqu'alors inimaginable puisqu'elle peut-être planétaire et qu'ils sont entrés dans un espace personnel tout à fait neuf quant à leur participation à la production d'une nouvelle culture. Dans chaque rapport avec la machine, il y a un enjeu : une mise en jeu des écarts d'informations qui, au lieu d'écarteler les enfants, les rassemble, leur permettent de faire corps virtuellement avec ceux avec qui ils jouent, ensemble et à distance. Tous les adultes auront remarqué qu'ils ont plusieurs activités en même temps. Avec une utilisation massive de supports audiovisuels – téléphone, net, chat, webcam, télévision – et, au milieu, comme alibi, quelques copies en cours de rédaction. Reconnaissons pourtant que ces enfants développent des opérations cognitives extrêmement

complexes, sûrement plus complexes que celles que nous eûmes à résoudre à leur âge, et qu'ils acquièrent chaque jour des compétences qu'il nous est difficile de comprendre mais qui s'accumulent en dehors de nous et du système éducatif qu'on leur propose en ce début de XXIe siècle.

Une attention partielle continue

Cette « attention partielle continue », cette gestion suivie de tâches multiples nous affolent un peu et pourtant : voir, répondre, agir, subir, se distancier, commander, relève bien d'un apprentissage, mais d'un auto apprentissage ou d'un apprentissage par leurs pairs, par leur propre classe d'âge. J'ai signalé plus haut que la computérisation, avec le pouce d'abord puis avec l'ensemble des doigts, en gardant toujours une attention partielle, commençait très tôt et que les enfants restaient en apparence assez étrangers à ce qui entoure leur enfance. Je ne sais si, comme le disent les spécialistes, cela mène à un état d'insatisfaction permanente mais, ce qui est sûr, c'est que le parcours d'un jeu informatique ou d'une recherche sur le net implique un processus complexe.

Dans son ouvrage au titre paradoxal qui résume assez bien la situation actuelle, *Everything Bad is Good for You*, Steven Johnson (2005) souligne que face à l'écran et devant le clavier, l'utilisateur s'engage dans une démarche qui implique d'observer, de formuler des hypothèses, de construire un réseau personnel de connaissance en mobilisant des savoirs précédents et en en recherchant d'autres ; que le fait d'analyser, de contextualiser, de hiérarchiser, de mettre en relation, de tester, de voir les effets l'emmène dans une démarche très proche de la démarche scientifique.

Pour revenir sur cette étrange « attention partielle continue » de « nos enfants », on s'intéressera, par exemple, à la fabrication des nouvelles séries télévisées américaines qui ne sont plus linéaires mais où s'entremêlent de multiples fils

narratifs, faisant même parfois appel à des intratextes et des intertextes diversifiés[6]. Pour « nos enfants » la compréhension d'un épisode où il ne se passe pas grand-chose repose sur la connaissance des personnages et la mémoire des épisodes précédents. Un feuilleton sans intérêt prend alors sa valeur dans la lecture ou le regard qui en est fait au sixième degré, quant au plaisir de le regarder plus que de le suivre, il repose sur la jouissance partagée grâce aux chats envoyés pendant la diffusion du feuilleton sous forme de commentaires plus ou moins drôles et acidulés que l'on diffuse sur la Toile et à ses copains. Ce qui se joue ici est en fait un phénomène de lecture des images, une lecture qui s'est petit à petit modifiée par l'utilisation de l'ordinateur qui implique un rapport actif à la lecture par le biais de l'écriture. Nous assistons là aussi à un nouvel apprentissage et une nouvelle relation à la chose lue et à la chose écrite.

Clara Ferrao Tavares fait remarquer que si l'effort d'écrit et de lecture semble être réduit, il faut prendre en compte le fait que jamais les jeunes n'ont autant lu ni autant écrit. Il y a une nouvelle forme de lecture, ou plutôt une nouvelle façon de lire, qui se caractérise par la vitesse de lecture. Il y a bien avec le net une illusion de la synchronie, des contractions du temps. Tout utilisateur aura remarqué que son parcours de lecture est souvent généré par le parcours à travers les connexions vers d'autres textes, d'autres sites, voire d'autres blogs qui l'emmènent dans une lecture-promenade qui pourrait être sans fin. On constatera d'ailleurs qu'on ne sait plus très bien si au cours de ce vagabondage virtuel on n'a pas profité de nos lectures pour écrire un peu… Les deux choses désormais se confondent en effet. Il y a, à n'en pas douter, une explosion d'habitudes de lecture et d'écriture qu'on doit à Internet. Pour nos cyberenfants à qui on reproche une écriture sans profondeur, que l'on accuse de faire des mots raccourcis et d'avoir une phonétique paresseuse, ce lu-écrit-lu fait voler en éclat les frontières entre l'acte de lecture et l'acte d'écrire. Fruit de conversations bilatérales, ils sont sommés dans la lecture de répondre, donc d'écrire et non plus seulement de jouir du texte d'un autre. Maddalena De Carlo[7] remarque à

juste titre que le cyberlecteur sort des notes, des copies, déplace des morceaux de textes, les décontexte ; devient coauteur et s'approprie des textes pour les faire siens. L'attention du jeune lecteur n'est pas enveloppée, au contraire, elle est constamment déplacée, ouverte vers d'autres sources. Par la désacralisation des deux activités, la distance entre l'auteur et le destinataire est réduite. Ces activités, lire ou écrire, demandent finalement plus de compétences qu'avant avec cette nouveauté particulière : le plaisir de remplir et de partager les écarts d'informations de contenus extratextuelles et référentielles. Pour un petit groupe d'enfants qui regardent la même chose, dans le même temps, mais dans des espaces géographiques distincts, cela leur permet de s'élever ensemble et de façon éphémère, avec la distance qu'ils prennent, de l'histoire immédiate. Voilà que « nos enfants », s'ils lisent moins, écrivent plus, sans le vouloir…

En fait, les enfants qui jouent, s'ils se lient à un protocole intraitable pendant des heures, sachant qu'à la fin ils sont récompensés, acceptent bien volontiers de se faire discipline. Peut être aussi qu'Internet n'isole pas tant nos enfants que ça, qu'il les ouvre à d'autres espaces, qu'il implique des relations différentes avec le temps, des simultanéités du faire ou des « faires nouveaux », qu'il permet un mouvement social de recommunautarisation de réseaux sociaux, de partage des savoirs et que la cybernétique les emmène vers une nouvelle forme de construction de l'intelligence collective avec une extension positive : les pousser à faire des actes de générosité planétaire. Voilà pourquoi ce regard bien rapide posé sur « nos enfants » permet de dire qu'ils ont bel et bien quitté notre enfance, mais que s'ils ne nous imitent plus, si nous avons du mal à comprendre ce qu'ils fabriquent, nous devons à travers leurs techniques et leur nouveau rapport au monde, les suivre et les assurer de ce qui peut ne pas leur nuire : toute la tendre attention qu'on peut leur vouer.

---

1 /Pascal Dibie, *Le Village métamorphosé, Révolution dans la France profonde,* Plon, Terre Humaine, 2006.

2 /Bernard Stiegler, *Mécréance et discrédit, la décadence des démocraties industrielles,* Galilée, 2004.

3 /David Le Breton, *En Souffrance, Adolescence et entrée dans la vie,* Métaillié, coll. Traversées, 2007.

4 /Marcel Mauss, « Les Techniques du corps », *in Sociologie et Anthropologie,* PUF, 1950.

5 /Unité physiologique de temps comprenant une période de veille et une période de sommeil.

6 /Clara Ferrao Tavares, « Le temps, l'espace et les cultures », *in Études de Linguistue appliquée,* n°146, avril-juin 2007.

7 /Maddalena De Carlo, « La communication à l'époque de sa reproductibilité technique », *in Études de Linguistique appliquée,* n°146, avril-juin 2007.

Demain, c'est loin…
La culture des post-adolescents

MONIQUE DAGNAUD

Depuis de nombreuses années, ainsi qu'à travers une série d'émissions, *Demain, c'est loin, avoir vingt-ans en 2007*[1], nos recherches portent sur deux axes : d'une part les médias ; d'autre part, les jeunes et plus particulièrement, les post-adolescents. Ces deux types d'exploration sont articulés. D'abord parce que la sphère médiatique est une composante importante, certes non exclusive, mais très invasive, de l'environnement éducatif des jeunes. Ensuite parce que les opérateurs de médias, y compris ceux de la bonne vieille télévision, sont obsédés par la conquête du public jeune, pour des raisons publicitaires, mais aussi dans une optique de fidélisation : l'évolution des programmes s'adapte à la culture des adolescents et des jeunes adultes et/ou s'en inspire. Enfin, les jeunes sont particulièrement curieux et friands des nouvelles technologies de communication, et plus experts à les manier que les adultes : ils sont donc naturellement les pionniers (et parfois les prisonniers) de la culture numérique.

Le croisement de ces deux angles de vue incite à développer l'idée suivante. Comme chaque nouvelle génération, les jeunes d'aujourd'hui innovent dans leurs pratiques culturelles et développent leur propre imaginaire, pour une large part nourri des représentations médiatiques. Un fil pertinent, semble-t-il, pour saisir la culture spécifique des vingt ans, consiste à se centrer sur le rapport qu'ils établissent avec le temps et l'espace. On observe ainsi une suite de désynchronisations, qui procèdent de transformations inscrites dans la vie sociale et économique et de l'impact des repères symboliques fournis par l'écosystème médiatique. Autrement dit chacun se situe, se

pense par rapport à un vécu, une expérimentation du réel, et par rapport aux représentations fantasmées, dont les grands médias sont les instigateurs et les reflets. Le fantasme est devenu une pratique sociale, souligne Arjun Appadurai.

À vingt ans, on est adulte physiologiquement, mais on est le plus souvent dans une situation de dépendance économique. On est instruit du savoir et des valeurs délivrés par l'école républicaine, mais on peut s'immerger dans la régression et le déni enfantin. On veut « tout et tout de suite » et, simultanément, on a tout le temps : « l'avenir c'est la minute d'après », chante le groupe IAM, dans la chanson « Demain, c'est loin ». Le rapport à l'espace est à l'avenant : être à la fois ici et ailleurs, tout entier affirmé dans le présent et pourtant décalé, la tête dans les nuages, notamment des nuages numériques, voici le vrai talent des « vingtenaires ».

Réorganisation des âges de la vie

Au cours des cinquante dernières années, les progrès scientifiques, de la biologie notamment, l'organisation du travail et la modernité culturelle dans la famille se sont conjugués pour bousculer le rythme et les séquences des trajectoires de vie : la redéfinition des âges de la vie est un champ de réflexion dans nombre de disciplines, notamment en sociologie et en philosophie[2]. Ajoutons le rôle de l'économie marchande et le poids qu'elle joue dans la perturbation du rapport symbolique que chacun entretient avec son apparence et donc l'apparence de son âge. Accepter, ou fuir son âge. Révéler son âge, ou le taire. Faire ou ne pas faire tel âge ; se caler sur un âge enchanteur qui allierait le tonus et l'insouciance des vingt ans et la maturité des quarante : voilà des problèmes métaphysiques aussi cruciaux que futiles auxquels l'individu contemporain se confronte.

On devient adolescent plus tôt

On sort de l'enfance de plus en plus tôt : le basculement des hiérarchies familiales s'est opéré selon plusieurs glissements. L'enfant du désir est irradié des projections narcissiques que les parents font sur lui, et sa place se consolide au sein de la famille. L'idée des droits de l'enfant s'impose comme une valeur émancipatrice et se concrétise dans des textes législatifs. Et ces repositionnements vont parfois très loin : l'image de l'enfant comme adulte en formation et en devenir s'émousse et les petits, à un âge précoce, sont tenus pour des presque adultes. Comment en est-on arrivé là ?

Il y a d'abord le monde des « vrais » adultes, qui eux-mêmes ont beaucoup de mal à accepter de vieillir. Le mythe de Dorian Gray, hymne hédoniste à la beauté et à la jeunesse, s'est imprimé dans nos représentations. L'individu contemporain n'endosse pas aisément un rôle hiérarchisé, abolit volontiers le rempart d'âge et se plaît à adopter, vis-à-vis de sa progéniture, une posture d'amicale connivence.

Dans la lignée de Rousseau et de Freud, on constate, comme l'indique Pascal Bruckner dans *La Tentation de l'innocence*, une inclination à encenser le stade de l'enfance, à lui reconnaître une sagesse innée, à s'enchanter de sa candeur, à s'émerveiller de son intelligence spontanée… Et donc à placer l'enfant presque dans la situation de devenir « le parent de ses parents ». Ce renversement d'optique incite l'enfant à parodier le comportement de l'adulte, s'habiller comme lui, prendre des responsabilités, avoir une parole autorisée sur les réalités de la vie et de la cité.

La présence des grands médias dans la vie de l'enfant, dès un âge précoce, modifie profondément ses conditions d'apprentissage et d'appréhension du monde, le plonge d'emblée dans la réalité adulte avec sa complexité, ses mystères, sa violence, ses tricheries. Ce contexte rend donc difficile, voire inopérante, une entrée par paliers dans l'univers du savoir, telle que le conçoivent l'école et les familles traditionnelles. La télévision généraliste, en particulier, en promouvant des codes et un modèle standard de comportement, bouscule les barrières générationnelles, incite à

l'indifférenciation des conduites, ou plutôt à un brouillage des normes et des références pour chaque classe d'âge.

Et le système de la consommation[3] fait son miel de ces confusions, car en jouant sur les clins d'œil entre générations, elles permettent au secteur marchand de décliner chaque produit en autant de sous-produits adaptés à chaque époque de la vie (le secteur de la cosmétique assure ainsi son succès). Mais cette emprise de l'économie opère aussi en sens inverse et aboutit à proposer à toutes les classes d'âge un même style, un même idéal vestimentaire : regardons par exemple la publicité du Comptoir des Cotonniers qui construit une image de gémellité entre mère et fille, ou celle de Petit Bateau qui invite toutes les classes d'âge à s'aligner sur le modèle débraillé/épuré de la petite enfance. Quant au jean : il habille du bébé au « pépé ».

On devient adulte plus tard

Ce brouillage des relations d'âge s'opacifie encore plus aujourd'hui. D'ailleurs on est moins pressé de devenir adulte. Stefan Zweig parlant du monde d'hier (avant la Première Guerre mondiale), évoque une situation en voie de disparition, l'empressement à vouloir ressembler à un adulte : « Ce qui serait aujourd'hui presque incompréhensible : la jeunesse devenait une entrave dans toutes les carrières, et seul un âge avancé constituait un avantage. (…) Les journaux vantaient des produits pour hâter la croissance de la barbe, de jeunes médecins de vingt-cinq ou trente ans qui venaient de passer leur examen portaient des barbes majestueuses et chargeaient leur nez de lunettes à monture d'or, même s'ils n'en avaient nul besoin, à seule fin de donner à leurs patients qu'ils avaient de l'expérience.[4] » L'impatience à devenir adulte s'est affaiblie, même si elle n'a pas disparu. La révolution individualiste stimule l'aspiration à prendre son temps avant d'endosser des responsabilités ; autrement dit, différer ses choix pour se construire et forger son identité. Et surtout, cette phase de relative apesanteur sociale, l'âge de tous les possibles, et du temps pour soi, figure une sorte d'idéal que

l'individu sublimera au cours de sa vie, en particulier chaque fois qu'il sera étreint par « la fatigue d'être soi ».

Un temps long et mouvant, la post-adolescence

Les enfants d'aujourd'hui sont des enfants du désir. Ils sont le fruit d'un projet, celui de leurs géniteurs, leur venue a été programmée, attendue, entourée du soin et des projections qui enveloppent un être que l'on imagine unique. L'effet de désir prime sur l'effet de lignée : le nouveau-né est tenu comme un sujet d'amour dans une projection à deux et non pas comme le descendant d'une famille, qu'il faudra protéger et inscrire dans une histoire sociale. Rien n'est plus traversé d'utopies que l'univers éducatif, qui n'a cessé de s'enrichir et de se complexifier au service des ambitions idéalisées (et souvent narcissiques) sur notre progéniture. « De par sa reconnaissance comme personne, l'enfant du désir est voué à endosser, dans le regard de ses parents, le choix dont il procède. Lui qui a été voulu, et voulu pour ce qu'il est, il ne peut qu'avoir choisi de naître, choisi ses parents, choisi d'être ce qu'il est. Il est environné de nécessité fantasmatique », écrit Marcel Gauchet dans un article qui tente d'explorer les aléas existentiels de l'enfant du désir[5]. Premier labyrinthe à parcourir : je dois me construire comme une personne à part entière, cet individu unique dont témoigne le sourire extatique de mes parents, dans un contexte où les fées qui ont présidé à ma naissance ont déjà beaucoup pensé pour moi et à ma place.

Un autre principe me berce dès mon enfance, celui de l'invention de soi. A priori, un diamant des sociétés démocratiques ! Voici ce principe énoncé dans tout son éclat : chacun doit établir une distance réflexive avec soi-même, s'analyser, puiser, arbitrer et trier dans son environnement les valeurs et les exemples pour élaborer sa propre subjectivité, et décider pour soi-même. Dans le domaine éducatif, cette démarche introspective revient à valoriser l'expérimentation, et non comme autrefois l'identification aux modèles

parentaux, ainsi que le souligne Olivier Galland[6]. Explorer une large palette de plaisirs et d'émotions, se soumettre à des épreuves, investiguer les possibilités ouvertes par sa propre liberté, ces modalités sont finalement inscrites dans les voies de la construction identitaire que propose le modèle de l'invention de soi.

Cette injonction à être l'entrepreneur de sa propre vie se présente comme un hymne à la liberté, puisqu'elle laisse entendre qu'une large gamme de possibilités pour « se choisir », « construire son histoire », est offerte à l'enfant et à l'adolescent. Un tel viatique paraît un cadeau somptueux pour entamer l'existence, mais cette proclamation vibrante occulte pieusement la référence aux paramètres sociaux et individuels, alliage de l'inné et de l'acquis, qui pèsent sur la trajectoire de chacun, elle est donc gangrenée par une illusion que le jeune saisira assez vite. Cette illusion est aussi discutée à l'école, dira-t-on, l'ombre de Bourdieu planant sur les enseignants. Mais comprendre cette illusion ne veut pas dire l'accepter. Le principe de l'invention de soi porte en germe la tentation de devenir un rebelle permanent, celui qui, sans doute à juste titre, s'indigne de s'être laissé berner dès le départ.

Mais là où ce principe perd toute consistance, c'est dans les perspectives qui l'accompagnent : la vision généreuse du « tout est possible » et du « tout s'équivaut » se heurte de fait à l'instillation permanente (école, parents et médias confondus) de modèles de réussite aux normes exigeantes. Excellence scolaire, métier à responsabilité et réussite matérielle, reconnaissance par le système médiatique, le tout couronné par bien d'autres éléments de performance – séduction, performance sportive, amoureuse, etc. Les barres à franchir ne cessent de se multiplier et de s'élever. « Aux jeunes, on ne parle pas d'existence mais de réussite » remarque William Lowenstein, médecin spécialiste des addictions. Comment échapper à cet idéal des couches supérieures éduquées placardé sur tous les murs de nos sociétés, et relayé par beaucoup d'éducateurs ? Comment accepter de ne pas pouvoir goûter ce festin, ou même seulement l'un des mets qui le

composent ? Comment, surtout, gérer tant d'injonctions contradictoires, de subtiles insinuations, et finalement d'hypocrisie au carré ?

Renouons avec la démonstration de Marcel Gauchet : « La pathologie typique de l'ancien mode d'institution était la névrose, l'intériorisation de l'interdit, la constitution de soi autour de l'auto-répression. La rançon caractéristique du nouveau, c'est l'impossible entrée dans la vie. Son trouble emblématique, ce n'est plus le déchirement intérieur, mais l'interminable chemin vers soi-même. »

Ce long voyage à la découverte de soi-même, la société est prête à l'accorder aux adolescents et post-adolescents d'aujourd'hui. Pour ces raisons existentielles, mais aussi pour des raisons pratiques. L'allongement de la durée des études, injonction qu'entonnent en chœur les familles et la société tout entière, conjuguée à la difficile entrée dans l'univers du travail, aboutit à une situation inédite : la post-adolescence s'étire dans l'indétermination statutaire, elle peut mener jusqu'à trente ans, voire plus.

Demain, c'est loin

En France, 62 % des jeunes d'une classe d'âge obtiennent le bac (près de 40 % le bac général) et, après parcours dans les grandes écoles et l'Université, seulement 38 % obtiennent un diplôme du supérieur. En 1999, 45 % des 20-24 ans étaient encore en scolarité, 34 % avaient un emploi (parfois en poursuivant des études), 18,5 % étaient au chômage ou dans une activité « indéterminée » (INSEE, 2000). Continuer le plus longtemps sa scolarité est un principe qui ne cesse de s'affirmer et que révèlent les chiffres : en 2004, 60 % des 15-24 ans étaient scolarisés, contre 13 % en 1954 et 37 % en 1968 (*Le Monde* du 24 mars 2006).

Cette détermination en faveur des études supérieures masque toutefois leur caractère assez souvent chaotique. « Le

premier cycle universitaire est une voiture-balai destinée à masquer le chômage des jeunes », dénonce avec une certaine provocation Jean-Robert Pitte, président de l'université Paris-Sorbonne. Rappelons que la durée moyenne des études supérieures en France est de 2,7 ans. Quelque 40 % des étudiants n'obtiennent pas leur DEUG, même après trois, voire quatre ans d'études. 34 % des étudiants abandonnent ces études au bout d'un an. Pour ces jeunes, le passage par l'enseignement supérieur conduit surtout à différer l'entrée dans la vie active ; même s'il est maintes fois prouvé que tout diplôme du supérieur, même modeste, vaut mieux à l'égard du marché de l'emploi que rien du tout[7] ; les plus fragilisés étant à l'évidence les 17 % des jeunes qui n'ont glané aucun diplôme dans leur parcours scolaire du secondaire – 19,4 % pour les garçons. D'autre part, le taux de « rentabilité » des études varie fortement selon la filière universitaire, les études de lettres, de langues ou de sciences humaines se révélant bien moins performantes, en terme d'accès à l'emploi, de statut et de rémunération, que le secteur économique ou la gestion.

Cet horizon d'incertitude se traduit aussi par un maintien de liens familiaux soudés à un âge qui, d'une certaine manière, devrait encourager la prise de distance : ainsi la cohabitation entre parents et jeunes adultes – entre 20 et 30 ans – est très fréquente et diminue à peine. En 2005, 57,1 % des 15-29 ans habitent chez leurs parents et 16 % sont seuls ou en colocation ; les 20-24 ans habitent pour 57, 8 chez leurs parents (59 % en 1999) et, entre 25-29 ans, 21, 2 % y résident encore (22 % en 1999) (INSEE). Cette propension à rester chez ses parents est nettement plus masculine que féminine, et elle est évidemment plus fréquente chez les étudiants que chez les actifs.

La famille est d'ailleurs la valeur prisée en premier par ces jeunes. Pourquoi cet engouement ? D'abord parce que l'accomplissement de soi dans le travail est un espoir en perte de vitesse dans une société de précarité, ensuite parce que quand l'avenir est incertain et l'univers du travail peu accueillant, les liens familiaux proposent un ancrage, un

refuge. Une sécurité qui se traduit par de fortes solidarités matérielles : ainsi une donnée de 2002 montre que sans soutien familial 90 % des 19-24 ans vivraient en dessous du seuil de pauvreté, et beaucoup ne disposeraient pas d'un toit (*INSEE Première*, février 2002) ; 91 % des étudiants bénéficient d'une aide régulière de leurs parents, mais en bénéficient également 35 % des jeunes ayant un emploi ou étant en recherche d'emploi. Les perturbations connues par l'institution familiale après les années 1970 ont dès lors peu affecté la confiance des jeunes envers elle…

Rien n'est simple dans les histoires familiales, mais les données de la famille contemporaine rendent encore plus ardu le décryptage de ces liens intimes. Ainsi elles signalent quantité de situations possibles : on peut être étudiant et résider encore chez ses parents ou au contraire vivre loin d'eux ; on peut être indépendant financièrement grâce à un travail, et pourtant continuer à nicher dans le cocon de son enfance ; on peut, après des études dans une ville éloignée, revenir vivre chez ses parents (13 % des jeunes effectuent cette boucle[8]) ; on peut être au chômage et fonctionner loin des siens… et on peut être en couple et résider chez ses parents. Autrement dit, la phase d'autonomisation des jeunes adultes est un cheminement de longue durée, erratique dans son circuit, et toujours réversible. Les jeunes adultes sont confrontés à une situation paradoxale : dotés de la majorité civile, munis d'une liberté sexuelle qui leur est largement reconnue, incités par le modèle éducatif à larguer les amarres, à cultiver leur personnalité, ils subissent une dépendance économique qui les oblige à demeurer longtemps les enfants de leurs parents.

« Demain, c'est loin », cette expression résume donc bien le sentiment ressenti à l'égard de l'entrée dans l'âge adulte. Le moment d'aborder une vie active stable est repoussé dans le temps, et s'opère souvent par paliers, après une multitude de stages et de petits boulots. Par ailleurs, cette étape est désynchronisée par rapport à la formation d'une nouvelle famille, la mise en couple et la venue d'un premier enfant.

Ainsi en 2005, seulement 21 % des 20-24 ans vivent en couple – le plus souvent non mariés –, contre 59 % des 25-29 ans – dans cette tranche d'âge moins d'un quart des individus est marié.

De fait, en moyenne, les naissances sont de plus en plus tardives, et on ne s'installe dans une stabilité familiale qu'après 30 ans (en 2006, l'âge moyen de la fécondité féminine avoisine trente ans, alors qu'il était de 26 ans en 1975). L'horizon de la maturité s'éloigne et, l'espérance de vie ne cessant de croître, l'idée de la vieillesse n'est même pas perceptible ; le temps de la post-adolescence alors se dilate, ne se donne pas vraiment de borne, et la possibilité de rebattre les cartes semble presque infinie. Aussi la société – et les parents – autorise(nt) une grande élasticité à cette étape de la vie où se combinent construction identitaire et construction d'une position sociale.

Maturité et déraison : être vieux et jeune à la fois

Les jeunes d'aujourd'hui sont clairement les héritiers de l'école républicaine, les thuriféraires de l'analyse logique et des valeurs de tolérance qui constituent les deux mamelles du système éducatif français. Cette affirmation peut faire sourire tant s'est banalisée l'idée d'un échec de la capacité de transmission des enseignants. Pourtant les jeunes ont intégré, dans l'ensemble, le discours de la raison et du sens dont ils ont été abreuvés dès leur plus jeune âge. Ils savent décrire les signes d'un comportement responsable. Ils se révèlent compétents pour expliquer les talents à développer en vue d'une insertion dans l'univers social et professionnel ; ils connaissent avec finesse de quelle complexité est façonné l'individu contemporain. Ils possèdent, pour bien des domaines, les clefs explicatives des sociétés modernes, et savent comment se repérer sur beaucoup de plans, y compris sur la spirale de contradictions qui entoure le modèle éducatif.

De plus, généralement, ils adhèrent, avec une pointe de fatalisme toutefois, au modèle social dominant et en approuvent les valeurs de base. En matière de sécurité routière et de consommation d'alcool ou de drogues, par exemple, ils ont enregistré fidèlement les recommandations maintes fois réitérées par les adultes et relayées dans les médias ; et ils y souscrivent sans réserve.

Et pourtant, paradoxe vertigineux, ils sont capables de comportement radicalement en rupture avec leurs connaissances et leurs convictions ! Être jeune, c'est enchaîner avec allégresse les transgressions.

Apparaît ainsi un parasitage entre connaissance d'une règle et son application, entre notion de danger et précaution à prendre, entre pensée rationnelle et comportement *ad hoc*, entre le légal et l'illégal. La dérobade des actes face à ce que la pensée recommande paraît un maillon psychologique qui, ainsi, structure les jeunes s'adonnant régulièrement aux déjantes nocturnes[9]. Ils ne sont pas fous et pourtant, parfois, ils agissent comme tels. Pourquoi cette esquive ? On peut appeler à la rescousse les pulsions irrationnelles de la jeunesse, le tonus que procure le sentiment d'invulnérabilité, le besoin de défis pour se prouver le sens de la vie. David Le Breton résume cette impulsion : « La limite physique vient remplacer les limites de sens que ne donne plus l'ordre social. Ce que l'on ne peut pas faire avec son existence, on le fait avec son corps[10]. »

Au-delà de l'explication par l'ordalie, épreuve qui fraye le passage vers l'âge adulte, il faut compter avec l'océan d'images dans lequel baignent les jeunes. Pour eux, la réalité n'est jamais tangible, l'accoutumance à la virtualité, à l'envoûtement des images, s'ajoute à tous les autres facteurs qui opacifient le rapport au quotidien et favorisent un déni psychologique.

Par exemple, l'idée de régression, de retour à l'enfance, est un ressort magique, quasiment un ingrédient basique, de la publicité. Dans la consommation des adolescents et post-

adolescents, les produits « de régression » se taillent une part non négligeable car ils symbolisent un paradis perdu dont on a du mal à s'arracher. Ainsi les marques qui sont dédiées à des aliments de l'enfant (Corn-flakes, Nutella, Kiri, etc.), ou à des vêtements de bébé (Petit Bateau, Bon Point) visent le public junior, jouant sur cette nostalgie, cette volonté de montrer qu'on est grand sans être grand, qu'on simule la candeur, qu'on se love dans les douceurs, qu'on se console, sans être dupe. Ce décompte à rebrousse-poil du temps englobe toute la société : alors que les adultes s'attachent à garder leur allure adolescente, les adolescents encensent leur enfance, en retournent l'image à leur profit, avec un clin d'œil sur la naïveté, la malice, l'abandon au plaisir élémentaire. Une partie des marques fonctionne à l'infantilisation généralisée avec la complicité des consommateurs. Dans le domaine de l'économie marchande, valoriser la stature de l'adulte semble contre-performant… et la connotation ludique spécifie une très large gamme de produits, en particulier les nouveaux instruments de communication.

Être ici et ailleurs

La culture numérique pose son emprise sur les jeunes et, par là, modifie leur façon d'être. Les étudiants de 18-24 ans sont un peu plus de 2 800 000. Une bonne partie d'entre eux est « multiéquipée » d'outils médiatiques et fonctionne dans un hyperchoix de programmes et de services. Ainsi, les deux tiers possèdent une console de jeux, 8 sur 10 un téléphone mobile, 8 sur 10 un ordinateur, la moitié a un accès en haut débit. Et logiquement, ils sont fortement consommateurs de loisirs numériques et d'Internet, en particulier en fin de journée et en soirée (Médiamétrie 2007). Cette évolution des pratiques médiatiques conforte l'avancée vers un profil psychologique que les médias électroniques ont amorcé, et qui aujourd'hui, avec le Web 2.0, prend une autre ampleur.

Cet individu, d'abord, entend s'exprimer, rendre compte de sa vie et de ses émois auprès des autres – tendance captée et stimulée par la télévision des années 1990. La profusion des blogs d'adolescents, véritable revitalisation et exposition au grand jour des journaux intimes d'autrefois, en témoigne (Médiamétrie répertorie en France plusieurs millions de blogs en 2006 ; 8 blogueurs sur 10 ont moins de 24 ans, 52 % sont étudiants ; beaucoup de blogs sont toutefois vite abandonnés). Certains de ces blogs servent de prolongement à la sociabilité scolaire, sorte de support aux conversations d'un réseau d'amis déjà constitué, comme le font les radios associatives lycéennes. On observe aussi des sites qui fédèrent des groupes affinitaires : autour des fans de telle série télévisée, des mordus de tel chanteur ou de telle marque star des écrans publicitaires. Enfin, une partie de la blogosphère est animée par des internautes avides de faire connaître leurs opinions sur les petits et grands sujets de ce monde : elle réunit des anonymes engagés désireux de sortir de l'ombre et des patronymes déjà présents dans le débat médiatique, mais qui entendent gagner par là un surcroît de visibilité et d'audience.

Les flux culturels distillés par la télévision et le cinéma, écosystème des sociétés modernes, aiguisent l'aptitude à vivre ici et ailleurs, à se détacher de son contexte géographique et social, à se fabriquer des biographies alternatives, à circuler d'une réalité à l'autre. Ils façonnent un vrai talent à s'abstraire du quotidien. Dans la période récente, le Web 2.0 qui stimule une sociabilité exubérante, vaste espace de jeu pour les simulations identitaires, apporte son grain à ce mouvement de travestissements perpétuels et l'amplifie. Le site de « Second Life » illustre à merveille cette orientation. Objet de suspicions sur l'aliénation de l'individu et la perte de soi dans la galaxie virtuelle, il fonctionne selon ces multiples dédoublements de la personnalité contemporaine, poussant à l'extrême la vie par procuration. Une plume optimiste pourrait le rebaptiser « Second Chance » : pour certains joueurs, se confondre avec son avatar offre infiniment plus de gratifications et d'estime de soi que le monde réel. En fait, l'homme des années 2000 pérégrine comme jamais, même s'il est immobile.

Enfin, dans ce théâtre où alternent zones d'ombres et éclats de vérité, le post-adolescent est accompagné de musique. La compagne pour la route. Au cours des dernières décennies, l'écoute de la musique a connu une explosion. Dans les années 1960, les jeunes se branchaient sur la radio, notamment la célèbre émission « Salut les copains » qui, pour toute une génération, a associé rock et émancipation juvénile. Les 15-24 ans d'aujourd'hui écoutent à peine plus la radio qu'à cette époque – en dépit de la multitude de réseaux musicaux –, mais grâce aux CD, aux téléchargements sur Internet, aux baladeurs et aux I-pods, ils vivent sous un déluge de décibels. Les deux tiers d'entre eux écoutent de la musique enregistrée tous les jours (contre 20 % des 20 ans de mai 1968), et c'est la pratique culturelle qui, de loin, leur manquerait le plus cruellement si elle venait à disparaître.

La culture numérique consolide l'évolution de l'individu moderne. Elle conforte son aspiration à se raconter, à dévoiler aux autres une part de sa vérité, à participer au débat public. Elle invite chacun à sortir de son isolement et de son anonymat. Elle contribue à fabriquer un individu appliqué à la « projection réflexive de soi », comme l'énonce Anthony Giddens, un être qui tâtonne et expérimente pour s'autoinventer. Mais qui s'adonne avec bonheur aux travestissements et aux jeux de rôle, le besoin de secret n'ayant en rien cédé la place à un exhibitionnisme aveugle. L'hypermoderne ne cultive pas une identité définitive et finement ciselée, il valorise l'absence de gravité (dans les deux sens du terme), il hait l'enfermement dans un rôle ou un statut, il aspire à connaître plusieurs vies, qu'elles soient réelles ou fantasmées, ou les deux à la fois. Ainsi, la musique, métaphore pour des états d'âme et activité profondément sensorielle, est le viatique idéal pour cet être autocentré, jaloux de son indépendance mais qui, pourtant, entend vibrer avec les autres. Tous les jours on le repère : dans la cohue du métro, enivré en lui-même, avec son lecteur MP3 ou dansant seul sur la piste bondée. Seul mais ensemble, unique mais semblable, tel est l'idéal juvénile achevé par un siècle d'individualisme et de révolution des techniques de communication.

La culture hic et nunc

Ces multiples fils se nouent pour créer un modèle culturel. Les post-adolescents sont immergés dans les délices du *hic* et *nunc*[11], ici et maintenant : une culture dramatisant et magnifiant le présent, associée à une façon de se projeter dans le réel, de nouer une relation à l'autre, et également marquée par une affirmation de valeurs, un ethos. Un style qui revendique une rupture avec la génération parentale.

On peut braquer le projecteur dans plusieurs directions, les traces en sont innombrables, ainsi que nous l'avons évoqué. En tout premier lieu, le cheminement chaotique vers l'âge d'adulte d'une partie importante d'entre eux, une progression qui doit beaucoup à l'expérimentation et au pragmatisme – petits boulots, voyages initiatiques, changement de parcours d'études, pauses, tentation vers une voie artistique, déménagements au fil des possibilités, retours en arrière et bifurcations, etc. –, là où autrefois la voie était royalement dessinée par le milieu social, les études ou l'absence d'études. On peut considérer aussi le culte de l'instant, une facilité à suivre ses pulsions, à opérer cette virevolte de l'esprit qui obère la mémoire et engloutit le présent. Ou encore, les sensations hallucinatoires que l'on goûte, seul au milieu des autres, envoûté par une musique survoltée ou des psychotropes. Enfin, la dévotion envers la sociabilité, de proximité ou virtuelle, devenue le point d'accroche des loisirs culturels. Et surtout, l'immersion dans la culture numérique qui permet de rêver sa vie, et de s'adonner à cette lecture flottante et subjective qu'autorisent les certitudes de l'analogie et les incertitudes des apparences.

Autrement dit, si la post-adolescence inaugure une nouvelle étape dans les trajectoires de vie, elle est aussi articulée à des formes culturelles dont les sociologues n'ont pas fini d'explorer la complexité.

1 /Série d'émissions sur *France-Culture* produite et animée par Monique Dagnaud, l'été 2007. La réalisation était signée Nathalie Salles.

2 /Eric Deschavanne et Pierre-Henri Tavoillot, *Philosophie des âges de la vie,* Grasset, 2007.

3 /Monique Dagnaud, *Enfants, consommation et publicité télévisée,* La Documentation française, 2003. Ouvrage mis à jour et réédité en 2005.

4 /Cité par Eric Deschavanne et Pierre-Henri Tavoillot, op. cit.

5 /Marcel Gauchet, « L'Enfant du désir », *Le Débat,* n° 132, nov.-déc. 2004.

6 /Olivier Galland, *Les Jeunes,* La Découverte, 1996.

7 /Eric Maurin, *La Nouvelle Question scolaire : les bénéfices de la démocratisation,* Seuil, La République des idées, 2007.

8 /Anne Laferrère, « Quitter le nid : entre forces centripètes et centrifuges », *Économie et Statistique* n° 381-382, 2005. « Parmi les 18-29 ans qui corésident, 12,7 % ont eu un logement indépendant dans le passé et sont revenus chez leurs parents. »

9 /Monique Dagnaud, *La Teuf, Essai sur les désordres générationnels,* Seuil, 2008.

10 /David Le Breton, *Conduites à risques,* PUF, 2004.

11 /Locution employée par Walter Benjamin pour rendre compte de l'art photographique : celui-ci s'évade du temps et de l'espace, tout en étant chargé de sens.

Figures culturelles de l'enfance

BRUNO REMAURY

L'objet de cette communication est d'interroger quelques-unes des figures culturelles qui composent la notion, à la fois relativement imprécise et largement revendiquée, d'enfance. Plus que l'enfant comme entité sociologique, il s'agit plutôt d'interroger l'enfance au sens d'« état d'être » – un état qui est également un pays, le « pays d'enfance », dans lequel se déploient tous ses corollaires de magie et de pureté, de fraîcheur et de naïveté.

Magie de l'enfance

Tout d'abord un constat de départ : la « magie de l'enfance » est devenue un des lieux communs majeurs du désir contemporain et, dès lors qu'il faut donner un visage au monde, c'est régulièrement celui de l'enfant qui est montré. Qu'il s'agisse de publicités pour des compagnies d'assurance ou pour des destinations de loisirs, de documentaires du *National Geographic* ou de reportages sur la démocratie, l'enfant est souvent convoqué, un enfant certes simple prétexte à une projection adulte – enfant prétexte identifié par Marc Augé dans son texte sur Disneyland – et qui permet d'offrir un visage tout à la fois consensuel et rassurant à l'une ou l'autre de nos fictions contemporaines. L'enfant – sa figure, sinon sa réalité – est remarquablement au centre de notre dispositif culturel et bénéficie à l'époque contemporaine d'un régime de visibilité inédit. Au risque d'être légèrement provocant, l'on pourrait dire de notre culture qu'elle est devenue remarquablement *pédophile*, au sens propre du terme.

Cette valorisation de l'enfance n'est pas, comme on pourrait le penser, inhérente à notre culture mais elle est, au contraire, d'invention récente. État plutôt dévalorisé à l'origine (elle est, on s'en souvient, le « royaume de l'erreur » chez Descartes), c'est vers la fin de l'âge classique que débute un semblant d'intérêt pour l'enfant – pour l'enfance plutôt, puisque l'antinomie entre imaginaire de l'enfance et réalité de l'enfant se retrouve très tôt : Louis XIV prescrivant à Mansart de « mettre de l'enfance partout » à Versailles avait-il pour autant le goût de leur compagnie ? Et M^me^ de Sévigné, qui se disait « charmée par l'enfance », était-elle déjà aussi passionnée de sa fille, la Comtesse de Grignan, lorsque celle-ci était encore une enfant, qu'elle le fut adulte[1] ? Il y a ici les prémices d'un paradoxe, devenu constant, entre idée d'enfance et réalité de l'enfant – la force de l'une se renforçant certes de la présence de l'autre, mais de manière toujours paradoxale. Quoi qu'il en soit, si la valorisation de l'idée d'enfance débute probablement vers la fin du XVII^e^ siècle, il faudra attendre la deuxième moitié du XVIII^e^ pour qu'elle commence de se développer durablement : ce sont les Lumières puis l'époque romantique qui, en voyant l'enfant comme principe même de pureté et d'innocence, conduiront à cette valorisation de la notion d'enfance en tant qu'état et que monde en soi. L'enfance passe ainsi en quelque deux siècles d'« état le plus vil et le plus abject de la nature humaine après celui de la mort » qu'il était pour Bérulle et les Oratoriens[2] à « l'enclos bienheureux dans lequel vivre sur un pied d'égalité avec les parties encore inclassées du monde » selon la belle formule de Michel Leiris.

À la source de cette revalorisation, deux courants possibles : d'une part la progression du sensible qui s'opère entre le XVIII^e^ et le XX^e^ siècle – histoire de l'affect qui débute effectivement avec les avant-courriers du romantisme pour atteindre à l'époque contemporaine des proportions inédites –, primat du sensible que nourrit encore la valorisation d'éléments reliés à l'idée d'enfance tels que création, intuition, goût du choc et de la nouveauté ; d'autre part une notion plus directement reliée à la religion via la question, particulièrement vive aux XVII^e^ et

XVIII^e siècles, de l'incarnation (ou de l'hypostase) car, en même temps qu'il se fait homme, Dieu, par le truchement de son fils, *se fait aussi enfant*, et la notion de « divine enfance », si elle parcourt l'ensemble de la pensée chrétienne, prend précisément une dimension plus palpable à partir de la fin du XVIII^e siècle et pendant tout le siècle suivant[3]. Ainsi accordée au sensible, l'enfance devient progressivement une « valeur », que l'on peut soit perdre soit, au contraire, retrouver. C'est peu à peu l'institution de l'enfance comme « trésor premier » de la vie, celle que Rilke décrit comme une « délicieuse et royale richesse » et un « trésor des souvenirs ». L'expression à la fois répandue et abstraite de « voleur d'enfance » – mille fois évoquée par les médias à propos d'abus infligés à des enfants, du travail forcé à la pédophilie – montre bien cette idée de l'enfance comme bien en soi, comme *valeur* que l'on peut perdre ou conserver, voire regagner.

L'enfance entre âge d'or passé et idéal à atteindre

Mais le plus intéressant dans cette évolution est précisément le retournement de perspective (ou de dynamique) qu'elle a provoqué : l'enfant de l'Âge classique était considéré comme un début, un commencement, une matière malléable dont il convenait de faire sortir l'homme (*educere* signifie étymologiquement « mener hors de ») – démarche à laquelle le rousseauisme a donné une impulsion inédite mais qui était déjà inscrite de longue date dans l'histoire de la culture : il suffit de penser à Érasme et sa civilité puérile, ou encore à Castiglione, Della Casa ou Gracian pour ne citer qu'eux. Ce que la romanticisation de l'idée d'enfance provoque est un retournement, à bien des égards inédit, qui consiste à en faire non le stade de départ mais, au contraire, le stade *achevé* de l'âme humaine : la culture occidentale est passée sans à-coups d'une enfance considérée comme « la vie d'une bête » chez

Bossuet à la vision de l'innocence accomplie, celle de Peter Pan ou, mieux encore, du Petit Prince.

Les XIX^e^ et XX^e^ siècles voient ainsi un complet retournement de perspective qui fait de l'idée d'enfance non un point de départ mais au contraire un aboutissement : idéal de pureté et d'innocence non plus situé dans un passé idéal (le « trésor de souvenirs » de Rilke) mais comme un *état à atteindre* ; enfance entre commencement et fin, entre origine et aboutissement, qui mêle le mythe de l'âge d'or à celui de l'accomplissement de soi. C'est, bien sûr, la phrase célèbre de Baudelaire : « Le génie n'est que l'enfance retrouvée »[4], déclaration qui institue moins, à nouveau, la figure de l'enfant que celle de l'enfance comme état « premier » à retrouver – qu'on se rappelle comment pour Baudelaire « le sauvage et le baby témoignent, par leur aspiration naïve (…) vers la majesté superlative des formes artificielles, de leur dégoût pour le réel, et prouvent ainsi, à leur insu, l'immatérialité de leur âme[5] ». C'est aussi, plus avant dans le XX^e^ siècle, la référence de nombreux peintres, tel Picasso disant « il m'a fallu toute ma vie pour dessiner comme un enfant » ou encore Matisse déclarant à André Verdet en 1952 : « Il faut savoir encore garder cette fraîcheur de l'enfance au contact des objets, préserver cette naïveté. Il faut être enfant toute sa vie tout en étant un homme. » Il est notable de constater qu'à ce moment, c'est moins la philosophie ou la religion qui instituent ce nouveau statut de l'enfance que l'art – certes nouvelle religion du XX^e^ siècle mais surtout, et plus encore peut-être, nouveau laboratoire de l'esprit humain. Ainsi, c'est principalement dans l'art et la littérature que se dessinent les contours de cet « état d'enfance », celui qui en fait comme un mélange de puissance et d'intuition, de fécondité et d'innocence – figure du « génie ingénu » profondément ancré dans notre culture, qui nous fait voir l'enfance comme lieu même de la créativité : « L'enfant dicte et l'homme écrit[6]. » Une idée de l'enfance qui rejoindra bien sûr, dans l'immédiat après-guerre, la célébration de la jeunesse et son émergence en tant que « classe sociale internationale », instituant par là même une notion d'enfance

et de jeunesse à deux faces également mêlées à celle de *devenir*, rejoignant ainsi l'idée de Gilles Deleuze : « Ce n'est pas l'enfant qui devient adulte, c'est le devenir-enfant qui fait une jeunesse universelle[7]. »

Deux figures du devenir-enfant

Se crée ainsi, de manière inédite, une vision idéalisée de l'enfance comme valeur à la fois morale et esthétique qui pose pour évidence le fait de vouloir garder, ou retrouver, son « âme d'enfant ». Mais l'âme de quel enfant ? Deux figures idéalisées composent deux moments autant que deux incarnations de ce devenir-enfant et dont témoigne la littérature : l'évolution de la figure littéraire de l'enfance au cours du XIX^e^ siècle montre comment s'établit une dualité propre à la figure culturelle de l'enfance, prise entre un enfant « en devenir » – *l'enfant réel* – et un enfant « abouti » – *l'enfant médiateur*.

L'enfant réel est un enfant en devenir qui tente de s'insérer dans le monde, démarche dans laquelle il est aidé (ou parfois contrecarré) par les adultes. On en trouve la première incarnation chez Dickens (*Oliver Twist*, 1837 ; *Nicolas Nickleby*, 1838-1839 ; *David Copperfield*, 1850) pour suivre avec la Comtesse de Ségur (*Les Petites filles modèles*, 1858 ; *Les Malheurs de Sophie*, 1859), Victor Hugo (*Les Misérables*, 1862), Hector Malot (*Sans famille*, 1868), Mark Twain (*Tom Sawyer*, 1876) ou Frances Burnett (*Le Petit lord Fauntleroy*, 1886). Portraits d'enfants posant leur regard sur le monde des adultes, tous en proposant une relecture qui, loin de le nier, cherche au contraire à le questionner, soit via un regard moral (le regard « pur » de l'enfant sur le monde, à l'instar de ce que l'on trouve chez Dickens) soit un regard ludique (l'enfant comme agitateur et révélateur du monde, comme chez Mark Twain) et dont Cosette et Gavroche sont probablement deux figures respectivement emblématiques.

Plus proche de notre système de représentation contemporain, l'enfant médiateur est point par point le contraire du précédent : le premier comme on l'a vu tente de s'insérer dans un monde réel où l'adulte lui sert de guide ; le second, au contraire, échappe au monde réel pour appartenir à un monde imaginaire dans lequel c'est lui qui sert de guide à l'adulte. Sa première apparition est sans conteste le personnage d'Alice dans *Alice in Wonderland* (Lewis Carroll 1865), suivie de personnages tout aussi emblématiques : *Pinocchio* (Carlo Collodi, 1883), Dorothy dans *The Wizard of Oz*, (Franck L. Baum, 1900), *Peter Pan* (James Matthew Barrie, 1902), *Le Petit Prince* (Antoine de Saint-Exupéry, 1943) ou encore, plus près de nous, *Harry Potter* (J.K. Rowling, 1997). Un enfant médiateur qui est en fin de compte moins en devenir en tant que lui-même – enfant « achevé » en quelque sorte – et qui se pose en médiateur entre le monde réel et son univers à lui. Passerelle entre le monde adulte et celui de l'enfance, il est l'occasion d'un va-et-vient entre la réalité quotidienne et l'univers imaginaire auquel il semble appartenir, même si c'est quelquefois à ses dépens comme Alice ou Pinocchio. Il réunit certaines caractéristiques :

- l'enfant est original, surprenant, attirant (*Peter Pan*) ;
- il agit de façon naturelle et spontanée au milieu des situations les plus absurdes (*Alice*) ;
- il est lui-même à la charnière entre réalité et merveilleux (*Pinocchio*) ;
- il parle comme un adulte et joue un rôle de révélateur, ou de guide (*Le Petit Prince*) ;
- il possède un don ou une empathie naturelle avec ce qui l'entoure (*Harry Potter*).

À cet enfant médiateur correspond évidemment un « pays d'enfance », théâtre imaginaire dans lequel il se situe. Par

opposition à l'enfant réel – qui est lui au contact du monde réel –, l'enfant médiateur se définit presque en même temps par un monde auquel il se confond, soit parce qu'il en est issu (*Peter Pan, Le Petit Prince*), soit parce qu'il y est mieux que chez lui (*Alice, Harry Potter*). Il en existe quelques grands exemples : Wonderland, Neverland, Oz, Poudlard bien sûr, mais aussi le Slumberland de *Little Nemo*, *Calvin & Hobbes* ou *Le Château ambulant* de Hayao Miyazaki. Un « pays d'enfance » qui est aussi par extension un « lieu du jeu » et/ou celui de l'émerveillement, dans lequel on passe sans à-coup de *Wonderland* à *Disneyland*. Ce monde imaginaire possède lui aussi certaines caractéristiques :

- le monde réel est banal ou triste, le monde imaginaire toujours attirant (*Peter Pan*) ;
- il est immuable et hors du temps (*Le Petit Prince*) ;
- sa découverte est accidentelle et son accès magique (*Pinocchio*) ;
- ce qui s'y passe est à la fois parfaitement inattendu et rigoureusement réglé (*Alice*) ;
- il est difficile d'en partir, même si on le souhaite (*The Wizard of Oz*) ;
- il est généralement dual, organisé autour de deux faces, une bonne et une mauvaise, qui entrent en conflit à un moment donné (*Harry Potter*).

Enfant « éternel », au centre d'un dispositif relevant du merveilleux où il semble relativement à l'aise, l'enfant médiateur a pour caractéristique majeure de conjoindre un environnement merveilleux et une attitude « adulte » – au moins au sens de relative maîtrise de la situation. On pourrait ainsi le définir comme la réunion d'un énoncé adulte et d'un mode d'énonciation enfantin, caractéristique particulièrement évidente chez Alice, Dorothy ou Harry Potter : même

lorsqu'ils évoluent au milieu des situations les plus étranges, ils ne se départissent jamais d'une attitude de sérieux et ne sont que rarement en situation de « jeu » – au contraire même, et lorsque la situation devient d'une fantaisie totale, l'enfant médiateur s'y applique avec le plus grand sérieux. On pourrait dire, au fond, que l'enfant réel tout comme l'enfant médiateur, opèrent chacun à leur manière une fusion entre temps et jeu, entre espace et sérieux. La différence est que le premier prétend au *temps du jeu* (de l'enfant) *dans l'espace du sérieux* (de l'adulte) afin d'en subvertir les cadres (*Un bon petit diable, Tom Sawyer*) là où le second prétend au *temps du sérieux dans l'espace du jeu*, inversion dont l'attitude d'Alice prenant le thé chez le Chapelier fou ou durant la partie de croquet de la Reine est l'illustration parfaite. Du coup, là où le premier regardait le monde des adultes d'un regard d'enfant (prenant là sans doute la suite des « observateurs naïfs » de l'âge classique qu'étaient les Persans de Montesquieu ou l'espion chinois d'Ange Goudar), le second transporte au contraire l'adulte dans son univers d'enfant et lui demande s'il a gardé le même regard que lui. « Vois-tu ce que je vois ? », telle est la question implicite que l'enfant médiateur pose à l'adulte, à l'instar du dessin de l'éléphant dans un chapeau que sait voir immédiatement le Petit Prince là où les adultes ne le voient pas, parce qu'ils *ne savent pas* le voir[8].

Figure très répandue de nos fictions contemporaines, l'enfant médiateur est très présent dans les médias, du cinéma à la publicité – dans ce dernier cas de manière bien évidemment abâtardie, puisque utilisé comme intercesseur pour la consommation (en même temps que prescripteur pour l'acte d'achat). Faisant se conjoindre là encore un énoncé « adulte » à un mode d'énonciation enfantin, c'est lui qui nous explique le plus sérieusement du monde que telle protéine est bonne pour la santé ou qu'un téléphone portable donne tel ou tel service, posant son regard dans le nôtre afin de nous dire, à l'instar d'un Petit Prince de la consommation, « vois-tu ce que je vois ? » – c'est-à-dire : « Si tu vois ce que je veux te dire, c'est que tu as su comme moi garder ton regard d'enfant. »

Deux formes de ce devenir-enfant

Si le rôle de l'enfant-médiateur est d'interroger l'adulte sur sa capacité à « garder sa part d'enfance » selon le lieu commun consacré, cette capacité prend elle-même deux formes qu'il convient de distinguer : la première, dans la logique d'une enfance comme état, propose une fusion des âges ; la seconde, davantage orientée vers la notion de pays d'enfance et de ce qui s'y passe en termes de jeu (à l'instar du pays de jouets de Collodi), propose une confusion entre le jeu et le sérieux.

On sait que les psychologues désignent le refus de grandir par le vocable « syndrome de Peter Pan », référence directement inspirée du titre de la pièce de Barrie – *Peter Pan or The Boy Who Wouldn't Grow Up* – qui suivit de deux ans la première apparition littéraire du personnage et dont le succès retentissant conditionna la célébrité. Devenir-enfant au sens pur du terme, Peter Pan est le type même de l'enfant figé dans son état d'enfance – James Barrie ne déclarait-il pas : « Tout ce qui nous arrive après l'âge de douze ans n'a guère d'importance. » De la même façon que Peter Pan, ni Alice ni le Petit Prince ne grandissent là où, est-il besoin de le rappeler, tous les contes pour enfants, de Perrault à Andersen ou Grimm, sont généralement tournés vers des notions, même métaphorisées, d'apprentissage ou de passage. Une figure de l'enfance qui institue ainsi, au tournant du XX^e^ siècle, le mythe de l'enfant éternel, celui « qui est en nous » et « vers lequel tendre » – le « jeune de 7 à 77 ans » pour reprendre l'accroche du journal de Tintin ou, mieux encore, les « enfants de 4 à 84 ans » dont parlait Walt Disney.

Ainsi, dans cette rhétorique de fusion des âges, l'âge adulte et la vieillesse sont le plus souvent montrés dans une logique fusionnelle par rapport à ces modèles d'enfance et de jeunesse, soit parce qu'ils les accompagnent soit parce qu'ils les ont gardés, sauf à ce qu'ils soient utilisés comme repoussoir : c'est

le « vilain adulte » de nos fictions contemporaines, celui qui, n'ayant pas su garder sa part d'enfance, ne sait pas voir (ni comprendre) ce qui se passe autour de lui. Il ne s'agit en fin de compte que de « retrouver l'enfant » pour « rester jeune ». Une fusion des âges là encore très utilisée par la publicité comme en témoignent des slogans tels « Grandir pour quoi faire ? » pour une voiture ; « Nous sommes tous des enfants », pour un grand magasin ou encore « Les grands aussi ont droit à leurs jouets », pour un opérateur de téléphones portables. Dans cette logique de fusion autour d'un modèle dominant vers lequel tout converge, les récentes publicités Evian sont à ce titre exemplaires : la première mettait en scène des bébés parodiant une revue aquatique façon Esther Williams pour mettre en valeur les bienfaits d'une eau « source de jeunesse ». La marque se parodiait elle-même quelque temps plus tard en montrant des seniors dans le même ballet, toujours avec l'idée de « source de jeunesse ». Même chose, quelques spots plus tard, avec des adultes chantant en play-back une bande-son rock chantée par des enfants (*We Will Rock You*). Le principe était simple : un bébé mime un adulte avant d'être à son tour mimé par un senior pendant que différents adultes et seniors chantent d'une voix de bébé une chanson de juniors. Une série de films publicitaires qui opère à la perfection cette tendance à *la fusion des états*. Toujours dans cette même logique, une publicité pour un pain de mie montrait un homme d'âge mûr dans une situation de travail, mangeant une tartine avec pour effet immédiat de lui faire adopter un comportement enfantin, jouant avec sa tartine comme si elle était un avion et chantonnant le générique de *L'Ile aux enfants*. Dans l'imaginaire contemporain de la consommation, l'adulte n'est tolérable qu'à condition qu'il se transforme en enfant.

Le pays d'enfance : la confusion jeu/sérieux

L'autre figure de ce devenir-enfant est celle qui joue avec l'enfance non comme état achevé mais comme un ensemble de pratiques, généralement liées au jeu. C'est l'historien Johan Huizinga qui a pointé le premier comment la société moderne

favorisait une porosité de frontière entre le temps du jeu et celui du sérieux, l'opposant ainsi aux sociétés traditionnelles chez qui le jeu se caractérise par le fait qu'il se déploie dans des espaces définis du temps social et, surtout, « qu'à un moment donné, il *cesse* ». À l'époque moderne, le jeu ne finit jamais : « Dans les actes de nature sérieuse, on trouve un jeu caché. Par contre, le jeu reconnu comme tel ne peut plus maintenir son caractère essentiel en raison de son organisation technique trop compliquée et parce qu'il est pris trop au sérieux (…) C'est le privilège discutable de la civilisation occidentale contemporaine d'avoir entremêlé ces deux sphères où se meut la vie. Beaucoup d'hommes cultivés ou non, ont devant la vie l'attitude de l'enfant devant le jeu[9]. » Il pointe au passage comment la publicité utilise tout particulièrement cette confusion : « Produit hypertrophique des temps modernes, la réclame, sous tous ses aspects, est basée sur cette attitude mi-ludique mi-sérieuse si généralement répandue. »

Dans ce « pays des jouets », également cher à nos fictions contemporaines, l'adulte adopte ainsi un comportement dans lequel jeu et sérieux s'entremêlent. La publicité n'est évidemment pas la seule à adopter ce point de vue ; l'art contemporain offre également nombre de dimensions ludiques, le travail de l'artiste exprimant au pied de la lettre (et parfois de manière remarquablement premier degré) l'idée de retrouver cette « fraîcheur de l'enfance » qu'évoquait Matisse. De Fabrice Hybert à Jeff Koons, de Claude Closky à Thomas Hirschhorn, de Wim Delvoye à Takashi Murakami, nombre d'artistes contemporains – et non des moins reconnus et célébrés – proposent ce même retournement du spectateur vers l'enfance au travers de thématiques ludiques et simples d'accès dont le succès tient sans doute pour une large part à l'interactivité immédiate qu'elles proposent à un spectateur inclus dans un espace du jeu (voire plus radicalement encore au sein de ce qui devient un véritable « pays des jouets », comme chez Koons ou Murakami). Certes, il ne s'agit pas de condamner un travail artistique parce qu'il joue d'une dimension ludique, mais de simplement pointer que c'est précisément cette dimension qu'utilise la critique afin de

légitimer ces travaux. Pour le dire autrement, ce qu'il faut souligner chez ces artistes est moins le fait que leurs œuvres travaillent sur l'enfance que le fait que c'est cette relation à l'enfance, et le type d'idées reçues qu'elle véhicule, qui est la justification même de leur travail. En d'autres termes, ce n'est plus l'enfant qui fait le jouet, c'est le jouet qui fait l'enfant.

L'autre face de l'enfance : la paidia

Mais cette enfance empreinte de merveilleux, celle d'Alice, de Peter Pan et du pays des jouets, offre également une autre face, plus proche de l'adolescent : la *paidia*. Le terme de paidia est emprunté à Roger Caillois, qu'il définit dans *Les Jeux et les hommes, le Masque et le vertige* comme « exubérance heureuse, immédiate et désordonnée, vacarme, agitation qui devient volontiers goût de détruire ou de briser ». Une figure de l'enfance qui fait écho au jeu comme énergie pure et destructrice notamment évoquée par Bataille dans son célèbre texte sur les Pieds Nickelés[10]. Une figure là encore aux nombreux échos artistiques et qui est probablement à relier à celle de Rimbaud, à propos duquel Mallarmé évoquait une « puberté perverse et superbe » et « une aventure unique dans l'histoire de l'art. Celle d'un enfant trop précocement touché et impétueusement par l'aile littéraire qui, avant le temps presque d'exister, épuisa d'orageuses et magistrales fatalités, sans recours à du futur[11] ». Enfance s'oppose ici à innocence et recouvre plutôt une notion de révolte : autre grande figure culturelle de l'enfance qui a néanmoins pour point commun avec la première d'impliquer une égale « ignorance du futur » – de l'âge d'or enfantin au « no future » des punks.

Une figure à bien des égards inversée de l'enfance : face sombre et destructrice dont on trouve maints échos dans nos fictions contemporaines, image énergique et « féconde » de l'enfance, impensable il y a un siècle et aujourd'hui largement répandue : « L'adolescence n'est pas seulement une période importante de la vie, mais la seule période où l'on puisse

parler de vie au plein sens du terme. Les attracteurs pulsionnels se déchaînent vers l'âge de 13 ans, ensuite ils diminuent peu à peu ou plutôt ils se résolvent en modèles de comportement, qui ne sont après tout que des forces figées (…) Peu à peu, les oscillations se font plus lentes, jusqu'à se résoudre en longues vagues mélancoliques et douces ; à partir de ce moment tout est dit, et la vie n'est plus qu'une préparation à la mort. Ce qu'on peut exprimer de manière plus brutale et moins exacte en disant que l'homme est un adolescent diminué[12]. » Un texte exemplaire de cette figure culturelle de l'enfance, sans doute une des idéologies dominantes de notre culture – puisque l'idéologie, contrairement à ce que l'on peut parfois entendre, est moins l'expression d'un système de pensée que le simple ensemble des idées et des croyances propres à une société. Elle relève moins ainsi des idéaux que des représentations que nous nous faisons de nous-mêmes, et moins d'une réalité complexe que des mots d'ordre qui s'en emparent. À ce titre, la notion d'enfance comme foyer d'énergie féconde et destructrice, si elle assez nouvelle dans l'histoire de la culture, est devenue ce qu'il est convenu d'appeler un mot d'ordre partagé.

L'art contemporain, une fois de plus, déploie régulièrement cette figure, en contrepoint sans doute à l'investissement ludique évoqué plus haut – et bien souvent par les mêmes artistes (Hybert, Koons, Hirschhorn ou Delvoye) –, s'appuyant sur ces mots d'ordre pour justifier, là encore, une immédiateté de l'œuvre et, surtout, un aspect « coup de poing » au fonctionnement purement émotionnel. Une relation au pathos également identifiée par Huizinga comme un des traits liés à l'infantilisme culturel dont on ne peut pas dire qu'il soit absent de nos scènes médiatiques et artistiques. Une figure « inversée » de l'enfance qui possède elle aussi ses lieux, également organisés autour d'une vision duale et simplifiée de la relation bien/mal.

On le voit, on a affaire avec ces figures culturelles de l'enfance à un système ramifié qui va de l'enfance comme état initial à l'enfance comme but à atteindre, « devenir-enfant »

lui-même divisé entre fusion vers l'enfant universel, confusion entre jeu et sérieux et enfin l'image, à ce jour peu identifiée, de l'énergie féconde et destructrice. Une image culturelle de l'enfance entre médiation naïve et vitalité destructrice et qui, de la régression à la fusion et de la fusion à la subversion, propose un constant retournement des rôles et des identités. Un système d'inversion systématique entre norme et transgression, entre enfant et adulte, entre règle et jeu, qui est peut-être la première de nos idéologies culturelles contemporaines. Comme le disait déjà Huizinga en 1937 : « L'homme se trouve devant ce monde de merveilles comme un enfant devant les contes de Perrault. Il peut voyager en avion, correspondre avec un autre hémisphère, satisfaire automatiquement sa gourmandise, et tout en restant chez lui, se tenir au courant de tout ce qui se passe dans les deux mondes. Il presse sur un bouton et tout le mouvement de la vie se déroule devant lui. Pareille vie est-elle capable de lui donner la plénitude de sa majorité spirituelle ? Le contraire est plutôt vrai. Le monde lui est devenu un jouet. Faut-il s'étonner qu'avec ce jouet il se comporte comme un enfant[13] ? »

---

1 /L'âge classique ne s'intéresse pas encore beaucoup aux enfants : La Bruyère ne les aimait guère et La Fontaine, qui en a pourtant enchanté des générations, disait d'eux « mon humeur n'est pas de m'arrêter à ce petit peuple ». Voir Georges Snyders, *La Pédagogie en France aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles,* PUF, 1965.

2 /Cardinal Pierre de Bérulle, *Opuscules de piété* (LXIX), Aubier Montaigne, 1943.

3 / Ainsi, dès l'origine de la pensée chrétienne, l'enfance est simultanément moment de faiblesse et de grâce du fait de cette faiblesse même : saint François de Sales parle ainsi de la « misère existentielle » de l'enfance – faiblesse, incapacité de jugement, pure sensitivité –, rachetée par l'incarnation de Dieu au sein de cette misère même. Saint François de Sales, *Sermon pour le jour de la Nativité de Notre-Dame,* II, p. 293. Ou encore : « Il y a vie en l'enfant, mais vie faible, impuissante et imparfaite (…) Car comme l'humanité est déifiée par l'union hypostatique, Dieu se faisant homme ; *aussi l'enfance est déifiée, Dieu se faisant enfant ».*

4 / « Le génie n'est que l'enfance retrouvée à volonté, l'enfance douée maintenant, pour s'exprimer, d'organes virils et de l'esprit analytique qui lui permet d'ordonner la somme de matériaux involontairement ramassés. » Baudelaire, *Le Peintre de la Vie moderne,* in *Œuvres complètes,* Robert Laffont, 1980.

5 /*Ibid.*

6 /Julien Green, *Les Années faciles, Journal 1926-1934,* sans date (juin 1934), Plon, 1970, p. 524.

7 /Gilles Deleuze, *Mille Plateaux,* Minuit, 1980, p. 339.

8 /Sur cette question, voir Marie-José Chombart de Lauwe, *Un Monde autre : l'enfance ; de ses représentations à son mythe,* Payot, 1979 ; notamment en annexe le texte de Claude Bellan sur l'« enfant-authentique ».

9 /Johan Huizinga, *Incertitudes, Essai de diagnostic du mal dont souffre notre temps* (1936), Paris, Librairie de Médicis, 1939, p. 175.

10 / « J'imagine toutefois que, dans la malheureuse cervelle obscurcie par ce mystérieux dressage, un paradis encore rutilant commence avec un formidable bruit de vaisselle cassée : quelque part, dans les magasins extravagants, où le spectre en jaquette armé de la fameuse pancarte *Ne pas toucher avec les doigts* ne circulerait que pour tomber avec un cri de canard égorgé dans une effroyable chaussetrappe. L'idiotie et la mauvaise tête outrageusement récompensées, la laideur, nouveau Prométhée devenu grimace, arrachant l'éclat de rire à la place du feu du ciel ; enfin, comble de joie, des anges souriants d'une beauté merveilleuse réduits à décorer des boîtes de petits pois en conserve ou de camembert : l'amusement sans frein dispose de tous les produits du monde, tous les objets fichus en l'air sont à casser comme des jouets (…). Et si l'on donne à l'amusement un sens suffisamment "mexicain", c'est-à-dire une intervention toujours plus ou moins déplacée dans les domaines les plus sérieux, l'amusement risque encore d'apparaître comme la seule réduction de l'idéalisme. La simple analyse des rêves pourrait indiquer, enfin, que l'amusement est le besoin le plus criant et, bien entendu, le plus terrifiant de la nature humaine. », Georges Bataille, « Les Pieds Nickelés », *Documents,* 1930, n°4, p. 215-216.

11 /Cité par Max Primault, Henry Lhong, Jean Malrieu, *Terres de l'enfance, Le Mythe de l'enfance dans la littérature contemporaine,* Toulouse, Privat, 1961, p. 109.

12 /Michel Houellebecq, *Extension du domaine de la lutte,* Nadeau, 1994.

13 /Johan Huizinga, *Incertitudes, essai de diagnostic du mal dont souffre notre temps* (1937), Librairie de Médicis, 1939, p. 175.

Les jeunes et les médias
Violences, bandes et prévention

SERGE TISSERON

Parler des médias et des jeunes oblige à distinguer plusieurs tranches d'âge parmi ceux-ci. Nous en distinguerons trois : les préados et ados, les enfants de trois à six ans et les tout-petits de 6 à 24 mois. Mais ce thème oblige aussi à distinguer nettement entre images violentes et violence des images.

Images violentes et violence des images

Les images violentes sont celles qui ont un contenu objectivement violent, par exemple, les dix premières minutes du film de Spielberg *Il faut sauver le soldat Ryan*. La définition des images violentes est statistique. Ce sont celles qui malmènent une majorité d'individus d'une société ou d'un groupe d'âge. Cette définition est relative à une culture et à une époque donnée. Mais elle est très importante car elle guide les diverses commissions de classifications chargées d'interdire certains spectacles aux mineurs.

La violence des images quant à elle, est autre chose. Elle concerne la façon dont une image peut malmener un spectateur, ou un groupe de spectateurs, quelle qu'en soit la raison. En pratique, un spectacle peut faire violence pour quatre raisons.

Les images qui ont un contenu objectivement violent

La première de ces raisons est évidemment liée à leur contenu violent objectif, par exemple le film *Il faut sauver le*

soldat Ryan

Les images qui ont un contenu violent pour une personne à un moment donné

La seconde raison de la violence des images est personnelle à chacun. Par exemple, des images d'accident de montagne peuvent me malmener gravement si j'ai perdu mes parents dans un tel accident, alors qu'elles laisseront indifférents beaucoup d'autres spectateurs. Ou bien des images d'une pluie de cendres volcaniques qui rappelle les images des attentats du 11 septembre à New York à un enfant qui a perdu un parent ce jour-là. Ou encore des images d'accidentés de la route avec des troubles mentaux chez un enfant myopathe qui a compensé son handicap.

Les images dont le montage fait violence

Le montage numérique permet des juxtapositions de plans de moins d'une seconde. Cette rapidité provoque chez des spectateurs une tension nerveuse et une angoisse dont ils ne parviennent pas à identifier la cause. De même, il arrive que le stress d'un spectacle ne soit pas provoqué par les images et leur montage, mais par leur bande son, mêlant des percussions, des bruits cardiaques et respiratoires, et des râles – notamment féminins – dont il est difficile de savoir s'ils sont de souffrance ou de jouissance… Tout cela trouble leurs auditeurs, surtout s'ils sont jeunes, sans qu'ils en comprennent la raison.

Les images qui mélangent les genres, brouillent les repères et provoquent la confusion

Enfin, certains spectacles peuvent malmener du fait de leur construction, et de la confusion où ils plongent leurs spectateurs. C'est le cas de la télé réalité, avec laquelle il est impossible de savoir si ce qu'on voit relève du reportage ou du scénario. C'est la même chose aussi avec ce qu'on appelle les docufictions, dans lesquels des images d'archives colorisées se

présentent comme des images contemporaines tandis que des prises de vues actuelles créent l'illusion d'être des documents d'époque. Parallèlement, bon nombre de publicités pour des longs métrages prétendent aujourd'hui que l'acteur a vécu « pour de vrai », pendant le tournage, ce que le spectateur est invité à découvrir dans le film, par exemple le drame de la jalousie ou la douleur physique. On ne nous dit plus : « Allez voir ce film parce que l'acteur y joue très bien », mais : « Allez le voir parce que l'acteur n'y joue pas ! » Bref, il est devenu bien difficile de s'y retrouver !

La recherche des images violentes

Avant de parler des effets problématiques de ce paysage audio visuel, il faut d'abord rappeler que les enfants peuvent être comme nous, et rechercher, à un moment ou à un autre, des images violentes. C'est toujours pour tenter de surmonter des situations difficiles. En pratique, trois cas peuvent se présenter.

Surmonter des traumatismes précoces provoqués par des images

Beaucoup d'enfants petits ont vu, seuls ou avec leurs parents, des films dont certaines séquences les ont gravement bouleversés. Parfois, ils en ont seulement entendu la bande-son, écoutée depuis leur lit alors que leurs parents regardaient la télévision ou une vidéo dans le salon tout proche. Les images intérieures qu'ils se sont fabriquées pour accompagner les bruits, les râles et les cris qu'ils entendaient n'ont alors souvent rien à envier, en cruauté, aux images réelles qu'ont vues leurs parents !

Ces enfants, devenus grands, peuvent chercher des images violentes pour se mettre en situation de revivre leurs terreurs passées. Il ne s'agit pas pour eux de revivre ce passé à l'identique, avec la charge d'angoisse qui l'a accompagné,

mais justement de le revivre autrement, en pouvant cette fois le maîtriser. L'enfant grand peut en effet choisir de s'abandonner aux pouvoirs des images ou au contraire de leur résister, alors que l'enfant tout petit était incapable de ce choix. Le goût pour des images violentes peut ainsi trouver sa motivation principale dans des spectacles ou des souvenirs sonores terrifiants vus ou entendus dans l'enfance.

Surmonter des traumatismes réels, passés ou actuels

Beaucoup d'adultes, et d'enfants, éprouvent dans leur vie quotidienne des violences qu'ils ne peuvent pas rattacher précisément à leur cause exacte, parce que celui qui les leur inflige leur interdit de comprendre ce qui se passe. C'est le cas lorsqu'un enfant est puni injustement, ou humilié par un adulte qui lui dit que c'est de sa faute, ou même pour son bien. Cela peut être le cas d'un parent, mais aussi d'un enseignant.

Or, lorsqu'il est impossible d'identifier ou d'accepter la cause des émotions désagréables qui nous assaillent, nous utilisons un subterfuge : nous en changeons le point d'origine. En agissant de la sorte, nous ne renonçons pas aux émotions que nous éprouvons en relation avec la vie réelle – comme la peur, l'angoisse ou la colère –, mais nous les rapportons à une autre cause.

C'est ainsi que les films d'horreur ont beaucoup de succès auprès des soldats américains en Irak ! Les soldats vivent des choses horribles sur lesquelles ils n'ont pas le droit de montrer leur angoisse ou leur colère, alors ils éprouvent ces mêmes émotions en les rapportant à des films d'horreur. De la même façon, certains enfants malmenés dans leur vraie vie recherchent des images violentes qui n'ont rien à voir avec ce qu'ils vivent dans leur vie réelle. C'est pour eux un moyen de lier leurs angoisses et leurs peurs à des images qui n'engagent pas leur vie quotidienne et leur évitent d'y penser.

Mais ce processus ne se limite pas à cette seule conduite d'évitement. Ces images sont en même temps le point de départ d'échanges et de socialisation : il est plus facile de

parler entre amis d'un film horrible et bouleversant que d'une situation professionnelle ou familiale difficile.

Surmonter les angoisses archaïques

Nous avons tous vécu, dans les étapes précoces de notre vie, des angoisses qui ont laissé une empreinte puissante sur notre fonctionnement psychique : peur d'être dévoré, étouffé, de se transformer en monstre… L'enfant s'est progressivement éloigné de ces peurs pour grandir, mais leurs images continuent à le préoccuper. En voyant ces images mises en scène, il se familiarise avec ses peurs et apprend à les surmonter. Les images violentes jouent alors un peu pour lui l'un des rôles traditionnellement dévolus aux contes de fées.

Happy slapping et Machinima

Malheureusement, nous ne rencontrons pas toujours la violence des images en la cherchant. Nous la rencontrons aussi très souvent sans la chercher. C'est le cas à la télévision, mais aussi sur Internet ou au cinéma. Une première façon d'y réagir est de fabriquer ses propres images. Cela peut prendre deux formes opposées, qui sont comme les faces sombre et lumineuse de ce désir et qui ont chacune leurs conséquences sociales : le *Happy Slapping* et les *Machinima*.

Commençons par le *Happy Slapping*, puisqu'il ne se passe pratiquement pas de mois sans que la télévision ne nous en parle, images à l'appui. Cette expression anglaise ne désigne malheureusement pas du tout ce que sa traduction littérale – « gifle joyeuse » – pourrait nous faire croire. Il s'agit en effet d'agresser réellement quelqu'un – en général un inconnu – en se faisant filmer par un comparse, voire en se filmant soi-même. Les images sont ensuite montrées par l'agresseur dans son collège, sa cité, voire sur Internet, comme une preuve de sa « valeur », de sa combativité, voire de son « courage »… Le *Happy Slapping* n'est donc pas une agression filmée par hasard, comme cela peut arriver, mais une agression perpétrée avec l'intention de la filmer pour la montrer à d'autres. C'est,

bien entendu, une stratégie destinée à « en imposer ». Mais cette stratégie révèle vite son point faible. Elle suppose que les spectateurs y croient, c'est-à-dire qu'ils restent prisonniers de l'illusion que les images sont un reflet de la réalité. Ceux qui font et diffusent ces images voudraient bien entendu que ce soit le cas, mais on n'est pas obligé de les suivre ! Les logiciels de traitement d'images permettent aujourd'hui de fabriquer de faux *Happy Slapping*, sans compter toutes les ressources traditionnelles du jeu théâtral et du maquillage. C'est pourquoi la télévision ferait mieux de n'en montrer aucune. Non seulement elles permettent à leurs auteurs de « passer à la télévision », mais en plus, elles apportent à ces images l'authentification qui, sans cela, leur ferait toujours défaut[1].

La plupart des jeunes font heureusement d'autres choix. Il ne s'agit pas pour eux de prouver leur valeur en se filmant en train d'agresser un inconnu, mais en se révélant capables de fabriquer leurs propres fictions. C'est ce qu'on appelle des *Machinima*. De petits films d'une durée de trois à dix minutes, créés à partir de séquences de jeux vidéo, d'images de téléphone mobile et de commentaires personnels[2]. Inutile de préciser que ces jeunes sont très intéressés par les *making of,* ces programmes qui accompagnent aujourd'hui la plupart des films sortis en DVD et expliquent trucages et effets spéciaux. Ce n'est pas un hasard si une récente publicité destinée aux ados vendait un appareil téléphonique muni d'une caméra avec le slogan : « Faites-vous vos films. » Les visuels qui accompagnaient cette campagne montraient d'ailleurs des cadrages donnant aux photographies prises des significations sans commune mesure avec la réalité située devant l'objectif. Aucune image n'est absolument vraie, aucune n'est absolument fausse, toutes sont des mises en scène. D'ailleurs, aujourd'hui, les jeunes ne posent plus devant les images qu'ils voient la question qui préoccupait leurs parents : « Est-ce que c'est vrai ou est ce que c'est faux ? » La seule qu'ils posent est : « Comment est-ce que ça a été fabriqué ? »

Nous sommes ici à l'opposé des errements des adeptes du *Happy Slapping*. Malheureusement, les médias s'en font largement l'écho et parlent fort peu des *Machinima*…

La violence sans la chercher : le malaise des images

Quand on demande à des jeunes ce qu'ils ressentent face aux images dont la violence les surprend, ils font souvent des réponses rassurantes : « non ça ne me fait rien », « depuis le temps que j'en vois, je m'y suis habitué »… Mais si on prend le temps de parler avec ces jeunes, on s'aperçoit que leur point de vue est en réalité tout autre. Après dix minutes, ils disent que ces images les agressent[3]. Mais tous ne réagissent pas de la même façon à ce sentiment d'agression. Les mêmes images violentes peuvent provoquer trois types de réactions différentes selon la personnalité des enfants.

Les enfants agressifs

Ce sont des enfants qui ont un monde intérieur marqué par la violence pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les images, et tout avec leur histoire. Il peut s'agir de maltraitances physiques ou sexuelles, mais aussi de désaccords parentaux dont ils se sont sentis responsables, de ruptures brutales d'environnement qui leur ont fait perdre de précieux repères, ou encore de dépressions ou de hontes familiales qu'ils ont prises sur leurs épaules, de catastrophes familiales, etc.

Les enfants qui ont vécu précocement de telles situations éprouvent souvent de la fascination pour les images de violence. En fait, ces images les rassurent. S'il s'agit de fiction, ils s'aperçoivent que d'autres qu'eux peuvent imaginer de pareilles horreurs et prendre du plaisir à les voir représentées. Et s'il s'agit d'actualités, ils découvrent avec

soulagement que certains adultes peuvent les accomplir dans la réalité.

Le problème est que, chez certains enfants, le soulagement qu'ils éprouvent à regarder ces images contribue aussi à banaliser la violence. Et le grand danger est qu'ils finissent par considérer cette violence comme un moyen ordinaire de résoudre les problèmes de leur vie quotidienne.

Les enfants craintifs

Une deuxième catégorie d'enfants est constituée de ceux qu'on peut définir comme craintifs, passifs et défaitistes. Après avoir vu des images violentes, aussi bien de fiction que d'actualités, ils disent : « on ne peut rien y faire », « si ça m'arrivait, je préfèrerais mourir », « il est impossible de se défendre dans une telle situation », ou même : « ce sont toujours les méchants qui gagnent ».

Comme pour les enfants agressifs, leur défaitisme est lié aux événements réels qu'ils ont vécus et à la façon personnelle dont ils y ont réagi. Malheureusement, comme pour ces derniers, ces images présentent le risque de les confirmer dans leurs représentations morbides. Il existe pour eux aussi un risque de la banalisation de la violence, mais qui fonctionne en sens contraire. Ils ne se voient pas engagés à la pratiquer, mais à la redouter toujours plus. Ils se sentent de plus en plus menacés – voire persécutés – et de plus en plus défaitistes. Ils se résignent aux risques d'agression qui les menacent et se persuadent du caractère inéluctable d'une évolution catastrophique du monde.

Autant dire qu'ils courent un grand risque de devenir plus tard des adultes non seulement défaitistes, mais prêts à accepter un pouvoir totalitaire qui promet de les protéger[4]…

Les enfants « Zorro »

Un troisième groupe d'enfants est constitué de ceux qui souffrent de la violence et désirent la réduire. Face aux images

violentes, ils développent des attitudes de compassion, d'entraide, et de solidarité. Quand on les interroge sur les images violentes qu'ils voient, ils disent : « si ça m'arrivait, j'irais chercher mes parents pour essayer de nous réconcilier », « j'irais demander de l'aide à mon grand frère », « j'essaierais de comprendre ce qu'ils me veulent », « j'essaierais de m'expliquer », etc.

Ces enfants développent en fait au contact de ces images des réflexes constructifs et réparateurs. Ils s'imaginent comme des redresseurs de tort, des assistantes sociales, des diplomates… C'est probablement parmi eux que se recrutent plus tard les artistes capables de produire des œuvres de valeur, mais aussi les militants de causes humanitaires. Ces jeunes sont nombreux. Pour preuve, ces moins de vingt-cinq ans massivement représentés dans tous les mouvements en faveur du commerce équitable, du développement durable, de la protection de la planète et des espèces menacées. Or ces jeunes adultes d'aujourd'hui ont été des enfants et des adolescents terriblement malmenés par les images violentes qui les entouraient. Qu'ils aient pris ce chemin montre que les images violentes ne rendent pas les jeunes plus violents, mais elles rendent les jeunes susceptibles d'être violents plus violents, et plus tôt, ce qui est bien différent ! Et on a aussi trop souvent tendance à oublier que ces mêmes images violentes incitent également certains d'entre eux à développer leurs tendances créatrices et réparatrices !

La formation des bandes

Le nouveau paysage audiovisuel n'a pas seulement pour conséquence de pousser la plupart des jeunes vers des positions extrêmes. Il a également un impact important sur l'organisation en bandes. En effet, les enfants dont les médias font grandir le sentiment d'insécurité cherchent la protection de ceux qui seraient susceptibles de les protéger… même si c'est au risque d'être eux-mêmes les premières victimes de

leur violence. Car bien souvent, ce sont d'abord les éléments les plus fragiles de leur propre bande que les plus combatifs agressent.

La création des bandes fonctionne ainsi comme un dispositif de persécution organisée tout autant que de protection. Les enfants qui ont des tendances craintives acceptent l'autorité, voire les violences de certains autres. C'est pour eux le prix à payer pour se sentir protégés. Tandis que les jeunes portés à agir la violence trouvent un plaisir sadique à imposer leur autorité sur les plus craintifs. D'ailleurs, dans bon nombre de faits divers, la victime a été martyrisée par ceux – camarades et amis – par lesquels elle pouvait se croire protégée…

Face à un problème d'une telle ampleur, les moyens individuels semblent de peu de poids. Pourtant, les parents et les pédagogues auraient tort de baisser les bras. Nous avons vu que les mêmes images peuvent produire des effets radicalement différents sur les jeunes selon leur environnement, et cet environnement, nous en faisons partie ! Pour faire en sorte que le paysage audiovisuel mobilise des attitudes d'entraide chez le plus grand nombre, il faut rapidement encourager cette attitude le plus tôt possible chez les jeunes qui nous sont proches.

Par exemple, si vous allez voir *Gangs of New York*[5] avec vos enfants, inutile de vous extasier longuement à la sortie sur la chorégraphie des combats, la qualité des effets spéciaux ou la violence du scénario. Cela, ils l'ont remarqué aussi bien que vous, et ils ont même peut-être lu dans un hebdomadaire que l'extrême violence décrite dans le film est encore inférieure à celle qui régnait à New York à cette époque-là. En revanche, il peut être bien utile d'attirer leur attention sur la solidarité qui existe entre certains personnages, et la compassion qui explique certaines de leurs actions.

De façon générale, il est essentiel de valoriser ce qu'on pourrait appeler les « aspects positifs » des catastrophes, qu'elles soient guerrières ou naturelles. Et, pour cela, il faut mettre l'accent sur l'entraide, la protection des victimes et les entreprises réparatrices, afin de permettre aux enfants de s'y

engager. La réalité est souvent inhumaine, et il n'est pas question de le cacher. Mais il est toujours possible d'y réagir de façon humaine, et cela, il faut le montrer : tel est le message que devraient avoir à cœur de transmettre les pédagogues et les éducateurs.

Les trois à six ans : la prévention de la violence à l'école

Les effets du paysage audiovisuel ne commencent pas avec l'entrée des enfants en classe primaire, loin de là ! La plupart d'entre eux regardent aujourd'hui la télévision dès leur première année, voire leur naissance. Or la télévision bouleverse les processus d'identification précoce, avec des conséquences qui sont déjà mesurables chez les jeunes enfants.

Pour le comprendre, rappelons donc que l'enfant occupé à ses jeux traditionnels mobilise des identifications sans cesse différentes. C'est lui qui invente les histoires qu'il se raconte, et, pour cela, il s'identifie alternativement à chacun des pôles des situations qu'il est en train d'imaginer. Il est par exemple successivement celui qui commande et celui qui est commandé, celui qui embrasse et celui qui est embrassé, ou bien encore celui qui frappe comme celui qui est frappé.

Mais lorsqu'il regarde les programmes télévisés – y compris ceux qui lui sont destinés –, le rythme est si rapide et l'histoire souvent si incompréhensible qu'il cherche d'abord à retrouver ses repères. Et pour cela, il choisit bien souvent de « coller » à celui des personnages qui lui paraît le plus proche par ses réactions. Et comme les personnages de ces séries sont assez stéréotypés, il s'identifie finalement toujours au même type de héros : par exemple celui qui commande *ou bien* celui qui est commandé, celui qui embrasse *ou bien* celui qui est embrassé ou encore celui qui frappe *ou bien* celui qui est frappé. Le problème est qu'en agissant de la sorte, non seulement il ne développe guère de distance par rapport à ce qu'il voit et

ressent, mais il court le risque de renforcer le registre relationnel qu'il a privilégié sous l'effet de son environnement familial.

Les programmes télévisuels, en confrontant les enfants à des surcharges émotionnelles importantes – notamment au moment des actualités télévisées – renforcent ainsi les premiers profils identificatoires privilégiés par la personnalité de l'enfant et son environnement. Face à un monde audiovisuel qui l'angoisse forcément, l'enfant qui a tendance à se percevoir comme agresseur est incité à renforcer ce rôle tandis que celui qui se sent victime a tendance à se sentir de plus en plus menacé. Ces identifications répétitives renforcent leurs modèles internes de telle façon que certains enfants prennent l'habitude de se représenter toujours eux-mêmes comme agresseur potentiel, comme victime, ou bien comme redresseur de torts. Le danger est alors bien entendu qu'ils adoptent systématiquement les mêmes attitudes dans la réalité. C'est ainsi que la télévision ne rend pas « les enfants plus violents », comme on l'entend parfois, mais enferme beaucoup d'entre eux dans la prison de comportements qui s'autorenforcent.

Les conséquences en sont visibles. Dès l'âge de trois ans, les enfants ont déjà des profils psychologiques marqués : certains se perçoivent plutôt comme des dominants et des agresseurs potentiels, d'autres comme des victimes craintives et d'autres encore comme des redresseurs de torts. Du coup, on assiste aujourd'hui de la part d'enfants jeunes, à des attitudes d'intolérance à la frustration, d'impulsivité, voire de violence, qui étaient pratiquement inconnues il y a encore dix ans. Le rapport d'expertise de l'INSERM préconisant le dépistage des « troubles des conduites » chez les jeunes enfants a eu l'intérêt d'attirer l'attention sur ces questions, mais l'inconvénient de proposer comme prévention une médicalisation précoce de ces signes de souffrance[6]. En revanche, il ne faut pas jeter les constatations du rapport de l'INSERM avec les propositions qu'il a faites pour y remédier.

Bref, il est urgent de proposer, face au « Plan A » de l'INSERM, une sorte de « Plan B ».

Pour cela, reprenons le problème.

Les jeunes, dont les profils identificatoires ont été précocement enkystés sous l'effet des images, ont tendance à réagir toujours de la même façon aux situations qu'ils rencontrent. Ils renforcent donc leur vision figée du monde et celle-ci oriente à son tour leur perception des images de manière unilatérale, dans un cercle vicieux sans fin. C'est ce cercle vicieux qu'il faut rompre.

Or les enfants, même très jeunes, ont la capacité de prendre du recul par rapport au stress des images en utilisant différents moyens[7] : certains parlent de ce qu'ils ont vu et ressenti, d'autres se lancent dans la fabrication de leurs propres images, et d'autres encore imitent « pour de faux », dans divers jeux improvisés, ce qui les a bouleversés. Les attitudes, les gestes et les mimiques sont pour les enfants des manières de gérer les émotions et les états du corps mobilisés par les images au même titre que le langage parlé et les scénarios intérieurs. C'est pourquoi il est essentiel de ne pas empêcher ces manifestations, et même de les favoriser.

Dans ce but, j'ai proposé que des activités de jeu de rôle soient organisées dans les classes maternelles, animées par les enseignants. Ces activités associeraient trois avantages.

– D'abord, les enfants pourraient assimiler et digérer l'environnement audiovisuel auquel ils sont confrontés, tout en développant une meilleure maîtrise du langage et en développant des formes nouvelles de socialisation ; ce qui correspond aux objectifs éducatifs avec eux.

– Ces activités réintroduiraient la distinction entre le « pour de vrai » et le « pour de faux », qui a disparu du paysage audiovisuel, mais qui est essentielle à l'être humain. Plus les enfants sont invités à « imiter pour de faux » – dans un cadre qui soit garant de leur jeu – et moins ils sont menacés par la tentation d'imiter « pour de vrai », en se comportant comme agresseurs ou victimes désignées.

– Enfin, ces activités permettraient de lutter contre la tendance des enfants à adopter précocement une identification privilégiée dans laquelle ils s'enkystent. Pour cela, il faut les inviter à jouer les situations d'images qui les ont bouleversés non seulement selon leur souhait, mais aussi en les invitant à jouer successivement tous les rôles : agresseur, victime ou redresseur de tort. Ceux qui ont tendance à s'enfermer dans certains profils – notamment la peur et l'agression – ne seraient ainsi pas stigmatisés, mais invités à éprouver d'autres positions possibles et à les expérimenter. De ce fait, ils pourraient plus facilement se décoller de leurs identifications enkystées. Ils retrouveraient une marge de manœuvre ou, pour le dire autrement, de liberté.

Tous les enfants seraient ainsi invités à retrouver une souplesse dans leurs identifications sans qu'aucun d'entre eux ne soit stigmatisé[8].

Le piège de « la télé pour les bébés »

Une solution aux dangers de la télévision pour les enfants se trouve-t-elle dans une chaîne spécialement conçue pour les bébés ? C'est ce que voudraient nous faire croire les deux chaînes de télévision pour les bébés qui ont été récemment lancées : *Baby TV* et *Baby First.* Malheureusement, ces chaînes posent quatre problèmes graves, outre le fait qu'on ignore encore pratiquement tout de l'influence des écrans sur les bébés.

– Tout d'abord, nous savons aujourd'hui que le développement d'un jeune enfant passe par la motricité et la capacité d'interagir avec les différents objets qu'il rencontre. Alors que l'interactivité est intrapsychique chez l'adulte et l'enfant grand, elle a encore besoin de s'appuyer sur le corps et la sensori-motricité chez l'enfant jeune. L'intelligence, à cet âge, est en effet plus corporelle (c'est-à-dire sensorielle et motrice) qu'imagée ou conceptuelle. Il est à craindre que le

temps passé par l'enfant devant les émissions d'une chaîne de télévision – qui rassurera les parents parce qu'elle est présentée comme fabriquée pour les tout-petits – ne l'éloigne des activités motrices, exploratoires et interhumaines, fondamentales à cet âge de son développement.

– Nous savons aussi que l'enfant ne se développe, et n'établit une relation satisfaisante au monde qui l'entoure, que s'il peut se percevoir comme un agent de transformation de celui-ci. C'est ce qu'il fait quand il manipule de petits objets autour de lui. Il est à craindre que l'installation d'un tout-petit devant un écran ne réduise son sentiment de pouvoir agir sur le monde et ne l'enkyste dans un statut de spectateur du monde.

– Alors que les programmes proposés par cette chaîne existent déjà sous la forme de DVD qui ont l'avantage de proposer une durée limitée, il est à craindre que la création d'une chaîne émettant en continu 24 heures sur 24 n'incite les parents à installer la télévision dans la chambre de leur tout-petit et à l'utiliser comme un moyen de faciliter son endormissement. Et tous les parents savent combien le coucher d'un tout-petit est difficile : il rappelle, les parents y retournent, puis quittent sa chambre… pour revenir un peu plus tard, attirés par de nouveaux cris !

– Enfin, de nombreux travaux d'éthologie, y compris ceux appliqués à la relation mère-enfant, ont montré combien l'être humain est capable de s'accrocher aux éléments les plus présents de son environnement, dès les débuts de la vie, et notamment à ceux dont il a l'impression qu'ils le regardent. Il est à craindre que de jeunes enfants confrontés sans cesse aux écrans ne développent une relation d'attachement à eux qui les « scotchent », indépendamment de tout contenu. Ces enfants ne pourraient se sentir « bien au monde » – autrement dit sécurisés – que si l'un de ces fameux écrans est allumé près d'eux. L'argument qui consiste à dire que cette chaîne ne contient pas de publicité est particulièrement fallacieux de ce point de vue : les publicistes se rattraperont après, quand l'enfant plus grand ne pourra plus se passer d'une présence permanente d'un écran allumé à côté de lui.

En conclusion, il est urgent de se mobiliser pour la création d'un moratoire qui interdise à de telles chaînes de diffuser des programmes pour les tout-petits en continu, 24 heures sur 24, avant que nous en sachions un peu plus sur les relations du jeune enfant et des écrans. À une époque où on parle beaucoup d'écologie, prenons conscience que protéger nos enfants du risque de développer une forme d'attachement à un écran lumineux est une forme d'écologie de l'esprit.

---

1 /Pour certains auteurs de *Happy Slapping*, les choses sont malheureusement plus graves. Il s'agit de jeunes tellement perturbés qu'ils ne parviennent pas à avoir des représentations de leur propre violence. À défaut de s'en donner une image mentale, ils agissent alors cette violence dans la réalité en la filmant ou en la faisant filmer. Ils tentent ainsi de se donner une image sur laquelle s'appuyer pour se représenter la violence qui les habite. Ceux-là sont évidemment peu nombreux, mais ils font beaucoup parler d'eux !

2 /Le plus célèbre d'entre eux a été réalisé par un jeune Anglais sous le titre *Démocratie française*.

3 /Serge Tisseron, *Enfants sous influence, les écrans rendent-ils les jeunes violents ?,* Armand Colin, 2000, rééd. 10 /18, 2003.

4 /Le sociologue américain, George Gerbner a confirmé ce résultat en montrant que les catégories de la population qui se sentent en situation fragile ou précaire développent un sentiment d'inquiétude encore plus important au contact des images violentes qui les entourent. Il s'agit, pour cet auteur, des chômeurs, des minorités noires et latino-américaines, des personnes âgées, des femmes et des enfants. G. Gerbner, « Pouvoir et danger de la violence télévisée », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, IHESI, La Documentation française, n° 20, 2e trimestre 1995, pp. 45-46.

5 /Film de Martin Scorsese sorti aux États-Unis le 20 décembre 2002 et en France le 8 janvier 2003.

6 /Le collectif « Pas de 0 de conduite », *Pas de 0 de conduite pour les enfants de 3 ans*, Ramonville Saint-Agne : Eres, 2006.

7 /Voir Serge Tisseron, *Enfants sous influence*, *les écrans rendent-ils les jeunes violents ?*, *op. cit*.

8 /Cette hypothèse a fait l'objet d'une recherche-action menée en partenariat avec l'enseignement public et l'enseignement privé, pendant l'année scolaire 2007-2008.

REGARDS HISTORIQUES
ET DÉMOGRAPHIQUES

À propos du « sentiment de l'enfance »
Puériculture et pédiatrie
au Moyen Âge

DANIÈLE ALEXANDRE-BIDON

Avant le début du XVI^e^ siècle, la pédiatrie n'a pas été l'objet de traités spécialisés, mais les médecins des derniers siècles du Moyen Âge n'en estimaient pas moins que l'enfance était un âge de la vie bien individualisé et digne d'intérêt. Comment aurait-il pu en être autrement alors qu'il s'agissait de clercs exerçant dans une société chrétienne encadrée, dès le XIII^e^ siècle, par un personnel ecclésiastique performant et militant, comme les prédicateurs notamment ? Dans la société occidentale de la fin du Moyen Âge, la vie des enfants - et donc leur santé - était jugée tout aussi importante que celle des adultes, pour la raison simple mais essentielle que les enfants avaient, comme les adultes, une âme. Et ils en avaient une dès le stade fœtal, dont les garçons bénéficiaient beaucoup plus précocement que les filles, vers trente jours de grossesse pour ceux-ci, mais soixante pour celles-là. Une fois infusée, l'âme faisait du fœtus un être humain à part entière, appelé « enfant » à partir du moment où toutes les parties du corps étaient visibles[1]. Soit quarante-six jours, dit, au XIII^e^ siècle, l'encyclopédiste Barthélemy l'Anglais qui contrebalance cette périodisation par une autre proposition, plus radicale, selon laquelle « l'enfant [dans le ventre de la mère] vit par l'âme que Dieu y a mis *au moment de sa création* »[2].

Le christianisme, qui avait radicalement modifié la conception antique de l'enfance, éradiquant notamment l'infanticide[3], n'était d'ailleurs pas la seule culture manifestant sa sensibilité à l'enfance à travers les soins de santé. Les livres

de médecine arabes des IXe et Xe siècles se penchent déjà sur la question des maladies infantiles[4]. Au siècle de saint Louis, dans la Provence médiévale, des médecins juifs consacrent de très belles pages aux nouveau-nés et aux petits enfants[5]. Le médecin chrétien, dont le savoir emprunte à ces deux cultures, est par surcroît invité par les pédagogues chrétiens à considérer les enfants comme de vivantes images de l'Enfant Jésus et à les soigner en conséquence[6]. C'est pourquoi il convient d'inclure l'étude des textes médicaux dans l'analyse de la place des enfants dans les sociétés médiévales.

Une place longtemps sous-estimée

On se souvient que, dans un ouvrage célèbre publié en 1960 et réédité en 1973, *L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Philippe Ariès expliquait que : « La vie physique de l'enfant comptait encore si peu […] [que] si l'enfant venait à mourir, on ne s'en émouvait pas outre mesure[7] ». De ces enfants, écrivait-il, « Il y en avait trop […]. On ne pensait pas que cette petite chose disparue trop tôt fût digne de mémoire. On ne pouvait s'attacher trop à ce qu'on considérait comme un éventuel déchet. » D'ailleurs, « n'enterrait-on pas l'enfant n'importe où, comme on ensevelit aujourd'hui un *animal domestique*, un chat ou un chien ? »[8]. *Chose, déchet, animal domestique*… Dans l'historiographie française, ces mots ne sont plus à l'ordre du jour[9]. Les sources écrites, notamment les recueils de miracles, dépouillés depuis les travaux d'Ariès, s'inscrivent en faux face à ces affirmations[10]. Il en va de même, me semble-t-il, des traités de médecine. Celui attribué à l'abbesse Hildegarde de Bingen, *Des causes et des remèdes*[11], composé au XIIe siècle, avait, entre autres paragraphes traitant de la petite enfance et de l'adolescence, consacré un chapitre à « La fragilité du nourrisson ». Au siècle suivant, Bathélemy l'Anglais, reprenant Constantin, écrivait, au chapitre « De l'enfant », qu'en raison de cette fragilité, le nouveau-né « a *fort besoin* de

soins »[12]. Les sources médicales abondent qui parlent de soigner les enfants : quelle raison d'être auraient-elles pu avoir si les familles n'en avaient pas ressenti le besoin ? Après les récits de miracles, les contrats de soin, au XIIIe siècle, témoignent de ce souci. Enfin, toutes époques confondues, l'archéologie funéraire médiévale, dans les quinze dernières années, a amplement démontré que, loin d'être enterrés comme des bêtes ou traités comme des « déchets », les enfants avaient souvent droit aux meilleures places dans le cimetière chrétien, surtout les plus petits : immatures et nouveau-nés sont immergés dans les canalisations des fonts baptismaux, enclos dans les murs de fondation des églises, enterrés sous les gouttières, pour bénéficier de l'eau baptismale et de l'eau de pluie sacralisée par le contact avec la toiture des édifices du culte, consacrés. Et nombreux sont les hochets et les jouets à présent découverts dans les fouilles : à quoi bon, si l'enfant n'avait été pour les parents qu'une chose ?

Néanmoins, l'influence de la théorie de Philippe Ariès réapparaît périodiquement, ainsi, récemment encore, en Espagne[13]. En se basant justement sur les sources médicales, certains historiens persistent à estimer secondaire l'attention alors accordée aux enfants en raison, d'une part, du désintérêt supposé affiché à leur égard par les médecins, qui laissaient la responsabilité des accouchements et des soins périnataux à des femmes, les matrones ; d'autre part, en raison de la nature jugée seulement apotropaïque des soins de santé pendant les premiers mois, voire les premières années de la vie[14]. Souscrire à une telle opinion sans autre examen serait oublier un peu vite que le corps médical n'agissait pas différemment envers les adultes, qui avaient eux aussi recours, sur le conseil des médecins, à des amulettes ou à des simples cueillis avec des formulettes et recevaient des traitements de médecine analogique ou symbolique souvent confondue, par les positivistes, avec la magie. Ce serait ignorer également que les médecins, prudents, jugeaient les nourrissons trop fragiles pour être soignés par des médicaments à usage interne. On relève dans toutes les sources médicales l'interdiction de « toucher les petits enfants, ni de leur donner aucune

chose »[15]. Ils n'étaient pas négligés pour autant : les médicaments étaient simplement avalés par la personne qui les allaitait, mère ou nourrice, obligées de « tenir diète » si l'état de l'enfant l'exigeait. Ce serait oublier enfin que, même pour les clients adultes, les médecins laissaient à d'autres personnels de santé, barbiers et chirurgiens, la responsabilité de donner les soins de type mécanique dont ils ne voulaient pas assurer le traitement. Et, ce faisant, sous-estimer largement la médication familiale, assurée par les femmes[16], et surtout le savoir professionnel des métiers paramédicaux, négligeant l'enseignement donné aux sages-femmes par les praticiens eux-mêmes, dans des colloques publics, comme à Paris, ou par l'intermédiaire de traités destinés à leur instruction, comme il y en eut au XIIIe siècle dans la France du Sud[17], ouvrages exigeant expressément de ces femmes qu'elles sachent lire.

Des recettes de santé aux ouvrages de soins pédiatriques

Si l'on veut approcher la nature du sentiment de l'enfance de la société médiévale, il convient donc de ne pas lui imposer des catégories inapplicables en raison de leur caractère anachronique. Ainsi, si les manuels de pédiatrie n'existent pas, c'est aussi que l'idée de spécialité médicale est à l'opposé du concept de macrocosme dans lequel l'homme s'inscrit, en microcosme. Certes, avant le XIIIe siècle, les allusions aux maladies infantiles ne constituent pas un corpus abondant. Néanmoins, aux XIe-XIIe siècles, on en trouve mention dans le *Trotula*, un *compendium* de gynécologie[18]. Au XIIe siècle, Hildegarde de Bingen, abbesse et auteur de livres de médecine, se félicite de la bonne santé des jeunes filles de son couvent, qu'elle compare à des pousses de pommier « tendres et saines », et mentionne à plusieurs reprises les maladies infantiles ; elle n'est pas la première[19]. À la même période, en Italie, l'école salernitaine se penche sur la question : le *Livre*

des simples médecines, un floraire-lapidaire[20] qui, au XV^e^ siècle, est devenu un best-seller, propose une vingtaine de recettes de santé à destination infantile, évoquant l'épilepsie, le rhume, les maladies touchant les parties sexuelles des garçons. Ces recettes sont dispersées dans les notices, car elles sont classées, pour des raisons de méthodologie scientifique, par ordre alphabétique des plantes concernées. De même, c'est conformément aux usages savants de son temps que, chez Hildegarde de Bingen, les informations pédiatriques sont éclatées car dispatchées selon une organisation thématique. L'abbesse parle des fœtus en traitant de la grossesse, des nourrissons en étudiant l'accouchement, puis l'allaitement, de leurs maladies (vers, calculs) aux chapitres correspondants ; d'autres, suivant un ordre inspiré par la logique, voient traiter successivement les cas des enfants, des adolescents, des adultes et des vieillards ; enfin, elle se penche sur les jeunes filles prépubères et pubères au chapitre « de la fécondité » et sur les jeunes garçons entre 12 et 15 ans aux chapitres de « la saignée » et des « pointes de feu ».

À partir du XIII^e^ siècle, nombreux sont les ouvrages qui se penchent sur les soins pédiatriques. Le *Livre des propriétés des choses* de Barthélemy l'Anglais comprend dans son herbier des recettes pour soigner les enfants ; il comporte également plusieurs chapitres sur l'accouchement, les soins périnataux, et les enfants en général, filles et garçons, et mentionne plusieurs maladies qui les touchent particulièrement. Dans les traités médicaux à proprement parler, rien n'échappe à la compétence des praticiens, de la vérification des réflexes de la marche à la restauration chirurgicale de la viabilité du bébé[21], des soins de santé à la puériculture, et les enluminures ne sont pas rares qui montrent le médecin au chevet de la femme en couches comme du petit enfant. Une *Summa conservationis et curationis* de Guillaume de Salicet (1210-1277), auteur qui se réfère à Razès et Avicenne, traite du régime des femmes sur le point d'accoucher, du nouveau-né et du jeune enfant. En 1256, le médecin Aldebrandin de Sienne écrit un *Régime de santé* dans lequel la grossesse, l'enfantement, les soins aux nouveau-nés,

l'allaitement et même l'âge de l'entrée à l'école sont envisagés[22]. Au siècle suivant, deux médecins s'illustrent dans le domaine de la médecine de l'enfance : en France, Bernard de Gordon, en Italie, Francesco da Barberino. Le premier est l'auteur d'un « Traité des enfants et du régime de la nourrice », le second, vers 1320, d'un « Régime et usages des dames » (*Reggimento e costumi di Donna*) dans lequel plusieurs chapitres sont dédiés aux soins de la petite enfance et de l'enfant jusqu'à l'âge de 12 ans.

Au XV^e^ siècle, une étape décisive est franchie avec l'ouvrage considéré comme le premier traité de pédiatrie à proprement parler : le *Livre des remèdes des enfants*, de Paolo Bagellardo, daté de 1472. Sont aussi réactualisés les livres de gynécologie[23] et les régimes de santé à l'usage des petits princes[24]. Le médecin Jean le Lièvre compose notamment, pour les enfants de la cour de Bourgogne, un « Régime et l'Ordonnance comment l'on doit nourrir enfans de roys, de princes et de tous grans seigneurs jusques à l'eage de V ou de VI ans »[25]. Ce régime incluait des préceptes d'éducation, des principes de bon sens (« ne vous pressez pas de les faire marcher avant que Nature ne les y incite », « ne les laissez pas dormir de jour », sauf pendant les longues journées d'été), des conseils d'hygiène, corporelle et alimentaire (faire bouillir l'eau de leur boisson), un régime détaillé et adapté à leur âge (leur donner des viandes blanches, prélevées sur des animaux jeunes), avec des menus types. S'y ajoutent quelques conseils médicaux en cas de fièvres ou de douleurs, surtout lors de la percée dentaire (« soient les gencives ointes et doucement frottées de la cervelle d'un lièvre rôti ou de sain de chapon ») et des indications sur le vêtement, qui doit être adapté à la saison pour éviter les maladies, notamment le port d'un « double chaperon » pour le garder de s'enrhumer, affection qui recouvre alors l'idée de bronchite, voire de pneumonie : « quand le rhume leur descend sur le poumon », et alors qu'« ils ne savent pas encore cracher, pour cette raison il advient qu'ils en meurent maintes fois ».

Enfin, au tout début du XVI^e^ siècle, le médecin Gabriel Miron compose son *Pedenemicon*, ou « Traité de médecine des enfants »[26]. Ce livre de 348 chapitres, en latin, n'était destiné qu'à Anne de Bretagne et à sa descendance, et il n'a connu aucune diffusion. Il ne présentait rien de très nouveau dans la distribution générale de son contenu, et même le choix d'un titre qui l'associait plus immédiatement aux enfants qu'à leurs mères n'avait rien d'inédit, pas davantage que ses sources. Miron a fait appel à quelque cent cinquante autorités, auteurs de textes médicaux et philosophiques, datant pour l'essentiel des XIII^e^-XV^e^ siècles : le *Pedenemicon* s'inscrit dans une tradition ancienne et abondante de textes sur la médecine des enfants[27]. En revanche, inédits étaient le volume d'informations, le souci de traiter des symptômes spécifiques aux maladies infantiles, et la volonté du médecin de tester les médicaments sur des enfants – les siens – avant de les prescrire à ceux de ses nobles clients[28].

Relèvent de la pédiatrie bon nombre d'affections souvent décrites depuis le XI^e^ siècle : l'épilepsie, également appelée par Barthélemy l'Anglais « maladie des enfants », car elle touche souvent les enfants »[29] ; la « toux des enfants »[30], ainsi désignée par le *Trotula*, qui mentionne aussi des éruptions d'origine alimentaire, les « *pustulis puerorum* », qualifiées de « petites » (*parve*). Sont évoquées les irritations du fessier, les douleurs gingivales au moment de la poussée dentaire ; tous les traités contiennent des recettes de vermifuges ; plus graves, les problèmes gastro-intestinaux, cause de mortalité infantile ; ou encore les oreillons, la variole, la rougeole signalée par le chirurgien et médecin Henri de Mondeville ; la « contraction des membres » des enfants (des convulsions ?) est signalée dans le *Livre des simples médecines*, qui propose une vingtaine d'ingrédients et de recettes réservés aux soins pédiatriques, renvoyant à davantage de maladies infantiles prises en considération que dans l'Antiquité : Soranos d'Ephèse n'en dénombrait en efet que cinq ou six (les amygdales, l'asthme, les verrues, les tumeurs des oreilles – les otites[31] ? Des contrats de soin sont établis pour soigner torsions des

testicules, énurésies, blessures aux jambes ou à la voûte plantaire, lèpre, adénite tuberculeuse, refroidissement chez un jeune hydropique, angine… La gale, la teigne, chez les enfants, justifiaient également le recours au médecin.

Ainsi, que la notion de pédiatrie comme spécialité médicale se développe surtout au XVIe siècle intéresse davantage l'histoire des sciences et de la pensée que celle de l'enfance. La médecine de l'enfance s'exprime dans les livres de gynécologie, les régimes de santé et les encyclopédies[32], se singularisant par des remèdes et des thérapeutiques spécifiques, par exemple des dosages médicamenteux adaptés à l'âge des enfants[33] et à la faiblesse de leur constitution, notion sans cesse rappelée par les auteurs[34]. Certes, cette singularité répondait surtout aux exigences de la médecine scolastique, à savoir une obéissance stricte à la théorie des humeurs qui voulait que chacun fût l'objet de soins en fonction de la nature – chaude, froide, sèche, humide – de son affection et en fonction de son âge, sexe ou état. Mais, du même coup, les enfants étaient soignés tout autant ou tout aussi bien que l'étaient les hommes et les femmes adultes ; et avec davantage de précautions, notamment en ce qui concerne la posologie.

Un fœtus très humanisé

Par ailleurs, si les parties consacrées à l'enfance paraissent peu nombreuses, dans les traités, c'est aussi qu'on y applique trop souvent notre définition de l'enfance, qui commence à la naissance. Or, tel n'était pas le cas au Moyen Âge.

En effet, il convient de prendre en considération, dans les traités de gynécologie, les pages concernant non seulement les soins périnataux et les premières années de la vie, mais aussi le déroulement de la grossesse. On pourrait même postuler que toutes les sections concernant ce moment, dans les traités de médecine anciens, participaient de l'exposition du savoir

pédiatrique. Il faut insister sur le fait que le fœtus, une fois animé, était considéré comme un enfant à part entière. Démonstration : du côté des théologiens, le fœtus est très humanisé ; on craint qu'il ne s'ennuie ; on pense qu'il pleure dans le noir ; on imagine qu'il prie ; un évêque peut d'ailleurs le bénir *in utero*[35]. Les laïcs ne pensent pas autrement. Ils diversifient, en la positivant, la gamme des actions que le fœtus passe pour accomplir et des sentiments qu'il est susceptible d'éprouver : par exemple s'amuser dans le ventre maternel, comme en témoigne une lettre écrite en novembre 1472 par un jeune noble anglais qui, ayant eu l'idée saugrenue de féliciter une duchesse enceinte d'être « large et grosse », la vexe et passe pour un goujat. De l'enfant qu'elle portait, il expliqua qu'ainsi « il ne serait pas serré et ne se ferait pas mal, au contraire il aurait la place de jouer[36] ». Il « ne se ferait pas mal », dit le jeune Paston. Une lecture trop rapide ne permet pas de voir tout ce que ce membre de phrase porte en lui : ni plus ni moins que l'idée de la souffrance fœtale, que l'on va voir émerger dans les traités de médecine à l'orée du XVI^e^ siècle, notamment dans le *Pedenemicon*, qui consacre un court chapitre à la vie intra-utérine et évoque la souffrance fœtale au moment de l'accouchement. Sensible à la douleur, il a aussi besoin d'un ange gardien : « des accidents peuvent leur arriver dans l'utérus maternel : ne pas pouvoir sortir, ou mourir »[37].

Si Denys le Chartreux dit qu'il ne le « peut », Hildegarde de Bingen dit, quant à elle, qu'« il le veut »[38]. Le fœtus, qui a donc un corps souffrant et une âme, avait-il aussi déjà son libre arbitre ? Dans son *Autobiographie*, Guibert de Nogent dit qu'au moment de sa naissance il refusa de sortir du ventre maternel : « Je me retournai, remontant profondément dans le sein de ma mère. » On voit que le fœtus a droit à la première personne du singulier, usage que l'on retrouve, dans une autobiographie illustrée, celle d'un jeune homme né à Augsbourg en 1496, Matthaus Schwarz. Celui-ci se fait représenter tout au long de sa vie, en commençant par le ventre de sa mère. Le premier portrait de son *Livre des*

costumes est celui de ses parents, avec sa mère enceinte, légendé par la phrase : « J'étais là, caché », et par le commentaire suivant : « J'ai commencé par le premier vêtement, le ventre de ma mère, et le second, ce furent les langes[39]. » L'enfant *in utero* est bel et bien considéré comme une personne.

Or, ce concept connaît un impact fort dans la vie juridique et sociale. Les parents peuvent tester en faveur d'un fœtus, quel que soit le stade de la grossesse : ne sachant encore s'il s'agira d'un garçon ou d'une fille, on dit qu'on teste (ou qu'on dote) une « ventrée ». L'administration tient compte de l'existence effective des fœtus encore à naître, taxés au passage des péages[40], le bébé à naître valant demi-tarif. Les artistes qui illustrent les ouvrages de médecine témoignent peut-être également de cette conception de l'enfance à naître lorsqu'ils représentent le fœtus non comme un nourrisson figuré de manière réaliste mais comme un petit enfant, non pas un « petit adulte », pour reprendre l'expression de Philippe Ariès, mais une personne à part entière. On aimerait alors savoir lesquels, des médecins ou des théologiens, ont initié une telle image de l'enfant à naître.

La médecine de l'enfance

Si une médecine de l'enfance a pu se développer, c'est aussi que la demande des familles y fut pour beaucoup. À l'époque même où se constituait la médecine salernitaine, il fallut inventer les sanctuaires à répit et le limbe des enfants pour ceux morts sans baptême. Aux XII^e^ et XIII^e^ siècles, les recueils de miracles montrent que la guérison des petits malades ou blessés est un souci généralisé, ou du moins souhaité tel par l'Église qui valorise particulièrement les miracles d'enfants. Et ce souci ne touche pas seulement les milieux sociaux les plus favorisés, ainsi que le montrent les actes de la pratique, et notamment les contrats de soin, même si le souci de la santé de

l'enfant n'est jamais si fort que dans les milieux privilégiés, désireux de pérenniser leur lignée[41]. Les régimes qui ciblent les plus jeunes respectent les subdivisions des âges de la vie suivant la classification médiévale[42]. Celle-ci divise l'enfance en deux périodes : de 0 à 7 ans et de 7 à 14 ans. Les sources médicales des trois derniers siècles médiévaux respectent globalement cette classification fondée sur l'idée d'une spécificité des enfants, qu'elles se soucient de mieux documenter, comparativement, que le « quatrième âge » du Moyen Âge, la vieillesse[43].

L'aspect physique n'est pas le seul retenu par les écrits de type médical. Le *Circa instans*, ou *Livre des simples médecine*s, de Platéarius, composé vers 1200, comporte même des recettes qui concernent la santé psychique des enfants, par exemple des fumigations « pour rendre un enfant gai et beau »[44] : les médecins médiévaux estiment, non sans raison, que la guérison peut dépendre de l'état moral. L'encadrement psychologique du malade par le médecin, qui le « coache », est considéré comme un principe de soin actif ; mais *quid* des enfants trop petits pour comprendre les paroles du médecin ? Celui-ci recommande alors de jouer sur les sentiments : éviter de leur faire peur et, au contraire, leur procurer de la joie, qui exerce un effet bénéfique et contrecarre les « accidents de l'âme »[45]. Outre les soins de santé, le *Trotula* préconise l'éveil des sens du tout-petit : la musique lui est jugée propice, par des berceuses (*cantilenis*), mais aussi la parole, à condition d'user de mots simples (« *facilibus uocibus* »), et propose des stimulus visuels, à l'aide de tissus de différentes couleurs et d'images variées (« *diverse picture* »)[46]. S'agit-il de développer ses capacités intellectuelles ? Barthélemy l'Anglais, au siècle suivant, en parle plutôt en termes de « plaisir » : « Les nourrices doivent chanter près de l'enfant, pour communiquer, par la douceur de leur voix, du plaisir à ses sens. »

Les enfants médiévaux sont donc l'objet d'une attention particulière et spécialisée de la part des médecins, qui avaient conscience de ne pouvoir leur administrer les mêmes dosages

que pour les adultes et admettent l'obligation d'éviter les potions trop amères, rejetées par leurs petits patients : l'ajout de miel est systématique, la distillation « à la chapelle », c'est-à-dire à l'alambic, recommandée pour certaines herbes d'une particulière amertume[47]. Les soigner constitue un défi. Pour les « petits enfants à qui on ne peut bonnement rien donner par la bouche », dit le *Livre des simples médecines*, on ne doit que recourir à des emplâtres, même en cas d'affection interne, ou à des fumigations[48]. En matière de remèdes, jamais ne s'est si bien appliqué le fameux principe « *Primum non nocere* ». Aucune médication interne n'est acceptée. Seule la médecine analogique paraît admise : l'enveloppement dans une étoffe de couleur similaire à la maladie, comme en cas de rougeole, est conseillé par Mondeville.

En matière de chirurgie, la même prudence est de rigueur. Hildegarde de Bingen interdit toute saignée avant l'âge de 12 ans ; même dans le cas d'une pestilence, Jacques Despars, au XV^e^ siècle, prescrit que l'« on ne doit point saigner femmes enceintes ne enfans de soubs XIIII ans »[49]. Dans son traité sur les saignées, son contemporain Jean Le Lièvre ordonnait d'éviter de « saigner les petits enfants sauf si une trop grande nécessité n'y contraignait et surtout sans le commandement de leurs parents et amis ». En effet, les enfants, de nature humide, ont le sang froid, et il faut éviter tout épanchement excessif « pour ne pas provoquer chez eux de faiblesse », selon l'école salernitaine, peut-être aussi parce que l'on perçoit que le volume sanguin est moindre chez l'enfant que chez l'adulte. Lorsque s'impose la saignée, en cas de risque vital, on en restreint le volume au maximum. Plus prudemment encore, Guy de Chauliac, au XIV^e^ siècle, conseille de se contenter dans ce cas de sangsues, qu'il juge à juste titre moins dangereuses et moins avides de sang que le scalpel.

Ainsi, les médecins médiévaux se révèlent avoir été à l'écoute de la physiologie des enfants. Depuis le XIII^e^ siècle au moins, le médecin collabore avec les femmes, véritables spécialistes jusqu'alors des soins à donner pendant les premières années de la vie des enfants. Il herborise avec elles,

les interroge, note leurs coutumes en matière de soins des enfants, en adopte certaines ; Mondeville relève que les mères, pour combattre la rougeole, préparent des décoctions de lentilles et safran, et il n'en condamne pas la pratique. C'est grâce aux écrits médicaux que les « façons de faire » sont si bien connues, pour le Moyen Âge, en matière de puériculture : manières d'habiller les enfants, de les nourrir, de les soigner, de les faire jouer et même de les instruire, sont largement discutées. On aimerait savoir comment a évolué ensuite le « sentiment de l'enfance », tel qu'il peut être perçu à travers les traités de médecine. Quelle que soit la période envisagée, leur rôle apparaît essentiel dans la critique historiographique du sujet, car ils constituent une source de premier plan pour cerner non seulement les techniques d'élevage des enfants mais aussi la nature et la qualité du « sentiment de l'enfance ».

---

1 /Selon la formule d'Hippocrate, comme le rappelle Barthélemy l'Anglais, auteur d'un traité traduit en français au XIV^{e} siècle et appelé à devenir, au siècle suivant, un best-seller : *Le Livre des propriétés des choses. Une encyclopédie au XIV^{e} siècle*, introduction, mise en français moderne et notes de Bernard Ribémont, Paris, Stock/Moyen Âge, 1999, p. 139 (désormais *LPC*).

2 /Nous soulignons. *LPC*, p. 92.

3 /Si l'avortement est inchiffrable, l'infanticide est exceptionnel, et jugé avec une sévérité extrême, l'abandon n'a jamais été un phénomène massif au Moyen Âge, et la mise en nourrice n'en fait pas partie, laquelle a été à tort « perçue à l'aune de nos propres perceptions, comme un moyen pour les parents de se débarrasser d'enfants indésirables. » (Didier Lett, *Famille et parenté dans l'Occident médiéval V^{e}-XV^{e} siècles*, Paris, Hachette Supérieur, 2000, pp. 202-206).

4 /Au IX^{e} siècle, le traité de Hunain ibn Ishaq propose un « art de conserver la santé chez les enfants, les vieillards, les convalescents », D. Jacquart et F. Micheau, *La Médecine arabe et l'Occident médiéval,* Paris, Maisonneuve & Larose, 1990, p. 52.

5 /*Les Infortunes de Dinah*, éd. par Ron Barkaï, Paris, Éditions du Cerf, 1991.

6 /Cette conception se reflète jusque dans la thérapeutique : les vertus des humeurs enfantines (salive et urine) sont jugées nombreuses. Le chirurgien-médecin Henri de Mondeville considérait, par exemple, que l'effet du froment mâché, emplâtre prescrit en cas de morsure, était « plus grand si celui qui le mâche est un enfant à jeun ».

7 /Introduction et p. XI, édition de 1973.

8 /Page 29. Nous soulignons.

9 /Pierre Riché et Danièle Alexandre-Bidon, « L'enfance au Moyen Âge : état de la question », dans *La Petite enfance dans l'Europe médiévale et moderne,* R. Fossier (éd.), Toulouse, Presses universitaires de Toulouse-Le Mirail, 1997, pp. 7-29. D. Lett, *Famille et parenté…, op. cit.* Sur la médecine de l'enfance, voir, récemment, Margarita Cabrera Sánchez, « La transmisión del saber médico : La vida infantil en la Edad Media a través de los tratados pediátricos y de otras fuentes de la época », *Meridies*, *Revista de Historia medieval*, VIII, 2002, pp. 7-36.

10 /*Le Corps souffrant : maladies et médications*, *RAZO*, 4, 1984, p. 25-37 ; Didier Lett, *L'Enfant des miracles. Enfance et société (XII^e^-XIII^e^ siècles)*, Paris, Aubier, 1997.

11 /Hildegarde de Bingen, *Des causes et des remèdes*, traduction du latin et présentation de Pierre Monat, Grenoble, Jérôme Millon, 1997, p. 132.

12 /*LPC,* p. 140. Nous soulignons.

13 /Silvia Arroñada, « Algunas reflexiones sobre la infancia (siglos XIII al XV) », *Meridies,* V-VI, 2002, pp. 223-267.

14 /C'est un médecin, Paolo Bagellardo, qui propose aux enfants une amulette pour les douleurs des gencives ; voir M. Cabrera Sánchez, « La transmisión… », art. cit., p. 33. Nombreuses étaient les amulettes de corail et de dents de chiens et de loup : voir Danièle Alexandre-Bidon, « La dent et le corail, ou la parure prophylactique de l'enfance à la fin du Moyen Âge », *in Le Corps paré : ornements et atours, RAZO*, *Cahiers du Centre d'études médiévales de Nice*, 7, p. 5-35.

15 /Interdits dits de Bayeux, cités dans *Le Corps souffrant…, op. cit.,* p. 93, note 10.

16 /Voir Marie-Thérèse Lorcin, « L'universitaire et la servante : deux manières de soigner au XIV^e^ siècle », *in Id., Pour l'aise du corps. Conforts et plaisirs, médications et rites, XIII^e^-XV^e^ siècles*, Orléans, Paradigme, 1997, pp. 85-97.

17 /*Les Infortunes de Dinah*, *op. cit.*

18 /*The Trotula*, *A Medieval compendium of women's medicine*, edited and translated by Monica H. Green, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2001.

19 /Au XI^e^ siècle, Ulrich von Zell conseille de remettre les enfants infirmes ou sourds-muets à des communautés religieuses spécialisées dans leur prise en charge : Aude de Saint Loup, « Les voies du sourd-muet dans l'Occident médiéval », *Comprendre et maîtriser la nature au Moyen Âge*, *Mélanges d'histoire des sciences offerts à Guy Beaujon*, Genève, Dr, 1994, p. 205-223, ici p. 218.

20 /*Le Livre des simples médecines, d'après le manuscrit français 12322 de la BN de Paris,* édité par C. Opposer, Paris, Ozalid & Textes cardinaux/BN, 1986, p. 154 (dorénavant *LSM*).

21 /Le chirurgien « vient au secours de quelques-uns [les enfants mal formés] dès l'instant de leur naissance, de ceux par exemple qui viennent au monde sans anus, sans vulve, sans voie de sortie pour l'urine » (cité par Marie-Christine Pouchelle, *Corps et chirurgie à l'apogée du Moyen Âge*. *Savoirs et imaginaires du*

corps chez Henri de Mondeville, chirurgien de Philippe le Bel, Paris, Flammarion, 1983, p. 67).

22 /Édité par L. Landouzy et R. Pépin, Paris, 1911. La dédicace à Béatrice de Provence, épouse de Charles d'Anjou, et à ses filles serait postérieure de quelques années.

23 /Voir H. Lemay, « Women and the Litterature of Obstetrics and Gynecology », *Medieval Women and the Sources of Medieval History*, éd. par T. Rosenthal, Athens-Londres, University of Georgia Press, 1990, p. 189-209.

24 /Régimes observés dès la petite enfance : ainsi, Charles le Téméraire a son médecin personnel à l'âge de trois ans.

25 /Émile Roy, « Un régime de santé au XV^{e} siècle pour les petits enfants », *Mélanges Picot*, 1913, p. 153-159.

26 /Janine Bertier, « Un traité scolastique de médecine des enfants : le *Pedenemicon* de Gabriel Miron », dans *Santé, médecine et assistance au Moyen Âge*, *Actes du 110^{e} Congrès national de sociétés savantes*, Montpellier, 1985, Histoire médiévale et philologie, t. 1, Paris, Éditions du CTHS, 1987, p. 9-22.

27 /Abondante, mais moins qu'aujourd'hui, naturellement, d'autant que tout n'est pas médicalisé, ainsi l'énurésie. Si elle n'inquiète pas, c'est parce qu'il s'agit d'une contrainte due aux humeurs : l'énurésie, chez les enfants, s'explique parce que ceux-ci ont un estomac et une vessie froids : « Et ceux qui ont l'estomac froid ne peuvent retenir leur urine. » (Hildegarde de Bingen*, Des Causes…, op. cit.,* p. 122). De même, ne semblent pas médicalisées, au début de leur manifestation tout au moins, les difficultés de la marche, qui relèvent plutôt de la médecine des saints et du pèlerinage de santé. Voir par exemple, pour la marche, le culte de saint Guignefort, un saint… lévrier ! *Saint Guignefort. Légende, archéologie, histoire*, Châtillon-sur-Chalaronne, Association Saint Guignefort, 2005.

28 /J. Bertier, « Un traité… », art. cit, p. 13.

29 /*LPC*, p. 151.

30 /*The Trotula…*, *op. cit.,* p. 113 pour les pustules, p. 149 pour la toux et pp. 107-113 pour le régime des enfants.

31 /Gérard Coulon, *L'Enfant en Gaule romaine*, Errance, 1990.

32 /Voir le livre « des propriétés de l'homme selon l'âge […] », qui comprend « la création de l'enfant », « l'enfant », « la pucelle », mais aussi « la mère », « la nourrice », « la ventrière » ; on trouve même des notations sur la santé de l'enfant dans le chapitre « Des seins » du *LPC* (pp. 131 et 137-144).

33 /À concurrence d'un tiers ou d'un quart des doses prescrites à un homme adulte.

34 /Le *Trotula* propose les potions *dialtea*, *diaceraseos*, *ceroneum* et *oxycroceum*, *op. cit.,* pp. 110-111.

35 / Sur ces points, voir Danièle Alexandre-Bidon, « Grandeur et renaissance du sentiment de l'enfance au Moyen Âge », *Histoire de l'éducation,* 50, mai 1991, pp. 39-63, ici pp. 41-42. Dans l'Islam médiéval, ce sentiment est peut-être encore

plus affirmé : les femmes tentent de pousser leur enfant encore à naître dans ses études en allant assister, enceintes, à des leçons et à des lectures du Coran !

36 /Roger Virgoe, *Les Paston, une famille anglaise au XV^e siècle*, Paris, Hachette, 1990, p. 221. Néanmoins, les avis diffèrent sur ce que le fœtus éprouve dans le ventre maternel. Denys le Chartreux dit qu'il vit « sans ressentir de besoin », sinon spirituel (Jean Delumeau, *Une histoire du Paradis*, Paris, Fayard, 1992, p. 53).

37 /J. Delumeau, *Une histoire du Paradis*, *op. cit*.

38 /Hildegarde de Bingen, *Des Causes…, op. cit.* Nous soulignons.

39 / Nous soulignons. Voir Philippe Braunstein, *Un Banquier mis à nu*, Paris, Gallimard, 1994, et Jean-Claude Schmitt, « L'invention de l'anniversaire », *Annales HSS*, 62-4, 2007, pp. 793-835.

40 /C'était le cas, dans la Bourgogne du XIV^esiècle, des femmes juives enceintes…

41 /Rédaction de régimes de santé, voire surveillance de l'obésité des jeunes princes : Marilyn Nicoud, « Les médecins à la cour de Francesco Sforza ou comment gouverner le prince (deuxième moitié du XV^e siècle) », *Le Désir et le goût. Une autre histoire (XIII^e-XVIII^e siècles)*, Vincennes, Presses universitaires de Vincennes, 2005, pp. 201-217, ici pp. 211-212, et notes 36 et 37.

42 /Danièle Alexandre-Bidon, « Seconde enfance et jeunesse dans la théorie des âges de la vie et le vécu familial (XIII^e-début du XVI^e siècles) », *in* J.-P. Bardet, J.-N. Luc, I. Robin-Romero et C. Rollet, *Lorsque l'enfant grandit. Entre dépendance et autonomie*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2001, pp.159-172.

43 /Marie-Thérèse Lorcin, « Rides et cheveux gris dans les ouvrages de Roger Bacon », *in Id., Pour l'aise du corps…, op. cit.,* pp. 119-125, ici p. 121.

44 /*LSM*, p. 58.

45 /Danielle Jacquart, *La Médecine médiévale dans le cadre parisien*, Paris, Fayard, « Penser la médecine », 1998, p. 238.

46 /*The Trotula*…, *op. cit.,* pp. 108-109.

47 /LSM, p. 200 (herbes vermifuges).

48 /LSM, p. 210.

49 /Cité par Danielle Jacquart, *La Médecine médiévale, op. cit.,* p. 293.

Les enfants de la nature
De l'exclusion à l'intégration

JEAN BART

L'existence d'enfants dits *de la nature*, appellation employée à certains moments, plus élégante que celle d'*enfants naturels* qui a prévalu, pose le problème des rapports entre la biologie et le droit, entre la nature et la loi. L'une et l'autre coïncident lorsque les deux parents sont unis eux-mêmes par un lien juridique : celui qui est créé par le mariage, assorti de la présomption de paternité du mari. Dans cette hypothèse, les anciens textes qualifient volontiers les enfants de « naturels et légitimes ». Mais en dehors de ce cas, on leur accole l'épithète « illégitimes » ; on les désignait couramment, il n'y a pas si longtemps encore, sous le substantif péjoratif, voire injurieux, de « bâtards », mot dont l'étymologie demeure incertaine. Ils ne sont pas nés de la loi, mais uniquement de la nature, ce qui les dévalorise et entraîne à leur détriment infériorités et incapacités qui les bannissent de la famille. La faute prétendue de leurs auteurs retombe sur ceux et celles qui sont issus de leur rencontre, passagère ou durable. Une telle opposition entre les « véritables » enfants et les bâtards a perduré, en Occident, pendant plus d'un millénaire. Mais, au cours de la Révolution française, on a cherché à réconcilier loi et nature sans vraiment y parvenir, et pour peu de temps, car la réprobation des naissances considérées comme illégitimes a refait surface au début du XIX^e^siècle et il a fallu près de deux cents ans pour que l'égalité entre tous les enfants, quelle que soit la situation de leurs parents, soit rétablie.

Les bâtards hors de la famille [1]

Au cours du haut Moyen Âge, l'église chrétienne a cherché à imposer la conception d'un mariage indissoluble sanctifié par un sacrement. En l'absence de ce dernier, tout être né de l'union de l'homme et de la femme est frappé d'opprobre. Ceux qui étaient appelés, de manière assez neutre pendant l'Antiquité *filii naturales* (enfants naturels), ou, aux alentours de l'an mil, *non matrimoniales filii* (enfants nés hors mariage) sont désignés ensuite, dès le XI^e^ siècle, *filii bastardi*, « bastards » dont la condition juridique : *macula bastardiæ* (la macule de la bâtardise), entendue comme une tache, traduit la bassesse et engendre le mépris. Contrairement aux idées exprimées par les pères de l'Église qui répugnaient à faire supporter par l'enfant les effets du péché de leurs parents, le droit canonique a délibérément placé ces derniers dans une situation juridique défavorable pour valoriser le mariage et inciter à sa conclusion. Le droit laïc a suivi d'autant plus aisément les juristes de l'Église que le mariage est non seulement un sacrement mais aussi une institution qui fonde la famille, une entité qui groupe des personnes et des biens. Aux considérations d'ordre religieux ou moral, se joignent, à l'évidence, des préoccupations de caractère matériel ou patrimonial, voire politique. Ainsi que le proclame encore quelques années avant le début de la Révolution, un magistrat du parlement de Paris, l'avocat général Séguier : « On a reconnu que le frein le plus fort qu'on peut apporter aux conjonctions illicites étoit de flétrir, en quelque sorte, les enfants qui en étoient le fruit, et tous les efforts du législateur ont eu pour but de porter les hommes au mariage, parce que le mariage est la source de la société civile et le fondement des familles qui composent l'État. » Aussi l'union qui donne le jour à des bâtards est-elle qualifiée de « crime dans l'ordre des mœurs… qu'il est juste de punir… jusque dans les enfants ».

Il existait d'ailleurs entre les « fruits » de « conjonctions illicites » une graduation dans l'illégitimité ou de déshonneur. La catégorie la moins mal considérée est formée des enfants d'un homme et d'une femme non mariés ensemble mais qui ne sont pas non plus unis avec une autre personne, et qui pourraient donc contracter mariage ; il en va de même des fils

ou filles des femmes de mauvaise vie incapables d'identifier les pères. On dira plus tard que ce sont là des « enfants naturels simples ». En descendant l'échelle de la turpitude, se trouvent ceux qui naissent d'une union entre un homme et une femme qui, en aucun cas, ne pouvaient ou pourraient recevoir le sacrement de mariage, soit parce que l'un au moins est déjà marié à une autre personne, soit parce ce qu'ils sont liés entre eux par la parenté ou l'alliance et ont transgressé l'interdiction de l'inceste. Enfin, à ces enfants adultérins et incestueux sont assimilés ceux dont le géniteur est un prêtre ou un religieux, coupable d'un rapport charnel qui confine au sacrilège (*coïtus damnatus*).

Quelles que soient les qualités respectives de chacun des deux parents, encore fallait-il les connaître. Cela était assurément impossible lorsque l'enfant était abandonné ou trouvé, ce qui, on le sait, était relativement fréquent. Autrement, le lien à la mère est aisément établi du fait de l'accouchement qui peut être prouvé par tout moyen. D'ailleurs, afin d'éviter les naissances clandestines et réduire les tentations d'infanticide, un édit d'Henri II (1556) a obligé les futures mères – en fait celles qui n'étaient pas mariées – à déclarer leur grossesse, tout en révélant éventuellement le nom ou la qualité du père, ne serait-ce que « dans les douleurs de l'enfantement ». Le père pouvait « avouer » sa paternité ou être démasqué par tout moyen car la recherche de paternité était facilitée. La faute avait en effet été commise par les deux partenaires, comme on dirait aujourd'hui, et l'homme devait d'autant plus en supporter les conséquences qu'il était considéré en raison de sa force et de son autorité comme le principal responsable des amours interdites. De fait, l'établissement de la filiation paternelle des enfants nés hors mariage a été d'autant plus facilité que les droits qui leur étaient reconnus étaient réduits.

En effet ce qui caractérise la situation de tous les bâtards est qu'ils ne sont intégrés dans aucune famille, ni dans celle de leur père ni dans celle de leur mère, même s'ils sont rattachés à l'un ou/et à l'autre. En vertu d'un principe intangible de

l'ancien droit, ceux et celles qui étaient nés en dehors du mariage n'avaient ni « race, ne gent, ne ligne », *nec familia, nec domus* ; ce qui signifie qu'ils demeuraient au ban des familles de chacun de leurs deux parents, même si ces derniers étaient identifiés. Aucun lien juridique ne les attachait aux membres de la famille de celui qui les avait engendrés, ni de celle qui leur avait donné naissance. C'est pourquoi nous avons choisi d'en parler ici car, selon la rigueur des principes, personne ne pouvait, dans l'ancienne France, employer à leur propos l'expression « **nos** enfants » qui intègre garçons et filles dans une famille double, à la fois paternelle et maternelle ; mais soit leur père, soit leur mère, puisqu'il n'existe aucun lien juridique entre l'un et l'autre, ne pouvaient parler que de « **mes** bâtards ». Certes, dans les faits, dans la vie quotidienne, il était courant que les enfants nés hors mariage vivent au sein de la maison de l'un ou l'autre de leurs parents, en compagnie d'enfants légitimes, notamment dans les familles aristocratiques ; on perçoit d'ailleurs une certaine indulgence en faveur des bâtards issus de monarques, de princes ou autres nobles… ; l'histoire fourmille de cas de ce genre et offre de nombreux exemples du rôle joué par eux, y compris sur le plan politique et à la tête même de l'État. La distance pouvait être grande entre les principes juridiques et la réalité sociale. Il demeure que le rejet théorique des bâtards hors de la famille déterminait une situation inférieure à celle des enfants légitimes, infériorité qui se manifestait essentiellement sur le plan patrimonial.

Si l'on néglige des mesures discriminatoires empêchant les bâtards d'exercer certaines fonctions publiques, ou simplement d'être témoins, car elles ont disparu assez vite, l'incapacité majeure caractéristique de la filiation naturelle est en effet d'ordre successoral. Comme le dit la Coutume de Bourgogne, « le bastard ou bastarde ne vient point à la succession… de père ni de mère ». Donc même lorsque ceux-ci sont identifiés, leur enfant né hors mariage n'est jamais leur héritier ; il ne peut rien recueillir lors de leur décès des biens qui leur appartenaient. À plus forte raison n'héritent-ils pas de leurs ascendants ni de leurs collatéraux. Le souci de préserver les

intérêts des successeurs légitimes contre l'intrusion d'indésirables menaçant le patrimoine familial est ici patent. Quand bien même les usages des lignages aristocratiques faisaient parfois une petite place aux rameaux adjacents, en leur permettant par exemple de porter les armes de la famille, la macule de leur origine était signalée par la « barre de bastardise » qui séparait en oblique les deux moitiés de l'écu, les bâtards nobles n'étaient, pas plus que les roturiers nés hors mariage, héritiers de leurs auteurs. En toute logique, il était interdit à ces derniers de faire des dons et legs à leurs rejetons illégitimes. Seuls des « aliments » – entendons une aide à leur entretien et à leur éducation – leur étaient dus, selon l'adage « qui fait l'enfant doit le nourrir ». Toutefois, des dons modérés étaient tolérés, d'autant plus aisément lorsque les pères et mère naturels n'avaient pas d'enfants légitimes. La rigueur de l'incapacité de recevoir des libéralités était cependant plus grande au détriment des enfants nés d'une union adultérine ou incestueuse ; la jurisprudence se montrait aussi particulièrement sévère à l'égard des largesses accordées par les « prestres et gens d'Église » à leurs bâtards comme à leurs concubines.

À l'incapacité d'hériter, de donner ou de recevoir, correspondait, de manière symétrique, le « droit de bâtardise », c'est-à-dire la faculté pour le seigneur haut-justicier ou pour le roi de recueillir les biens des bâtards décédés sans avoir eux-mêmes d'enfants légitimes. S'ils en avaient, la situation devenait, en quelque sorte, « normale », une nouvelle famille s'était constituée, au sein de laquelle les descendants étaient pleinement héritiers. Mais en leur absence, comme les enfants nés hors mariage n'étaient rattachés à aucune famille, aucun ascendant ou collatéral par le sang n'était capable de recueillir leurs biens, qui, comme des épaves, allaient aux pouvoirs publics.

L'exclusion des enfants nés d'amours réprouvées connaissait malgré tout un remède éventuel et plus ou moins énergique : la création *a posteriori* d'un lien juridique entre eux et leurs parents, autrement dit la légitimation, qui n'était

cependant pas réalisable dans toutes les situations. Le procédé le plus simple et le plus efficace était le « mariage subséquent » intervenant, après la naissance, entre le père et la mère biologiques, comme une régularisation de leur union. Cette pratique effaçait complètement la macule de bâtardise et entraînait l'assimilation totale des légitimés aux légitimes. Mais, bien entendu, elle n'était offerte qu'aux parents naturels non mariés avec qui que ce soit. Les enfants adultérins ou incestueux, ainsi que les enfants des prêtres ou religieux ne pouvaient bénéficier d'aucune légitimation puisque, par définition, aucune union légitime n'était possible entre leurs parents. Une autre procédure était la légitimation par décision du souverain… moyennant finances. Cette forme présentait le grand avantage de pouvoir être pratiquée dans le cas de filiation adultérine (ou incestueuse) où le mariage subséquent était, par hypothèse, impossible. Cette prérogative régalienne n'a pas manqué d'être utilisée… par les rois eux-mêmes ; c'est ainsi que les enfants de Louis XIV et de Madame de Montespan ont été légitimés, sans que, d'ailleurs, le nom de la mère soit indiqué dans l'acte. Chacun sait que le « roi soleil » dont les descendants légitimes mouraient tour à tour a cherché par testament à assurer à ses bâtards légitimés – dont le duc du Maine – une destinée politique, voire à en faire des successeurs éventuels au trône de France. Mais les grands du royaume et le parlement de Paris ont fait obstacle à la réalisation de ce projet, pour des raisons certes politiques, mais au nom des incapacités des fils nés hors mariage.

Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, les enfants de la seule nature demeurent donc en dehors du groupe familial structuré par la loi ; ils sont toujours des réprouvés. Comme l'écrivait un juriste de l'époque, « en France, sous le nom d'enfans, … jamais n'estoient entendus ni compris les enfans bastards »[2]. Une telle conception est non seulement ancrée dans le droit ; elle appartient également au domaine des mentalités et des représentations. Elle n'a été que partiellement et provisoirement combattue au cours de la Révolution française.

Les innovations révolutionnaires

Contrairement à ce que l'on a dit – et que l'on écrit encore aujourd'hui –, les révolutionnaires n'ont pas cherché à détruire la famille ; ils ont voulu construire un autre type de famille, moins autoritaire et où les inégalités caractéristiques de l'ancienne société fussent réduites. Cette volonté s'est surtout exprimée en 1793 et en l'an II et la législation de ce temps fut novatrice et anticipatrice[3]. La disparité des conditions entre les enfants d'un même homme et d'une même femme en raison des circonstances de leur naissance est apparue comme archaïque et contraire au droit de la nature. Il a fallu toutefois attendre que le mouvement révolutionnaire atteigne toute sa puissance pour que cette idée soit traduite dans les textes législatifs. Les premières assemblées – la Constituante et la Législative – n'ont guère abordé le problème des enfants nés hors mariage, en dépit de projets et de pétitions populaires en leur faveur. Mais la Convention dite montagnarde a voté, le 22 brumaire an II (2 novembre 1793), une loi d'esprit égalitaire relative aux droits de succession de ceux et celles qui jusqu'alors en étaient privés et dont l'effet rétroactif aux successions ouvertes depuis la date symbolique du 14 juillet 1789, début d'une nouvelle ère, et donc déjà attribuées aux seuls héritiers légitimes et partagées entre eux, a pu faire scandale. Les premiers articles du texte sont des plus novateurs, puisqu'il est proclamé :

> *Les enfants actuellement existants, nés hors du mariage, seront admis aux successions de leurs père et mère, ouvertes depuis le 14 juillet 1789. Ils le seront également à celles qui s'ouvriront à l'avenir… (art. 1er).*
> *Leurs droits de successibilité sont les mêmes que ceux des autres enfants (art. 2).*

Ainsi, en ce qui concerne la capacité d'hériter, et, par voie de conséquence, de recueillir des dons, il n'y a plus, si l'on en croit le législateur révolutionnaire, qu'une seule catégorie d'enfants. La volonté politique de ceux qui ont voté la loi, désirant faire triompher l'égalité, est manifeste. Remarquons, au surplus, que le terme « bâtard » semble définitivement banni du vocabulaire juridique.

La médaille a cependant son revers : alors que sous l'Ancien Régime les droits des enfants nés hors mariage étaient fortement réduits, mais qu'il était assez facile pour eux de faire établir leur filiation afin d'obtenir des « aliments », la recherche de paternité et même l'identification de la mère lorsqu'elle est inconnue sont désormais malaisées, afin d'éviter des explorations estimées « inquisitoriales ». Les « enfants de la nature » doivent établir leur « possession d'état », c'est-à-dire prouver grâce à des écrits explicites ou par suite de « soins donnés… sans interruption, tant à leur entretien qu'à leur éducation » (art. 8) que le défunt ou la défunte était bien leur père ou leur mère. Tout reposait donc sur la volonté des parents naturels, libres, avant leur mort, de reconnaître ou non les liens qui les unissaient à un enfant. Le groupe familial traditionnel demeurait, de cette manière, protégé. D'autre part, malgré les termes généraux de l'article premier précité de la loi de brumaire, la suite du texte montre que les distinctions du droit ancien ne sont pas abandonnées. Seuls en effet bénéficient de l'égalité avec les enfants légitimes ceux qui sont nés « de personnes libres » de tout lien matrimonial avec d'autres personnes :

> *Sont exceptés ceux de ces enfants dont le père ou la mère était, lors de leur naissance, engagé dans les liens du mariage (art. 13, alinéa 1er).*

Le même article (alinéa 2) leur reconnaît cependant, mais « à titre d'aliments », donc sans avoir le titre d'héritiers mais

simplement de créanciers de la succession, le tiers d'une part d'enfant légitime. L'institution du mariage était ainsi préservée. Autre satisfaction pour les enfants de parents dont l'un au moins était déjà marié, purement formelle mais les nuances de la langue ont leur importance : les rédacteurs de la loi ont exclu de leur vocabulaire l'adjectif *adultérin*, évoquant le péché des relations hors mariage, au même titre que le mot *bâtard*. Quand aux enfants nés d'unions incestueuses, il n'en est pas question, sans doute en raison d'un oubli dû à la précipitation de la préparation du texte. Si, enfin, les fils et filles de religieux ou de prêtres ne sont plus frappés de la plus profonde indignité, c'est que les vœux monastiques – dont celui de chasteté – n'existent plus, de même que le clergé régulier, et que le célibat des membres du clergé séculier n'intéresse pas la loi laïque. On sait d'ailleurs que leur « déprêtrisation » est engagée, les mariages de curés ou vicaires devenant courants. En définitive, seuls les enfants ci-devant adultérins sont officiellement rejetés hors du cercle familial.

Après la chute de Robespierre et des Montagnards en thermidor (juillet 1794), quelques mois après le vote de la loi égalitaire, les critiques à son égard s'amplifient, notamment en raison de la rétroactivité de ses effets qui entraînait la nullité de partages déjà accomplis, et la réduction, voire la privation, de biens reçus par des héritiers légitimes. Plusieurs lois de l'an III et de l'an IV – 1795 et 1796 – sont revenues sur ce point. C'est toutefois à partir du coup d'État de Bonaparte – 18 brumaire an VIII/9 novembre 1799 – que, en liaison avec l'évolution des institutions politiques, qu'est abandonné le principe de l'égalité des enfants jugé attentatoire au caractère sacré du mariage et au désir de renforcement de l'ordre dans la famille comme dans l'État. S'opère, en la matière, un retour en arrière et il faudra attendre longtemps avant que les « enfants de la nature » soient assimilés aux enfants nés du « contrat sacré » qu'a toujours été le mariage, même laïcisé.

La réaction et la longue marche vers l'égalité

L'évolution de la situation des enfants de la nature au cours des deux derniers siècles est étroitement tributaire des conditions politiques autant que du contexte social. Dès le coup d'État de l'an VIII (1800), le nouveau maître de la Nation ainsi que ceux qui l'ont amené au pouvoir veulent faire de la famille la base et le fondement d'une société régie par le principe d'autorité, comme sous la monarchie ancienne. Aussi convient-il de la protéger de nouveau contre les intrus. Bonaparte lui-même, lors de la préparation du Code civil, reprend le vocable de l'Ancien Régime, déclarant que « la société n'a pas besoin que les bâtards soient reconnus »[4]. Aussi sont-ils de nouveau exclus de la famille légitime. « Les enfants naturels ne sont point héritiers […] » proclame l'article 756 du Code promulgué en 1804 qui sera bientôt appelé « Code Napoléon » ; ils sont toutefois aptes à recueillir une portion réduite des biens de leurs père et mère, calculée en fonction du nombre et de la qualité des héritiers légitimes de ces derniers ; encore faut-il qu'ils aient été reconnus car, comme pendant la Révolution, la recherche de paternité est interdite. Même reconnus, ils sont, comme avant 1789, exclus de la famille, aucun lien juridique ne les rattache aux parents ou collatéraux du père ni à ceux de la mère, sauf s'ils ont été légitimés par mariage subséquent. Enfin, autre signe de retour au passé, les rédacteurs du Code utilisent les termes d'« enfant adultérin » et d'« enfant incestueux » – qui ne peuvent jamais être légitimés – pour diminuer les droits de ces fruits d'unions maudites, auxquels la loi « n'accorde que des aliments » (art. 762 *in fine*), étant précisé que « lorsque le père ou la mère de l'enfant adultérin ou incestueux lui auront fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un d'eux lui aura assuré des aliments de son vivant, l'enfant ne pourra élever aucune réclamation contre leur succession » (art. 764). Est-il nécessaire de dire que, une fois le premier Empire abattu, de telles mesures n'ont

pas manqué de satisfaire la monarchie restaurée et, plus généralement, les classes supérieures de la société ?

Mais, la suppression du divorce (1816) qui avait été maintenu par le Code civil, l'évolution économique et, bientôt, l'exode rural lié à la révolution industrielle, ainsi que l'évolution des mœurs ont fait que le nombre des naissances hors mariage a sensiblement augmenté et que le sort réservé par la loi aux enfants de la nature a suscité débats et critiques, surtout, d'ailleurs, chez d'autres que les juristes. Déjà nombreuses dans l'ancienne France, il semble en effet que la proportion des naissances illégitimes passa de 5 % à plus de 7 % du début du siècle à la fin des années 1870, et à 9 % à la veille de la Première Guerre mondiale. Cependant ces moyennes signifiantes en elles-mêmes masquent de grandes disparités locales, car le nombre des unions libres était beaucoup plus élevé dans les grandes villes qu'à la campagne : on sait que beaucoup d'hommes et de femmes des arrondissements populaires de la capitale ou des nouvelles agglomérations industrielles répugnaient à se marier ou, tout simplement, n'en avaient pas les moyens.

Devant la rigueur des règles du Code civil à l'égard des enfants qui naissaient de ces couples de « concubins » vivant en marge de la loi, une partie des républicains et les socialistes voulaient revenir aux solutions de l'an II ; pour des raisons idéologiques fort différentes, empreintes de moralisme, certains conservateurs catholiques étaient eux aussi favorables à l'amélioration de leur sort car les dispositions du Code civil revenaient à punir des innocents pour la « faute » de leurs auteurs. On attribuait enfin à la prohibition de la recherche de paternité à la fois les malheurs des filles mères tentées par l'avortement, l'infanticide ou l'abandon des nouveau-nés, et l'impunité offerte aux séducteurs indélicats. Mais l'influence de tels arguments a mis longtemps à se traduire en décisions législatives qui ne furent que des demi-mesures. Le courant égalitaire se heurtait toujours aux défenseurs du mariage. Comme le disait la garde des Sceaux Trarieux opposée à une proposition de loi prévoyant l'égalité successorale des

différents enfants, déposée en 1888 à la Chambre : « il n'y aurait plus entre l'union libre et le mariage que l'épaisseur d'un parchemin ». Une loi fut cependant votée le 25 mars 1896, qui rendait héritiers de leurs père et mère – mais pas des autres membres de leur famille – les enfants naturels reconnus. Toutefois la part qui leur revenait demeurait très inférieure à celle des enfants légitimes. Ils n'héritaient pleinement que lorsque leur auteur décédé ne laissait que des collatéraux éloignés. Un premier pas – encore timide – était ainsi fait sur la voie de l'assimilation. Un autre progrès en faveur des enfants de la nature – lui aussi fort timoré et après atermoiements pendant plus de trente ans – fut réalisé par la loi du 16 novembre 1912 en matière de recherche de paternité. On sait que celle-ci avait été proscrite depuis la Révolution. Elle est désormais admise, mais de manière restrictive : elle n'est possible en effet que dans cinq cas : enlèvement ou viol de la mère, « séduction accomplie à l'aide de manœuvres dolosives », lettres ou écrits émanant du père prétendu évoquant de manière non équivoque sa paternité, concubinage notoire des parents naturels, participation du père prétendu à l'entretien et à l'éducation de l'enfant. Pour tout cela les preuves devaient être solides ; d'autre part, l'action en recherche de paternité ne pouvait être intentée que pendant un délai bref : deux ans après l'accouchement ou après la cessation du concubinage ; ajoutons que la demande pouvait être paralysée lorsque la preuve de l'inconduite notoire de la mère était apportée. Enfin les enfants adultérins et incestueux ne pouvaient toujours pas rechercher leur père. Toutes ces précautions étaient inspirées par le souci de protéger la famille légitime et par la crainte de chantages. Si bien que l'application de cette loi prudente devait laisser sans père de nombreux enfants de la nature.

Quoi qu'il en soit, après l'effervescence législative des premières décennies de la troisième République en matière de filiation naturelle, il fallut attendre les trente dernières années du XX^{e} siècle et les premières de celui qui vient de commencer pour que l'évolution conduisant à l'intégration des enfants de la nature dans la famille s'accélère malgré oppositions et

obstacles, avant d'aboutir. Comme souvent, la transformation des normes juridiques a été plus lente que celle des mœurs. Les attitudes et comportements concernant le mariage, la vie des couples, les rapports entre parents et enfants… ont connu, en dépit de combats d'arrière-garde, de profondes mutations après la fin de la Seconde Guerre mondiale et surtout à partir des années 1960 rendant nécessaire une adaptation du droit. Il n'est pas surprenant que celle-ci ait commencé dans les années qui ont suivi 1968 ; la première loi décisive en matière familiale est celle du 3 janvier 1972 dont l'exposé des motifs invoque « le principe éternel hérité de la Déclaration des droits de l'homme […] d'égalité devant la loi […] qui conduit à supprimer les discriminations ». Mais cette envolée ne concerne que les enfants naturels dits simples qui se voient reconnaître « les mêmes droits et les mêmes devoirs » que les enfants légitimes, et qui entrent dans la famille de leurs auteurs, ce qui est une nouveauté. En revanche, ceux que la loi appelle, en retenant les termes déjà utilisés en l'an II afin d'éviter l'adjectif *adultérin* : « enfants naturels dont le père ou la mère était, au temps de leur conception dans les liens du mariage avec une autre personne », ne sont toujours pas pleinement assimilés aux légitimes notamment au regard du droit successoral. Quant à ceux qui naissent d'une relation entre un homme et une femme entre lesquels existe « un des empêchements à mariage prévus […] pour cause de parenté » – périphrase permettant d'éviter le terme *incestueux* –, leur filiation ne peut être établie qu'à l'égard d'un seul des deux parents.

En ce qui concerne la recherche de paternité, la loi de 1972 n'a guère innové ; les cinq cas d'ouverture de l'action de la loi de 1912 sont maintenus. Simplement, elle admet en matière de preuve, soit en faveur du père prétendu qui nie sa paternité, soit en faveur de la mère qui conteste l'inconduite notoire dont on l'accuse, l'« examen des sangs ou tout autre méthode médicale certaine ». C'est en 1993 seulement (loi du 8 janvier) que les hypothèses limitatives et les fins de non-recevoir à l'action en recherche de paternité sont tombées, mais, toujours dans le but de respecter « l'intérêt des

familles », la demande est soumise aux mêmes conditions strictes de délai : deux ans après la naissance si elle émane de la mère au nom de l'enfant, ou deux ans après sa majorité s'il intente l'action lui-même. Reste que les nouvelles dispositions législatives exprimaient une conception biologique plus que sociologique de la paternité.

L'assimilation des enfants de la nature aux enfants de la loi n'était cependant pas encore complète puisque les différences de situation matrimoniale des père et mère au moment de la conception entraînaient toujours des infériorités résultant de la loi de 1972. Les dispositions de cette dernière furent attaquées au nom du principe d'égalité devant la Cour européenne des droits de l'homme, avec succès – arrêt Mazurek, 1er février 2000 –, ce qui amené le législateur français à supprimer les désavantages qui frappaient jusque-là les enfants précédemment appelés adultérins – loi du 3 décembre 2001. Une telle cascade de modifications législatives successives a abouti à la rédaction de l'ordonnance du 4 juillet 2005, « portant réforme de la filiation », regroupant toutes les normes nouvelles en la matière et les intégrant dans le Code civil, pour s'appliquer à partir du 1er juillet 2006. Ainsi la nature et la loi se rejoignent ; les distinctions juridiques entre « nos enfants » disparaissent. Le législateur n'a pu que prendre acte – tardivement – des profondes mutations des comportements qui se sont produites depuis quelques décennies : il semble qu'aujourd'hui près de la moitié des enfants naissent hors mariage, dont 95 % sont reconnus. L'abandon des principes discriminatoires qui ont perduré pendant des siècles paraît – heureusement – irréversible.

---

1 /Cf. Jean Bart, *Histoire du droit privé de la chute de l'Empire romain au* XIXe *siècle*, Paris, Montchrestien, 1998, pp. 327-336.

2 /*Les œuvres de Me Jean Bacquet par M. Claude de Ferrière*, t. II, Lyon, 1744, p. 153.

3 /Cf. Jean Bart, « Les anticipations de l'an II dans le droit de la famille. L'intégration des « enfants de la nature », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 300, 1995, pp. 187-196, article repris dans *Du droit de la province au droit de la nation*, Dijon, Publications du Centre Georges Chevrier, n° 17, 2003, pp. 803-813.

4 /Cf. J.-L. Halpérin, *Histoire du droit privé français depuis 1804*, PUF, 1996, p. 28.

Les enfants abandonnés à Auxerre aux XVIIIe et XIXe siècles

CLAUDE DELASSELLE

Pourquoi avoir choisi de traiter cette question sur deux siècles, du début du XVIIIe siècle à la fin du XIXe siècle ? Avant 1700, on trouve dans les archives des indications prouvant que l'abandon se pratiquait déjà bien avant cette date, mais elles sont trop fragmentaires pour qu'on puisse en faire un traitement statistique. Par ailleurs, la pratique de l'abandon telle qu'elle avait lieu au cours du XVIIIe siècle à Auxerre s'est poursuivie sans changement majeur jusqu'au milieu du siècle suivant ; ce n'est qu'à partir des années 1850-1860 que l'abandon a vraiment commencé à régresser et que la façon dont étaient traités et protégés ces enfants s'est modifiée de façon décisive. Il me semblait donc important de montrer cette continuité des comportements et des mentalités par-delà la période révolutionnaire et napoléonienne, puis la rupture qui s'amorce vers le milieu du XIXe siècle.

Sur les marches de l'Hôpital

Comment se pratiquait l'abandon d'enfants, à Auxerre, au XVIIIe siècle ? La plupart des enfants abandonnés étaient déposés (on disait alors « exposés ») la nuit sur les marches de la porte principale de l'Hôtel-Dieu d'Auxerre, appelé également Hôpital de la Madeleine, ou Hôpital des Grandes-Charités, et dont on peut encore identifier quelques vestiges, place Saint-Mamert, dans le bâtiment qui fait l'angle des rues Germain Bénard et Marcellin Berthelot. Au début de ce siècle,

il n'est pas rare que des enfants soient exposés ailleurs, dans la rue, près d'une croix ou devant la porte d'un particulier, à la porte d'une des églises ou d'un des monastères d'Auxerre, à la porte ou à l'intérieur du « Grand cimetière » qui se trouvait proche de l'Hôtel-Dieu, ou enfin à la porte de l'Hôpital général, créé en 1675 et établi à l'extérieur de la ville, à l'emplacement de l'actuel Hôpital psychiatrique. Mais l'exposition hors de l'Hôtel-Dieu devient rare à partir des années 1730 ; de toute façon, quel que soit le lieu d'exposition, l'enfant, lorsqu'il est découvert (d'où la dénomination d'« enfant trouvé ») est transporté à l'Hôtel-Dieu, sauf s'il a plus de 7 ans, auquel cas il est directement placé à l'Hôpital général.

Dans les registres des abandons, qui ne sont tenus qu'à partir de 1703, sont consignés tous les renseignements obtenus sur l'enfant déposé : l'endroit et l'heure où on l'a découvert, la façon dont il est vêtu, son sexe, son âge évalué approximativement (sauf lorsqu'un certificat de baptême ou un billet joint aux langes de l'enfant permet de le savoir plus précisément) ; les marques placées par les parents y sont décrites avec soin et le texte des billets qui sont souvent joints aux vêtements de l'enfant est recopié intégralement ; sont mentionnés ensuite le nom et le prénom qui sont donnés à l'enfant lors de son baptême, effectué systématiquement par les soins des sœurs hospitalières sauf si un billet précise que l'enfant est déjà baptisé (dans ce cas on conserve le nom et le prénom mentionnés), et enfin l'indication du domicile et du nom de la famille nourricière chez laquelle l'enfant est placé dans les jours qui suivent. En marge du registre est indiqué si l'enfant est décédé, avec la date de son décès, ou en cas de survie, ce qu'il est devenu. Le dépouillement systématique de toutes ces indications permet d'entrevoir qui sont ces enfants, et leurs parents, et quelles sont les causes essentielles de l'abandon.

D'abord, combien sont-ils ? Dans les quarante premières années du siècle (mal connues par suite de lacunes totales ou partielles dans les registres pour de nombreuses années), le

nombre des abandons oscille entre 7 et 20 par an. On constate ensuite une progression, d'abord assez lente dans la décennie 1740-1750, puis beaucoup plus forte dans les années 1750-1760. Dans les vingt années suivantes, de 1760 à 1780, le nombre d'enfants abandonnés n'augmente globalement qu'assez lentement, avec cependant une brève mais forte poussée en 1771. En revanche, la décennie suivante voit se produire une nouvelle forte progression des abandons qui culminent entre 1785 et 1790 entre 110 et 150 par an, c'est-à-dire environ huit fois plus que dans la décennie 1730-1740. On constate ensuite une nette tendance à la baisse au cours de la période révolutionnaire, avec un étiage très marqué de 1796 à 1799. Arrêtons-nous là pour le moment, sur ce constat d'une très forte progression de l'abandon au cours du XVIII^e siècle ; nous essaierons par la suite de trouver des raisons à cette progression, et d'expliquer si possible certains pics observés.

Qui sont ces enfants abandonnés ?

Qui sont ces enfants ? Première interrogation, évidente : leur sexe… Abandonne-t-on davantage les filles que les garçons ? Sur l'ensemble des deux siècles, la différence paraît infime : 49,9 % de garçons, 50,1 % de filles. Mais comme dans toute population il naît un peu plus de garçons que de filles (environ 5 à 6 % en plus) et que l'on ne retrouve pas ici cette constante biologique, on peut donc conclure qu'on abandonne un peu plus facilement une fille qu'un garçon – mais la question est en fait plus complexe, car il faudrait aussi tenir compte de l'âge au moment de l'abandon et de la qualité d'enfant légitime ou illégitime, et ceci nous entraînerait trop loin.

Au XVIII^e siècle, presque la moitié des enfants sont abandonnés dans la première semaine de leur existence, le jour même de leur naissance en général ; ce pourcentage décroît ensuite très rapidement mais au total environ 60 % des enfants

sont abandonnés dans leur premier mois d'existence. Ce qui veut dire que pour 40 % des enfants abandonnés la décision d'abandon n'a été prise que bien après la naissance : le pourcentage des enfants abandonnés entre un mois et un an est encore de 20 % et celui des enfants abandonnés à plus d'un an est également de 20 % (on trouve même quelques cas d'enfants abandonnés à plus de 5 ans, ou même de 10 ans, qui correspondent bien sûr à des situations très particulières). On constate sans surprise que la proportion d'enfants légitimes est beaucoup plus élevée que celle des enfants illégitimes dans la catégorie des enfants abandonnés à plus d'un an. Il est évident que pour une fille mère la décision d'abandon est prise dès, ou avant même, la naissance de l'enfant, alors que dans le cas d'un couple légitime, la décision d'abandon n'est prise en général que lorsque les difficultés matérielles du couple, ou le décès de l'un des parents, ne semblent plus laisser d'autre solution, donc à une date qui peut être très tardive par rapport à la naissance de l'enfant.

Ceci nous amène directement à l'étude des causes de l'abandon. Elles peuvent tenir à l'illégitimité de l'enfant, dont la mère veut se débarrasser parce que la pression de la société et des mentalités de l'époque fait de cet enfant un objet de honte, de déshonneur ; mais il est certain que les difficultés matérielles rencontrées par une fille mère, généralement de milieu très modeste sinon proche de l'indigence, pour élever seule son enfant tout en continuant à travailler pour gagner sa vie peuvent aussi jouer un rôle dans la décision d'abandon. Dans le cas d'un enfant légitime, les causes sont à chercher essentiellement dans les difficultés matérielles que rencontrent les parents, ou le parent survivant, pour nourrir et élever cet enfant.

Les registres permettent de connaître l'identité d'un certain nombre de parents, notamment lorsque leurs enfants leur sont restitués : on peut ainsi constater qu'au moins un tiers des enfants abandonnés dans la deuxième moitié du XVIII^{e} siècle à Auxerre est né de parents légitimes. En revanche, on sait peu de chose sur les parents illégitimes : très peu font connaître

leur identité dans des billets, et les restitutions d'enfants à des filles mères, sans être totalement absentes des registres, sont quand même très rares à cette époque. On connaît aussi la profession d'un certain nombre de parents, la plupart du temps légitimes (441 cas connus pour la période 1750-1790). La principale catégorie est celle des professions agricoles qui représente environ 60 % des cas connus : ce sont surtout des vignerons (41 % du total), ce qui ne peut surprendre dans une ville et une région où la vigne est alors partout présente, des laboureurs (ce terme, s'il désigne en principe un paysan qui possède son attelage, n'est pas forcément synonyme d'aisance), des journaliers et des manouvriers. Même si les vignerons étaient nombreux à Auxerre à cette époque, il est évident que la présence massive de travailleurs agricoles trahit le fait qu'une partie importante des enfants abandonnés à Auxerre est issue de parents vivant à la campagne. Les 40 % restants se répartissent en deux catégories plus ou moins homogènes : d'abord le groupe des ouvriers et petits artisans, urbains ou ruraux (tisserands, fileurs de laine, cardeurs, sabotiers, tonneliers, etc.) qui représente environ 25 % du total. Le dernier groupe, nettement moins fourni (15 % environ), rassemble des personnes qui ont un statut socioprofessionnel un peu supérieur aux précédentes, essentiellement des maîtres artisans (bijoutier, horloger, etc.) et des marchands, dont la plupart habitent Auxerre. Inutile de préciser que l'on ne trouve pratiquement pas de renseignements de cette époque sur la profession et le statut social des mères illégitimes : quelques cas seulement sont signalés, il s'agit de servantes ou d'ouvrières du vêtement.

On connaît aussi l'origine géographique d'une partie des enfants abandonnés à Auxerre au cours du XVIII^e^ siècle. De 1750 à 1800, sur 563 enfants pour lesquels on connaît le lieu de résidence des parents, environ la moitié de ceux-ci est auxerroise, 45 % habitent d'autres villes et villages du (futur) département de l'Yonne, le reste résidant hors des limites de celui-ci. Les villages et bourgades de l'Yonne d'où sont originaires les parents non auxerrois s'inscrivent dans un rayon d'environ 40 km autour d'Auxerre, mais on remarque

que les régions situées au nord d'Auxerre sont bien moins représentées que celles situées à l'est (Chablisien), à l'ouest (région de Lindry), et surtout au sud et au sud-ouest (Puisaye et Forterre). Le reste vient essentiellement du nord de la Nièvre (Clamecy, Corvol) et de la Côte-d'Or – Saulieu, Époisses, Semur, etc.

Ceci nous amène à la question du transport de ces enfants. Ce peut être un des parents qui apporte lui-même son enfant à l'Hôtel-Dieu d'Auxerre, mais ces cas semblent assez minoritaires. En ce qui concerne les enfants nés à Auxerre (qui peuvent être issus de parents résidant à Auxerre mais aussi de femmes venues d'ailleurs pour y accoucher chez des sages-femmes ou des chirurgiens accoucheurs), il est probable que, comme à Paris, une partie de ces enfants ont été apportés à l'Hôtel-Dieu par les soins de la sage-femme ou du chirurgien accoucheur chez qui la mère a accouché. Pour les enfants nés hors d'Auxerre, on peut supposer que les parents, filles mères ou parents légitimes, confient la plupart du temps leurs enfants à des « meneurs » ou des « meneuses » qui les apportent à Auxerre et les déposent à l'hospice. Un « meneur » est à cette époque une personne qui fait profession de recruter des nourrices pour les amener jusqu'à une ville proche, ou à Paris, mais qui se charge aussi de prendre des enfants pour les apporter et les déposer dans un hospice. On ne trouve malheureusement dans les archives que de rares indications sur ces meneurs et sur leurs activités.

Un devenir tragiquement simple

Que deviennent ces enfants, après qu'ils ont été accueillis à l'Hôtel-Dieu puis confiés dans les jours suivants à des nourrices venues les chercher à l'hospice ? Dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle, trois possibilités essentielles existent : soit l'enfant est rendu à ses parents, soit il est envoyé à l'hôpital des Enfants-Trouvés de Paris, soit il reste en nourrice dans l'Yonne ; quelques enfants enfin peuvent, après un séjour

de quelques années en nourrice, s'ils ont survécu, être ramenés et placés à l'Hôpital général d'Auxerre.

La première de ces possibilités, le retrait par les parents, est beaucoup plus fréquente que je ne l'avais constaté pour les enfants abandonnés à Paris : en moyenne 21 % des enfants déposés à l'Hôtel-Dieu d'Auxerre entre 1750 et 1800 ont été restitués à leurs parents, avec de fortes variations selon les années. Ce sont bien entendu essentiellement des enfants légitimes, abandonnés souvent à un âge assez avancé. On a donc affaire ici à des couples que des circonstances matérielles difficiles ont contraint d'abandonner un enfant (ou plusieurs, deux ou trois parfois) qu'ils avaient commencé à élever pendant plusieurs mois ou plusieurs années. Le décès d'un des conjoints est un facteur incitatif important : un veuf, désemparé et n'ayant pas les moyens de payer une nourrice sera tenté de déposer son enfant à l'hospice ; de la même façon, après le décès de son époux, une mère n'ayant pas suffisamment de lait pour allaiter l'enfant, ou ne pouvant payer une nourrice ou subvenir à la nourriture de ses enfants plus âgés peut se décider à confier son dernier-né, ou parfois toute sa progéniture, à la charité publique. Un grand nombre de ces parents déclarent, dans des billets placés dans les vêtements des enfants, leur intention de réclamer ces enfants dès que l'amélioration de leurs conditions d'existence le leur permettra (ce que l'on peut d'ailleurs vérifier dans de nombreux cas). Des enfants peuvent aussi être abandonnés par suite du décès de leurs deux parents, ou de la mise en prison d'un de leurs parents. Il arrive aussi que des parents criblés de dettes disparaissent, laissant seuls leurs enfants qui sont alors placés à l'Hôtel-Dieu sur ordre des autorités municipales. Il peut aussi s'agir d'une mère dont le mari est parti à l'armée, ou a disparu du domicile conjugal. L'état physique ou mental de certains enfants peut enfin expliquer un certain nombre de cas d'abandon, en particulier à un âge avancé : enfants atteints de maladies (gale, lèpre, épilepsie, enfants sourds-muets, aveugles, etc.), enfants contrefaits, bossus, ou enfin jugés « imbéciles ».

Bien entendu, les enfants ne peuvent être rendus que s'ils ont survécu pendant leur placement en nourrice, ce qui dépend de nombreux facteurs : l'âge auquel ils ont été abandonnés (car la mortalité est beaucoup plus forte pour les nouveau-nés que pour les enfants abandonnés à six mois, un an ou davantage), l'intervalle plus ou moins important qui s'écoule entre leur abandon et leur retrait (il peut être de quelques jours, mais aussi de plusieurs années), et enfin la mortalité chez les nourrices, qui est énorme comme on va le voir. Malheureusement, les registres ne gardent aucune trace des demandes de restitution qui n'ont pu aboutir du fait du décès de l'enfant réclamé.

À côté de la restitution aux parents, la deuxième grande possibilité est l'envoi d'enfants abandonnés à Paris. Cette pratique n'est pas particulière à l'hospice d'Auxerre : la plupart des hôpitaux de province de la moitié nord de la France ont pris, dans la période 1750 à 1780, l'habitude de se débarrasser d'une partie des enfants à leur charge en les envoyant à l'Hôpital des Enfants Trouvés de Paris.

Deux ou trois fois par an, les administrateurs de l'Hôtel-Dieu chargent une « vivandière » d'emmener à Paris, en charrette ou par le coche d'eau, entre cinq et dix enfants à la fois, généralement assez âgés, entre un an et dix ans. Ces envois sont de plus en plus massifs : ils passent d'un quart des enfants admis chaque année à l'Hôtel-Dieu d'Auxerre dans la décennie 1750-1759 à plus d'un tiers dans la décennie 1770-1779. Les proportions énormes que prend ce trafic et les difficultés qu'il entraîne pour l'Hôpital des Enfants-Trouvés de Paris amènent le pouvoir royal à interdire cette pratique, en 1772 et surtout 1779, mais il faudra un certain temps avant que celle-ci ne disparaisse complètement : en ce qui concerne l'Hôtel-Dieu d'Auxerre, le nombre d'enfants envoyés à Paris diminue nettement après 1779, mais ce n'est qu'après 1785 que l'envoi d'enfants à Paris cesse quasi définitivement.

Enfin la troisième possibilité : ceux qui n'ont pas eu la chance d'être réclamés par leurs parents et qui n'ont pas été

envoyés à Paris restent en nourrice dans l'Yonne. Certaines de ces nourrices sont auxerroises, mais la plupart sont rurales. Des femmes allaitant leur propre enfant vont à Auxerre pour y prendre en charge les enfants qui viennent d'être exposés à l'Hôtel-Dieu, puis reviennent à leur village avec un de ces nourrissons, pour l'allaiter moyennant la somme modique de quatre livres dix sols par mois. La plupart des villages situés dans un rayon de 30 à 40 km autour d'Auxerre fournissent des nourrices pour les enfants abandonnés à Auxerre, en nombre très variable selon les villages. Là aussi on constate que les villages qui s'adonnent à cette industrie (car il s'agit bien sûr d'un salaire d'appoint non négligeable pour des familles pauvres) se trouvent davantage dans le Chablisien, la Puisaye et le sud-auxerrois qu'au nord d'Auxerre. Si la plupart de ces villages ne prennent qu'un ou deux enfants de l'Hôtel-Dieu chaque année, et de façon irrégulière, quelques-uns en prennent bien davantage, une dizaine ou plus par an et de façon quasi régulière : c'est le cas notamment de Venoy et Villefargeau près d'Auxerre, de Beines et Courgis dans le Chablisien, de Lindry et Pourrain à l'ouest d'Auxerre, de Taingy en Forterre, etc.

Le devenir de ces enfants est tragiquement simple : la quasi-totalité meurt avant d'atteindre l'âge de 11 ans, âge auquel les rares survivants sont placés « à bail » dans des familles. Pour la période 1750-1789, 92 % des enfants qui n'ont pas été rendus à leurs parents ni envoyés à Paris sont morts en nourrice, et quelques-uns à l'Hôtel-Dieu ou à l'Hôpital général d'Auxerre. Ce taux de mortalité peut même atteindre 100 % certaines années : ainsi en 1750,1752,1758, 1764, 1779 et 1782, aucun des enfants abandonnés ces années-là et non repris par leur famille ni envoyés à Paris n'a survécu à son séjour en nourrice et n'est arrivé à l'âge d'être placé à bail.

Les rares survivants de cette hécatombe, entre 0 et 10 par an jusqu'en 1789, sont donc placés « à bail », à la suite d'un contrat établi par un notaire, dans des familles de cultivateurs le plus souvent, parfois d'artisans, où ils vont rester jusqu'à leurs vingt ans révolus, âge auquel ils cessent de dépendre de

l'administration de l'hôpital. Quelques-uns peuvent aussi être réintégrés à l'Hôtel-Dieu ou à l'Hôpital général d'Auxerre, pour des raisons diverses – maladies, infirmités qui les empêchent de travailler, renvoi par leur employeur pour refus d'obéissance, tendance à la délinquance, etc.

Une pratique courante au XVIIIe siècle

Toutes les études qui ont été réalisées en France sur l'abandon à cette époque font des constatations identiques, à quelques variantes près : forte progression des abandons au cours du XVIIIe siècle, importance de l'abandon d'enfants légitimes, énorme mortalité des enfants placés en nourrice. Reste à essayer d'expliquer ce phénomène, que l'on observe également dans d'autres pays européens à la même époque. Ni l'accroissement de la population française, incontestable au cours du siècle, ni l'augmentation des naissances illégitimes, constatée par les historiens démographes dans la seconde moitié du siècle, plus nettement d'ailleurs dans les villes que dans les campagnes, ne peuvent suffire à expliquer l'ampleur du phénomène. La misère de la plupart des parents abandonneurs, légitimes ou non, est évidemment un facteur important de l'abandon : les pics d'abandon du XVIIIe siècle correspondent pour la plupart à des crises économiques bien connues des historiens (encore sont-elles nettement moins dramatiques que les grandes crises qui jalonnent le règne de Louis XIV, celles de 1661, de 1693 et de 1709) ; mais il ne fait pas de doute que l'économie française ait progressé sensiblement au cours du XVIIIe siècle et la pauvreté globalement régressé par rapport au siècle précédent.

L'explication majeure pourrait donc être l'existence d'institutions hospitalières accueillant les enfants abandonnés et la tolérance des autorités et des institutions d'assistance envers la pratique de l'abandon. En effet, l'abandon n'est pas formellement interdit à cette époque et les parents qui abandonnent leurs enfants ne sont jamais poursuivis : peu à

peu convaincus qu'ils ne couraient aucun risque, un certain nombre d'entre eux ont considéré que lorsque leurs difficultés matérielles devenaient trop grandes, ils pouvaient se décharger de leur fardeau en confiant leur enfant à la charité publique, certains de pouvoir le récupérer dès qu'il leur serait possible de le faire. C'est ce qu'expriment les billets que de nombreux parents ont pris soin de placer dans les vêtements de leur progéniture, ou les marques (rubans de couleur, cartes à jouer, médailles, etc.) permettant d'identifier l'enfant en vue d'une reprise ultérieure. Cette tolérance de l'État et des institutions charitables s'explique sans doute par l'idée que l'abandon est considéré comme un moindre mal s'il permet d'éviter l'avortement et l'infanticide, toujours à craindre quand il s'agit d'enfants illégitimes ou de familles indigentes. La possibilité qui leur est offerte de reprendre l'enfant abandonné sans autre contrepartie que le paiement des frais engagés par l'hospice pour nourrir et vêtir l'enfant, et l'absolue confiance qu'ont les parents dans les institutions charitables qui accueillent leurs enfants, contribue à les déculpabiliser. Or les administrateurs des hôpitaux savaient, eux, que la mortalité des enfants placés en nourrice était effroyable, à tel point que des historiens ont pu employer l'expression d'« infanticide différé ».

Je serai plus bref pour traiter de l'évolution de l'abandon à Auxerre après 1789, surtout parce que les archives du XIX^e^ siècle siècle sont moins riches et moins « parlantes » que celles du XVIII^e^ siècle : les administrateurs ou les officiers municipaux ne se sont en effet guère préoccupés, surtout après 1830, de faire transcrire de façon minutieuse, comme c'était le cas au siècle précédent, tous les renseignements que l'on pouvait réunir sur ces enfants ; de ce fait la connaissance des auteurs et des motivations de l'abandon devient beaucoup plus superficielle ; de plus les registres manquent dans les archives à partir de 1839.

Pendant la Révolution, la situation que je viens de décrire s'est modifiée sensiblement. On constate en effet que de 1794 à 1799 le nombre d'abandons a baissé d'un tiers par rapport à la période 1780-1790. De même le taux de mortalité

des enfants restés en nourrice commence à baisser de façon durable et significative à partir de 1790 : de ce fait le nombre d'enfants qui atteint l'âge de 11 ans et placé à bail augmente de façon inversement symétrique. On peut sans doute expliquer la baisse des abandons par le changement des mentalités concernant les enfants illégitimes et leurs mères : le Comité de Mendicité de la Constituante préconise l'aide aux familles pauvres et aux mères célibataires pour limiter l'abandon. En 1793, chaque arrondissement est invité à créer une « maison maternelle » destinée à accueillir les filles enceintes et, en leur fournissant une aide, à les encourager à ne pas abandonner leur enfant. La Constituante puis la Convention ont établi comme principe que l'État est responsable de l'assistance aux enfants abandonnés, victimes d'une société injuste, et dénommés « enfants naturels de la Patrie » et que c'est donc à lui de prendre en main, à la place des institutions charitables religieuses, l'organisation de l'assistance aux enfants abandonnés.

Mais, comme en beaucoup d'autres domaines, la mise en application de ces principes généreux a été entravée par les énormes difficultés financières générées par la guerre : les établissements charitables, passés sous le contrôle de l'État, ont été privés d'une grande partie de leurs ressources sans que ce dernier soit capable de tenir ses engagements. Par ailleurs, face à la dévaluation galopante de l'assignat, les nourrices exigent que leurs gages soient revalorisés : le salaire des nourrices, qui était resté fixé à 4,10 livres sols depuis le début du siècle, augmente rapidement à partir de 1792 puis surtout de 1794, pour atteindre 45 livres en octobre 1795, puis n'est même plus mentionné ! Bien que le nombre d'abandons ait fortement diminué, l'Hôtel-Dieu (rebaptisé « Maison d'humanité nationale » en 1792) n'arrive plus à recruter suffisamment de nourrices, celles-ci estimant que le salaire qu'on leur propose est insuffisant, et doit garder une partie des nourrissons qui sont alors la proie d'une très forte mortalité. La période du Directoire amorce un retour en arrière, l'État se déchargeant en partie des frais de l'assistance aux enfants abandonnés sur les communes et les départements.

Le système des tours

Sous le I^er^ Empire, le décret du 19 janvier 1811 marque un changement décisif dans la façon dont l'État va désormais traiter le problème de l'abandon : chaque arrondissement doit avoir un établissement d'accueil aux enfants abandonnés et l'abandon s'y fera obligatoirement par le système du « tour ». Le « tour » est une sorte de boîte pivotante placée à l'intérieur d'un mur ou d'un pilier à l'entrée de l'hôpital : la personne qui apporte l'enfant ouvre la porte du tour côté extérieur et y place l'enfant, puis tire une sonnette avant de disparaître ; de l'autre côté, à l'intérieur de l'hôpital, le gardien alerté fait pivoter la boîte et récupère l'enfant. L'instauration du tour non surveillé induit l'idée que l'abandon est désormais définitif, sans espoir de retirer l'enfant plus tard, ce qui devrait avoir pour conséquence, en décourageant l'abandon provisoire, de faire diminuer le nombre des abandons.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette nouvelle disposition ne semble guère changer la pratique de l'abandon, au moins dans les trois premières décennies du siècle ! Bien que quatre tours soient ouverts dans l'Yonne, à Auxerre, Sens, Joigny et Tonnerre, le nombre des admissions à l'hôpital d'Auxerre (transféré en 1826 dans les bâtiments de l'ancienne abbaye Saint-Germain) augmente à nouveau rapidement, autour de 140 à 150 par an dans la période 1810-1825, avec un pic extraordinaire (236) en 1817, correspondant à une crise économique particulièrement violente. Si on ne peut plus évaluer, faute de renseignements, le pourcentage d'enfants légitimes, on constate que le pourcentage d'enfants rendus à leurs parents ne faiblit guère, entre 20 et 30 % par an dans la période 1820-1830, ce qui signifie que le but poursuivi en instaurant les tours, c'est-à-dire de décourager l'abandon provisoire, n'a pas été atteint. On constate aussi qu'un certain nombre d'enfants sont chaque année placés en nourrice auprès de leur propre mère et cette pratique, apparue dès les

années 1780, semble se développer après 1800. On peut penser que les administrateurs, en autorisant une mère qui vient d'abandonner son enfant à venir le prendre en nourrice à l'hospice le lendemain ou dans les jours qui suivent, pensent avant tout à la survie de l'enfant et espèrent, ce qui est effectivement souvent le cas, que ces parents ou cette fille mère reprendront l'enfant à leur charge.

Mais cette pratique généreuse, qui revient à verser le salaire d'une nourrice à une mère pour qu'elle allaite son propre enfant et ainsi éviter son abandon définitif ne fait pas du tout l'affaire de l'État ni des conseils généraux des départements qui s'affolent devant l'envolée des frais d'entretien des enfants abandonnés. En effet, non seulement le nombre d'admissions augmente, mais comme le pourcentage des enfants qui survivent s'améliore sans cesse (on est passé de moins de 10 % à la fin de l'Ancien Régime à 30 % environ dans la période 1800-1840), le nombre des enfants qui restent chaque année à la charge financière de l'État et du département augmente de façon spectaculaire : en ne considérant que les enfants déposés autour d'Auxerre, on passe de moins de 300 au début du siècle à plus de 600 dans la période 1817-1821, ce nombre se stabilisant ensuite aux alentours de 400 jusqu'en 1832 ; pour l'ensemble du département, ce nombre varie entre 800 et 1 000 enfants dans la période 1820-1830. Cette envolée du nombre d'enfants à charge se traduit bien évidemment par une forte augmentation des dépenses affectées à leur entretien, qui triplent entre 1803 et 1832.

Cette situation, que l'on rencontre partout ailleurs en France à la même époque, détermine le nouveau préfet de l'Yonne, le vicomte de Bondy, à agir en 1833. Bien que reconnaissant que la situation dans l'Yonne n'est pas aussi préoccupante que celle d'autres départements, comme la Nièvre ou le Loiret, il diagnostique rapidement les abus qui expliquent cet excès de dépenses et met en application la solution qu'il avait déjà précédemment utilisée avec succès dans le département de la Corrèze : le déplacement systématique des enfants de plus de deux ans, enlevés à leurs familles nourricières pour les placer

dans d'autres arrondissements. Ce procédé radical, préconisé par le ministre de l'Intérieur dès 1827, a pour but d'inciter les parents qui avaient obtenu que leur enfant soit placé en nourrice chez eux, ou chez une voisine, à réclamer la restitution immédiate de cet enfant. Le résultat de cette opération, menée en septembre et octobre 1833, est immédiat et spectaculaire : non seulement le nombre des abandons baisse de 20 %, mais surtout le nombre total des enfants à charge chute de moitié, passant de 931 à 439 entre 1832 et 1833. Comme l'espérait le préfet, de nombreux parents se sont précipités pour réclamer leur enfant, renonçant ainsi à toucher les gages versés jusqu'alors par les hospices ; du coup les dépenses affectées à l'entretien des enfants trouvés de l'Yonne se trouvent diminuées de moitié. Le préfet tente également de faire disparaître d'autres abus, en particulier la non-déclaration par les nourrices du décès des enfants qui leur ont été confiés, ce qui leur permet de continuer à toucher leurs gages pendant plusieurs mois après le décès de l'enfant, et d'autre part le transport clandestin d'enfants depuis la Nièvre et le Loiret, déposés dans les tours d'Auxerre, de Sens ou de Joigny.

Bientôt les mêmes abus ressurgissent cependant, le nombre des abandons remonte sensiblement entre 1839 et 1851, en particulier lors de crise économique de 1845 et le nombre des enfants à charge repart à la hausse. Deux mesures sont alors adoptées dans les années 1840 pour lutter plus efficacement contre l'abandon. La première consiste à accorder des secours en argent aux filles mères qui acceptent de garder leur enfant et de le nourrir elles-mêmes plutôt que de l'abandonner : elles reçoivent pendant deux ou trois ans l'équivalent du salaire d'une nourrice, et touchent même une prime si elles se marient et si le mari reconnaît l'enfant. Cette mesure, qui coûte beaucoup moins cher que de payer une famille nourricière jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de 11 ans, a aussi l'avantage de diminuer sensiblement la mortalité de ces enfants, un enfant allaité et élevé par sa mère ayant davantage de chances de survivre qu'un enfant placé chez une nourrice mercenaire. Ce système, mis en vigueur à partir de 1846,

concerne un nombre rapidement croissant d'enfants (plus de 200 dans les années 1860-1870 et plus de 300 dans la décennie suivante) et diminue d'autant le nombre de ceux qui restent à la charge des établissements hospitaliers. Il suscite cependant des critiques : en accordant une aide aux filles mères, on risque d'encourager le « vice », c'est-à-dire le concubinage et les naissances illégitimes, et d'autre part ce système est injuste envers les mères légitimes pauvres qui ne peuvent prétendre au bénéfice de cette aide.

La seconde mesure consiste à réduire le nombre des tours autorisés, dans la mesure où l'on estime que la proximité d'un tour encourage l'abandon dans cette région. En 1844, le préfet ordonne la fermeture des tours des hospices de Joigny et de Tonnerre, et en 1846 décide que le tour d'Auxerre fera l'objet d'une surveillance, pour empêcher l'abandon d'enfants légitimes et l'apport d'enfants d'autres départements. Mais la fermeture et la surveillance des tours suscitent beaucoup de controverses, les opposants à ces mesures affirmant qu'elles risquent d'avoir pour conséquence l'augmentation des infanticides (ce qui ne semble d'ailleurs pas le cas) et, en augmentant la longueur et la durée des trajets pour venir déposer un enfant dans un des rares tours autorisés, d'augmenter les risques de mortalité de ces enfants.

En 1848, l'instauration de la Seconde République se traduit par un désaveu de la politique suivie en ce domaine par le gouvernement précédent : le commissaire du gouvernement provisoire dans le département de l'Yonne rétablit en mars 1848 les tours de Joigny et Tonnerre et ordonne de faire cesser la surveillance du tour d'Auxerre. Mais bientôt le second Empire marque le retour à une politique de rigueur : répondant aux vœux du Conseil général de l'Yonne, le préfet Haussmann ordonne en septembre 1850 la fermeture définitive des tours de Sens, Joigny et Tonnerre et le rétablissement de la surveillance du tour d'Auxerre, seul endroit où il est désormais possible de déposer un enfant. Le tour d'Auxerre est lui-même définitivement supprimé en 1858 et remplacé par un bureau d'admission qui statue au cas par cas sur l'admission ou non

des enfants comme enfants assistés. Ne sont admis que les enfants correspondant à des catégories très précises : les enfants exposés dont les parents sont inconnus, les enfants légitimes abandonnés par des parents qui ont disparu ou sont en prison, les enfants légitimes orphelins de père et de mère et qui n'ont aucun moyen d'existence, enfin les enfants de filles mères indigentes, celles-ci devant garder leur enfant près d'elles et l'élever elles-mêmes en échange d'une aide financière. C'est sans aucun doute à ces mesures, mais aussi peut-être à une conjoncture économique plutôt favorable que l'on doit la baisse importante des abandons pendant le Second Empire et aux débuts de la IIIe République. Cependant on observe que la courbe des abandons remonte assez nettement dans les vingt dernières années du siècle.

Il faut aussi rappeler les mesures prises au XIXe siècle pour améliorer la surveillance et le sort de ces enfants assistés : c'est d'abord la création, en 1825, d'un inspecteur du service des enfants assistés de l'Yonne, qui doit, par des visites régulières et inopinées, s'assurer que les enfants placés dans des familles nourricières et à bail sont correctement traités (et peut les faire retirer si nécessaire), repérer les abus éventuels et donner des conseils aux nourrices. Il s'agit aussi, à partir de 1843, de la mise en place d'un service médical concernant les enfants assistés placés en nourrice : des médecins sont chargés de visiter régulièrement les nourrices de leur région, d'assurer gratuitement les soins médicaux aux enfants, de les vacciner contre la variole, d'enseigner aux nourrices les rudiments de l'hygiène, de signaler les mauvais traitements, etc. De même le préfet de l'Yonne rappelle, par un arrêté d'octobre 1844, que les familles nourricières sont tenues d'envoyer régulièrement à l'école primaire, ainsi d'ailleurs qu'à l'instruction religieuse, les enfants assistés entre 8 et 12 ans, et des primes sont accordées aux familles qui respectent ces instructions.

Il semble que l'Yonne se situe à cette époque à l'avant-garde des départements français, à la fois pour les mesures décrites plus haut, surveillance puis fermeture des tours, et

pour la mise en place progressive d'une meilleure surveillance des enfants assistés et des familles nourricières, celle-ci étant encore renforcée par la loi Roussel de 1874.

Du gamin de Paris au jeune de banlieue

GUY GAUTHIER

> *« On dit que les nouvelles générations seront difficiles à gouverner. Je l'espère bien. »* (Alain, *Propos sur l'éducation,* 1932)

La fabrique des héros exemplaires

Pour orienter la jeunesse, les régimes totalitaires fabriquent des personnages, en falsifiant ou en inventant une biographie. Exemples : *Le jeune hitlérien Quex* (film de Hans Steinhoff, 1933) ; Pavel Morozov, proposé en modèle à la jeunesse soviétique des années 1930 pour avoir dénoncé sa famille koulak ; le glorieux soldat Lei Fang dans la Chine maoïste.

Dans les pays démocratiques, ces modèles existent, mais ils n'ont pas été élaborés par une officine de propagande. Sous la III^e^ République, *Le Tour de la France par deux enfants,* signé G. Bruno, est l'ouvrage emblématique de cette tentative de pilotage de la jeunesse. En 1871, André et Julien quittent la Lorraine annexée pour un voyage initiatique dominé par l'amour de la patrie et l'apprentissage de ses ressources, précédant d'autres héros aux noms prédestinés (Jean Lavenir, Paul Defrance), sans oublier les enfants soldats de la I^re^ République, tels Bara et Viala, auxquels on fait référence dans *Le Chant du départ,* ou Henri Joux, moins connu.

« Celui-ci avait quatorze ans seulement ; il était tambour à l'armée de Sambre-et-Meuse. Un jour, en poursuivant l'ennemi, il fallut traverser une rivière. Les hommes avaient de l'eau jusqu'à mi-jambes ; l'enfant, lui, en avait jusqu'au cou.

Comment faire pour battre sa caisse submergée ? Il lui vint une idée : il éleva son tambour au-dessus de sa tête, et en avant les coups de baguette ! Il y mit tant d'ardeur qu'arrivé sur l'autre rive, son tambour était crevé. Que faire ?

Sans tambour, il devenait inutile ? Que non, il se battrait. Il se procura un fusil, et, de ci, de là, ramassa des cartouches. Un adjudant-major, qui avait été témoin de sa témérité, lui demanda ce qu'il voulait pour récompense de son héroïsme. Il répondit : « Des balles plein mon tambour ![1] *»*

Les procédures de la transmission générationnelle

Aux débuts de la III^e^ République la France vivait dans l'attente de la revanche et des conquêtes coloniales, faisant confiance aux progrès de la science et de l'industrie. La Patrie au centre, l'expansion vers le monde, les promesses de l'instruction et du progrès illimité, tout promettait un avenir éclairé aux enfants de toutes les classes sociales. La route était ouverte, il suffisait de transmettre l'héritage national en l'orientant vers l'avenir : la république plus l'électricité, en quelque sorte. L'électricité, cela s'apprend à l'école, ou en apprentissage. L'héritage culturel, qu'il soit communautaire, national, continental ou universel, se transmet, voie royale, par l'éducation, ou par une voie seconde, plus brouillonne, qui relève de la littérature, toutes catégories confondues, des beaux-arts, et de ce fourretout qu'on appelle les médias. C'est l'« école parallèle ».

Les jeunes qui lisent ou s'intéressent aux films ne sont pas obsédés par les hiérarchies instituées. Le grand Victor Hugo figure aux côtés de feuilletonistes à peu près du niveau des

telenovelas. Ils ne sont pas forcément sensibles aux conseils des parents ou des éducateurs – et que dire aujourd'hui avec Internet ? Ils « zappent ». Il ne faut pas croire non plus qu'une certaine littérature dite « populaire », ou, pire encore, « people », ne touche que les couches dites « populaires ». Les enfants et les jeunes gens des milieux cultivés, qui disposent d'une bonne bibliothèque à la maison, préfèrent souvent se cultiver autrement. On disait jusque dans les années 1950 que les jeunes qui lisaient des bandes dessinées ou des romans d'aventures étaient voués à « mal finir ». J'en appelle donc à quelqu'un – et il n'est pas le seul – qui n'a pas si mal fini, quoi qu'on en pense :

« Au cours d'une de nos promenades, Anne-Marie s'arrêta comme par hasard devant le kiosque qui se trouve encore à l'angle du boulevard Saint-Michel et de la rue Soufflot : je vis des images merveilleuses, leurs couleurs criardes me fascinèrent, je les réclamai, je les obtins ; le tour était joué : je voulus avoir toutes les semaines Cri-Cri, l'Épatant, Les Vacances, Les Trois Boys-Scouts *de Jean de la Hire et* Le Tour du monde en aéroplane*, d'Arnould Galopin qui paraissaient en fascicules le jeudi. D'un jeudi à l'autre je pensais à* l'Aigle des Andes*, à Marcel Dunot, le boxeur aux poings de fer, à Christian l'aviateur beaucoup plus qu'à mes amis Rabelais et Vigny.* (…) *À Jules Verne, trop pondéré, je préférai les extravagances de Paul d'Ivoi. Mais, quel que fût l'auteur, j'adorais les ouvrages de la collection Hetzel, petits théâtres dont la couverture rouge à glands d'or figurait le rideau : la poussière de soleil, sur les tranches, c'était la rampe. Je dois à ces boîtes magiques – et non aux phrases balancées de Chateaubriand – mes premières rencontres avec la Beauté. »*

On a reconnu le plus célèbre des dévoyés avec ce passage des *Mots,* de Jean-Paul Sartre. D'autres ont reconnu leur dette : Alain Resnais a dit et redit ce qu'il devait à la bande dessinée (*Toute la mémoire du monde*) ; Michael Bakhtine[2] et Michel Foucault ont analysé l'interférence entre les sources multiples de la culture.

La III^{e} République jusqu'en 1914

Dès 1866, Jules Verne, qui a commencé dans le *Magasin d'éducation et de récréation* avec *Le Capitaine Hatteras,* une aventure polaire qui ne s'accommoderait pas de la présence d'enfants, publie en 1867 l'un de ses romans les plus célèbres, *Les Enfants du capitaine Grant.* Si les enfants sont encore sous tutelle en recherchant leur père le long du 37^{e} parallèle sud, ils ont plus d'une fois l'occasion de prendre leur part dans le périple. Plus tard, enfants et adolescents s'introduiront au centre de l'intrigue, avec ou sans adultes : *Un Capitaine de quinze ans* (1878) ; *L'École des Robinsons* (1882) ; *Deux Ans de vacances* (1888) ; *Bourses de voyage* (1903). La situation de Robinson est pédagogiquement idéale : il faut survivre hors de toute assistance, comme le fondateur de la lignée. Dans les romans d'aventures après 1870, le jeune héros retrouve une autre filiation : le gamin de Paris.

Victor Hugo en fut le véritable promoteur dans *Les Misérables* (1862)[3], signalant que cette figure était apparue dès 1834 (dans le tableau d'Eugène Delacroix : *La Liberté guidant le peuple)*. C'est dans cette tradition qu'il créa Gavroche, désormais implanté dans l'imaginaire national français, ou ce qu'il en reste. Il est à peine besoin de rappeler sa silhouette et sa mort héroïque au pied des barricades[4]. Gavroche est à la fois un héros exemplaire et un voyou généreux, d'où la double postérité du mythe : dans le western il serait à la fois Billy the Kid et Pat Garrett.

La rue et le milieu urbain sont par excellence le terrain des exploits de Gavroche et produits dérivés dans la littérature populaire urbaine, jusque vers 1914. En dessin, la silhouette sera popularisée par Francisque Poulbot, qui a donné son nom au petit peuple des rues : les Poulbots.

Plus rarement, exilé en milieu rural, il devient un chef, un guide : dans *La Guerre des boutons,* de Louis Pergaud (1912),

Lebrac, le chef des Longevernes, est une figure rurale de Gavroche, bagarreur et patriote (dans les dialogues les Velrans sont assimilés à des Boches). Le monde des enfants échappe aux adultes, parents ou instituteurs. Pergaud, fils d'instituteur, instituteur à ses débuts, n'hésite pas à écrire de son collègue fictif :

« Brave homme qui ne soupçonnait guère les causes occultes et profondes de la joie de ses élèves et, le cerveau farci de pédagogies fumeuses, cherchait midi à quatorze heures.

Comme si les enfants, vite au courant des hypocrisies sociales, se livraient jamais en présence de ceux qui ont sur eux une parcelle d'autorité ! Leur monde est à part, ils ne sont eux-mêmes, vraiment eux-mêmes qu'entre eux et loin des regards inquisiteurs ou indiscrets. »

Qui dit littérature populaire urbaine dit littérature policière. Au 15e tome des aventures du célèbre *Fantômas*, apparaît un de ces gamins qui deviendra, à la différence de ses semblables dits « apaches », l'auxiliaire de la police et de l'infatigable adversaire du génie du crime, Juve. Retenons son nom : Riquet.

Le gamin à la conquête du monde

Les Français qui, en général restaient chez eux, suivaient de leur bistrot familier l'expansion de l'Empire. Fleur du pavé parisien, le gamin de Paris porte au contraire aux quatre coins du monde les qualités de sa « race » : le courage, la gouaille, le patriotisme. Il passe parfois par les colonies françaises conquises ou en cours de l'être, mais il s'aventure partout, faisant la leçon à tout le monde. Louis Boussenard, par une œuvre abondante à défaut d'être inoubliable, fit la réputation du gamin « globe-trotter ». Sur les traces de Jules Verne plus que de Victor Hugo, il publie en 1880 *Le Tour du monde d'un gamin de Paris*, aventures qui se poursuivront en

d'innombrables volumes (*au pays des lions, au pays des tigres,* etc.). Ce gamin s'appelle Friquet[5]. Sans doute a-t-il inspiré, pour le nom, le Riquet de *Fantômas.* Jules Verne avait un faible pour les héros anglo-saxons ; Boussenard répandait la réputation du Français – réduit au Parisien – aux quatre coins du monde :

« De tous les êtres qui habitent la planète, quadrupèdes ou bipèdes, et parmi ces derniers, blancs, noirs, jaunes ou rouges, celui qui a l'âme véritablement chevillée dans le ventre, est sans contredit le Parisien (…)

Il est non seulement terrible, mais irrésistible. »

Boussenard n'est pas un cas isolé : il faut pour dresser la liste de ses semblables faire un inventaire des lectures du jeune Jean-Paul Sartre, et retenir par exemple le nom d'Arnould Galopin, plus tardif : *Aventures fantastiques d'un jeune Parisien* paraît en 1908 ; *Le Tour du monde d'un boy-scout* en 1934.

Autre influence, d'origine anglaise : celle de Baden-Powell, inventeur du boy-scout, général théoricien de l'encadrement militaire de la jeunesse. Le gamin de Paris, qui règne en maître sur la littérature de jeunesse au début du XX^{e} siècle est donc un personnage hybride : introduit dans l'imaginaire français par Victor Hugo, entraîné autour du monde par Jules Verne, il adopte la morale rigide du boy-scout, détournée par le patriotisme français, ses rêves de revanche et d'expansion coloniale.

Victor Hugo excepté, c'est dans la paralittérature que le gamin a tenu une place de héros, pour le plus grand plaisir d'un large public populaire. L'étage noble de la littérature a survécu pour l'histoire, mais ses personnages – Swann et sa madeleine, et même *Le Grand Meaulnes* d'Alain-Fournier – ne tentaient pas les enfants et les adolescents, de plus tenus à l'écart d'exemples réputés sulfureux, comme le Lafcadio des *Caves du Vatican.* Les jeunes, même encouragés, trouvaient ces ouvrages ennuyeux : Sartre, qui avait accès à la riche

bibliothèque de son grand-père préférait les publications à quatre sous du kiosque du coin.

La Grande Guerre : mobilisation et dérives

Au cours de la Première Guerre mondiale, des récits éphémères mirent à l'honneur le gamin héroïque, avatar du gamin de Paris. Les Poulbots écrivent « Mort aux Boches » sur les murs. Même Bécassine participa à l'Union sacrée. Après la guerre, la lutte continua : l'inamovible Arnoult Galopin publia de 1920 à 1924 *Aventures d'un poilu de 12 ans*. Mieux que les généraux imberbes de Victor Hugo, voici les poilus imberbes.

Dans l'entre-deux-guerres, la figure du gamin se diversifie. Tandis que le cinéma fait revivre avec succès le personnage de Gavroche avec l'épopée hugolienne (*Les Misérables,* Henri Fescourt, 1925 ; Raymond Bernard, 1933)[6], le récit illustré s'empare de la descendance de Friquet avec un gamin farceur, encore en vagabondage autour du monde, mais beaucoup moins respectueux des valeurs du scoutisme et du patriotisme : Bibi Fricotin, de Louis Forton, le créateur des *Pieds-Nickelés*. Sans ignorer que j'annexe ainsi la Belgique, et que du pas très catholique Bibi à l'irréprochable boy-scout Tintin, il y a forcément solution de continuité, il me semble que les deux personnages ont des points en commun, ce qu'il faut attribuer à l'air du temps[7].

La figure du gamin, dans sa diversité, traduit de façon souterraine l'évolution des mentalités. Le milieu des années 1920 voit apparaître ainsi, greffées sur le noyau dur du personnage mythique, des variations significatives. Le lycéen de 16 ans[8] qui entretient une liaison intime avec la femme d'un soldat au front (*Le Diable au corps,* Raymond Radiguet, 1920) n'a plus rien à voir avec les gamins de son âge, étrangers à toute sexualité et patriotes irréprochables. Les temps ont changé : des écrivains ou cinéastes prêchent la

révolte, au détriment d'enseignants aussi ridicules qu'impuissants (*Zéro de conduite,* Jean Vigo, 1933).

En 1924, une chanson intitulée *Le Moineau de Paris,* fit rentrer au bercail le gamin vagabond. Les paroles, signées Hector Pèlerin, résument toutes les tentatives faites pour réconcilier les valeurs de l'aventure et du grand large avec les valeurs domestiques, la patrie avec la famille, la liberté avec le travail. Ce bricolage est exemplaire des tentatives de récupération d'après 1918.

Résumé : une brave dame adopte un gosse en haillons qui s'apprête à remettre en son nid un oisillon tombé. Mais un soir, il s'enfuit. La bonne dame vieillit. Le gamin revient, sergent décoré :

« Mon devoir envers toi, maint'nant, j' l'ai compris :

C'est mon tour de réchauffer ton nid. »

Maréchal, nous voilà… et après

Avec le gouvernement de Vichy et l'occupation allemande, la presse destinée à la jeunesse se doit de remettre la morale dans le droit chemin, celui de la « Révolution nationale » du Maréchal et les mythes de l'identité nationale. Dès 1940, un illustré détourne par son titre le nom de *Gavroche.* Une bande signée Gaston Niezab reprend de façon explicite le personnage chéri des publications pour la jeunesse : *Criquet, gamin de Paris* (après Friquet et Riquet). La figure de Gavroche persiste dans sa fonction patriotique. Dans un tract de 1941, déposé au musée de la Résistance, un poète anonyme énumère tout ce qui a échappé à ceux qui croient avoir conquis Paris :

> *« Vous n'aurez pas connu « les bobards de Gavroche »*
> *Du titi parigot pas méchant pour deux sous.*
> *Ils restent entassés au fond de sa sacoche*

Pour n'en sortir qu'un jour où nous serons chez nous. »

Si le gouvernement de Vichy, fortement inspiré par l'occupant, tenta de relancer l'image du petit gars bien de chez nous prêt à la conquête du monde, à la Libération, les récits sur la résistance ne firent pas une place de choix aux jeunes, souvent montrés comme des impatients maladroits, plus encombrants qu'efficaces – *Le Père tranquille,* un film de René Clément, 1946. Une bande dessinée signée Pinchon – le père de *Bécassine,* déjà mobilisée en 14-18 –, *Gilles du maquis,* passa à peu près inaperçue. *Vaillant*[9], hebdomadaire illustré proche du Parti communiste, célébra en bande dessinée le rôle de la jeunesse dans la résistance (*Fifi, gars du maquis ; Combats de l'ombre ; Trois camarades),* mais en arrière-plan des destins glorieux et tragiques du Parti, tels ceux de Pierre Georges, du colonel Fabien ou de Guy Môquet. Dans *Vaillant* toujours, l'insubmersible Gavroche refit surface le 29 juin 1952, directement adapté de Victor Hugo par Jean-Pierre Chabrol.

Avec la guerre d'Indochine, le destin colonial de la France est en régression. L'aventure prend un autre visage, se donne des buts. Les jeunes gens de *Rendez-vous de juillet* (Jacques Becker, 1949) sont tentés par l'Afrique, version post-coloniale, c'est-à-dire ethnographique. La préparation du voyage se fait en alternance avec la vie survoltée de Saint-Germain-des-Prés, et en conflit avec la vie sentimentale. C'est maintenant l'époque, non plus des tours du monde fantaisistes, mais des expéditions scientifiques. La société des explorateurs et voyageurs français réunit des noms prestigieux, des gens intrépides à l'assaut des dernières taches blanches des cartes – Paul-Émile Victor, Marcel Ichac, Maurice Herzog, Jacques-Yves Cousteau, etc. Pas forcément des jeunes, mais proposés en modèles à la jeunesse. Les expéditions se prolongent par des films – très présents dans les cinémathèques de l'enseignement public – et des conférences destinés à la jeunesse. Mais il lui manque un de ces gamins bourlingueurs

auxquels les jeunes puissent d'identifier. D'où le succès de la bande dessinée d'aventures, plus ou moins autochtone.

Triomphe et mutation du mythe

Il était temps de revenir à la figure originelle et à sa niche d'origine : Paris. Le gamin de Paris redevient Gavroche. Ce retour est consacré par une chanson, *Le Gamin de Paris* (Mick Micheyl, 1950) qui va connaître un grand succès avec plusieurs interprètes, dont Yves Montand. Le gamin de Paris revit avec toutes ses caractéristiques initiales. Ce gamin vient de loin :

Il est héritier
Lors de sa naissance
De tout un passé
Lourd de conséquences
Et ça, il le sait
Bien qu'il ignore l'Histoire de France (…)
Un gamin d'Paris
Rempli d'insouciance
Gouailleur et ravi
De la vie qui chante
S'il faut, peut aussi
Comme Gavroch' entrer dans la danse.

Autrement dit, monter sur les barricades, comme lors de la libération de Paris, cinq ans auparavant.

Cette chanson, apparue à l'époque comme une relance, est paradoxalement l'adieu à toute une tradition. Dans les années 1930, le cinéma de Carné et Prévert, de Duvivier, rôde sur les bordures. Au-delà des fortifs, c'était *La Zone,* impitoyablement décrite par Georges Lacombe. Sortir de la ville, c'était s'aventurer dans un espace d'insécurité, domaine des « Apaches » depuis le temps lointain de *Fantômas,* reconverti plus récemment en « ceinture rouge », ce qui ne rassurait pas davantage. « Banlieue » ne portait pas encore les

connotations qui se sont agglutinées depuis. On distinguait les banlieues résidentielles, Neuilly ou Le Vésinet, des banlieues ouvrières, Gennevilliers ou Aubervilliers. On savait vaguement qu'aux portes de la ville se créaient des espaces qui faisaient revivre la hantise des faubourgs d'antan ; on pouvait jeter un coup d'œil, du train dit justement de banlieue, sur d'immenses bidonvilles comme celui de Nanterre, peu à peu résorbés dans des cités – un autre mot à allure péjorative. Les barbares étaient à nos portes. La banlieue devint le lieu de l'exil. En 1973, un film de Gérard Pirès décrivait la dure journée du banlieusard honnête, contraint de fuir les centres villes rénovés : *Elle court, elle court, la banlieue.*

Dès 1945 pourtant, un film décrivait la situation misérable de l'une de ces villes de la périphérie. Son titre : *Aubervilliers.* Les images terribles d'Élie Lotar n'auraient peut-être pas suffi à alerter l'opinion sans le commentaire, une chanson de Jacques Prévert :

Gentils enfants d'Aubervilliers
Gentils enfants des prolétaires
Gentils enfants de la misère
Gentils enfants du monde entier

Alors que Mick Micheyl écrivait *Le Gamin de Paris,* Jacques Prévert voyait plus loin et s'intéressait aux étrangers, associés désormais au thème de la banlieue. 1951 est l'année de « Étranges étrangers », poème devenu célèbre[10]. Cette même année, bouleversé par le film de Luis Buñuel, *Los Olvidados,* Prévert, derrière les enfants de Mexico, pressent l'émergence d'autres enfants.

Los olvidados
enfants trop tôt adolescents
enfants oubliés
relégués
pas souhaités
Los olvidados
la vie n'a pas eu le temps de les caresser
Alors ils en veulent à la vie
et vivent avec elle à couteaux tirés

Après 1945, la France a vécu une double illusion : celle d'entrer dans un monde nouveau, l'après-guerre, riche en leçons et en promesses, et, simultanément, de penser que l'on pouvait continuer à vivre l'avant-guerre, en renouant avec 1936 par-dessus le grand cataclysme. Vers 1950-1951, les dernières mythologies d'hier croisent les mythologies en cours d'élaboration, leur antithèse : le gamin de Paris perpétue un modèle du passé, né avec le Gavroche de Victor Hugo, disparu un temps avec le Gavroche maréchaliste proposé à la jeunesse perdue de la France vaincue ; le gamin d'Aubervilliers, l'étrange étranger, débarquant chez nous via Mexico, esquisse son envers, l'antihéros des jours sombres à venir.

De 1950 à 1980, le gamin de Paris disparaît de l'imagerie nationale, sauf dans la presse illustrée pour la jeunesse, qui perpétue, un ton en dessous, le destin héroïque de naguère (*Le Journal de Spirou, Le Journal de Tintin, Pif, Pilote*), sauf Gavroche qui réapparaît de temps en temps au cinéma (Jean-Paul Le Chanois, 1957) ou à la télévision (Alain Boudet, 1962). Une mention à part pour un adolescent nonchalant et non-conformiste, bien de son temps – *Le Grand Duduche,* 1963.

Le cinéma français « populaire » ne s'intéresse pas vraiment aux jeunes ; depuis la « Nouvelle vague », l'enfant et l'adolescent endossent alternativement le rôle de victime et de révolté face à l'aveuglement ou à l'incompréhension des parents et des éducateurs. Le cinéma américain popularise une image du jeune poursuivi par le destin, rebelle sans cause *(*James Dean dans *La Fureur de vivre,* Nicholas Ray, 1955), désespéré, violent et suicidaire[11].

Quelques temps forts pour jalonner ces 30 années, où enfants et adolescents sont victimes, révoltés, ou délinquants : *Les 400 coups* (François Truffaut, 1959) ; *La Chinoise* (Jean-Luc Godard, 1967, étonnante préfiguration de l'esprit 68) ; *Lacombe Lucien* (Louis Malle, 1974) ; *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère* (René Allio, 1976) ; *Passe ton bac d'abord* (Maurice Pialat, 1979) ; *Retour*

à Marseille (René Allio, 1980) ; *Mourir à 30 ans* (Romain Goupil, 1982)[12].

De Paris à la banlieue

Il a fallu attendre les années 1980 pour voir apparaître, ailleurs que dans des poèmes, le jeune de banlieue, l'anti-gamin de Paris, l'envers du mythe. Désormais s'installe une peur du jeune, une silhouette qui va occuper les magazines et les films. *« Paris, centre, la banlieue, circonférence ; voilà pour ces enfants toute la terre »*, écrivait Victor Hugo, qui n'avait pas prévu l'au-delà du périph.

Pourtant, le gamin de Paris, identité nationale préservée, se retrouve en banlieue, avec *Gérard Lambert,* chanté par Renaud :

> *Quatorze Avril 1977*
> *Dans la banlieue où qui fait nuit*
> *La petite route est déserte*
> *Gérard Lambert rentre chez lui*
> *Dans le lointain les mobylettes poussent des cris…*
> *Ça y' est j'ai planté le décor*
> *Créé l' climat de ma chanson*
> *Ça sent la peur ça pue la mort*
> *j'aime bien c' t' ambiance pas vous ? ah bon…*

En 1983, avec la marche des Beurs, en 1984 avec les émeutes des Minguettes à Vénissieux, ce nouveau personnage entre en scène, première génération issue de l'immigration maghrébine. Presque personne n'avait vu venir ces jeunes, nés en France, de nationalité française, et relégués dans « les quartiers », « les cités », « la banlieue », au choix. Le cinéma, relayé par l'actualité, s'empare peu à peu de ce personnage. Apparut alors une génération de cinéastes issus des anciennes colonies. En 1989, suite à une histoire de foulards dans un

collège de Creil, l'islam, religion aussi inquiétante que mal connue, entrait dans la danse.

Le cinéma de banlieue ne peut s'appréhender que par ses deux extrêmes : la légende noire et la comédie amère. Entre les deux, un imaginaire flottant alimente des idéologies contradictoires.

Prenons donc les exemples dans les extrêmes. La légende noire d'abord. Gavroche déjà, vu par certains illustrateurs, n'avait rien d'un angelot. Pas plus que le loubard de banlieue, reconnaissable à son visage fermé. Un stéréotype qui nourrit la réalité, ou une réalité qui nourrit le stéréotype ?

De la légende noire, retenons deux films, dans deux genres différents, à dix ans d'intervalle, aussi dévastateurs l'un que l'autre. D'abord, *La Haine***,** de Mathieu Kassovitz (1995) : au lendemain d'une émeute de banlieue consécutive à une bavure, trois jeunes, Vine le juif, Hubert le noir, Saïd le beur, parcourent la cité, aux prises avec la police, et leur propre rage. Vine a récupéré l'arme perdue par un policier. Dernière image : Hubert met en joue le policier, qui en fait autant. L'image laisse place à l'écran noir. On entend seulement une double détonation.

Dans le genre science-fiction à l'américaine, inspirée des films d'après la grande catastrophe (écologique, terroriste, guerre dévastatrice, au choix), *Banlieue 13,* de Pierre Morel (2004) : en 2010, le gouvernement a fait construire un mur autour des cités devenues incontrôlables. Lutto, un enfant de la banlieue emprisonné, et Damien, un policier zélé, sont infiltrés à l'intérieur des murs pour empêcher un engin nucléaire armé, volé au cours d'une attaque de fourgon, d'exploser à l'heure dite. En fait, c'est un piège du ministre de l'Intérieur, qui veut faire exploser la cité. Les deux jeunes gens se livrent à un combat autour de la bombe, empêchant ainsi la catastrophe. Ensemble, ils rapportent la bombe au ministre et filment l'entretien à son insu. Le mur sera abattu après débat au parlement. Version ghetto.

Pour la comédie amère, voir les films réalisés par de jeunes cinéastes d'origine magrébine qui ont grandi dans les banlieues, comme Malek Chibane. Le titre de ses films se veut apaisant : *Hexagone* (1992), *Douce France* (1995), *Voisins, voisines* (2004).

Hexagone et *Douce France* illustrent un genre qui fit les beaux jours du néo-réalisme italien, en opposition avec la tragédie sociale, façon *La Haine*. L'auteur a choisi des personnages jeunes et des situations caractéristiques de la vie quotidienne des habitants des banlieues que rapproche à leur corps défendant leur origine maghrébine, algérienne en l'occurrence. L'intrigue, assez mince, ne se maintient que par une succession de scènes, le plus souvent drôles, traitées avec une particulière tendresse. En résumé, un portrait attendri et dédramatisé, assez optimiste, de la banlieue ordinaire.

On retiendra encore *Salut cousin !* de Merzak Allouache (1995) et *Le Gone de Chaâba* (1997), de Christophe Ruggia, d'après le roman autobiographique de l'ancien ministre Azouz Begag. Autre versant de l'immigration, ces témoignages de vie quotidienne ne dissimulent pas les aspects négatifs (petits trafics, drogue, chômage), tout en affirmant en sourdine le désir d'intégration.

L'Esquive (2003) d'Abdellatif Kechiche, est le contraire de *La Haine*. Cette histoire d'amour en banlieue est un exercice linguistique bien difficile (passer de la langue quasi incompréhensible des cités au français châtié et élégant de Marivaux), mais c'est plus encore un passage en douceur de la culture française, à son plus haut point de raffinement, vers les enfants de l'immigration.

Plusieurs films font état du malaise des jeunes – surtout pour les filles – quand ils vont vivre pour les vacances dans la famille restée au pays. Si la situation en banlieue est généralement précaire, la vie au bled ne se présente guère comme une alternative attrayante. Cependant, la double appartenance est souvent vécue comme une non-appartenance, un impossible choix.

Ces films, antérieurs aux émeutes de novembre 2005, suivent le cours souterrain d'une frustration et d'un malaise, qui surgissent lorsqu'un événement prend une dimension inattendue. Établi sur la base des faits, *L'Embrasement* (2006) de Philippe Triboit, est une fiction documentée qui introduit des séquences filmées en direct au moment du drame du 27 octobre 2005. Un journaliste belge, personnage fictif, résume l'énormité du malentendu ponctuel à l'origine du drame et du malentendu général qui amène jeunes des cités et policiers à se détester, voire à se haïr : les jeunes se sont mis à courir en voyant les policiers, sachant que les contrôles se terminent mal pour eux ; les policiers se sont mis à courir en les voyant courir. *Elle court, elle court, la banlieue…* Mais fini de rire.

Le rap et la chanson

Le cinéma, même léger – comme le permettent les caméras numériques – est malgré tout une arme lourde. Il faut explorer attentivement un autre territoire, celui du rap et de la chanson. C'est une production complètement autochtone, qui commence dans de petites salles, se poursuit avec des CD qui se fraient parfois un chemin jusqu'aux studios, en passant par des réseaux parallèles, vendus sur les marchés avant d'être, parfois, remarqués, et atterrir dans les « bacs » des disquaires. Des chanteurs deviennent célèbres en leur milieu, et puis au-delà. On remarque souvent leur côté « légende noire », leur violence, qui leur vaut des interpellations de la police, cible de choix. Cette violence est difficile à décrypter, tant elle dénote à la fois « La Haine » (cf. le film) et un pathétique désir de reconnaissance[13] (Joey Starr) ou un post-romantisme noir (Grand Corps Malade), avec des accents qui, même à Toulouse (Zebda), font écho à ceux de Gavroche. Il est facile de déceler dans cette production énorme, de qualité variable, ambivalente comme symptôme, quelques voix souvent timides, quelquefois sûres d'elles en apparence, qui résonnent comme un appel à la

reconnaissance. Rappel : c'est Ivo Livi, dit Yves Montand, un gamin de Toscane, qui a relancé en chanson le gamin de Paris.

Amel Bent, née Bent Bachir, 21 ans, une enfant de La Courneuve, chante, dans *Nouveaux Français* :

> *« Mais qui fait des histoires vraiment dans ce pays*
> *Je viens bien de quelque part*
> *Mais je suis d'ici. »*

Pour certains, il n'est même pas besoin d'entendre : comme ce nouveau Gavroche, qui, dans un coin de l'affiche, place discrètement le signe de la Kabylie.

Mélangeant dans son nom de scène exotisme et tradition faubourienne, Diziz la Peste reconduit, sans doute sans le savoir, le souvenir du gamin de Paris, sa gouaille et ses défis. Faut-il le prendre pour un successeur ou pour un mutant ? « J'ai l'syndrome de Stockholm », chante-t-il dans *Jeune de banlieue :*

> *J'ai beau me cultiver, mes attitudes me trahissent*
> *On sait que je viens d'ici, donc on m'écarte de la liste*
> *Ils me catégorisent, sur mon milieu théorisent*
> *Mais je pars en quête de la terre promise comme Moïse*
> *Au début, j'essayais de camoufler mon accent banlieusard*
> *Mais quand j'm'entendais parler, je trouvais ça bizarre* (…)
> *Je suis fier de là où j'ai grandi*
> *Y'a pas qu'des taudis*
> *Y'a quelques bandits*
> *Mais on vit, qu'est-ce que t'en dis ?*
> *J'suis fier d'être un jeune de banlieue.*

Ce n'est qu'une petite musique dans le charivari des live, DJ, teuffeurs et autres. Il faut simplement tendre l'oreille. Gavroche, révolté et délinquant, est peut-être de retour, un peu plus bronzé : après tout, le gamin de Paris a fait le tour du monde au temps des colonies. Il n'aura pas le destin de son ancêtre mythologique, proposé en modèle à toute la nation et apparaîtra peut-être à certains suspicieux comme un héros « communautariste ». À défaut d'être un modèle national, il pourrait être le symbole d'une réconciliation, celle de la France des terroirs et de la France des exils.

D'autres modèles sont en train de prendre plus assurément le relais : *Harry Potter,* sorcier surgi du Moyen Âge, ou les *Aventuriers de Koh Lanta,* à la fois descendants abâtardis des Robinsons de jadis et précurseurs du monde enchanté de la télé-réalité. Gavroche contre Harry Potter ; Jules Verne contre TF1 : le match est perdu d'avance.

---

1 /*Mes deuxièmes lectures*, Classes primaires des lycées et collèges. Cours élémentaire de l'Enseignement primaire (1906). Programmes officiels : Arrêté du 31 mai 1902.

2 /*L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance,* Gallimard, 1982

3 /Victor Hugo consacre treize chapitres, soit le livre premier de la 3e partie (Marius) à l'introduction de Gavroche dans la saga : *« Quant au peuple parisien, même homme fait, il est toujours le gamin ; peindre l'enfant, c'est peindre la ville ; et c'est pour cela que nous avons étudié cet aigle dans ce moineau franc. »*

4 / *« C'était un garçon bruyant, blême, leste, éveillé, goguenard, à l'air vivace et maladif. Il allait, venait, chantait, jouait à la fayousse, grattait les ruisseaux, volait un peu, mais comme les chats et les passereaux, gaiement, riait quand on l'appelait galopin, se fâchait quand on l'appelait voyou. Il n'avait pas de gîte, pas de pain, pas d'amour ; mais il était joyeux parce qu'il était libre. »*

5 /Dans toutes ses apparitions, le gamin sera assimilé au moineau (friquet).

6 /On compte dans le monde une cinquantaine d'adaptations du roman de Hugo, certaines portant en titre : *Gavroche.*

7 /*Bibi Fricotin* a été repris par Caillaud à la mort de Forton en 1934, puis par Lacroix, qui, après 1948, semble s'être inspiré de *Tintin.*

8 /Le rôle ayant été confié à Gérard Philippe (né en 1922) pour l'adaptation cinématographique de Claude Autant-Lara (1947), le héros de Radiguet perd

l’essentiel de son caractère sulfureux. L’acteur adolescent n’est vraiment entré en cinéma qu’avec une certaine évolution des mœurs.

9 /Gilles Plas, *Le Collectionneur de BD,* n° 68.

10 /*Étranges étrangers/ Vous êtes de la ville/ vous êtes de sa vie/ même si mal en vivez/ même si vous mourez.*

11 /Voir aussi : *L’Équipée sauvage* (Lazlo Benedek, EU, 1954) ; *À l’est d’Eden* (Elia Kazan, EU, 1955). Dans un autre registre : *Le Journal d’Anne Franck* (George Stevens, EU, 1960).

12 /Deux cas-limite peuvent caractériser l’évolution des quatre décennies 1950-1990 : à l’orée des années 1950, le thème de l’initiation sexuelle de l’adolescent par une femme mûre, prélude à la plus sage des vies conjugales (*Le Blé en herbe,* Claude Autant-Lara, 1950) ; à la fin des années 1980, le constat quasi-désespéré d’Éric Rochant dans *Un monde sans pitié* (1989).

13 /Voir : Laurent Mucchielli, « Le rap : tentative d’expression politique de jeunes des quartiers relégués », *Mouvements,* n° 3, 1999.

Infans economicus

HERVÉ LE BRAS

Pourquoi faire des enfants ? La première réponse est donnée par la théorie de l'évolution : seules ont survécu les espèces qui avaient une fécondité suffisante. Nous sommes donc sous l'emprise d'une pulsion biologique, la pulsion sexuelle pour la nommer, qui a pour conséquence notre reproduction et la continuation de l'espèce. Cette raison est à l'origine du concept de « fécondité naturelle » mesurée par les démographes, cette fécondité qu'on observe en l'absence de tout contrôle de la reproduction. En réalité, toutes les populations connues utilisent et ont utilisé les moyens les plus divers de limiter leur fécondité : avortements, contraception rudimentaire, infanticide, mariage tardif, répudiation précoce, célibat, notamment de religieux et de religieuses, allaitements longs accroissant les intervalles entre naissances successives. *Culture and human fertility*, le beau livre de Frank Lorimer, ne trouve pas une seule société humaine dépourvue d'une forme ou d'une autre de contrôle. En utilisant les *Human files* de Princeton où Murdock a réuni des informations sur un grand nombre de sociétés, l'ethnopsychiatre George Devereux a montré, par exemple, que toutes sauf une petite dizaine d'entre elles pratiquaient l'avortement. La question initiale revient donc : pourquoi fait-on des enfants puisque toute société a les moyens de les éviter ? Écartons tout de suite la réponse tautologique : parce qu'on aime les enfants. Philippe Ariès, qui a renouvelé l'histoire de l'enfance, remarquait que « plus les Français ont aimé les enfants, moins ils en ont faits ». Nous retrouverons plus ou moins cette idée dans la théorie économique de la famille élaborée par Gary Becker et George Schultz de l'école de Chicago. La fécondité obéit en effet à des raisons économiques profondes, centrées sur les échanges entre générations.

Le corbeau et les trois oisillons

Un apologue tiré de l'autobiographie de Glückel Hameln, écrite à la fin du XVII^e^ siècle, donne une première idée de la teneur des relations entre générations :

Un corbeau et ses trois oisillons meurent de faim sur une île. Le corbeau décide de gagner l'île suivante pour trouver quelque nourriture. Il peut seulement porter dans ses serres un seul de ses enfants. Il prend le premier et s'envole vers l'île. À mi-chemin, il lui pose une question : que feras-tu quand tu seras devenu un corbeau adulte ? Père, répond l'oisillon, en remerciement de m'avoir sauvé la vie, je consacrerai mon temps à prendre soin de tes vieux jours. À ces mots, le corbeau ouvre ses serres et lâche son fils qui vient s'écraser à la surface de l'océan. Il rebrousse chemin et va chercher son second fils. À mi-chemin, il lui pose la même question qu'au premier. Il obtient la même réponse et l'envoie de la même manière se fracasser sur les flots. Il retourne chercher le troisième et dernier oisillon, lui pose à nouveau la question et obtient une réponse différente des autres : père, une fois que je serai adulte, je ferai avec mes enfants ce que vous avez fait avec moi. Le corbeau, satisfait de cette réponse le garde dans ses serres et atteint l'île où ils trouveront de la nourriture. La morale de cette histoire peut se résumer à : dans les relations entre générations, il faut être honnête et égoïste. Honnête en remboursant la dette envers les parents qui ont consacré des moyens à votre éducation, égoïste en élevant des enfants pour qu'ils prennent soin de vous quand vous serez vieux. Les travailleurs adultes sont donc soumis à un double prélèvement en faveur de la génération qui précède et de celle qui suit. Ils doivent prêter et rembourser.

L'institution de la famille souche, qui était la norme en pays d'oc, répondait à ce double objectif. Le père à la tête d'une exploitation agricole ou artisanale choisissait l'un de ses enfants pour lui succéder. Ce dernier était associé

immédiatement à la marche de l'affaire, pouvant ainsi se marier et avoir des enfants. Quand le père se retirait, lui et sa femme étaient à charge de l'héritier. Les deux objectifs étaient atteints avec en gage l'exploitation. Grâce à elle, le fils construisait sa famille et le père ne craignait pas d'être abandonné. On voit encore la trace de ce système sur les maisons anciennes des villes et villages du midi où les deux étages correspondent aux logis des parents et de l'héritier et le rez-de-chaussée à l'échoppe ou l'entrepôt. En réduisant l'héritage inégalitaire, le code civil a porté un coup à ce système. Avec le partage de l'exploitatation, aucun héritier ne peut plus succéder au père et donc aucun n'a intérêt à s'associer à lui. Le système peut continuer à fonctionner s'il n'y a qu'un seul héritier. Dès le début du XIX^{e} siècle, la fécondité diminue en effet fortement dans tout le sud de la Loire et plus particulièrement dans le sud-ouest où la petite propriété paysanne et artisanale était la règle. Jacques Bertillon, Paul Leroy-Beaulieu, Arsène Dumont et les autres auteurs natalistes de la fin du XIX^{e} siècle et du début du XX^{e} siècle accusaient d'ailleurs systématiquement le Code civil d'être la cause de la dénatalité et demandaient le retour à la liberté de tester. Aujourd'hui encore, le sud-ouest de la France a une faible fécondité (1,48 enfants par femme en Haute-Vienne en 2005) tandis que le nord-ouest, région d'héritage égalitaire sous l'Ancien Régime a la fécondité la plus élevée – 2,11 en Mayenne. L'anthropologue Georges Augustins a résumé la situation avec une formule lapidaire : au sud, on héritait d'une maison, au nord, d'un nom.

Un autre système de relations entre générations

Dans la France actuelle, un autre système de relations entre générations s'est mis en place. Il est très particulier et explique sans doute pourquoi notre fécondité est devenue la plus élevée de tous les pays de l'Union européenne. En trente ans, la

situation sociale des jeunes et des vieux s'est radicalement inversée. Alors qu'en 1970, selon l'INSEE, 27 % des retraités vivaient au-dessous du seuil de pauvreté (60 % du revenu médian), ils ne sont plus aujourd'hui que 4 %. Inversement les jeunes de moins de 25 ans dont seulement 4 % vivaient en 1970 au-dessous du seuil de pauvreté sont maintenant 21 % dans ce cas. Le mouvement de bascule s'est aggravé avec la hausse de la bourse et surtout de l'immobilier. Les propriétaires du patrimoine sont en majorité âgés. La proportion de propriétaires croît avec l'âge jusqu'à 70 ans. L'âge d'accès à la propriété s'élève. Les travailleurs âgés occupent plus souvent des emplois stables et bénéficient plus de CDI. Le taux de chômage des jeunes est deux fois plus important que celui des seniors. Le salaire moyen s'accroît avec l'âge jusqu'à la retraite. Selon le CERC, en moyenne, le revenu total (travail + capital) d'un retraité dépasse celui d'un actif depuis l'année 2000, quel que soit l'âge.

Avantagées sur le plan matériel, les personnes âgées ne le sont pas sur le plan de la sociabilité. Leurs amis meurent puis leur conjoint. Leurs connaissances qui se renouvelaient quand elles étaient dans la vie active s'amenuisent. Progressivement, leur univers se réduit au cercle de la parenté. Cette solitude converge avec la peur de ne pas être aidé quand des handicaps physiques et mentaux apparaîtront. Au contraire, les jeunes sont au stade de la vie où l'on noue de nouvelles relations et où l'on accroît sa famille par l'alliance et par l'arrivée des enfants. Deux demandes complémentaires sont ainsi en présence. Les personnes âgées tiennent les ressources matérielles et perdent les liens sociaux d'un côté, de l'autre les jeunes manquent de ressources matérielles mais aggrandissent le cerle de leurs proches. Les conditions d'un échange sont donc réunies. Effectivement, comme l'avaient montré les sociologues Agnès Pitrou et Louis Roussel dès les années 1980, les personnes âgées procurent aux jeunes des ressources matérielles en échange de contacts sociaux. Roussel et Pitrou parlaient d'affection plutôt que de contacts sociaux, mais le langage des sentiments n'est pas nécessaire pour comprendre la situation. Les rares enquêtes qui ont approché

le sujet (par exemple « Proches et Parents » de l'INED) montrent l'intensité des échanges impliqués. Les parents aident pour l'achat d'un logement, d'une voiture, d'une télé, gardent les petits enfants en cas de problème. Les enfants viennent aux repas dominicaux ou passent une semaine de vacances avec les parents et en prennent soin à la fin de leur existence. Tous se retrouvent pour des anniversaires et des événements dits familiaux. Cette situation est si paradoxale qu'un observateur a pu dire en manière de boutade que ce sont les parents qui payaient des retraites aux enfants. Contrairement à l'opinion de Louis Chauvel qui a étudié les différences actuelles entre générations, ces rapports déséquilibrés ne présagent pas une guerre des générations. Les générations se retrouvent imbriquées et soudées par l'échange des biens matériels contre des liens sociaux qu'on vient de décrire. Les enquêtes d'opinion citent régulièrement la famille en tête des institutions fonctionnant bien en France. La fécondité est un ressort essentiel du mécanisme pour deux raisons. Elle peuple l'univers familial avec les enfants ; et elle procure aux jeunes un domaine où ils ont enfin l'avantage et ne sont guère concurrencés par leurs parents, sauf en haut de l'échelle sociale où des barbons peuvent épouser des jeunesses et devenir pères, ce qui pousse à l'extrême l'échange des biens contre des liens.

Le rôle des politiques familiales

Peu ou prou, les autres pays développés connaissent une situation analogue à celle de la France. Cependant certains ont une fécondité nettement plus faible. Alors que la descendance finale reste fixée à 2,1 en France, elle est descendue à 1,5 en Italie, Espagne et Grèce et à 1,7 en Allemagne, Autriche et Suisse. L'explication proposée ci-dessus n'est donc pas suffisante. D'autres éléments importants entrent en ligne de compte. Lesquels ? Un article récent de Peter Mc Donald met en avant le rôle des politiques familiales, pourtant longtemps

considérées comme peu efficaces. En effet, les pays qui ont adopté des mesures en faveur de la famille et de l'enfance – Europe du Nord, Royaume-Uni, France, Belgique – ont une fécondité plus forte que les pays méditerranéens ou de civilisation allemande qui, directement ou indirectement, ne recourrent pas à des politiques incitatrices en matière de natalité. Cependant, les quelques résultats empiriques disponibles attribuent aux politiques familiales une hausse de 0,15 enfant par femme au maximum, ce qui est nettement moins que les écarts constatés. Plutôt que d'insister sur le rôle de l'État, il faut se pencher sur celui des familles si l'on veut comprendre la situation. De ce point de vue, il faut distinguer les pays germaniques des pays méditerranéens. Dans ces derniers, les femmes ont le plus faible taux d'activité de l'Union européenne. La difficulté d'accès au marché du travail est renforcée par le fait que le premier emploi stable est, dans la majeure partie des cas, obtenu par le biais des relations familiales – alors qu'elles comptent peu en Europe du Nord, comme l'ont montré plusieurs enquêtes Euro-baromètres. Les femmes méditerranéennes souhaitent à la fois un emploi et fonder une famille, mais si elles commencent par une famille, elles n'auront pas l'emploi. Leur parentèle considérera qu'elles doivent désormais s'occuper de l'éducation de leurs enfants. Dès lors, les jeunes retardent la venue des enfants même s'ils vivent souvent en couple non-marié – ce sont dans ces pays que les proportions de naissances hors mariage sont les plus faibles. La continuité avec le modèle français des échanges de biens contre des liens est presque évidente. Les femmes sont considérées comme spécialisées dans les liens familiaux par opposition aux hommes qui participent à la société ouverte plus anonyme. La pression patriarcale est ici la plus forte. En caricaturant, on pourrait dire que la génération âgée accapare les femmes de la génération suivante au point de prendre la place de leurs enfants : exactement ce que le corbeau de Gluckel Hameln reprochait à ses deux premiers oisillons.

Le cas des pays germaniques est un peu différent. La fécondité prend une valeur intermédiaire entre celle des pays

de la Méditerranée et celle des pays nordiques. Selon l'analyse de Jeanne Fagnani, les mères allemandes sont considérées comme entièrement responsables de la qualité de leurs enfants. Souvent, elles quittent leur emploi le temps de les élever. En France, la longue tradition remontant au plan Langevin-Wallon, et donc à la généralisation des maternelles et de crèches, rend l'État largement responsable de l'éducation, donc de la qualité des enfants. Jeanne Fagnani cite les ouvrages de psychologie de l'enfant qui, en Allemagne, insistent sur l'importance du lien avec la mère et, en France, sur l'importance de la socialisation avec des enfants du même âge. Dès lors, les femmes allemandes hésitent à faire un premier enfant puis un second. La proportion de femmes sans enfants dans les générations récentes dépasse 25 % et le nombre de familles à enfant unique croît. Comment concilier le cas français avec les deux autres cas, méditerranéen et allemand ? La théorie économique de la famille offre un cadre intégrateur.

Dans *A Treatise on the Family*, Gary Becker a considéré une fonction d'utilité pour l'ensemble du ménage, homme, femme, enfants éventuels. Cela a l'avantage de combiner les utilités individuelles, donc aussi les rapports de force au sein de la famille. Ainsi, dans les cas précédents, le poids de la femme par rapport à l'homme dans la fonction d'utilité sera plus élevé en France et plus faible dans les pays méditerranéens. Mais le plus intéressant concerne les enfants que l'on réduit à deux caractéristiques : leur nombre ou quantité, et leur capital humain ou niveau d'éducation ou simplement qualité. Conformément à la théorie microéconomique néoclassique, il faut déterminer le maximum de l'utilité sous la contrainte du revenu qui est ici ramené à un coût global des enfants, donc au produit de leur quantité par leur qualité. Sur un graphique qui porte en abcisse la quantité d'enfants et en ordonnée leur qualité moyenne, les courbes d'utilité sont, comme d'habitude, concaves par rapport à l'axe des x et emboîtées les unes dans les autres ; et ce qui tient lieu de contrainte du budget est une hyperbole équilatère. Deux budgets différents correspondront donc à deux hyperboles décalées. Par définition, le point de

tangence de chacune avec l'une des courbes d'utilité fixe l'optimum. Or, dans ce dispositif, l'optimum du plus fort budget peut correspondre à moins d'enfants mais d'une qualité beaucoup plus forte que pour l'optimum du plus faible budget. Cette possibilité remarquable rend compte du fait que les familles pauvres ont en moyenne plus d'enfants que les riches alors que ces derniers ont plus de ressources pour élever des enfants. Il faut prendre garde que la fonction d'utilité ne soit pas celle du père ou des seuls parents mais celle de toute la famille. L'importance de la qualité est donc une exigence des enfants autant que des parents, et une exigence d'autant plus forte que la famille fonctionne plus en démocratie. Chez Becker, il existe un rapport entre la théorie de la famille et la théorie de l'allocation du temps. La contrainte d'un temps limité est la source de toutes les autres. Ainsi, si la qualité des enfants dépend du temps que peuvent leur consacrer leurs parents, leur nombre doit être en relation inverse avec leur qualité.

L'opposition entre qualité et quantité d'enfants fournit une explication simple du niveau atteint par la fécondité et des changements observés dans de nombreux cas. En voici quelques exemples.

- La persistance de hautes fécondités en Afrique subsaharienne en dépit de la baisse de mortalité infantile a longtemps été expliquée par le maintien de coutumes archaïques. Les enquêtes menées par John Caldwell dans les années 1980 ont au contraire démontré que le comportement des Africains était rationnel. En l'absence d'écoles, les enfants devenaient rentables très jeunes non pas à cause d'un travail dur auquel on les aurait contraints mais parce qu'ils libéraient pour d'autres taches les adultes employés dans des travaux simples tels que la garde du petit bétail ou la vente de produits sur le marché. D'autre part, dans

l'Afrique postcoloniale, une personne qui avait réussi en ville pouvait prendre avec elle un jeune de sa parentèle pour le former et lui servir d'assistant. Toute la maisonnée du jeune en profitait alors. Chaque enfant représentait ainsi un ticket de loterie : autant de tickets, autant de chances de gagner. On voit que les ingrédients de la théorie beckerienne de la famille sont présents : faible qualité et avantage positif pour la quantité.

- La baisse de fécondité rapide en Iran et dans les pays du Golfe après la baisse des prix du pétrole en 1985 : avec les progrès de l'instruction, la qualité demandée pour les enfants s'était accrue. La chute des revenus avec la fin de la rente pétrolière en 1985 poussait automatiquement les couples à limiter la taille de leur famille s'ils voulaient conserver à leurs enfants le même niveau d'éducation qu'ils avaient connu jusqu'alors.
- La capillarité sociale. Ce terme inventé par Arsène Dumont à la fin du XIX^{e} siècle signifie que les couples des classes moyennes renonçaient à avoir plus d'enfants pour pouvoir s'élever dans l'échelle sociale. Dumont faisait un raisonnement simple d'allocation des ressources : le coût d'élevage d'un enfant était remplacé par le coût de l'ascension sociale en achat de vêtements, en réceptions, en présence dans des lieux mondains, etc. La théorie beckerienne rend mieux compte des faits : la qualité demandée pour les enfants était celle de la classe supérieure, mais le budget qui était celui de la classe moyenne ne pouvait pas suivre.
- La faible fécondité des pays méditerranéens et, dans une moindre mesure, de culture allemande. Dans ces cas, il faut mettre en cause

> la hausse du coût de l'enfant, donc ce qui mesure sa qualité dans le budget. En effet, pour la mère italienne ou grecque, avoir un enfant suppose une difficulté accrue d'accès au marché du travail, donc un coût d'opportunité. De même, la responsabilité qui pèse sur les épaules de la mère allemande impose un supplément de précautions et d'attentions qui renforcent le coût de l'enfant. À égalité de conditions, les mères allemandes et méditerranéennes auront donc moins d'enfants que les mères françaises, britanniques ou scandinaves. Paradoxe supplémentaire, les pays où la famille est la plus importante dans la vie sociale et économique sont devenus ceux où la fécondité est la plus faible de l'Union européenne.

Nous sommes partis d'une théorie des échanges entre générations qui se rattache aux théories du cycle de vie dont l'article de Ando et Modigliani est le pionnier, et nous sommes arrivés à la théorie de la famille selon Becker. Les deux sont-elles en accord ? Comment passer logiquement de l'une à l'autre ? Bien que Modigliani et ses successeurs recourrent comme Becker à une fonction d'utilité, mais prise en moyenne sur la durée de l'existence, l'angle qu'ils adoptent est très différent. Dans la théorie du cycle de vie, l'enfant est considéré comme un investissement, comme un bien capital. Dans celle de Becker, il tient le rôle d'une consommation. Or dans la réalité, il n'est ni l'un ni l'autre, mais un sujet qui sera bientôt libre de ses choix. Il en résulte une indétermination qui rejaillit sur les deux théories. Celle du cycle de vie ne peut pas rendre compte des différences de fécondité selon le revenu, ni des différences existant actuellement en Europe. Celle de Becker n'explique pas pourquoi on désire avoir des enfants, question au point de départ de cet exposé. Remarquons cependant, malgré cette dernière critique, que les théories économiques de l'enfance expliquent beaucoup mieux la

diversité des comportements féconds présents et passés que les notions vagues de désir d'enfant, les théories de la psychanalyse et, plus généralement, les arguments de type affectif ou émotionnel.

BIBLIOGRAPHIE (AUTEURS ET TEXTES CITÉS)

A. Ando, F. Modigliani, « The life-cycle hypothesis of saving : aggregate implications and tests, *The Am. Econ. Rev.*, 53, 1, 1963, pp. 55-84.

G. Augustins, *Comment se perpétuer : devenir des lignées et destin des patrimoines dans les paysanneries européennes*, Nanterre, société d'ethnologie, 1989.

G.S. Becker, *A Treatise on the Family*, Cambridge Mass., Harvard U.P., 1993.

J. Bertillon, *Le Problème de la dépopulation*, Paris, Armand Colin, 1897.

J. Caldwell, « Fertility decline in Africa : a new type of transition ? », *Population and Development Review*, 1992, 2, pp. 211-242.

L. Chauvel, *Le Destin des générations : structures sociales et cohortes en France au XX^{e} siècle*, PUF, 1998.

G. Devereux, *A Study of abortion in primitive societies*, NewYork, Julian Pr., 1955.

A. Dumont, *Dépopulation et civilisation*, Paris, Lecrosnier et Babé, 1890.

J. Fagnani, *Un travail et des enfants*, Paris, Bayard, 2000.

P. Fargues, *Générations arabes : l'alchimie du nombre*, Paris, Fayard, 2000.

G. Hamelin, *Mémoires*, Paris, Éditions de Minuit, 1971.

H. Le Bras, *Les 4 mystères de la population française*, Odile Jacob, 2007.

H. Le Bras, « Fertility and the conditions of self-perpetuation : differing trends in Europe », in *Family and Kinship in Europe*, M. Segalen et M. Gullestrad eds., Londres, Pinter, 1997, pp. 14-33.
H. Le Bras, Histoire secrète de la fécondité », *Le Débat*, 8, 1981, pp. 76-101.
P. Leroy-Beaulieu, *La Question de la population*, Paris, Felix Alcan, 1913.
F. Lorimer, *Culture and human fertility,* Paris, Unesco, 1954.
P. Mc Donald, « Low fertility and the state : the efficacy of policy », *Population and Development Review*, 32, 3, 2006, pp. 485-510.
T. Schultz T.W. ed., *Economics of the Family : marriage, children and human capital*, Chicago, Un. Of Chicago Press, 1974 (paru aussi comme supplément du *Journal of Political Economy*, mars-avril 1973).

LE DROIT À L'ENFANCE

Connaître ses origines ?

DOMINIQUE MEHL

En 2002, l'Assemblée nationale adopte un projet de loi modifiant les conditions de l'accouchement sous X. Cette étrange façon de mettre au monde un enfant en éliminant toute trace de la gestatrice est particulière à la France. L'accouchement anonyme, tel qu'il existe dans notre pays depuis 1993, permet en effet à une femme de se présenter dans une maternité lorsque sa grossesse arrive à terme pour y accoucher sans acte de naissance établi à son nom, sans révélation nulle part de son identité, sans enregistrement même sur un registre qui serait gardé secret. Le bébé est confié à l'adoption dès son premier souffle mais sans acte d'abandon car l'accouchement est réputé ne pas avoir eu lieu et la gestatrice ne pas exister.

L'accouchement sous X : faut-il lever le voile sur l'identité maternelle ?

Ce mode d'entrée dans l'existence a été fortement et longuement combattu.

D'abord par des enfants adoptés qui savaient avoir été abandonnés à la naissance et qui cherchaient désespérément à connaître quelque chose de leur génitrice. De services hospitaliers en bureaux de la DDASS, de registres d'état civil en appels personnels dans des journaux puis sur Internet, ils ont erré sans, le plus souvent, pouvoir aboutir. Car la loi autorisait à ne laisser rigoureusement aucune information. Ceux qui, au terme d'une quête harassante, ont pu remonter jusqu'à leur origine maternelle ne le doivent qu'au souvenir

des personnels qui avaient accompagné l'abandon et surtout à l'ambivalence de certaines mères qui avaient volontairement laissé quelques indices, au cas où.

Cette protection typiquement française de femmes ne souhaitant pas garder leur enfant a été vertement critiquée par un certain nombre de psys quotidiennement confrontés à la souffrance de personnes tourmentées par des secrets de famille. L'impossibilité absolue de lever ce secret-là leur a toujours semblé psychiquement extrêmement périlleux.

Enfin, cette loi française a été vigoureusement combattue par des associations tentant de faire valoir dans l'espace public l'idée d'un droit à connaître ses origines. Pierre Verdier, un des plus opiniâtres de ces combattants pour la transparence, président de la Coordination des actions pour le droit de connaître ses origines (CADCO) créée en 1991, a largement contribué à promouvoir la parole publique de ces blessés de naissance. Certaines mères anonymes se sont senties déliées de leur obligation de mutisme par des témoignages d'enfants et ont pu évoquer le poids qu'a représenté toute leur vie leur maternité niée. Avec le soutien de ces associations, certains enfants ont pu finalement rencontrer leur génitrice, pour le meilleur et pour le pire. Grâce à ces infatigables militants, un tabou a été levé, les langues se sont un peu déliées et les dispositifs législatifs ont commencé à vaciller.

Maintien, abrogation, réforme de la loi ? De longues années de controverses s'écoulent sans que personne ne décide de bouger. Les antagonismes sont aigus. D'un côté certaines associations de parents adoptifs qui craignent de voir contester leur légitimité parentale, appuyées par certains courants féministes qui plaident pour le maintien de cette protection de femmes ne désirant pas enfanter. De l'autre, des enfants qui racontent leur sentiment d'incomplétude, leurs doutes douloureux concernant les raisons de leur abandon, leur besoin d'identifier l'auteur de leur jour pour pouvoir se construire une identité moins tourmentée.

Le dossier est rouvert par Ségolène Royal lorsqu'elle devient ministre de la Famille. Au terme de consultations très

amples, elle propose une révision de la loi. Le droit d'accoucher anonymement est maintenu. Mais les femmes pourront et seront encouragées à confier leur identité à un registre tenu secret que l'enfant pourra consulter à sa majorité. Le Conseil national pour l'accès à ses origines personnelles (CNAOP) est créé. L'accouchement sous X n'est pas aboli à la grande déception de ses opposants les plus farouches. Mais les détenteurs du secret n'y sont pas tenus à vie si les partenaires de ces mystérieuses venues au monde souhaitent lever le voile sur l'identité maternelle.

Les dons de gamètes, le choix de l'anonymat

En 1994, la loi de bioéthique entérine les modalités légales selon lesquelles doivent se concevoir les procréations médicalement assistées impliquant une tierce personne étrangère au couple parental. Les dons de sperme ou d'ovocytes ne peuvent s'effectuer que sous le sceau de l'anonymat strict. De même pour les dons d'embryons. L'identité du donneur ou de la donneuse ne sera en aucun cas révélée aux receveurs. À l'inverse, les donneurs n'ont pas le droit de savoir à qui est destinée leur offre. Les enfants issus de cette circulation des gamètes ne pourront jamais être mis au courant de l'identité de celui ou celle qui a contribué à leur venue au monde. Les médecins et autres professionnels impliqués dans cette conception à trois, voire à quatre, seront sévèrement sanctionnés en cas de manquement à cette règle.

Ce choix de l'anonymat a été initié par les Centres d'étude et de conservation des œufs humains (Cecos) dès leur fondation en 1973. À l'époque, seul existe le don de sperme susceptible de pallier une stérilité masculine. Les Cecos souhaitent alors inscrire cette nouvelle modalité de transfert d'éléments du corps humain dans le même registre que celui qui régit déjà les dons d'organe, à savoir à la fois la gratuité et l'anonymat. Cette orientation leur semble d'autant plus

légitime qu'elle permet aussi de protéger le donneur contre une éventuelle intrusion ultérieure dans leur vie d'un enfant né grâce à eux mais dont ils n'ont jamais souhaité être le père. L'adolescent frappant à la porte de son donneur en se présentant comme son rejeton est le spectre qui hante les concepteurs de ces naissances hors norme.

Vers le milieu des années 1980, le don féminin commence à être pratiqué par les centres de procréation médicalement assistée. Symétrique du don de sperme, il permet à des femmes dont l'ovulation est en panne de porter leur futur enfant issu du gamète d'une donneuse fécondé par la semence du père. L'engagement féminin est bien plus complexe et lourd que celui de l'homme. En effet, l'ovocyte est rare et accessible seulement par des gestes médicaux intrusifs. Aussi, dans les premiers temps, ce don de femme à femme se faisait-il souvent dans un cadre non anonyme. Sœurs ou amies se présentaient ensemble devant le corps médical pour s'inscrire dans une démarche de don relationnel.

Les interrogations bioéthiques suscitées par l'éclosion de la procréation médicalement assistée nourrissent une ample, longue et intense controverse au cœur de laquelle l'anonymat des dons occupe une place de choix. Depuis la création en 1983 du Comité consultatif national d'éthique jusqu'à l'adoption des lois de bioéthique en 1994, la place du donneur dans le dispositif familial créé par cet artifice procréatif demeure problématique. Les acteurs, artisans et accompagnateurs de ces nouvelles naissances se disputent. Les parlementaires en discutent longuement pour finalement se ranger sous la bannière de l'anonymat qu'ils étendent au don féminin. Ils reprennent à leur compte l'argumentaire des Cecos en accordant leur priorité au respect de la tradition française des dons d'organes et à la protection du donneur. Cependant, le doute plane sur les assemblées qui se promettent de soumettre à révision la loi dans les cinq ans qui suivent, et notamment cette disposition, à la lumière de l'expérience qui sera engrangée dans les temps à venir. Cependant, contre toute attente, cette question ne revient pas à l'ordre du jour de la

révision de la loi qui s'ouvre en 2002 pour se clore en 2004 par une confirmation, sans réel nouvel examen, de l'obligation d'un engagement non personnalisé entre donneurs et receveurs.

Au fil du temps, les enfants du don ont grandi, certains ont été informés des conditions de leur naissance. Quelques-uns commencent à s'interroger, y compris publiquement, sur cette loi qui les empêche de mettre un visage et un nom sur la personne qui leur a, pourtant, légué ses gènes. Interpellés par ces témoignages, quelques donneurs en viennent à se demander quelles ont été les suites de leur geste. Certains pays européens, la Suède en tête et plus récemment la Grande-Bretagne, renoncent légalement à la règle de l'anonymat. Des associations dans ce domaine, peu nombreuses il est vrai, mettent en cause ces secrets qui pèsent sur l'histoire procréative de ces enfants. Dans les milieux officiels, le dispositif français n'est plus tout à fait consensuel. La Mission parlementaire d'information sur la famille et les droits de l'enfant de 2005 propose de créer un « double guichet », les parents ayant alors le choix entre anonymat ou identification du donneur au moment où ils s'engagent dans une PMA avec le concours d'un tiers. Un groupe de travail du Comité consultatif national d'éthique se prononce en 2006 pour le maintien de l'anonymat mais se demande s'il ne conviendrait pas d'accorder aux enfants ayant atteint leur majorité l'accès à des informations non identifiantes s'ils en font la demande.

La loi de bioéthique doit être à nouveau révisée à l'échéance de l'année 2009. La règle de l'anonymat des dons de gamète constitue d'ores et déjà un point de discorde majeur dans le nouveau paysage de la controverse bioéthique tel qu'il se dessine aujourd'hui.

La controverse bioéthique

Les argumentaires déployés en faveur ou contre l'anonymat des dons déclinent plusieurs thématiques : celle de l'équilibre

psychologique de l'enfant, celle de la place du génétique dans l'élaboration de la parenté, enfin celle de la représentation du lien familial dans les sociétés contemporaines.

Les partisans de l'anonymat absolu invoquent la tradition qui vaut pour les dons de sang et d'organes. Ils plaident aussi en faveur de l'intérêt du donneur. Ce dernier ne fait pas cette démarche en vue d'assumer une parenté mais seulement pour aider des couples infertiles. Il n'engage qu'un élément de son corps et ne souhaite pas figurer dans le paysage familial de l'enfant à venir. D'ailleurs, annoncent les Cecos, les dons déjà insuffisants risqueraient de se tarir si les donneurs savaient pouvoir être retrouvés. L'anonymat protège également le couple parental pour qui l'enfantement peut demeurer une entreprise personnelle menée seulement à deux, sans que rôde aux alentours le fantôme d'une personne incarnée. Le donneur en tant qu'individu disparaît de leur imaginaire au profit d'un geste abstrait, celui du don altruiste.

Surtout, le plaidoyer pour l'anonymat s'ancre dans une conception de ce qu'est le gène clairement explicitée par les Cecos. Pour eux, le gamète transféré est un élément du corps comme un autre, une cellule banale dépourvue de la moindre potentialité identitaire. Les gènes légués ne définissent en rien la personne à venir. Car les gènes forment un substrat qui ne prend de sens que modelé par les styles de vie, par l'éducation, par la culture. Certains demeurent silencieux, d'autres sont activés en fonction de l'environnement et du milieu d'accueil. Seules quelques maladies génétiques échappent à cette règle de la redistribution des potentialités. En revanche, le tempérament, le caractère, les goûts, les compétences, les aptitudes et même l'apparence physique s'ébauchent sans dictat de ce patrimoine corporel.

Par ailleurs, la parenté ne se définit que dans l'exercice de la parentalité, dans l'implication quotidienne auprès de l'enfant de ses parents qui l'ont voulu et maintenant l'élèvent, bien qu'ils n'aient pu le concevoir ensemble. La parenté sociale efface donc la parenté génétique.

Enfin, concernant la PMA par dons, la question des origines n'a pas de sens. Ce sont les parents, irremplaçables, qui sont à l'origine de l'enfantement. Sans eux, il n'y a pas de projet d'enfant. Le parallèle avec l'accouchement sous X est fallacieux car, contrairement à l'enfant abandonné, l'enfant du don est issu d'un désir dont les parents peuvent lui parler sans honte. Finalement, l'anonymat permet aux familles du don de vivre exactement comme les familles « normales », constituées de deux parents biologiques et de leurs enfants et même de faire comme si cette fiction était la vérité s'ils gardent secret le geste du don.

À l'opposé de ce plaidoyer, les adversaires de l'anonymat des dons s'appuient sur un double argumentaire.

Le premier concerne l'enfant, « son intérêt » et les troubles potentiellement engendrés par l'existence de secrets de famille. Ces derniers sont presque toujours nocifs, déstabilisants, voire destructeurs. Tout particulièrement les non-dits concernant les origines qui peuvent entraver la capacité de l'individu à se forger une personnalité car il lui manquera toujours un bout de sa propre histoire. Dans le cas des dons de gamètes la dissimulation de la personne du donneur peut se révéler encore plus perturbante. Son escamotage, en effet, n'est pas accidentel mais voulu, instauré et protégé par la loi. Il revêt, en réalité, tous les aspects d'un mensonge. Car le dispositif du don permet, si l'enfant n'est pas informé par ses parents de leur stérilité initiale, de croire que son père est son géniteur en cas de don masculin, que sa mère est sa génitrice en cas de don féminin. L'enfant du don qui l'ignore navigue en plein simulacre.

Enfin, et sur ce point beaucoup d'acteurs de la PMA par dons s'en inquiètent, ce sont à proprement parler des « secrets de polichinelle » car, en réalité, il y a toujours quelqu'un qui sait : le médecin, l'administration du Cecos qui a accueilli le donneur et gardé ses paillettes. L'identité de ce dernier n'est pas perdue, elle est seulement enfermée à clef dans un coffre-fort. Et il paraît parfois insupportable à certains parents du don que d'autres aient accès à une information qui les concerne en

premier lieu mais qui leur est interdite. Cette méfiance envers les secrets de famille a été énergiquement portée dans le débat public par des psychanalystes confrontés dans leur clinique à la dimension psychogène des récits familiaux amputés.

Le réquisitoire contre l'anonymat s'appuie aussi sur des considérations plus sociologiques qui promeuvent une conception de la parenté tout à fait décalée par rapport à la doctrine « un père, une mère, pas un de plus, pas un de moins » qui anime les inspirateurs successifs des lois bioéthique françaises, depuis Guy Braibant, conseiller d'État communiste qui en est l'initiateur à l'orée de l'élaboration législative, jusqu'à Jean-François Mattéi ministre de la santé UDF qui portera la révision de ces lois devant le parlement entre 2002 et 2004.

Cette représentation alternative des familles contemporaines s'inscrit dans une problématique de la pluriparentalité. Elle constate l'éclosion de multiples formes de regroupement domestique dans les sociétés contemporaines où se côtoient familles classiques, monoparentales, recomposées, adoptives, homoparentales sans que désormais, en terme de hiérarchie des valeurs, un modèle prime sur les autres. Même si certaines formes ne sont pas reconnues légalement, comme l'homoparentalité, elles existent dans le paysage familial et ne pourront en être expulsées.

Elle prend également acte de la dissociation entre sexualité et procréation induite par l'invention de la contraception et l'éclosion de la procréation médicalement assistée. Ainsi que de la disjonction entre conjugalité et parentalité dont témoignent les foyers de célibataires avec enfants et les multiples formes de familles recomposées. De même que de la séparation entre lien parental et lien biologique incarnée par les familles adoptives, ou de l'AMP par dons. Ainsi, dans les faits, au gré de l'évolution des mœurs qui consacre l'éclosion de la famille relationnelle, parenté légale, parenté biologique et parenté éducative ne coïncident plus forcément, ne sont plus automatiquement assumées par les mêmes personnes.

Ce courant de pensée porté par des sociologues, des anthropologues ainsi que quelques psychanalystes, et très soutenu par les militants de la cause homoparentale, préconise d'authentifier et légitimer cette transformation au lieu de la masquer ou de la contourner. En acceptant de faire figurer dans le paysage de l'enfant les trois composantes de la parenté : la composante légale qui définit sa filiation, lui confère son patronyme et l'inscrit dans une généalogie ; la composante biologique qui désigne le géniteur, qu'il soit ou non auprès de l'enfant ; et la composante éducative qui fonde la parentalité, c'est-à-dire l'exercice au quotidien des fonctions d'élevage et d'éducation qui peuvent être assumées par d'autres que les géniteurs ou les parents légaux. Reconnaître cette triple dimension de la parenté qui peut être portée par les mêmes épaules mais aussi être répartie entre des personnages différents conduit à considérer l'anonymat comme un obstacle. Par ce subterfuge en effet un élément de la parenté disparaît et l'histoire de l'enfant devient incomplète.

Enfants du don

Le point de vue des enfants est largement méconnu.

D'abord parce que, selon les évaluations des spécialistes, il semblerait que près des trois quarts des enfants nés par IAD ou don d'ovocyte ignorent les conditions de leur conception. Le secret sur le recours à la procréation médicalement assistée demeure la ligne de conduite la plus répandue. La stérilité reste encore largement taboue. Pourquoi s'interroger sur l'identité du donneur quand on ne sait pas qu'il y a eu donneur ?

Le recours au don peut, en effet, demeurer dissimulé car le mode de filiation qui scelle ces naissances a été conçu afin que le don n'apparaisse pas. Le régime d'instauration de la parenté légale en cas de transfert de gamète a été élaboré en sorte que les parents légaux puissent être considérés comme les géniteurs. Le donneur n'a pas d'existence visible. Et la loi

stipule qu'aucun recours en contestation de paternité ou de maternité ne peut être intenté, aucun juge ne peut accorder au père ou à la mère légaux l'accès à un test ADN s'il lui venait l'envie de se défaire de son lien de parenté. Celui-ci est irréversible, attesté avant la naissance devant un notaire.

Par ailleurs les Cecos, tout en proclamant la neutralité de la cellule reproductrice, opèrent lors de ces transferts des appariements. Le donneur choisi par eux pour un couple en demande est sélectionné en fonction d'une vraisemblance physique d'un engendrement par le parent infécond. Il sera du même groupe sanguin que le parent infertile, de la même couleur de peau, si possible des mêmes couleurs d'yeux et de cheveux. Tout est mis en œuvre pour que cette cellule étrangère ne manifeste pas trop visiblement son étrangeté.

Quant aux enfants qui savent, que disent-ils ? La plupart ne disent rien car ils sont encore très jeunes. Les enfants du don féminin sont encore tout-petits. Les premiers nés du don masculin commencent seulement à atteindre leur trentième année. La grande majorité n'a pas encore franchi le seuil de l'adolescence, période au cours de laquelle se formulent ces questions identitaires y compris dans les familles classiques. Le monde des enfants du don est un monde de silence, soit pour cause d'ignorance, soit en raison de leur âge encore tendre. Et ceux qui grandissent et s'interrogent n'osent pas s'exposer en public, ont peur de porter tort à leurs parents, redoutent de briser un tabou.

Pourtant, récemment, quelques voix se sont exprimées publiquement pour dire le trouble et les perturbations générés par le secret sur l'identité du tiers qui les a aidés à naître. Une toute petite poignée a témoigné dans des médias à visage découvert. Des appels anonymes commencent à circuler sur Internet. Une association, Procréation anonymement assistée (PMA), s'est récemment créée pour les aider et tenter de faire modifier la loi. Quelques audacieux ont frappé à la porte de leur Cecos pour obtenir des informations et sont ressortis déboutés et dégoûtés.

Ces jeunes témoignent de leur souffrance liée à la méconnaissance de leurs origines. Ils se sentent incomplets, ont le sentiment que leur histoire personnelle est amputée. Ils supportent mal de ne pouvoir visualiser leurs ressemblances physiques avec la personne qui leur a légué la moitié de leur patrimoine. Ils déplorent cette part d'ombre qui entrave leur construction identitaire. Ils souhaiteraient accéder à quelques informations sur leur donneur, sa situation familiale et professionnelle, les motivations de son geste. La question de l'apparence physique est récurrente et certains aimeraient simplement une photo. D'autres, plus offensifs, voudraient connaître son identité, éventuellement le rencontrer. Mais aucun, pour l'instant, n'a exprimé le désir de changer de parenté. Même s'ils emploient facilement le terme « mon vrai père », ils se reprennent vite en affirmant que leur « vrai père », leur « papa », précisent-ils, est celui qui les a voulus, accueillis, reconnus et élevés. Le tiers ne représente qu'un fragment de leur existence, un acteur du début de leur histoire qu'ils ne souhaitent pas intégrer à leur galaxie domestique mais seulement ajouter au tableau de famille. Ne rien savoir, ne pas avoir le droit de savoir, leur interdit de maîtriser un récit exhaustif de leur vie, les empêche de se façonner une identité complète.

Ces premiers balbutiements publics en faveur de la levée de l'anonymat des dons sont-ils le fait, comme le clament les responsables des Cecos, de quelques jeunes mal dans leur peau pour d'autres raisons et qui se focalisent sur ce nœud de résistance ? Ou bien expriment-ils les prémices d'un mouvement plus ample pour le droit à connaître ses origines tel que les enfants nés sous X ont pu le porter sur la place publique ? Il est trop tôt pour le dire. Mais il n'est pas trop tôt pour penser qu'il est insupportable que leur demande soit psychiquement pathologisée et considérée comme inaudible dans une société qui prône la transparence et le pluralisme. Minoritaires ils sont aujourd'hui, minoritaires ils resteront peut-être demain. Mais le droit peut-il laisser cette minorité dans l'impasse en ne lui offrant aucun espace de liberté ?

Donneurs et receveurs

L'opinion des candidats à une procréation médicalement assistée avec don de gamète a été fort peu explorée. Le sondage le plus large a été effectué par la Fédération française des Cecos en 2006. Il a touché un millier de personnes qui se déclarent pour 90 % d'entre elles attachées au principe de l'anonymat des dons. Un tiers pourtant continuerait à être candidat à une gestation avec don même si le secret était levé. Et un tiers aimerait tout de même obtenir quelques informations sur le donneur sans avoir accès à son identité. Tels sont les résultats obtenus dans le cadre d'une enquête quantitative avec questions fermées.

Notre enquête, purement qualitative, révèle des positions nettement plus nuancées. En réalité, le vécu du don représente une expérience extrêmement personnelle. La valeur accordée au gamète change beaucoup selon la subjectivité de chacun. Elle se modifie aussi considérablement selon le maillon de la chaîne procréative où le parent ou futur parent se trouve.

Cheminer vers le don est très long, douloureux, parsemé d'embûches, d'échecs, et scandé par des actes médicaux assez invasifs.

Le premier choc intervient lorsque tombe le verdict de stérilité. À l'exception des situations de défection totale d'un organe ou d'une production hormonale, l'évaluation de la fertilité d'un couple exige de multiples examens et débouche souvent sur un diagnostic un peu flou, quelque peu incertain. Entre l'impossibilité de concevoir et la difficulté à concevoir, entre stérilité et infertilité une gamme de scénarios peut se déployer.

Après le verdict, sauf dans les cas de carence absolue de l'un ou l'autre des partenaires, débute un long parcours en PMA intraconjugale. Stimulations hormonales, insémination au sein du couple, fécondation in vitro, ICSI… toutes les

techniques disponibles sont mobilisées les unes après les autres pour tenter de faire jaillir une étincelle de vie dans le cadre du couple. Chacun de ces actes est lourd pour la femme, ses résultats très aléatoires, et la plupart du temps le parcours du combattant de la PMA est lent, scandé d'essais répétés, d'échecs en espoirs déçus. Le recours au don ne survient qu'en bout de course après que tout a été tenté au sein du couple. Ainsi le souhaite le corps médical, ainsi le stipule la loi et ainsi le conçoivent les personnes concernées pour qui l'appel à un tiers va toujours être perçu comme un pis-aller.

Au moment où s'ébauche l'hypothèse du don, la question de l'anonymat n'affleure pas encore. Les interrogations portent plutôt sur le choix entre le don de gamète ou l'adoption. Contrairement à la rumeur, les candidats au don ne sont pas du tout hostiles à l'adoption. Ils ne sont pas des forcenés du gène. Mais ils disent tous vouloir explorer jusqu'à son terme leur potentiel procréatif malgré ses amputations. Parmi les premières motivations s'énonce celle de donner au partenaire fécond la chance de s'investir corporellement dans l'enfantement. Ce souci est particulièrement présent dans l'esprit de ceux qui sont affectés par des défaillances du côté masculin. Faire à sa femme le cadeau de la grossesse représente alors un argument de poids. Du côté des femmes dont l'ovulation est défectueuse, la possibilité de pouvoir tout de même porter l'enfant et accoucher est extrêmement valorisée. Et le fait que le conjoint aura donné de lui dans cet enfant à naître conforte les couples dans leur marche vers le don. Ces parents et futurs parents sont moins mus par le souci de transmettre leurs gènes que par l'envie de participer corporellement à l'enfantement.

Avant que l'enfant paraisse, quand se prend la décision de recourir à un don, il est rare que l'anonymat pose vraiment question. La plupart des couples assument facilement cette règle qui régit le don en France. Il faut dire qu'on ne leur offre pas d'alternative. Et les rares personnes, plutôt des femmes, qui ne supportent pas l'idée de recevoir d'une personne inconnue, sont obligées de se rendre à l'étranger, notamment

en Belgique, pour bénéficier d'un don direct, interdit ici. En réalité, l'anonymat n'est pas un choix mais une obligation. Obligation cependant en général bien acceptée en début de parcours.

Tout au long du chemin qui conduit jusqu'à la naissance, l'anonymat continue à être plutôt bien vécu par les couples. Ils se disent heureux de ne pas avoir une personne en chair et en os rôdant dans leur entourage. Ils souhaitent vivre cet enfantement comme une affaire de leur couple. Ils se soucient de protéger leur intimité à deux dans un contexte de grande difficulté psychologique, quand il faut à la fois faire le deuil de sa fertilité et consentir à se désengager en partie de la confection du nouvel être tant attendu. La naissance et les premiers mois du nouveau-né sont aussi des moments où l'absence du donneur, même s'il plane toujours dans l'imaginaire des parents, est considérée comme apaisante.

Les certitudes commencent à se brouiller quelque peu avec l'éveil de l'enfant. Si les parents souhaitent lui révéler les artifices médicaux qui ont permis sa naissance, ce que recommandent vivement les psychologues et que désormais les Cecos encouragent, le fait de ne disposer que d'une demi-vérité commence à paraître problématique. Révéler le don risque fort d'enclencher des questions sur la personne du donneur. Si l'ignorance de l'identité de leur bienfaiteur rassure les parents, l'interdiction faite à leurs enfants d'accéder à la moindre information identifiante inquiète de plus en plus au fur et à mesure des années. Les parents disent comprendre les quêtes identitaires d'enfants dépositaires d'une vérité partielle et craignent d'assister impuissants au malaise de leur progéniture.

Du côté des donneuses aussi s'expriment des doutes sur le bien fondé de l'anonymat absolu. Ces femmes donnent beaucoup d'elles-mêmes dans ce geste altruiste. Traitements hormonaux et prélèvements en milieu hospitalier sont plus difficiles à assumer lorsqu'ils répondent à une demande totalement abstraite. Elles racontent ne pas souhaiter s'investir auprès de l'enfant mais souffrent d'ignorer totalement l'issue

de leur engagement. Elles se disent suffisamment détachées d'un désir d'enfant pour elles-mêmes pour être en état de connaître, sans s'immiscer.

La question d'un droit à la connaissance de leurs origines pour les enfants du don suscite des questionnements fondamentaux. Concernant le psychisme de l'enfant : la maîtrise de son identité et de son histoire personnelle peut-elle ou non faire l'impasse sur son histoire biologique ? Concernant notre conception de la parenté : les donneurs doivent-ils être considérés comme des parents, attestant à travers leur existence de l'éclatement de la parenté en diverses composantes ? Ou doivent-ils être considérés comme de simples pourvoyeurs de vie, engagés par un geste altruiste dans un enfantement qui ne les concerne pas ? L'émergence encore timide de la parole des premiers concernés incite à aborder cette thématique avec nuance et pragmatisme, en respectant les sensibilités individuelles et en évitant d'imposer au corps social des conceptions unilatérales affichées par l'actuel droit de la bioéthique.

Le poids de la mémoire pour l'enfant sans identité

VIOLETA STAN

> « *Chez l'homme le remaniement de l'événement par les images et les mots ajoute une possibilité de faire un travail de libération… ou d'aliénation* ! »
>
> B. Cyrulnik, *De chair et d'âme*

En Roumanie, à la fin du siècle dernier, de nombreux enfants ont été abandonnés et placés parce que leurs parents étaient confrontés à des contradictions identitaires. Toujours en souffrance, leur parcours difficile a eu un certain poids dans leur existence comme dans la nôtre. En effet, les stigmates du vide juridique et affectif dans lequel ont vécu ces enfants marquent encore notre société d'aujourd'hui.

Une grande majorité d'entre eux n'ont pas eu la chance de pouvoir trouver des êtres humains à leurs côtés pour donner du sens à leur vécu. Par la suite, ils ont accepté les solutions proposées par une idéologie souvent imposée et non souhaitée. Le prix à payer pour leur enfance malheureuse est lourd : anxiétés, dépressions, violence des sentiments et des comportements. On sait aujourd'hui, grâce aux progrès de l'imagerie cérébrale, que leurs cerveaux ont parfois été atteints également.

Vivre en marge de la société ou devenir captifs, dans la maladie mentale ou dans les prisons, est le lot de la plupart d'entre eux… parce que, pour ces enfants-là, ces oubliés de l'histoire, aucune projection dans le futur n'était possible.

Pourtant, je pense, en tant que neuropsychiatre d'enfants, enseignante à l'Université de médecine dans un département de pédopsychiatrie, et aussi mère de deux garçons, qu'il n'est jamais trop tard pour agir et tenter de ramener ces êtres… du côté de l'humain.

Deux images se superposent aujourd'hui lorsqu'il est question de la Roumanie. Images que nous partageons tous, tant elles ont été diffusées par les télévisions du monde entier. L'une choquante, bien connue, mais devenue aujourd'hui stéréotypée et lointaine, est celle de la révolution de décembre 1989 et de la chute du couple Ceaucescu. Elle est associée pour nous à la vision d'enfants malnutris et abandonnés, presque mourants, dans des lits d'hôpitaux, dans un environnement d'un blanc obscur. L'autre vision, plus récente et souriante, date de l'élargissement de la Communauté européenne aux pays de l'Est. Cependant, à cette image vient se superposer la vision douloureuse des familles démunies, des parents migrants à la recherche d'un travail et d'un peu de bien-être pour les leurs. Mal compris par eux-mêmes, et plus mal compris encore dans leurs démarches de migrants par des sociétés et des cultures qui craignent et rejettent en bloc les « étrangers ».

Au nom d'un avenir idéalisé ou d'un rêve grandiose, ces générations de Roumains sont enclins, – par les jeux et les enjeux d'une histoire qui leur échappe à nouveau – à laisser leurs enfants, à déléguer leur responsabilité parentale, ou même à y renoncer. Ils partent chercher une fortune incertaine, dans l'espoir d'un avenir pas très bien défini, dans cet Ouest où ils risquent de devenir ou de se sentir parfois victimes de leur propre malheur. Ils viennent de sortir d'un tunnel, des « miroirs mensongers » d'un communisme idéalisé devenu dictatorial, mais ils se sentent exclus par ceux qui ont pris le pouvoir dans leur propre pays. Les voilà désormais attirés par des sociétés plus justes, plus libres et plus organisées. Mais plusieurs fois confrontés à un bouleversement de valeurs, les voilà à présent de nouveau coupables de se sentir mal dans

leur position de « parents responsables de l'avenir de leurs enfants » au sein de leur propre culture.

Des enfants… sans enfance

« L'important n'est pas ce qu'on fait de nous, mais ce que nous faisons nous-mêmes de ce qu'on a fait de nous. »

Jean-Paul Sartre

Depuis dix-sept ans, beaucoup de changements se sont produits dans le système de protection de l'enfance en Roumanie et les institutions d'enfants abandonnés, dites « pour les irrécupérables », par un système dictatorial et ségrégationniste, ont été notablement transformées. Mais, les enfants, eux, existent toujours… sans enfance. Par centaines, ces adolescents sont aujourd'hui contraints à fuir une « adresse institutionnelle » pour vivre dans la rue… où ils deviennent, pour les plus vulnérables, objets de tous les abus, sévices, humiliations ou, pour les plus forts, acteurs sur le marché des drogues ou de la prostitution, en quête maladroite d'un peu de chaleur humaine.

Condamnés dès la naissance par le pouvoir dictatorial à la privation de stimulation humaine, ils ont été désignés par le discours social comme « des exclus » de leur propre culture, ils ont été condamnés à mener une vie marginale avec les conséquences que l'on imagine… Les plus démunis parmi ceux qui ont été abandonnés ont été ces enfants délaissés, sans aucun papier d'identité juridique, dans les sections des maternités d'hôpitaux par des mères qui avaient fui la dictature.

Dans un certain sens, la vision de ces enfants abandonnés dans leurs lits d'hôpitaux, image même du chaos, a été, pour

certains Roumains, similaire à ce que certains Allemands ont dû penser en découvrant les horreurs d'Auschwitz.

Quand on n'a pas de nom, pas d'identité juridique, quand on n'est même pas censé être né, quel accès peut-on espérer à l'identité psychique ou culturelle ? On n'a aucun droit, même pas celui d'être mis dans un tombeau ! Sans papiers de naissance, il n'est pas possible d'avoir des papiers de décès ou d'enterrement. Parfois certains enfants mouraient sans pouvoir être enterrés. Leurs petits corps flottaient dans les bains au formol de l'hôpital… à l'infini.

Pourquoi une telle horreur ? Simplement parce que personne n'avait trouvé les modalités possibles pour déclarer au bureau de la mairie la naissance d'un enfant appartenant à une mère qui s'était enfuie… et qui ne correspondait pas à l'image de « l'homme de type nouveau » que l'on essayait de construire alors. Quelle identité et quel cheminement assurer à ces enfants dans une telle période de confusion générale ? Il aurait fallu transformer le discours vide sur la démocratie communiste en une lutte pour leurs droits et leurs besoins d'avoir accès à l'humain, à un nom, à une appartenance familiale et culturelle : le droit de s'inscrire dans le discours de la communauté où ils sont venus au monde. Des choses élémentaires, ou simples, ont pourtant été rendues impossibles par une société qui confinait à la paranoïa.

Dictature et natalité forcée

Comment en est-on arrivé là ? Qu'est-ce qui a autant changé dans la mémoire des femmes-mères roumaines ?

Comme on le sait, le taux de natalité est un indicateur du bien être ressenti par la population. La dictature roumaine a décidé, depuis 1967, d'imposer une natalité forcée ; non pour montrer la joie de vivre dans la société « la plus parfaite du monde », mais pour produire la force de travail nécessaire pour la maintenir. L'obligation de chaque femme envers l'État

était de mettre au monde au moins quatre enfants jusqu'à l'âge de quarante ans. Cette mesure intrusive a été accompagnée par l'interdiction de toute contraception. L'intrusion dans la vie intime du couple et dans le système familial a eu comme résultat des grossesses non désirées, des manœuvres empiriques d'interruption de grossesse, suivies quelquefois par la mort des jeunes femmes. Des relations familiales très dégradées ont conduit à des dépressions maternelles, des disponibilités parentales réduites et des états de détresse, accompagnés d'un sentiment général d'impuissance. Toute une tragédie se tramait, dans le plus profond secret de la vie intime des couples, à cause de la présence de policiers devant les portes des salles d'intervention d'urgence dans les sections de gynécologie des hôpitaux… Le décret présidentiel était assorti d'une forte punition des pédiatres en cas de mortalité infantile. La peur de la punition en cas de mortalité infantile – avec les conséquences personnelles, financières et morales que cela supposait pour les médecins – a provoqué par la suite une forte augmentation d'hospitalisation des bébés pour le moindre symptôme.

Les séparations et ruptures successives des liens familiaux ont eu de grandes conséquences sur la santé des petits enfants : ces derniers refusaient l'alimentation, pleuraient au moindre inconfort et, souvent, ont été considérés – par leurs parents dépassés par leur manque de ressources – comme étant possiblement malades. Les retours fréquents dans des sections pédiatriques des hôpitaux ont chargé les lits, fait grimper de façon inconsidérée les dépenses médicales. La solution a été demandée aussi aux médecins… qui ont répondu par l'organisation de sections spéciales, sections dites pour malnutris, « les dystrophiques ».

La famine, les longues et fatigantes queues, la pauvreté, la dépression des mères indisponibles et démunies, face à la détresse de leurs bébés qui leur renvoyaient « en miroir » leur propre désespoir, se sont transformées en menace, car les plus petits étaient en danger de mort. La chute de leur poids conduisait alors au « nanisme social » qui n'était pas nommé

mais était une conséquence directe de tout cela. Les femmes en détresse devaient accepter de n'être pas « des mères suffisamment bonnes » et leurs enfants ont fini dans des pouponnières, où le pouvoir « paternaliste », l'État, garantissait que « les médecins savaient s'occuper mieux qu'elles de leurs enfants ». Il va de soi que ces réponses « médicales » aux problèmes sociaux, politiques, psychologiques n'ont pas eu les meilleurs résultats pour l'intérêt des enfants.

Il faut se rappeler que sous Ceaucescu, la psychologie était considérée comme dangereuse et donc interdite. Dans le même temps, l'assistance sociale, pour ces enfants-là, n'a pas été jugée nécessaire car « l'homme de type nouveau, communiste » était sain et sans problèmes sociaux d'intégration. Le discours officiel disait : « Ceux qui ne sont pas comme nous sont malades. »

À l'origine socio-économique de l'aliénation, la collectivisation a poussé les parents à envoyer les enfants dans les villes, où l'industrialisation forcée leur donnait l'espoir d'un travail et d'une vie décente. Dans ce milieu ouvrier où les traditions roumaines étaient considérées comme dangereuses et non conformes, le regard sur la maternité a été considérablement transformé. Là, déracinée, privée de l'entourage de la famille élargie, sans les traditions et rituels de son village, la jeune femme se trouvait toute seule, parfois perdue, et dans une position d'impuissance face à un système social mutilant et aux prescriptions des médecins, tout aussi effrayés par le système totalitaire.

La mère forcée à avoir un enfant après l'autre, sans le moindre désir, après trois mois de congé de maternité, retournait à son travail. Une crèche comportant des groupes de quinze bébés, soignés par une assistante médicale, au même endroit que l'usine, l'attendait pour qu'elle puisse allaiter son enfant durant les six premiers mois mais, épuisée par le travail, son lait se tarissait dès le début de l'allaitement. Il n'existait pas d'autre alternative que d'envoyer l'enfant à la campagne – s'il existait une grand-mère et une famille. Au jardin

d'enfants, une éducatrice était prévue pour trente enfants. Les mères étaient persuadées que l'éducation précoce, notamment une discipline sphinctérienne dès la premiere année de la vie, allait aider leur enfant à apprendre la discipline de groupe et la nécessité de réprimer ses propres besoins, afin de mieux servir la société.

Socialisation et culture

Aujourd'hui, le mur du Berlin est tombé. Nous en sommes sortis plus confus et désorientés quant aux grands idéaux d'une démocratie rêvée… et coupables d'être aveugles aux souffrances de nos enfants placés en institutions. Mais la mémoire est lourde à changer.

Il est dangereux de prétendre trouver une cause unique à la souffrance, de désigner un bouc émissaire et de le sacrifier pour que tout aille mieux. Il suffit de rendre les familles responsables de ce qui ne va pas, nous disait-on, de séparer les enfants de leur mère pour que leur avenir soit meilleur… et preuve fut faite que ce n'était pas vrai.

La mère apprend de sa culture comment elle doit accoucher, soigner le bébé et élever son enfant. Chaque culture est constituée par une longue tradition, un ensemble de gestes, de convictions, de mythes tissés ensemble. Certains éléments d'une culture peuvent paraître meilleurs que d'autres pris isolément. Mais on ne fabriquera pas « la meilleure des cultures » par un impossible puzzle de pièces empruntées. Si elle est à l'aise dans sa culture, la mère, portée par des résonances affectives multiples, peut surmonter plus aisément le bouleversement de la maternité. La mère migrante, transplantée d'une culture dans une autre, court le risque de ne plus savoir avec la même sécurité quels gestes accomplir… Les études transculturelles doivent s'appuyer sur le respect de la culture de l'autre pour une écoute sensible et une finesse d'observation nécessaire à la compréhension de l'autre, disait

Colette Chiland, il y a vingt ans, dans la préface d'un livre consacré à l'enfance indienne.

John et Béatrice Whiting, avec une méthodologie très élaborée, ont observé pendant deux ans la socialisation de l'enfant dans six cultures (Kenya, Inde du Nord, Japon, États-Unis, Philippines, Mexique) et ont établi des corrélations éthologiques entre le milieu, la composition du foyer, les valeurs et les croyances des sociétés concernées. Un classement des comportements était établi par réduction en actes plus simples et codifiables du type : offre de l'aide ou de l'affection ; recherche de l'aide ; agit avec sociabilité ; insulte ; attaque ; dominateur, etc. Les chercheurs sur le terrain remarquèrent aussi certains points communs aux six cultures.

« Les enfants intégreraient les principes et les valeurs de la société à laquelle ils appartiennent avant l'âge de six ans et il existerait une correspondance marquée entre le comportement social des enfants et ce que la société attend d'eux en tant que futurs adultes. »

Il apparaît, à travers tous ces travaux, que l'apprentissage par l'enfant du code culturel de la société à laquelle il appartient, s'effectue dès le début de sa vie à travers le partage et les échanges ritualisés de l'alimentation qui préparent le tout petit à l'expression de deux valeurs fondamentales de la société : la générosité et l'hospitalité. Les deux fonctions de « mère nourricière » et de « mère support » sont essentielles à la construction de la personnalité de l'enfant.

Aimer l'autre authentiquement engage tout l'être humain, l'intelligence, la volonté, la patience et la persévérance. Cela implique un intérêt non calculé pour autrui, la capacité de donner et de recevoir le pardon, une sensibilité au respect de l'intimité, l'aptitude à vivre avec l'échec et l'imperfection.

La maison aux fenêtres ouvertes

La mise en place d'un projet de recherche-action-formation sur la petit enfance appelé « La maison aux fenêtres ouvertes » nous a permis de mieux nous repérer dans notre besoin de redéfinir nos valeurs, à commencer par la plus grande : nos enfants.

Pour nommer ce projet, nous avons fait appel aux symboles et aux métaphores qui nous ont aidés, durant tout notre sombre histoire, à survivre du point de vue intellectuel.

La mère louve a sauvé les légendaires abandonnés, Romulus et Remus, et sa statue est intimement liée à nos racines latines – ces racines qui ont tant manqué aux enfants sans identité juridique. Cette statue est placée en plusieurs villes roumaines. Elle occupe aussi une place centrale à Timisoara. Nous avons conçu un groupe de pilotage et de réflexion sur la petite enfance, groupe constitué des meilleurs professionnels dans le domaine, et avons proposé des solutions possibles pour l'avenir des enfants abandonnés dans notre communauté.

La théorie de l'attachement nous a servi d'appui pour la mise en place de notre projet. Une niche positive de développement et des figures constantes d'attachement, dans le cadre d'un modèle de « famille élargie suppléante » ont été proposées comme alternative pour cinq ou six bébés jusqu'à la fin des démarches bureaucratiques pour leur obtenir une identité juridique et qu'ils deviennent enfin « sujets » de leur propre vie.

Pourquoi « La maison aux fenêtres ouvertes » ? D'un côté, il y a « la maison », qui assure aux enfants le cadre protecteur nécessaire à leur reconstruction. De l'autre, les « volets ouverts » car les enfants peuvent aller et venir à la rencontre des autres humains tout en devenant enfin visibles pour la communauté. Celle-ci, à son tour, peut se responsabiliser et les protéger. Quand on a un trésor, on doit le protéger.

Nous avons dû batailler pour trouver des partenaires dans la communauté et à l'étranger afin de maintenir l'indépendance du projet. Pour les autorités, notre modèle – soutenu par des bénévoles étudiants et professionnels à la retraite – paraissait

insignifiant par rapport à l'immensité des problèmes à résoudre en ce temps là en Roumanie, voire dangereux ou au moins hasardeux pour la vie des enfants. Nous avons eu à réinventer la solidarité associative. Au début, nous avons fondé la branche locale de l'organisation « Sauvez les enfants » afin de faire de ce projet un point de référence pour défendre les droits à l'identité, à la famille, à l'éducation et aux traditions culturelles.

Nous avons eu à imaginer des formules de financement local aussi bien qu'un étayage scientifique fort pour rendre le projet crédible. La visibilité du projet n'était pas seulement nécessaire pour assurer l'engagement de forces si diverses. Elle était indispensable pour transformer les mentalités. Il fallait briser l'idée selon laquelle les mères sans valeur, qui ne s'inscrivaient pas dans « le type d'homme nouveau », ne pouvaient faire que des enfants sans valeur, pour lesquels il semblait inutile de prévoir des mesure spéciales pour leur avenir. Depuis, la communauté les a ignorées ou condamnées au lieu de se donner les moyens d'agir. Et tout cela représentait un grand défi pour nous.

Il nous a fallu fonder d'autres structures associatives, comme l'association IOANA (Identité, Observation, Attachement, Normale, Attitude) et la Fondation OVIDIU, en référence au poète romain, pour promouvoir le projet dans des milieux différents – grandes villes, ville ouvrières et minières, campagne – et assurer en même temps le soutien à la parentalité. Handicap International France a fourni les ressources pour assurer le côté scientifique de la réflexion et produire une vidéo sur « La maison aux fenêtres ouvertes » en 1994. Pendant les moments très difficiles, quand les décideurs ont voulu supprimer une alternative qui remettait en question les pratiques institutionnelles génératrices des carences affectives et de séquelles neurologiques, les professionnels de « Médecins du monde » nous ont été d'une aide précieuse.

La participation des professionnels de milieux universitaires, l'arrivée de spécialistes pour confirmer notre

propos, ont beaucoup favorisé le développement de la solidarité locale, nationale et internationale.

Notre cerveau garde la mémoire du bien être perçu avec l'autre

Ces dernières années, les découvertes en neuro-biologie ont apporté les preuves de ce que nous avancions. Les progrès de l'imagerie médicale – IRM – appliquée ont permis de démontrer les dégâts que pouvaient faire sur les cerveaux des enfants de deux ans et demi le manque d'affection et de liens humains.

Il y a une biologie de l'attachement, liée intimement aux figures qui entourent l'enfant – donneurs de soins, personnages signifiants, institutions et modèles de récits culturels. Les transactions avec l'entourage marquent d'une empreinte affective le cerveau des petits enfants. Ils vont influencer ce que John Bowlby a nommé la « matrice primaire d'attachement », dont on fait usage dans les relations intimes, mais aussi notre modèle de représentation de l'autre/*internal working model*.

Dans « La maison aux fenêtres ouvertes », nous sommes partis de l'idée que l'exercice des stratégies sécurisantes avec des partenaires ciblés permet de faire confiance aux environnements. L'attachement sécure a servi de base au processus de la résilience et servira à la réussite de leur adaptation à venir.

On sait aujourd'hui que la sérotonine joue un rôle majeur dans l'humeur gaie ou dépressive. Cela nous permet d'expliquer ce que nous avons observé chez les enfants.

Il y a du point de vue génétique, des différences entre les gens dans leur expression des émotions vécues. Les images obtenues au scanner ont montré des atrophies dans les régions orbito-préfrontales dues au manque de stimulation par la

vision de figures humaines dans la période infantile, la plus vulnérable de notre vie. Ces manques semblent être responsables de comportements hiperkinétiques ou encore de déficit d'apprentissage chez ces enfants.

Cependant, des améliorations sont possibles. La migration et prolifération neuronale sont aussi soumises au double effet du surgissement hormonal et des rencontres amoureuses. Les neurones de l'hippocampe jouent un rôle dans l'acquisition des aptitudes émotionnelles (dans la mémoire implicite). La neuro-modulation est une variante de la plasticité cérébrale des jeunes années. L'imagerie cérébrale et les tests neurobiologiques ont permis de vérifier que les circuits formés dans la petite enfance peuvent s'améliorer avec le temps, sous certaines conditions. Les dosages neurobiologiques révèlent, par exemple, que le simple fait de retrouvailles entraîne chez l'enfant auparavant isolé une décharge de sécrétion d'opioïdes dont les circuits limbiques de la face inférieure du lobe frontal sont les récepteurs privilégiés. Le milieu compose une enveloppe sensorielle qui envoie à la base de l'hypothalamus des stimulations de lumière ou de chaleur qui modulent les secrétions d'ocytocine et de vasopressine. Les caresses physiques augmentent la sécrétion d'ocytocine, autant qu'une caresse verbale, mais moins que la chaîne hormonale entraînée par l'allaitement ou le plaisir sexuel.

Notre mémoire implicite est le siège de goûts, odeurs, caresses, représentations auditives – guidées par l'intermédiaire visuel de la figure de notre mère/figure constante d'attachement. Associé aux sensations désagréables ou d'apaisement dans la première année de la vie, le comportement d'attachement nous conduit à un système de réponses réciproques. En dyade, nos comportements nous conduisent à un style interactif, ajusté aux attentes de l'autre, dans un but qui est en permanence le partenariat.

L'entourage familial, amical ou culturel invite l'enfant à découvrir d'autres histoires et la résilience verbale sera plus facile à déclencher. La mémoire identitaire peut être recomposée en temps par des rituels heureux et des

événements agréables si nous faisons des interventions préventives dans la petite enfance et de l'assistance à la construction de la résilience.

Des albums de famille pour écrire « leur » histoire

L'action la plus importante consista pour nous à promouvoir des alternatives pour assister l'enfant dans sa résilience. Nous avons mis en œuvre un travail d'« historicisation » pour permettre à l'enfant de réintégrer la société, comme acteur partenaire, pour lui donner accès aux valeurs de notre temps. Il nous a paru nécessaire de partager avec lui les symboles d'hospitalité, notamment les souhaits de « bienvenue au monde », et de réinventer des rituels quotidiens. Le jour de l'arrivée, les bras d'un homme étaient toujours présents pour le recevoir aux portes de la maternité.

À « La maison aux fenêtres ouvertes », la grand-mère attendait à la porte de la maison pour l'accueillir avec un poème inscrit dans son album. Ce poème est une promesse de la part des adultes, figures parentales de substitution, de le soutenir et le porter dans leur cœur autant qu'il sera nécessaire pour le faire grandir dans les meilleures conditions possibles, en partageant le bonheur d'être soi et la fierté d'être aimé jusqu'à son départ vers sa propre maison ! Chaque personne qui entourait l'enfant était sollicitée pour lui adresser ses pensées pour l'avenir. Le rituel a été enraciné et nous a permis de faire comprendre l'importance de la parole.

Au plan symbolique, partager le pain et le sel est, dans la tradition roumaine, le signe d'hospitalité. Plus encore, pour l'arrivée d'un bébé sans identité juridique, il s'agit d'un signe de reconnaissance de sa valeur. Une promesse de partage : non seulement le doux, le sucre de la vie… mais aussi être là, près de lui, pour donner du sens aux souffrances possibles, pour partager les larmes de sel et, ensemble, les faire disparaître.

Nous avons tenu, pour chaque enfant, le journal de sa vie parmi nous et ses pairs, afin de lui forger une image de soi satisfaisante et lui rappeler que son entourage l'aime sans conditions. Une histoire racontée pour lui par sa/son référent. Le contenu de ce journal illustrait des anecdotes recueillies auprès de son lit à la maternité sur ce qui se disait de sa maman, de lui, de ses réactions à son premier bain, son premier sommeil, sa première vaccination dans notre maison, le départ de son copain, qui était parti avec sa maman « définitive » ou adoptée, l'arrivée d'un nouveau bébé dans notre maison, son premier anniversaire, ses comportements pendant les fêtes traditionnelles ou dans la communauté parmi les « amis d'âme ».

Ce que les enfants nous ont appris – nous avons suivi une partie d'entre eux –, c'est qu'ils sont tous des enfants résilients. Ils ont appris à faire confiance aux autres pour les aider à s'en sortir et à utiliser les stratégies apprises à « La maison aux fenêtres ouvertes ». Pendant dix ans, plus de trois cents nouveau-nés sans situation juridique claire ont fait l'expérience des interactions précoces, sécurisantes, prédictibles. En même temps, dans les trois crèches des quartiers ouvrierss de Timisoara – le premier endroit où nous avons organisé des espaces-cadres de ce type –, nous avons œuvré pour conserver les espaces de jeux et veiller à la qualité de garde des enfants du voisinage.

Devenus visibles et aimés par leurs pairs et les bénévoles qui leur rendaient visite, les petits « ont trouvé seuls » des parents d'adoption, dans la même crèche ou dans la ville où ils étaient nés.

Les lois ont changé depuis 1998. Une Direction générale pour l'Assistance sociale et la Protection des droits de l'enfant a été établie dans chaque district, dans le cadre de la politique de décentralisation. Il n'est pas sûr que ce type de projet puisse perdurer et le risque est grand de voir de nouveau des mères encouragées à abandonner leurs enfants dans des institutions.

Les images que nous avons à partager ensemble vont avoir valeur de repères pour l'avenir. Bien que les chercheurs en

résilience s'intéressent surtout aux résultats positifs et à leurs causes, ils reconnaissent aussi l'importance de comprendre les menaces qui pèsent partout sur le développement des enfants, et la manière de les réduire, ou de les éliminer.

BIBLIOGRAPHIE

E.J. Anthony, B.J. Cohler, *The Invulnerable Child*, New York-Londres, The Guilford Press, 1987.

A. Baddeley, *La Mémoire humaine. Théorie et pratique*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1993.

C. Berge, J. Cosnier, « Empathie et autisme : de "l'analyseur corporel" à la clinique de l'empathie », *Cahiers d'acquisition et de pathologie du langage*, CALAP, université René-Descartes.

B. Bernard, « Protective factor research : what we can learn from resilient children », *Prevention Forum*, mars 1987.

J. Bowlby, « Maternal care and mental health », WHO, Monograph, n°2, Geneva, World Health Organization, 1953.

B. Cyrulnik, *Un merveilleux malheur*, Odile Jacob, 1999.

B. Cyrulnik, *Sous le signe du lien*, Hachette, 1989 ; et M.-J. Soubieux, M. Soule, *La Psychiatrie fœtale*, PUF, 2005.

S. Laroche, « Comment les neurones stockent les souvenirs », *Les Dossiers de la Recherche*, n° 22, 2006.

AS. Masten, « Developmental psychopathology : Pathways to the future » *International Journal of Behavioral Development*, 2006 ; 30 (1) : 47-54.

J. Panksepp, *Affective Neuroscience. The Foundation of Human and Animal Emotions*, New York, Oxford University Press, 1998.

D.L. Schacter, *À la recherche de la mémoire. Le passé, l'esprit et le cerveau*, Bruxelles, De Boeck Université, 1999.
D.N. Stern, *Le Monde interpersonnel du nourrisson. Une perspective psychanalytique et développementale*, PUF, 1985, 1989.

Les enfants et la violence dans le monde contemporain

CLAIRE BRISSET

Aborder le thème de la violence contre les enfants, c'est par définition enfreindre quelques interdits. Les enfants ne susciteraient-ils chez les adultes qu'une avalanche de tendresse et de bons sentiments ? Force nous est de constater, en effet, que la violence contre les enfants est une réalité universelle, qu'elle s'exprime sous maintes formes, des plus subtiles aux plus crues, et que cette réalité n'a rien pour plaire à nos contemporains. Bien entendu, parfois, des faits divers sordides ou atroces viennent rappeler à chacun la permanence de cette violence contre les plus faibles. Mais ce serait une lourde erreur de cantonner le phénomène à la criminalité ou aux pages les plus sombres de nos journaux quotidiens.

La réalité est là, incontestable : cette violence est multiforme, et je me propose ici d'en analyser brièvement les racines, tout d'abord, avant d'en dresser un essai de typologie, puis de la décrire dans les formes qu'elle revêt dans les parties les plus chaotiques dans le monde contemporain.

Les racines de la violence contre les enfants

Certains des éléments de cette violence peuvent paraître relativement simples à analyser. Les enfants sont plus jeunes, plus faibles, plus vulnérables : quoi de plus tentant, pour les adultes, que d'abuser de leur force, y compris physique, dès

lors que les agissements de ceux qui les suivent leur déplaisent ? Ou que leur existence même paraît inopportune ?

La tentation est grande, en effet, chez tous les humains, de céder à cette pulsion, et les freins psychologiques ou culturels sont parfois ici totalement inopérants. Il arrive d'ailleurs que la culture elle-même soit prescriptrice de cette violence : dans un enfant, n'y a-t-il pas de la « mauvaise graine » qu'il convient d'arracher, au besoin par l'usage de la force physique, ou plus simplement par des paroles hostiles ?

Il y a plus, bien sûr. L'agressivité contre les enfants comporte d'autres éléments, plus difficiles à envisager par chacun, mais dont la réalité, me semble-t-il, ne peut être mise en doute. Les enfants sont, par définition, destinés à nous survivre, nous les adultes. Y a-t-il pensée plus insupportable, ou plus exactement amorce de pensée car une telle idée est habituellement soigneusement refoulée avant même d'émerger ? Elle est bien là, pourtant, cette idée enfouie, et se retrouve dans des expressions dont nous avons quelque peu perdu le sens premier, telles que : « Ils nous enterreront tous. »

Au chapitre des expressions, il en est une qui me paraît particulièrement révélatrice, et d'usage au Moyen Orient, au Liban notamment. En effet, dans cette région du monde, une expression de tendresse d'une mère à son enfant n'est autre que : « Enterre-moi ! » Autrement dit : je ne veux pas que tu meures avant moi, restons dans l'ordre naturel des choses car cet ordre naturel veut que ce soient les mères qui meurent avant les enfants, et non l'inverse. Certes. Mais pourquoi cette allusion à des funérailles dans un vocable du registre de l'affection, si ce n'est pour exorciser cette vilaine pensée que l'on pourrait traduire ainsi, en termes plus triviaux : petite canaille, je t'aime et pourtant c'est toi qui m'enterreras ? « Enterre-moi ! », un habile renversement de la pensée…

Enfin vient le cynisme. Ces enfants que j'ai conçus, mis au monde, nourris, éventuellement scolarisés, il faut qu'ils me restituent, un tant soit peu, ce qu'ils m'auront coûté. Après tout, ils me le doivent bien. Ils me doivent leur existence, il faut qu'ils « rendent ». Et donc, ils vont travailler, ou satisfaire

mes plaisirs, même les moins avouables ; en quelque sorte payer leur dette, leur dette d'existence, de vie sur terre. Ils vont donc devenir économiquement exploitables, se mettre à mon service, me restituer ce qu'ils me doivent et je le ferai fructifier. En quelque sorte, ils me dédommageront de la peine que j'ai prise à les faire venir au monde. Obscur esprit de vengeance, si présent dans le discours des parents maltraitants.

Violence aux racines multiformes, aux expressions presque infinies, du nord au sud de la planète. Il y a bien là, pensons-nous, un invariant, un élément de base de la nature et de la culture, que chaque situation colore à sa manière, réinterprète et traduit, en fonction des circonstances personnelles, familiales et géopolitiques. Comment ne pas la voir, cette violence, à travers ses expressions multiples, partout dans le monde ?

Éléments de typologie

Il peut paraître quelque peu artificiel d'analyser les différentes formes de violence contre les enfants, d'autant que chacune de ces formes peut coexister avec d'autres. Il me semble néanmoins qu'un tel essai de typologie présente une utilité, dans la mesure où cette violence reste relativement mal connue, en tous cas dans ses formes les plus obscures et les moins apparentes.

C'est pourquoi je distinguerai plusieurs formes de cette violence, des plus criantes aux plus subtiles.

La violence brute

C'est celle que chacun est en mesure de se représenter. Ce sont les meurtres, les coups, les abus sexuels et les viols, auxquels il faut ajouter ce qu'il est convenu d'appeler les « négligences lourdes », à savoir les défauts de soins, de nourriture, de protection élémentaire, qui peuvent entraîner la

mort de l'enfant ou des séquelles définitives. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 50 000 enfants à travers le monde meurent chaque année d'un homicide, soit 2,5 pour 100 000 habitants dans les pays les plus pauvres et 1,2 pour 100 000 dans les pays développés. Au total, quelque 3 500 enfants sont assassinés chaque année dans les pays du Nord.

Soulignons néanmoins la fragilité de telles estimations, et la sous-évaluation dont elles témoignent partout. En France, par exemple, les statistiques officielles font état de 3 enfants tués chaque semaine par homicide. Mais certains épidémiologistes de l'INSERM (l'équipe de M^{me} Anne Tursz), qui travaillent sur cette question depuis plusieurs années, pensent que ce chiffre serait bien supérieur si l'on obtenait une analyse plus fine des morts d'enfants dont la cause n'a pas pu être déterminée par une quelconque pathologie. Ou bien encore si l'on analysait mieux les décès d'enfants considérés comme morts d'un « accident ». Cette sous-évaluation qui s'expliquerait par les réticences du corps médical à envisager l'hypothèse d'une mort violente, surtout chez un tout-petit, et, de ce fait, le très faible nombre d'autopsies chez les très jeunes enfants.

Il n'est pas inintéressant de constater que, dans le monde entier, ceux qui sont le plus frappés par ces homicides ou ces tentatives d'homicides sont les enfants handicapés, ou encore les très jeunes réfugiés, errants, ceux des minorités ethniques et bien entendu les adolescents délinquants auxquels s'applique bien souvent une « justice » sommaire.

Soulignons enfin que les mauvais traitements commis contre les enfants existent non seulement partout sur la planète, mais aussi dans tous les milieux économiques et sociaux, sans exception. Paradoxalement, le milieu le plus potentiellement dangereux pour les enfants n'est autre que leur propre famille car l'écrasante majorité des actes de violence brute exercés contre eux sont commis dans leur milieu familial ou dans leur environnement immédiat, et ce, de la part de leurs parents, membres de leur famille proche ou de leur entourage.

Telle n'est pas la moindre des singularités de cette forme de violence.

Enfin, entrent dans cette catégorie les brutalités psychologiques, le harcèlement, le dénigrement, les humiliations, qui peuvent blesser un enfant aussi lourdement que les coups, et laisser des séquelles tout aussi graves, parfois même définitives, si aucun travail de « réparation » psychologique n'a pu être entrepris, si aucun « tuteur de résilience », pour reprendre l'expression de Boris Cyrulnik, n'a pu se trouver sur le chemin de l'enfant pour lui permettre de reprendre le cours de son développement.

Est-il besoin d'ajouter, enfin, que la violence physique s'accompagne le plus souvent de violence psychologique, et que tous ces processus d'agression sont, presque par définition, cumulatifs.

La violence silencieuse

Sa caractéristique essentielle est d'être invisible aux yeux de celui qui la commet. En toute bonne foi, celui-ci l'exerce sur l'enfant « pour son bien ». Bien entendu, certaines formes de violence brute se dissimulent aussi sous cet oripeau. C'est pour ton bien que je te frappe, etc. Mais ce dont il est question dans la violence silencieuse est autre. Celle-là ne fait pas appel à la force physique ni au harcèlement. Elle consiste à faire violence à l'enfant en le plaçant dans une situation à laquelle il ne peut pas faire face, compte tenu de son degré de maturité ou d'évolution.

Quelques exemples. Mettre à l'école un enfant de deux ans dont la maturité n'est absolument pas suffisante pour qu'il puisse de développer au sein d'un grand groupe d'enfants, c'est assurément lui faire violence ; mais cette violence-là n'est nullement ressentie comme telle par les adultes qui la commettent, bien au contraire, puisqu'il s'agit là d'une mesure autorisée par le corps social, donc « légitimée » par lui.

Autre exemple : combien sont-ils, ces parents qui « adultisent » leurs enfants ou leurs adolescents, en les prenant à témoin de leurs propres conflits, en leur livrant des confidences qu'ils n'ont pas à entendre, en leur demandant exagérément leur soutien alors qu'ils sont eux-mêmes dans le tumulte de leur propre construction, etc.?

Ou bien encore, ces mesures administratives ou judiciaires qui sont prises sans tenir compte de la parole de l'enfant, sans même l'entendre, sans prendre la peine de lui dire, par exemple : « je t'écoute, mais c'est moi, le juge, qui prendrai la décision », de telle sorte que l'enfant soit déchargé du poids de cette responsabilité ? Bien entendu, là encore, cette forme de violence n'est pas ressentie comme telle par ses auteurs. Elle n'en est pas moins potentiellement destructrice. Les exemples foisonnent de cette violence silencieuse revêtue du manteau de la bonne conscience.

La violence en creux

On se situe là dans un autre registre, dans le registre de ce qui manque aux enfants et aux adolescents pour qu'ils accèdent au développement auquel ils ont droit, alors même que la société dans laquelle ils vivent aurait les moyens de leur donner ce dont ils ont besoin. C'est faire violence aux enfants et à leur famille, par exemple, que d'avoir abandonné la pédopsychiatrie, en France, à une véritable situation de pénurie, quasi généralisée. Lorsqu'un enfant ou un adolescent est en grande souffrance psychique, et que sa famille s'entend répondre, par la structure à laquelle elle s'adresse : « Revenez dans six mois », voire davantage, c'est faire violence à cet enfant et à ses parents. Lorsqu'un adolescent a commis une tentative de suicide dont il a réchappé, que son corps a été soigné, et qu'aucun suivi n'est proposé pour éviter la récidive, c'est également lui faire violence, ainsi qu'à ses parents, et lui faire courir un très grand risque.

Mille exemples pourraient être cités de cette violence en creux, que la société ne considère nullement comme telle

parce que la notion de droit des enfants est encore trop récente, trop peu développée, et – en un mot – trop subversive. Prenons l'exemple de la justice des mineurs, si cruellement sous-dotée dans un pays comme la France, à un point tel qu'il y a en France cinq fois moins de juges des enfants qu'en Allemagne, en chiffres rapportés à la population. Ou encore la situation de ces adolescents incarcérés parce qu'il existe trop peu de structures alternatives à l'incarcération, pourtant bien plus efficaces en termes de réinsertion ultérieure que la prison. Quant aux conditions d'incarcération proprement dites, elles sont parfois absolument indignes d'un pays développé, malgré les efforts du personnel pénitentiaire.

En d'autres termes, dans un certain nombre de mesures prises pour protéger les enfants, il arrive que le remède soit pire que le mal, tout simplement parce que la violence que comporte la mesure n'a pas été analysée comme telle, n'a pas été aperçue par ses auteurs. Ou enfin parce que ceux-ci sont impuissants à en contrebattre les effets, et ce à leur corps défendant. Combien de juges des enfants, combien de travailleurs sociaux, combien de médecins, psychiatres et psychologues, se plaignent, désolés de leur manque de moyens adaptés pour répondre à la demande légitime des enfants ou de leurs parents, mais impuissants pour infléchir le cours de décisions sur lesquelles ils n'ont aucune prise ?

Enfants de la pauvreté, du chaos, de la guerre

Les pays du nord de la planète seront exclus du développement qui suit, non pas parce que la violence contre les enfants n'y existe pas, il s'en faut, nous l'avons vu, mais parce que ces pays n'entrent pas dans la définition du chaos créé par l'extrême pauvreté et les conflits armés. Bien entendu, cette analyse mériterait d'être nuancée, d'une part parce que les pays les plus riches ont aussi leur lot de pauvreté. D'autre part, parce que des conflits meurtriers ont également

ensanglanté l'Europe, comme, par exemple, l'a montré la guerre en ex-Yougoslavie il n'y a pas si longtemps. Néanmoins, je limiterai ici mon propos aux pays du sud de la planète, où la pauvreté et les conflits revêtent un caractère endémique et où la structure même des États ne permet pas d'en entraver l'impact dévastateur sur les enfants.

Exploitation économique et traite d'enfants

Combien sont-ils, dans le monde d'aujourd'hui, les enfants et adolescents contraints à travailler, parfois sans autre salaire qu'un peu de nourriture, sans congés d'aucune sorte, privés de tout accès à l'école ? Là encore règne un certain flou statistique, notamment parce qu'un certain nombre de ces enfants sont cachés à l'abri des murs d'une maison, ce sont les « petites bonnes » dont les plus jeunes n'ont que 5 ou 6 ans. Beaucoup d'autres travaillent dans l'agriculture, bien peu visibles aussi au regard des statisticiens. Il faut donc se contenter d'estimations. En 2004, le Bureau international du travail (BIT) chiffrait à 218 millions le nombre des enfants et adolescents économiquement exploités, dont 120 millions dans des formes de travail qui mettent leur santé, et parfois même leur vie, en danger : travail sur des explosifs, dans des carrières ou dans des mines, pèche en apnée, nettoyage de cuves d'hydrocarbures, etc. C'est la quasi-totalité des pays du tiers-monde qui est touchée par le phénomène.

Dans le sous-continent indien, où les enfants au travail sont extrêmement nombreux, sévit en outre une forme contemporaine d'esclavage, le servage pour dettes, par laquelle des familles entières sont la quasi-propriété d'un maître qui a « prêté » de l'argent au père ou au grand-père de l'esclave. Celui-ci ne pourra jamais rembourser puisque la dette se reconstitue dès qu'il faut payer des médicaments, un médecin, etc., et la force de travail de l'endetté et de toute sa famille servent alors de « gage ». Plus de 6 millions de personnes, parmi lesquelles une grande majorité d'enfants, vivraient dans ces conditions, en particulier en Inde et au Pakistan.

L'exploitation sexuelle des mineurs à visée commerciale

Sous cette dénomination, il ne convient pas d'entendre seulement le tourisme sexuel en provenance des pays développés. Celui-ci existe bel et bien, et se développe d'ailleurs fortement depuis une quinzaine d'années en Europe de l'Est.

Cette forme criminelle d'exploitation est aussi, en effet, organisée à destination d'un public local, qui constitue la plus grande part de la clientèle. Il va sans dire que, pour l'enfant ou l'adolescent prisonnier des réseaux de prostitution, il n'existe aucune différence dans le traumatisme subi. Que le client soit local ou étranger, l'enfant est réduit à l'état d'objet.

Au total, on estime que, chaque année, 1 million de mineurs tombent prisonniers de tels réseaux. Impossible de savoir combien s'en sortent, tout simplement parce qu'un certain nombre en meurt, notamment du sida ou des mauvais traitements qui accompagnent très souvent cette forme particulièrement inique de l'exploitation des mineurs. Nombre d'entre eux sont aussi contraints de tourner dans des films pornographiques, une activité elle aussi hautement lucrative pour ses promoteurs et terriblement délétère pour les victimes.

Il faut souligner que, aussi bien l'exploitation économique que l'exploitation sexuelle à visée commerciale reposent en grande partie sur une véritable activité de traite, un certain nombre des victimes étant soit vendues par leurs parents, soit volées dans leurs villages. La traite des enfants et adolescents est pratiquée par exemple en Thaïlande, au Népal, en Afrique de l'Ouest, et elle se développe en Europe de l'Est.

La guerre

Entre les seules années 1990 et 2003, 59 conflits armés ont eu lieu dans le monde, certains « de forte intensité », comme disent les spécialistes, d'autres de moindre intensité ; certains

interétatiques, de loin les moins nombreux, d'autres intra-étatiques. Dans tous les cas, les enfants et les adolescents sont les premières victimes des guerres, et ce à plus d'un titre. D'abord parce qu'elles en tuent et en blessent un nombre qui ne cesse de s'accroître dans les conflits « modernes », qui utilisent des armes dites indiscriminées, portant aussi bien sur les civils que sur les militaires. Les mines anti-personnelles en sont l'exemple achevé qui, répandues dans les champs et les rizières, tuent et blessent les petits paysans, les enfants de retour de l'école.

Mais la guerre enlève aussi aux enfants tous ceux dont ils ont besoin pour grandir : leurs parents, bien sûr, qui peuvent eux aussi disparaître sous les bombes ou dans les combats, mais aussi leurs maîtres, les personnels soignants, et enfin tout ce dont un enfant a besoin pour vivre. La guerre ravage indistinctement dispensaires et écoles, réduit à néant l'approvisionnement en eau propre, en nourriture, en vaccins, en médicaments, etc. Pendant les combats qui ont ensanglanté l'Éthiopie, le nombre de victimes a été infiniment plus élevé du fait de la rupture totale des approvisionnements que des combats eux-mêmes, et ceci correspond au schéma général.

Quand la guerre a pris aux familles leur maison et leur village, quelle solution leur reste-t-il, sinon de fuir, soit vers une autre région du pays, soit de l'autre coté d'une frontière ? Les conflits récents du Burundi et du Rwanda, et aujourd'hui du Soudan, sont des exemples types de cette situation. Un certain nombre d'enfants passeront des années dans ces camps de réfugiés ou de déplacés, y perdant peu à peu leur identité et même l'image qu'ils ont de leurs parents, réduits à une position d'assistés dont ils ne pourront pas sortir. Entre 1995 et 2005, quelque 20 millions d'enfants ont trouvé refuge dans l'un de ces camps, dont ils constituent, partout, plus de la moitié de la population.

Et enfin, étape ultime de la destruction de l'enfance : le recrutement comme soldats d'adolescents, parfois très jeunes, filles et garçons. Combien sont-ils ? Le chiffre le plus souvent avancé est celui de 300 000, mais comment le vérifier ? Il est à

remarquer que ce chiffre est le même depuis une dizaine d'années, alors que de nouveaux théâtres de conflits ont surgi et que des enfants combattants y ont été repérés. Pourquoi, se demandera-t-on, recruter des enfants ? La réponse est simple : ils sont gratuits puisqu'obligés de combattre par la force. Pas de solde à leur payer, il suffit de les terroriser, de les endoctriner, de les droguer pour les obliger à commettre des atrocités, de préférence sur leur famille ou sur d'autres enfants. Passé ce cap, ils deviendront dociles, de parfaites petites machines à tuer et à torturer.

Les filles n'échappent pas aux enlèvements et au recrutement par la force. Elles deviendront combattantes, elles aussi, mais également esclaves domestiques et sexuelles. Enceintes ou contaminées par le virus du sida, elles seront alors chassées de l'armée qui constituait pour elles, comme pour leurs frères, une sorte de « famille » mortifère.

De tout cet océan de malheur, que conclure ? Que jamais l'humanité n'a été aussi dure pour les enfants ? Peut-être. Quoique les temps anciens n'aient sans doute pas été particulièrement tendres pour eux. Des enfants-soldats ont été sacrifiés dans maints conflits, des enfants ont travaillé dans les mines tout au long du XIX^{e} siècle, les brutalités, les humiliations ne leur ont jamais manqué.

Ce qui a changé aujourd'hui est un double mouvement. D'une part, les violations des droits de l'enfant n'ont sans doute jamais été aussi massives qu'elles le sont aujourd'hui, comme les exemples cités plus haut le démontrent à l'envi. Mais à l'inverse, un mouvement puissant s'est constitué, depuis une centaine d'années, sous l'impulsion d'un pédiatre polonais véritablement visionnaire, Janusz Korczak, volontairement entré dans la chambre à gaz de Treblinka avec les deux cents orphelins juifs qu'il avait voulu accompagner jusqu'au bout. Ce mouvement, repris par les Nations unies après avoir été timidement initié par la SDN (Société des Nations), ne s'est plus jamais arrêté. On lui doit la Convention internationale sur les droits de l'enfant, dont on célébrera le 20^{e} anniversaire en 2009 ; comme on lui doit une prise de

conscience grandissante de la nécessité absolue de protéger les plus vulnérables d'entre nous. Progressivement, les systèmes juridiques des pays évoluent pour se conformer à la convention, malgré les résistances, parfois très fortes, que ce mouvement a suscitées.

Faut-il voir là un levier, un ferment d'espoir ? Pour ma part je le crois. L'opinion publique n'a jamais cessé d'accompagner ce mouvement, et elle continuera de le faire pour peu qu'un certain nombre d'activistes lui donnent des éléments d'interprétation sur cet apparent mystère : la violence contre les enfants.

Le départ en vacances de tous les enfants
Un devoir de justice sociale

JACQUES CHAUVIN

Les informations statistiques sur le départ en vacances des enfants et adolescents sont rares.

Sans ces informations, les bons résultats enregistrés par l'économie touristique française pourraient laisser imaginer une situation sociale satisfaisante Pour preuve : 77 millions de visiteurs étrangers, une consommation totale dépassant les 100 milliards d'euros et un excédent de la balance des paiements de près de 10 milliards d'euros. Or, l'OVLEJ (Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes)[1] vient de publier deux études dont les résultats sont préoccupants.

3 millions d'enfants « hors norme sociale » !

Selon ces études, 25,5 % des 5-19 ans ne partent pas en vacances, soit près de 3 millions d'enfants – et encore faut-il rappeler que pour être enregistré comme vacanciers, il suffit d'effectuer un séjour d'au moins 4 nuits consécutives en dehors de son domicile.

Parmi ceux-ci, 2 millions d'enfants ne sont pas partis de leur domicile plus d'une journée ! 2 millions d'enfants de notre pays ne connaissent aucun autre horizon que celui de leur quartier pendant une année !

Pour un ménage à revenu annuel inférieur à 12 000 euros, le départ en vacances est très difficile, alors que le taux de départ

en vacances des enfants de 5 à 19 ans d'une famille à revenu annuel supérieur à 27 000 euros est supérieur à la moyenne.

Par ailleurs, les statistiques publiées par le ministère de la Jeunesse et des Sports montrent que la fréquentation des séjours de vacances collectives de mineurs ne cesse de baisser depuis 1994.

Alors que la norme sociale dominante est celle du départ en vacances – puisque les trois quarts des enfants partent en vacances –, le non-départ constitue pour le quart restant une injustice sociale qui engage notre responsabilité collective. Comment un enfant peut-il accepter de ne pas partir alors que les « autres » partent, comment réagir alors que les sollicitations pour partir en vacances sont quotidiennes et incessantes ? Comment va réagir un enfant qui n'aura connu pendant deux mois d'été que le pied de son immeuble et la télévision, quand l'enseignant à la rentrée, demandera aux enfants de raconter leurs vacances ?

Un renforcement des inégalités pour le départ en vacances des 5-19 ans

Les études présentées par l'OVLEJ ont été réalisées à partir de l'exploitation des données 2004 de l'INSEE et de la direction du Tourisme sur la consommation des ménages. Rappelons que cette étude n'est réalisée que tous les cinq ans et s'appuie sur les informations recueillies à partir de 8 800 ménages. Il est sans doute utile de préciser aujourd'hui que, pour des raisons de rationalisation et d'économies, il est maintenant certain que l'INSEE ne procédera plus à ces enquêtes !

A priori, la situation pourrait paraître meilleure qu'en 1999 puisque l'on a compté 74,5 % des 5-19 ans étant partis en vacances alors qu'ils étaient 71,2 % en 1999. Pour autant, lorsqu'on analyse en détail toutes les informations on se rend compte que cette progression s'explique principalement par un

taux de départ encore plus élevé des catégories sociales les plus aisées alors que la situation s'est dégradée pour les autres catégories sociales !

En 2004, sur une population de référence des 5-19 ans d'un peu plus de 11 millions de jeunes, on a donc dénombré que 8 250 000 étaient partis en vacances alors que 2 830 000 n'étaient pas partis – 24,5 % de non-partants. Parmi les partants, 59,5 % sont partis avec leurs parents, 35 % sans les parents et 8,4 %, soit 927 500 jeunes, ont bénéficié de vacances collectives – 11,3 % des partants.

Le type de vacances, avec ou sans les parents, est directement lié aux revenus des ménages. Ainsi on se rend compte que les vacances exclusivement sans les parents sont pratiquées principalement par les catégories sociales défavorisées et bien entendu par les jeunes plus âgés en phase d'autonomisation. Les vacances en famille sont plutôt privilégiées par les revenus intermédiaires et pour les enfants les plus jeunes. Les deux types de vacances sont pratiqués par les revenus les plus aisés et les jeunes les plus âgés.

Les séjours collectifs sont pratiqués de manière diverse selon les âges, avec toutefois une dominante des adolescents : 7 % pour les 5-7 ans, 23 % pour les 8-10 ans, 14 % pour les 11-13 ans, 31 % pour les 14-16 ans et 15 % pour les 17-19 ans.

Pour le départ en vacances collectives, le facteur le plus déterminant sont les revenus du ménage : 23 % des enfants partants sont issus de familles dont les revenus annuels sont compris entre 27 000 et 37 000 euros et 14 % entre 23 000 et 27 000 euros.

Le deuxième élément déterminant est constitué par les aides : 43 % des participants déclarent avoir bénéficié d'une aide pour des séjours sans les parents, collectifs ou pas. Et parmi ces aides (toujours pour des séjours collectifs ou pas), ce sont les comités d'entreprise qui sont toujours les organismes qui aident le plus au départ en vacances : 29 % d'aides des

comités d'entreprise, 13 % des Caisses d'allocations familiales (CAF) et 5 % des collectivités territoriales.

Enfin, le niveau d'étude est le troisième facteur favorisant le départ en vacances collectives puisque 40 % des 5-19 ans des enfants en vacances collectives ont des parents diplômés de l'enseignement supérieur alors qu'ils ne représentent que 18 % de la population de référence. On ne peut toutefois lier cet item avec le niveau de ressources des ménages dans la mesure où on peut raisonnablement penser qu'un niveau d'études supérieures induit des niveaux de salaires supérieurs.

Au niveau des vacances collectives, le premier constat est une dégradation importante de l'accès aux centres de vacances collectives pour les catégories sociales les moins favorisées. Comme le montre le tableau ci-dessous :

	1982	2004
	Usagers CV	Usagers CV
< 13 600 € < 15 000 €	6%	9%
13 600 à 22 000 15 000 à 23 000	25 %	15 %
22 000 à 27 200 23 000 à 27 000	24 %	15 %
27 200 à 34 000 27 000 à 37 000	19 %	21 %
34 000 à 44 200 37 000 à 46 000	16 %	12 %
44 200 à 68 000 46 000 à 68 000	8 %	15 %
> 68 000	2%	13%

On note un changement très marqué entre 2004 et 1982 pour les ménages dont les revenus sont inférieurs à 27 000 euros : pour l'ensemble, la fréquentation des centres de vacances collectives a baissé de 16 %.

En 1982, 66 % des ménages déclaraient avoir reçu une aide pour le départ de leurs enfants en vacances collectives. Ils n'étaient plus que 40,7 % en 2004 et la baisse des organismes financeurs est flagrante. Pour les aides des collectivités

territoriales, on passe de 15 % en 1982 à 6 % en 2004, pour les aides des CAF on passe de 36 % à 15 % et enfin pour les aides des comités d'entreprise on passe de 50 % à 27 %.

Si on comptait 2 800 000 enfants qui ne sont pas partis en vacances en 2004, parmi ceux-ci, 2 000 000 ne sont pas partis du tout, ni en vacances, ni en séjours courts, ni en week-end.

46,7 % des non partants, soit 1 300 000 enfants déclarent ne pas être partis pour des raisons financières et ensuite, 16,5 % par choix.

En résumé, on peut considérer que la situation face au départ en vacances des 5-19 ans, en 2004, malgré un taux global de départ légèrement supérieur à 1999, s'est dégradée dans la mesure où elle est plus inégalitaire. Et ceci est encore plus marqué au niveau des vacances collectives. Les enfants des ménages dont les revenus sont égaux ou supérieurs à 27 000 euros sont passés de 45 % en 1999 à 61 % en 2004 et, inversement, les enfants issus de ménages dont les revenus sont égaux ou inférieurs à 27 000 euros sont passés de 55 % à 39 %. Ceci n'est pas surprenant quand on sait que les aides, qu'elles émanent de collectivités territoriales, de comités d'entreprise ou des CAF, ont baissé de 50 % en 20 ans.

Les séjours de vacances collectives : une réponse pertinente de l'éducation populaire

Des séjours de vacances basés sur un projet éducatif

Les temps de vacances et de loisirs sont aussi des temps privilégiés d'éducation, d'épanouissement, d'apprentissage de la socialisation et de la citoyenneté qui ne peuvent être réduits à des temps de consommation. Les centres de loisirs et de vacances accueillent des enfants ou des adolescents venus vivre et pratiquer ensemble des activités ludiques, sportives,

culturelles, artistiques. Ils sont ouverts à tous dans un cadre de mixité sociale.

Les projets éducatifs, portés principalement par les associations – 75 % des organisateurs, 23 % constitués par les comités d'entreprise et les collectivités territoriales et seulement 2 % pour les sociétés commerciales – et mis en œuvre par les équipes d'animation spécialement formées, s'appuient sur des finalités éducatives parfaitement définies : l'épanouissement de l'enfant par le jeu et la pratique d'activités diverses – culturelles, sportives, artistiques, scientifiques ; le développement de relations entre les jeunes dans le respect du pluralisme culturel et de la laïcité ; la découverte de l'environnement naturel, social, culturel et géographique ; la pratique d'activités créatives.

Les équipes d'animation mettent tout en œuvre pour la réalisation de ces finalités éducatives ; en veillant à ce que les droits des enfants soient toujours respectés mais en montrant aussi aux enfants qu'ils ont des devoirs dans le cadre du projet collectif de centre de loisirs ou de vacances. Les centres de loisirs et les centres de vacances doivent aussi garantir aux enfants : une sécurité physique et morale, le droit à la liberté, la dignité dans le respect des autres, le respect de chaque individu, des conditions de vie assurant harmonieusement leur développement physique, affectif et moral, le respect des rythmes de vie propres à chacun, une nourriture équilibrée de qualité, dans le respect des régimes ou choix personnels.

Les vacances collectives portées par des valeurs éducatives et de cohésion sociale

Les vacances scolaires sont bien des temps de récupération, de rupture dans un cycle annuel, temps ô combien nécessaires, comme l'ont montré les travaux des chronobiologistes et chronopsychologues, pour une croissance harmonieuse des enfants et des adolescents. L'intérêt des colos et des camps

d'adolescents c'est qu'elles constituent aussi des moments permettant de concilier des projets apparemment contradictoires mais en fait tout à fait complémentaires : les loisirs et l'éducation. D'ailleurs, ne parle-t-on pas de loisirs éducatifs ?

Les vacances sont l'occasion de pratiquer des activités tant ludiques que culturelles ou sportives, selon ses souhaits, ses envies ; de la découverte d'activités nouvelles à la pratique plus intensive de son ou ses passe-temps. L'offre de séjours, extrêmement riche, permet à chacun de satisfaire ses envies, dans un cadre sécuritaire très réglementé.

Nous l'oublions trop souvent, les accueils collectifs de mineurs constituent l'un des milieux les plus sûrs et font l'objet d'un cadre réglementaire unique en Europe. En ce sens, il faut souligner les travaux menés depuis de nombreuses années entre les ministères de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, de la Santé et les acteurs professionnels de terrain, en particulier les associations.

Ces associations, au quotidien, mettent en œuvre leurs projets éducatifs, portés par des équipes pédagogiques composées à la fois de professionnels et de personnels occasionnels. L'organisation des séjours, les programmes d'activités, les méthodes pédagogiques sont guidés par des principes forts, intangibles, s'appuyant sur le respect des individus, la socialisation des enfants tout en développant leur autonomie et leur personnalité. Les attentes éducatives prennent toute leur place dans le cadre non contraint des vacances scolaires. Attentes éducatives essentielles dans le cadre collectif des séjours de vacances où les dimensions de vivre ensemble, de solidarité, de mixité et de brassage social sont les piliers des projets portés par la plupart des associations.

Les espaces de vie collective, de partages de valeurs, de projets sociaux, éducatifs, en dehors de l'école, sont rares et méritent d'être connus et reconnus. Encore faut-il que le cadre constitué par ces accueils garantissent une accessibilité totale, au sens de la laïcité portée par la Ligue de l'enseignement : la

lutte contre toute forme de discrimination, garantie par une réelle mixité, ferment de la cohésion sociale. Colos et camps d'adolescents sont des lieux et des temps de son expression, du vivre ensemble, où sont abolies toutes les formes de communautarisme, d'exclusions, qu'elles soient sociales, religieuses, géographiques, ethniques, etc.

Des lieux de démocratisation de la pratique d'activités culturelles, artistiques et sportives

Tous les temps sont éducatifs et les temps de vacances sont aussi ceux où l'on apprend pour mieux s'épanouir. Il en est ainsi de nombreuses activités qui peuvent être pratiquées dans un cadre choisi selon des niveaux qui correspondent à ses souhaits. L'offre de séjours présente une gamme de sites et d'activités où chacun y trouve une réponse à ses préoccupations : séjours musicaux, arts du cirque, activités théâtrales, séjours scientifiques, sportifs, découvertes de pays et de cultures différentes, etc.

Il ne faut pas oublier que les camps d'adolescents ont été les lieux de démocratisation pour des activités qui aujourd'hui paraissent totalement banales alors que ce n'était pas le cas il y a encore une vingtaine d'années : VTT, tennis, planche à voile par exemple.

Dans d'autres domaines, les colos et les camps d'adolescents ont joué un rôle essentiel comme, par exemple, le développement de la pratique des Technologies de l'Information et de la Communication. Enfin, pour clore une liste déjà longue, on ne peut passer sous silence le rôle joué par nos organisations dans la chute des frontières et des barrières culturelles et linguistiques dans un espace géographique qui nous est cher : celui de l'Europe.

Les camps d'adolescents à l'étranger : une ouverture sur le monde

Ces camps, qui se déroulent principalement en Europe, constituent des moyens particulièrement performants pour aller à la découverte « des autres ». L'adolescence est un âge privilégié qui favorise ce désir de rencontre et d'ouverture à des cultures différentes. En ce sens, ces séjours sont même des vecteurs de la construction d'une citoyenneté européenne qui a connu un essor important avec la chute du mur de Berlin. Les destinations vers l'Europe de l'Est sont maintenant aussi prisées que celles de l'Europe du Sud.

D'autres séjours permettent également un engagement personnel des jeunes dans le cadre de « chantiers » ou de séjours à caractère solidaire. Les destinations privilégiées sont actuellement celles de l'Afrique. Beaucoup de séjours s'inscrivent dans la durée, le voyage sur place étant l'aboutissement d'une préparation bien en amont du séjour lui-même. Et il n'est pas rare de constater que les jeunes, à leur retour, concrétisent leur engagement en adhérent à des associations de solidarité, voire en les créant.

Les accueils collectifs de mineurs : acteurs du développement durable

Les vacances collectives sont aussi des moments privilégiés pour une prise de conscience, individuelle et collective, de nos responsabilités face aux enjeux de l'environnement et du développement durable.

Les programmes proposés, toujours grâce au support d'activités ludiques et éducatives, permettent aux enfants et aux jeunes de prendre conscience de leur responsabilité – sans pour autant avoir recours à de quelconques formes de culpabilisation –, des gestes quotidiens facilement mis en

œuvre pour assurer l'avenir de notre planète. Ils sont d'ailleurs de formidables vecteurs d'éducation à leur retour, dans leurs familles où, à leur tour, ils participent à la sensibilisation de leur entourage.

La durabilité, ce sont aussi les retombées économiques et sociales dans les territoires aux effets totalement sous estimés du fait de l'absence d'indicateurs économiques et sociaux pour les activités de jeunes. Par exemple, a-t-on réellement pris conscience de l'impact des classes de découvertes dans le département des Hautes-Alpes ? En 1998, ce département accueillait trois fois plus d'enfants en classe de neige qu'il n'en scolarisait !

Les colos et les camps d'adolescents : une école de citoyenneté pour les jeunes animateurs

L'encadrement des mineurs en centres de vacances nécessite des besoins importants sur des périodes très courtes puisqu'elles se limitent aux périodes de vacances scolaires. On estime les besoins à environ 500 000 animateurs et directeurs pendant les vacances d'été, ce qui, pour une période aussi limitée, ne peut constituer en aucun cas un gisement d'emploi. La réglementation a donc prévu la formation, non professionnelle, des jeunes adultes qui veulent s'engager dans l'encadrement pédagogique des séjours de vacances et des accueils de loisirs – formations BAFA et BAFD.

Ces temps d'engagement associatif pour des lycéens ou étudiants pour la plupart, leur permettent d'offrir de leur temps, de leur compétence au service de jeunes enfants.

Outre ces fonctions, cet engagement éducatif est aussi pour beaucoup d'entre eux l'occasion d'un premier exercice de prises de responsabilité, les préparant ainsi à mieux s'engager dans leur vie active d'adultes. On peut d'ailleurs remarquer

que de nombreux enseignants, cadres d'entreprise ou élus font souvent référence à leur engagement initial en tant qu'animateurs de centres de vacances.

Les séjours de jeunes : une éducation à la mobilité

Voyager, utiliser des moyens de transport, franchir des frontières, découvrir de nouveaux horizons, de nouvelles activités ne s'improvise pas. La pratique du tourisme nécessite aussi un apprentissage, une éducation.

L'analyse des raisons du non départ montre bien que si les raisons financières sont un obstacle au départ, elles ne sont pas les seules. Des adultes, des familles qui ne sont pas partis depuis longtemps, voire qui ne sont jamais partis, connaissent des difficultés importantes à partir, même avec des soutiens financiers adaptés. Ces personnes nécessitent un accompagnement social pour favoriser ce départ. Les activités de voyage, le tourisme reposent sur des techniques, des codes qui paraissent tout à fait naturels aux praticiens mais qui sont totalement étrangers aux néophytes.

Les études montrent qu'aujourd'hui les personnes qui sont les plus concernées par le non-départ sont celles qui ont peu eu la possibilité de partir, voire jamais : milieu rural, personnes âgées. En revanche, celles qui partent le plus aujourd'hui, les 50-65 ans, sont celles qui ont bénéficié de moyens financiers suffisants et, surtout, celles pour qui les déplacements, les voyages ont toujours été une pratique courante.

Un enfant, un jeune qui sera parti en voyage – séjours de vacances ou classe de découvertes – incitera ses parents à retourner sur son lieu de séjour à un autre moment avec eux.

Les séjours de vacances pour enfants et adolescents constituent donc de véritables écoles de la mobilité. Certains

pays ont parfaitement compris le potentiel offert par les séjours de jeunes, potentiels touristes de demain, comme l'Irlande – au travers des séjours linguistiques – ou l'Autriche – au cours de séjours de ski – qui ont mis en œuvre des politiques commerciales très ciblées sur ces publics.

Pour conclure, la société française de ce début de XXIe siècle est une société des vacances et des loisirs. Alors que seulement 15 % de nos concitoyens partaient en vacances en 1950, ils sont plus de 65 % à partir aujourd'hui. Les vacances sont un marqueur social qui détermine si, oui ou non, on se situe dans la norme sociale. Ne pas partir en vacances est le révélateur d'une non intégration à cette société, une non intégration génératrice de sentiments de frustration et d'injustice.

Ce qui est vrai pour les adultes l'est encore plus pour les enfants et rend cette injustice du non-départ encore plus intolérable.

N'est-il pas de notre responsabilité collective, État, collectivités territoriales, partenaires sociaux, associations, de tout mettre en œuvre pour que les périodes de vacances soient des temps partagés par tous, selon leurs désirs, et qui constituent des moments privilégiés d'épanouissement personnel ?

---

1 /ObservatoireVLEJ@aol.com

Permettre l'avenir de l'enfance

HENRI DE RAINCOURT

L'activité du Conseil général, non seulement dans le domaine social et médico-social, mais aussi dans les domaines éducatifs, sportifs et culturels, tend, en quelque sorte, à permettre l'avenir de l'enfance.

Ce serait toutefois solliciter le sujet de manière un peu trop large et réduire du même coup la charge de préoccupation, d'engagement et de responsabilité que nous mettons dans la protection de l'enfance que nous avons mission d'assurer et qui est au cœur de notre contribution aux politiques de l'enfance. Nous l'aborderons ici sous le double point de vue de président d'une collectivité territoriale et de législateur.

La protection de l'enfance : un devoir, deux dispositifs

Le droit à la sécurité est un droit fondamental de toute personne humaine et l'État doit en être le garant, en particulier vis-à-vis de ceux qui sont les plus vulnérables.

S'agissant des enfants, c'est naturellement aux parents qu'il revient en premier lieu de veiller à leur sécurité physique, matérielle et affective. Mais quand cette protection est absente, les pouvoirs publics ont le devoir de prendre le relais.

La protection de l'enfance est donc pour nous un devoir que nous remplissons, lorsque c'est nécessaire, grâce à deux dispositifs principaux, la Protection maternelle et infantile (PMI) et l'Aide sociale à l'enfance (ASE), que renforcent en

cas de besoin la Maison départementale des Personnes handicapées et le service de prévention des exclusions.

La protection maternelle et infantile

La Protection maternelle et infantile a pour mission générale la protection et la promotion de la santé de la mère et du jeune enfant au sein de sa famille. Dans le cadre de cette mission, la PMI développe de nombreuses actions qui visent à :

- Permettre la naissance dans de meilleures conditions – actions collectives d'information et d'éducation familiale, centres de planification, entretien en début de grossesse, interventions à domicile, aides matérielles du « plan cigogne ».
- Accompagner les premières années de l'enfant – visites à domicile, consultation infantile, vaccination.
- Soutenir les enfants en difficulté.
- Soutenir les parents en difficulté.
- Favoriser la socialisation et l'éveil de l'enfant (garde du jeune enfant hors de sa famille : assistantes maternelles et établissements d'accueil de la petite enfance).
- Favoriser la scolarisation – bilans de santé en école maternelle.

La Protection maternelle et infantile concerne tous les enfants de moins de 6 ans.

L'Aide sociale à l'enfance

L'ASE s'occupe, pour sa part, des enfants en danger sans aucune limite d'âge.

On l'a peut-être déjà oublié mais pour les départements, l'Aide sociale à l'enfance n'a pas vingt ans. Le transfert de cette compétence est intervenu en 1989 et le bilan de l'action conduite depuis cette date est largement favorable : non seulement l'Aide sociale à l'enfance a plus que doublé mais il faut insister sur le fait que les inégalités entre départements se sont encore réduites.

L'enfance en danger

Qu'est-ce que l'enfance en danger ? La définition qu'utilisent les acteurs de terrain est la définition opérationnelle élaborée par l'Observatoire décentralisé de l'Action sociale (ODAS) selon laquelle les « enfants en danger » se répartissent entre « enfants maltraités », victimes de violences physiques ou psychologiques, d'abus sexuels, de négligences lourdes, ayant des conséquences graves sur leur développement physique et psychologique, et « enfants en risque » qui connaissent des conditions d'existence risquant de compromettre leur santé, leur sécurité, leur moralité, leur éducation ou leur entretien, sans pour autant être maltraités.

À l'égard de ces « enfants en risque » – le risque concernant surtout l'éducation et la santé –, l'Aide sociale à l'Enfance a une mission de prévention : elle apporte aux enfants et à leur famille un soutien matériel, éducatif et psychologique. Il s'agit en général d'actions de proximité au domicile même des familles pour leur permettre de retrouver leur autonomie et prévenir la dégradation des situations.

Dans le cas des « enfants maltraités », l'Aide sociale à l'enfance a une mission de protection et d'accompagnement : accompagnement au domicile ; accueil de l'enfant, à la journée ou de façon continue, au sein d'une famille, dans un lieu de vie ou dans un établissement.

Les services sont là pour protéger l'enfant et « étayer la parentalité » dans la préoccupation constante de restaurer le

lien parent-enfant, de favoriser un retour de l'enfant dans son milieu.

Des évolutions préoccupantes

Si la protection de l'enfance repose sur des principes largement partagés, nos pratiques doivent encore s'adapter car on assiste depuis quelques années à une augmentation inquiétante du nombre d'enfants en danger.

Cette progression, mise en évidence par l'enquête annuelle sur les signalements d'enfants en danger de l'ODAS, peut résulter pour partie d'une plus forte sensibilisation du public et d'une meilleure connaissance des procédures à suivre.

Pour l'essentiel, l'augmentation du nombre d'enfants maltraités est surtout due à une multiplication des violences physiques reflètant la progression de la violence dans les relations sociales.

S'agissant des enfants en risque, leur nombre connaît une nette augmentation vraisemblablement due à l'aggravation du processus de destabilisation des familles.

C'est pour essayer de s'adapter à cette évolution préoccupante que la loi du 5 mars 2007 a réformé la protection de l'enfance.

La loi répond à trois motivations principales :

- Renforcer la prévention par le repérage, dès le stade de la grossesse, des situations potentiellement à risque et par la participation des enfants à des examens médicaux vers l'âge de 3 et 6 ans.
- Améliorer le dispositif d'alerte en créant dans chaque département une collecte centralisée de signalement.

- Diversifier le mode de prise en charge des enfants en danger pour sortir de l'alternative entre action à domicile et placement.

Parmi l'ensemble des mesures adoptées, il en est qui peuvent au premier abord paraître surprenante, ainsi l'examen psycho-social du 4e mois de grossesse ne s'adresse plus seulement aux femmes enceintes ayant des besoins ou des difficultés spécifiques – femmes jeunes en perte de repères et carencées sur le plan affectif et éducatif, femmes venant de pays étrangers, femmes ayant un handicap, femmes en situation de précarité ou en difficulté sociale – mais il est proposé systématiquement à l'ensemble des femmes enceintes.

La raison de cette mesure – qui doit permettre de repérer d'éventuelles difficultés d'ordre psychologique ou social qui peuvent compliquer l'accueil de l'enfant à naître et la qualité des liens avec les futurs parents – est simple : les sages femmes de PMI rencontrent des femmes vivant en couple, éduquées, insérées par le travail, sans difficulté financière, mais éloignées de leur famille et qui trouvent un interlocuteur à qui exprimer leurs angoisses par rapport à leur capacité d'exercer la fonction parentale.

Ce constat en dit long sur l'évolution des relations sociales et familiales et sur la mutation à l'œuvre au sein de notre société.

La loi du 5 mars 2007 ne remet pas en cause, bien au contraire, le double fondement administratif et judiciaire qui fait à la fois la richesse et la complexité de la protection de l'enfance dans notre pays. Mais ce double système peine à trouver sa cohérence : les dispositifs de repérage et de signalement laissent souvent à désirer en raison de leur cloisonnement, des contraintes du secret professionnel et de l'interprétation mouvante de la ligne de partage entre protection administrative et protection judiciaire.

La loi propose des avancées et confirme le rôle du département en lui donnant les moyens de piloter réellement la politique de protection de l'enfance. Non seulement le Conseil

général se doit d'assurer la prise en charge de l'enfance en danger, mais aussi d'anticiper les dangers par la prévention et la détection des situations à risque.

Cette nouvelle donne confère une immense responsabilité à toutes les équipes du Conseil général, et à son président en particulier, puisque sa responsabilité juridique est engagée.

De la protection à la prévention

Que ce soit dans les travaux préparatoires à la loi du 5 mars 2007, dans le quotidien des services ou dans les rapports en tout genre qui étudient les problèmes de l'enfance en liaison avec les mutations de notre société, on voit bien que tous les efforts tendent à développer et faire prévaloir le rôle de prévention. Le chemin pour y parvenir, cependant, est encore long. Car même si l'Aide sociale à l'enfance a pour mission explicite, selon le code de l'action sociale et des familles, d'organiser dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, ce sont les missions de protection qui mobilisent encore la plus grande partie de nos moyens.

L'objectif n'est pas hors d'atteinte même si l'on peut s'interroger sur le coût du dispositif et sur sa réelle capacité à protéger les enfants.

Loin de nous démobiliser, ces questions ne font que renforcer notre détermination à œuvrer au quotidien pour l'avenir de l'enfance.

L’ENFANT ET LA CITÉ

De l’enfant à l’école à l’enfant-citoyen

L’enfant, l’école, le professeur
« Apprendre à…, Apprendre de… »

BERNARD DEFRANCE

Dans un très court texte, une petite lettre qui a traversé les siècles la *Lettre à Ménécée*, qu’on appelle aussi *Lettre sur le Bonheur*, Épicure rappelle que pour éprouver le plaisir, il faut d’abord se débarrasser des peurs qui nous habitent depuis très longtemps, pas seulement des peurs qui nous hantent en tant qu’individus, en tant que personnes, mais des peurs qui habitent l’humanité depuis que l’aventure a commencé, il y a trois millions et demi d’années à peu près. Comment se débarrasser de ces peurs ? Peut-être, dans un premier temps, apprendre à les reconnaître. Et Épicure d’énumérer : se débarrasser de la peur des dieux, de la mort, et donc, de la peur de la vie. D’une certaine manière, on peut éprouver cette peur de la vie quand on est professeur, à chaque fois qu’on entre en classe.

À chaque fois, la peur est là, forcément, obligatoirement, immanquablement, parce que l’on se retrouve seul face à 25, 30, 35, parfois jusqu’à 40 élèves ! La géographie de la classe, elle aussi, induit la violence, le rapport de force. Un élève ce matin a utilisé le mot « ennemis », pour parler des profs. Dès que l’on entre en classe, la question est : est-ce que je vais tenir ? Est-ce que je vais les tenir ? Maintenir ? Les tenir dans la main ? « Cette classe-là, ça va, je la tiens bien, etc. » ou, à l’inverse, « J’en ai marre de cette classe, je ne peux plus rien en faire, il faudrait savoir qui fait la loi, si c’est eux ou moi. » Quel professeur n’a pas pensé ça ou dit ça un jour ou l’autre ? Comment sortir de cette tension, de ce rapport de force ?

Lier, délier, allier

On peut identifier trois moments[1]. Dans un premier temps, le professeur est tenté de lier. Il doit maintenir, tenir, obtenir, et donc il faut lier, enfermer, ligoter, maîtriser. Tous les fantasmes de la maîtrise qui sont les nôtres, et qui accompagnent inévitablement le travail pédagogique, sont bien là toujours présents : « Est-ce que je ne vais pas être débordé ? Si je descends de l'estrade, que va-t-il se passer ? S'il y a familiarité, si la distance diminue ? » Cette peur, cette tension, ce rapport de force, on peut y répondre dans un premier temps effectivement par ce moment de liaison, de contention qui se résume aisément par la formule : « Il faut poser des limites, des cadres ! »

Et puis, dans un deuxième temps, on peut être tenté de délier : comme nous vivons dans une société où prédominent les aspirations à l'autonomie, à la liberté, à l'affirmation du sujet en tant qu'individu – l'individu c'est ce qui ne se divise pas –, et que ces aspirations sont extrêmement fortes, la « convivialité » devient une exigence aussi bien en famille que dans les entreprises ou les quartiers, etc., et l'école demeure d'une certaine manière le dernier lieu de socialisation « dure », où il s'agit en effet de faire comprendre les exigences des intégrations nécessaires à des jeunes qui sont tentés par le mode cool, par cette pseudo-convivialité qui tient de lieu de socialité. Et donc, en fait, le professeur est tenté de délier, de lâcher prise. Ce faisant, il peut basculer dans un autre système qui consiste à régresser lui-même au niveau de l'enfance et de l'adolescence et à entrer dans une espèce de fusion, illusoire, avec les élèves dont il a la responsabilité.

Mais bien entendu, ce temps ne dure qu'un moment, il ne dure que jusqu'au moment de l'examen. Certains élèves disent : « Ah oui, ce prof., on l'avait en 4e, on croyait qu'il était vachement sympa, etc., les relations, c'était chouette, parfait, mais le jour du conseil de classe, il nous a sacqués. » Le professeur n'a sacqué personne, bien entendu, il a simplement procédé à des évaluations qu'il croyait tout à fait objectives, sincères, et utiles même aux élèves, sauf que,

effectivement, ce temps de déliaison se heurtait à l'obligation institutionnelle de noter ses propres élèves. Surgit alors la troisième question que nous pouvons nous poser, c'est celle de l'alliance, du troisième temps, après le lier et le délier, le temps de l'allier, le temps de l'alliance.

Comment constituer une alliance avec ses élèves ? Comment effectivement prendre, même provisoirement, leur parti, de sorte qu'ils comprennent que ce cadeau d'école qui leur est fait est un cadeau incomparable ? Là où j'enseigne, j'ai des élèves dont les parents ont traversé les frontières et les océans, en se jetant dans l'inconnu, à leur âge ou un peu plus âgés, ou emmenés par leurs propres parents, puisqu'ils sont à 90 % tous issus de l'immigration. Il m'arrive de leur dire : « Chacun d'entre vous coûte à l'État à peu près 9 000 euros par an. Pourquoi croyez-vous qu'on vous fait ce cadeau ? Et combien de jeunes de 18 ans sur la surface de la planète ont-ils droit à ce cadeau ? » Nous le savons : 300 millions d'enfants encore dans le monde n'ont pas droit à l'école. Donc nous pouvons faire comprendre aux élèves que nous sommes de leur côté, que, avant même qu'ils soient nés, nous avons décidé, en devenant enseignants, de prendre leur parti, d'être leurs premiers supporters, au sens anglais du terme, et qu'il ne s'agit pas alors seulement d'apprendre à supporter ses élèves, il s'agit de les supporter au sens véritablement sportif du terme.

Les trois lignes de violences

Pour répondre positivement à ces questions, il faut d'abord se demander qui sont ces élèves ? Je vais parler des miens, non pour faire une analyse sociologique exhaustive, mais simplement pour dire ce qu'ils sont, à gros traits. Il me semble qu'ils sont porteurs de trois lignes de violence, auxquelles nous devons pouvoir essayer de répondre, ou au moins essayer d'en prendre conscience.

L'histoire

La première, c'est celle dont ils sont les héritiers. Ces enfants, ces adolescents, ces jeunes adultes, ces élèves, sont porteurs de toutes les violences de la planète. Quand vous avez dans la même classe trois Vietnamiens qui ne se parlent pas – mais qui commencent à se rapprocher – parce que l'un est de tradition bouddhiste, l'autre de tradition chrétienne, et le troisième de tradition musulmane ; lorsque vous avez dans la même classe, au plus fort de la guerre entre la Serbie et la Croatie, une jeune fille d'origine serbe et un garçon d'origine croate, lorsque vous avez juifs et arabes, lorsque Ghislaine explique que le village dont elle est issue au Congo a été ravagé par la guerre civile, qu'elle n'a plus de nouvelles de ses oncles, tantes et cousins qui errent sur les routes des réfugiés fabriqués par ces guerres et ces famines ; quand Chafique, en vacances chez son oncle et sa tante à Karikal en Inde, apprend qu'une petite fille de 8 ans est morte d'une maladie qui aurait pu être soignée et qu'il écrit, après avoir raconté cet événement : « Depuis ce jour, je déteste l'argent, puisqu'il ne sert qu'à faire des hommes de plus en plus riches et des pauvres de plus en plus pauvres qui, par conséquent, souffrent. Je me rends compte que nous vivons comme des rois ici par rapport à ceux qui souffrent de la guerre, de la pauvreté, du racisme et d'autres choses qui font du monde un enfer pour certains. Nous, par contre, nous vivons bien tranquilles, même si c'est un peu difficile parfois… » – il habite une des cités les plus pourries de Stains, qu'on va peut-être enfin se décider à réhabiliter. Nous pouvons alors prendre conscience que l'un des rôles de l'école est de prendre en compte cette histoire dont ils sont porteurs, ces filiations, ces traditions, de reconnaître d'où ils viennent. Et je pourrais citer encore mille autres exemples.

C'est là la première ligne de violence, et nous oublions, nous ici, dans les pays dits développés, que nous sommes également porteurs de cette même violence que nous a léguée l'histoire. Nous sortons d'un siècle qui nous a permis de comprendre que les plus hauts degrés de compétence, de

culture, de savoir pouvaient se mettre au service des pires formes de barbarie. Un four crématoire est un outil technique extrêmement compliqué et pour concevoir et réaliser cet outil technique, on fait appel aux meilleurs ingénieurs sortis des meilleures écoles d'Allemagne. Sur les dignitaires nazis jugés à Nuremberg, la moitié d'entre eux étaient docteurs d'université… Si les plus hauts degrés de compétence, de culture et de savoir peuvent se mettre au service des pires formes de barbarie, alors l'école se trouve interrogée au plus profond de sa mission et de sa fonction.

L'école

La deuxième ligne de violence dont ils sont les héritiers et qu'ils supportent encore est celle de l'école où l'on ne parle qu'en répétant, où l'on n'écrit que sous la dictée. Comment parler à l'école ? Comment parler à celui qui vous juge ? Certes, toute rencontre humaine ne peut pas ne pas donner lieu à un jugement réciproque. À chaque fois que l'on rencontre quelqu'un, à chaque fois que l'on prend le métro, que l'on est en assemblée, nous ne pouvons pas ne pas porter des jugements, jaillissent en nous, quasiment par réflexe, instinctivement, des jugements les uns sur les autres : « Qu'est-ce que ce vieux con ? Qu'est-ce que cette péronnelle ? » Toute relation humaine entraîne quelque chose qui est de l'ordre du jugement, un jugement réciproque ; et donc, exprimer ses pensées, parler en classe, c'est courir le risque d'être jugé, par le professeur, par les camarades également. Parler en classe, dans un certain nombre de circonstances, c'est courir le risque de passer pour un « bouffon », pour un « fayot ». Aujourd'hui, ils utilisent des termes encore plus grossiers pour désigner celui qui lève la main, répond aux questions, essaie de se faire bien voir par le professeur. Comment parler au professeur ? Je renvoie ici à un jeu de mots de Philippe Perrenoud[2] : devant un juge d'instruction, nous sommes évidemment extrêmement prudents, on ne dit pas n'importe quoi, tout ce que je dis peut « se retourner contre moi » ! Les récentes enquêtes

internationales sur la baisse relative des performances du système éducatif français indiquent, parmi les causes de cette baisse, l'excessive prudence des élèves, c'est-à-dire que le collégien ou le lycéen français moyen n'avance de réponse à la question du maître que s'il est sûr d'apporter la bonne réponse. Sinon, le reste du temps, il préfère se taire et cette attitude de prudence peut même aller plus loin : je m'étonnais d'un 12 que mon fils avait obtenu pour un devoir en mathématiques, il était dans sa troisième année de collège ; et il me répond en rigolant : « Ben, pourquoi avoir 18 ? 12 c'est bien suffisant ! » Et il m'explique qu'il avait introduit une ou deux petites erreurs de sorte qu'il n'ait pas une trop bonne note, parce que si vous avez 18, vous êtes donné en exemple, administré en potion à vos camarades, envoyé au tableau pour corriger, et dans la cour de récréation ou dans les couloirs, ça risque d'avoir des effets désastreux. Certes, c'est une anecdote qui n'a pas valeur générale, mais elle est intéressante tout de même. Et il y a des collèges, par exemple, où les élèves qui sont inscrits dans les sections « nobles » où l'on apprend l'allemand en première langue se font traiter de « boches » et le sort des « boches » dans les cours de récréation de certains collèges, ce n'est pas toujours exactement réjouissant…

À l'école, les élèves se trouvent confrontés à des situations institutionnelles difficiles. On a beaucoup parlé de l'évaluation et, effectivement, cette évaluation est presque toujours ressentie par les élèves comme une punition : il y a confusion permanente entre sanction et punition ; on est sous un régime de pénalisation des apprentissages où être ignorant c'est être coupable, où commettre une erreur devient une faute, où une tâche à accomplir devient un devoir. Je suis coupable de ne pas respecter les devoirs auxquels je suis astreint. Cette pénalisation, cette confusion des registres, on dirait en termes juridiques des registres civil et pénal, est institutionnellement inscrite : il ne s'agit pas ici de qualités ou de défauts psychologiques et pédagogiques du maître, il ne s'agit pas ici de compétence ou d'incompétence des enseignants, il s'agit de conditions institutionnelles dans lesquelles en effet la note que l'on met sur la copie d'un de ses élèves, le ministre en

personne ne peut pas nous la faire changer : c'est un pouvoir institutionnel sans recours, absolu. Il y a quelque chose d'extrêmement violent dans le fonctionnement même de l'école, où le maître exerce tous les pouvoirs, sans recours. Même lorsque nous sommes totalement débordés, nous savons dire, ou faire comprendre aux élèves : « Faites ce que vous voulez, à la fin de l'année c'est moi qui décide du passage dans la classe supérieure. »

Les élèves de terminale se ressentent souvent comme des survivants de la sélection scolaire, et la difficulté à laquelle nous avons à faire face dans les lycées, c'est le décrochage. Ce n'est pas l'agitation, les incivilités, les cris et cavalcades dans les couloirs, le chewing-gum dans les trous de serrures, comme au collège. Quoique… : j'ai eu beaucoup de succès l'an dernier, dans le couloir : il y avait quatre ou cinq classes qui attendaient les professeurs ; j'arrive devant ma porte, chewing-gum dans le trou de serrure, donc j'utilise la technique que vous connaissez sans doute, je fais chauffer ma clé (il faut avoir un briquet sur soi…) jusqu'à ce qu'elle devienne absolument brûlante, j'entre la clé, le chewing-gum fond, je tourne et nous entrons dans la classe. Applaudissements dans tout le couloir. Bon, mais ce genre d'incidents est très rare au lycée.

La question principale est celle de l'absentéisme, du décrochage. L'an dernier, j'interrogeais un de mes élèves absentéistes – pour une fois, c'était lui qui était là et les autres qui n'y étaient pas ! : « Pourquoi tu sèches ?[3] » Il me regarde très sérieusement et là, on n'est plus dans la « frime », les autres ne sont pas là, et il me répond : « Monsieur, je suis fatigué… – Et qu'est-ce qui te fatigue ? – Ce serait trop long à expliquer… » Dans la suite de la conversation, il me racontait que, la veille au soir encore, il avait passé la nuit dehors parce que le père, qui est un père qui ne démissionne pas, ferme la porte à 7 heures du soir ; s'il n'est pas là, s'il arrive à 7 heures 2, la porte est fermée et il passe la nuit dehors. Même sort pour son frère aîné d'ailleurs, qui a 23 ans et qui vit avec une copine. Effectivement, il y a des circonstances qui

font qu'à cause des conditions de vie extérieure, réussir à l'école devient extraordinairement difficile.

Pourquoi se sentent-ils des survivants dans ce système ? Il faut avoir conscience de ce par quoi un élève passe, ce sur quoi il doit prendre, ce à quoi il doit renoncer pour arriver jusqu'en terminale. Renoncer à tout ce qu'on pouvait ressentir en soi comme potentialités de développement culturel, à toutes les étapes du cursus et des « orientations », renoncement à toute dimension de culture technique pour les élèves considérés comme bons ou moyens, de la dimension artistique pour les futurs forçats des mathématiques et des classes préparatoires et ignorance des connaissances scientifiques indispensables au citoyen d'aujourd'hui pour les relégués « littéraires ». Sur ce dernier point, comment en effet les citoyens d'aujourd'hui peuvent-ils dire leur mot dans les débats qui agitent notre société : nucléaire ou pas nucléaire ? OGM ou pas OGM ?, etc. La plupart des citoyens est évidemment totalement larguée par rapport à ces débats, et donc ce sont les « experts » qui décident… Quelles sont alors les conditions de la décision démocratique ? Dans ce cursus scolaire où il faut sans cesse faire preuve d'allégeance, être motivé ou en donner l'illusion et l'apparence, il m'arrive de m'étonner non pas de l'absence de certains de mes élèves, mais de la présence de la majorité d'entre eux.

Toutes les expériences qui ont été décrites par Fabien Fenouillet[4] montrent que l'école fonctionne rigoureusement à l'envers de ses propres intentions : le contrôle, la surveillance, la notation, le temps limité, etc., autant de conditions institutionnelles du système scolaire qui produisent la démotivation, ou en tout cas diminue considérablement les motivations intrinsèques. Et alors, qu'est-ce qui se passe à ce moment-là ? Et c'est la litanie des conseils de classe : « Ils ne sont pas motivés ! » Évidemment : de 8 heures à 9 heures ce sont les enjeux de la bataille de Marignan, de 9 heures à 10 heures, la reproduction des oursins, de 10 heures à 11 heures, les verbes irréguliers en anglais, de 11 heures à midi… Et l'après-midi, ça recommence, « Untel au tableau ! »

pour réciter un poème de Rimbaud, etc. Et dans ce gâchis, ce morcellement du temps, où à chaque heure il faut être demandeur de ce qui est imposé, il y a quelque chose de tout à fait miraculeux, à constater qu'une bonne majorité des élèves, finalement, s'intéresse, qu'ils arrivent progressivement à grandir, à s'instruire. La violence de l'école tient à ce morcellement du temps et de l'espace, ce hachis des disciplines, ces rapports institutionnels de pouvoir, ces orientations imposées et mutilantes.

Les cités, les médias, le chômage

La troisième ligne de violence dont les élèves sont porteurs est plus visible, elle est souvent médiatisée, c'est la vie dans les cités, dans les silos à main-d'œuvre construits en France pendant les « trente glorieuses » pour stocker la main-d'œuvre au moindre coût possible. Un habitat inhabitable, où tout ce qui est de l'ordre de l'intimité personnelle et familiale est collectivisé de force – tout le monde profite des scènes de ménage rituelles du jeune couple du 3e étage, du gamin qui met sa chaîne hi-fi à toute puissance, etc. Comme le disait un de mes élèves, il y a trois ans : « Quand je suis dans ma chambre le soir en train de faire mes devoirs, je peux savoir dans l'appartement à côté si c'est un homme ou une femme qui est en train de pisser, ça ne fait pas le même bruit. » ! ; et où tout ce qui pourrait être occasions de rencontres choisies et de convivialité de voisinage est rendu très difficile du fait des manques d'équipements collectifs et associatifs. Un mode de logement où on ne peut pas « habiter » activement mais où on est logé, passivement. Qui analysera un jour l'influence de l'épaisseur des cloisons dans les HLM sur la réussite scolaire ? Ces conditions de vie, familiale, sociale, urbaine pèsent considérablement. Plus, bien entendu, l'exemple donné par les adultes de la résignation massive à ces conditions d'existence. Plus le chômage, plus le poids des médias et la puissance des marques…

Nous réfléchissons souvent en philosophie sur cette question des marques : qui est marqué ? Le marquage des

animaux, des esclaves, etc. Et pourtant, j'ai vu diminuer considérablement l'exhibition des marques dans mes classes. Donc, il existe des possibilités de s'entendre et de faire passer des messages, parfois. Mais il arrive aussi aux enseignants de passer à côté de ce que sont ces élèves, héritiers par leur histoire, par l'école et leur milieu extérieur, de conditions qui ne sont évidemment pas favorables. On entend souvent dire que l'école n'a pas à se laisser envahir par les violences extérieures : « je n'y peux rien, dit mon collègue, à l'épaisseur des cloisons dans les HLM ». Il a tout à fait raison, et quand il me dit : « Je ne suis pas une assistante sociale, je ne suis pas policier, magistrat, médecin, je ne suis pas éducateur spécialisé ou animateur socioculturel… », ce collègue a parfaitement raison. Tous ces métiers correspondent à des compétences professionnelles et à des diplômes qui ne sont pas les miens. Ne pas mélanger les genres et les fonctions : c'est bien parce que je suis professeur de mathématiques, d'électronique, de tout ce qu'on voudra – ou de philosophie ! – que je pourrais être utile à ces élèves qui sont porteurs de ces lignes de violence, à la condition, préalable et impérative, que je sois aussi et d'abord, citoyen, tout au moins que j'essaye de l'être.

Face à cette situation, il faut ajouter un autre élément, si on veut que la description de nos élèves soit à peu près complète : ce sont les difficultés considérables de la socialisation. La socialisation, c'est-à-dire le rapport au temps, à l'espace, au travail, à l'argent, aux images, à la loi, à autrui[5]. La chose n'est pas nouvelle cependant si l'on en croit cet extrait du texte de Fernand Deligny, *Les Vagabonds efficaces*, qui date de 1947 :

« Cinéma, radio, presse apportent le monde en images, musique, phrases. Ils sont la pâture constante de la puissance imaginaire des enfants.

Comment peut-on s'étonner que ces derniers veuillent être tout de suite de plain-pied, debout dans ce monde que, par une illusion d'optique quotidiennement entretenue, ils voient à leur fenêtre ?

Conseils, menaces, contraintes et promesses sont d'un temps révolu. L'enfant d'aujourd'hui connaît le monde, celui des solitudes glacées, des grands hôtels, de l'Équateur et des bistrots louches. Il croit le connaître, il croit les images. Il répugne aux livres. Il est dégoûté de la monotonie quotidienne et tatillonne de la vie familiale. Les évasions viennent au-devant de lui. Désastre ?

Désastre collectif si l'adulte persiste à maintenir l'enfant les mains derrière le dos. L'enfant se retourne et mord, saute par la fenêtre et tombe car le monde mille fois vu qu'il croyait prêt à le recevoir n'est que reflets et mirages. S'il existe, c'est beaucoup plus loin. On peut le rejoindre un pas après l'autre.

Mais l'enfant de cinéma, de radio, d'héliogravure ne sait pas marcher. Blessé, il retourne à l'obligatoire existence. Blessé, il prépare le prochain saut de sa fenêtre au monde des images, et puisqu'il faut de l'argent, il en « trouvera ». Ou bien il renonce, dégoûté pour toujours de savoir qu'il y a sur terre deux mondes voisins et pourtant aussi éloignés que la terre et la lune : celui où la vie est atrocement quotidienne et celui des espaces pittoresques, des rencontres imprévues où les gestes spontanés ne sont pas freinés par une atmosphère épaisse de nécessités. Enfants prêts au crime, enfants ratatinés d'avance…

Il serait peut-être temps de repenser l'éducation en fonction de notre monde à plusieurs profondeurs. »

C'était bien avant la télévision et Internet…

Les défaillances de l'initiation

Alors, effectivement, si dans son travail quotidien, le professeur ne prend pas la mesure de l'ampleur des difficultés auxquelles les élèves font face et vont avoir à faire face… Il faut ajouter à cela le fait que l'initiation est souvent défaillante chez les adultes. Où sont en effet les adultes avec lesquels un

adolescent peut parler, effectivement, parler de ses rages, de ses incertitudes, de ses peurs, de ses angoisses, de ses joies, de ses plaisirs ? Où sont les adultes qui peuvent parler aux adolescents et rendre compte de leurs propres engagements et colères ? Dans les sociétés traditionnelles, il n'y a pas d'adolescence, en tout cas c'est une période de l'existence extrêmement brève et les enfants passent quasiment sans transition de l'état d'irresponsabilité infantile à l'état de responsabilité adulte au sens complet du terme. Mais si ces passages sont des passages initiatiques extrêmement douloureux, ils sont organisés par les adultes, et constituent de vrais accès aux responsabilités adultes. Il s'agit pour le jeune de lui faire toucher ses limites du côté de l'extrême douleur aussi bien que de l'extrême jouissance, grâce à l'organisation de rituels très précis et contraignants. Dans le film de John Boorman, *La Forêt d'émeraude*, on voit le garçon recevoir l'initiation quelques jours avant que son père biologique réel, puisqu'il a été enlevé par une tribu d'Indiens en Amazonie, ne le retrouve. Il subit l'épreuve des fourmis et on lui administre ensuite une drogue qui le met en transe et lui permet de rencontrer son animal-totem, l'aigle… Lorsque j'interroge mes élèves – à deux autres reprises dans le film, il prend de la drogue – sur le fait de savoir s'il est un drogué, la réponse est évidemment non…

Or ces rituels initiatiques ont complètement disparu de nos sociétés, peut-être à cause de deux mouvements simultanés qui sont, d'une part, la course des adultes après leur propre jeunesse, l'état d'irresponsabilité prolongée de l'enfance et de l'adolescence interminable avec le recul de l'entrée dans la vie ; et d'autre part, l'impossibilité pour nos institutions d'assumer, en effet, la peur dont je parlais au tout début, la peur que peut provoquer le fait d'essayer de domestiquer, de structurer plutôt, le mot me paraît meilleur, les énergies obscures, pulsionnelles qui sont à l'œuvre dans la psyché humaine, dans la violence, dans la vie elle-même. Cette structuration initiatique de la violence en chacun d'entre nous n'existe plus dans nos sociétés et, du coup, puisque les adultes ont disparu, qu'ils ne sont plus capables de donner l'initiation,

les jeunes tentent de se la donner entre eux. Mais quand on a traversé l'épreuve dans les sociétés traditionnelles, on est devenu pleinement adulte.

« M'éprouver moi-même ». N'importe quel adolescent, arrivé à 15, 18 ou 20 ans n'a de cesse que d'essayer de s'éprouver lui-même : « De quoi suis-je capable ? Qu'est-ce que je vais faire de ma vie ? ». Et quelquefois, un certain nombre d'entre eux, dans l'impossibilité où sont les adultes de répondre à ces interrogations, interrogations parlées ou muettes, peuvent être tentés par un certain nombre de comportements destructeurs et autodestructeurs. Le suicide est devenu en France la première ou deuxième cause de mortalité dans la tranche d'âge des 15-25 ans. Les suicides de mineurs – ce sont des calculs très difficiles à faire, car bien souvent les familles cherchent à dissimuler ces événements – sont évalués à environ 4 000 par an…

Quelle autorité à l'école ?

Comment, lorsque l'on est enseignant, sortir de cette oscillation, de ce balancement perpétuel qui nous fait passer de l'autoritarisme au laxisme, pour essayer de répondre à cette peur, pour essayer de répondre à ces interrogations dont nous devinons l'extraordinaire complexité, comment essayer de sortir de l'oscillation entre la répression et la démission ? C'est ça au fond, le plaisir d'enseigner, c'est lorsqu'on a commencé à entrevoir si peu que ce soit la possibilité de sortir de ce jeu de balançoire entre l'autorité ou bien le laxisme, la répression ou bien la démission.

Comment arriver à comprendre, dans l'organisation institutionnelle de la classe, que ce n'est pas en utilisant les armes du pouvoir sur la classe – comment les tenir ? – que je pourrai me débarrasser de cette peur, mais au contraire en retrouvant le véritable sens de mon autorité ? Mon autorité ? C'est-à-dire la capacité à être auteur. Le premier sens d'autorité, c'est être expert en un certain nombre de

domaines – au sens où on dit que quelqu'un « fait autorité ». Dans la classe, il faut que j'apprenne ou que je réapprenne à exercer mon autorité dans un groupe et donc renoncer à exercer mon pouvoir sur ce groupe, de sorte que, symétriquement, les élèves puissent intérioriser les exigences de l'obéissance. L'obéissance, c'est le contraire radical de la soumission. Il ne s'agit pas pour moi de soumettre les élèves : vous savez bien ce que, pour l'inconscient, peut signifier se soumettre, « se mettre dessous »[6]. Effectivement, il y a là quelque chose d'extrêmement important à comprendre : pour les élèves, la soumission au maître interdit l'accès à la culture et à la construction des savoirs. Dans la soumission, il ne s'agit pour moi que de deviner ce que le maître a derrière la tête – « Qu'est-ce qu'il veut que je mette sur cette copie ? Qu'est-ce qui va faire bien et qui va me permettre d'obtenir une bonne note ? »

Ainsi, l'exercice de l'autorité dans la classe est contradictoire avec l'exercice du pouvoir sur la classe et donc, symétriquement, on peut espérer que les élèves, au lieu d'apprendre à se soumettre aux volontés du maître, vont apprendre à obéir aux exigences de la recherche et de la création, à entrer en effet dans l'extraordinaire complexité de la construction des savoirs, de la recherche de l'efficacité et l'habileté dans les techniques, de la recherche de la beauté dans les arts, de la vérité dans les sciences, et le professeur de physique peut commencer son cours en expliquant qu'il ne sait toujours pas de quoi il parle quand il parle de la lumière, et le biologiste en disant : « Je ne sais toujours pas de quoi je parle quand je parle de l'objet même de ma science, c'est-à-dire la vie. C'est à vous de prendre la suite et toutes les questions qui sont pour nous encore inconnues, incommensurablement inconnues, ce sera à vous d'essayer d'en trouver les réponses, en entrant à votre tour dans cette histoire, de vous approprier en effet les significations données au monde et à l'histoire par les générations qui vous ont précédés, pour que vous puissiez à votre tour entrer dans cette recherche et dans la création culturelle. Je vais vous passer le témoin parce qu'il y a des tas de questions auxquelles nous n'avons pas su encore répondre

et, d'une certaine manière, ces questions sont en effet incommensurables. » J'étais l'an dernier invité par des magistrats, des avocats, des policiers, des éducateurs de la PJJ[7], etc., pour répondre à la question : « À quoi sert l'école ? », ce qui comporte une contradiction, puisque le verbe « servir » renvoie à l'utilité. Or l'école, *scholè* en grec, signifie loisir. L'école ne « sert » à rien. Plus précisément, l'école est d'autant plus utile et nécessaire qu'elle ne se soumet pas aux impératifs de l'utilité et de la nécessité.

Pourquoi aller à l'école ?

Répondre à cette question signifie réfléchir aux trois défis qui sont tout à fait nouveaux dans toute l'histoire des systèmes éducatifs.

Articuler les savoirs et la loi

Le premier défi, je l'ai déjà évoqué : si les plus hauts degrés de savoir, de culture et de compétences ont pu se mettre au service des pires formes de barbarie au cours des totalitarismes du XX^e^ siècle, alors nous savons en effet que, depuis le Goulag, Auschwitz et Hiroshima, il faut reprendre à notre compte cette vieille question des hommes de la Renaissance : « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme », c'est-à-dire que si le savoir n'est pas structuré par une éthique, il devient meurtrier et, réciproquement, toute éthique, toute loi, qui n'est pas armée par un savoir demeure impuissante. La loi sans le savoir reste impuissante, le savoir sans la loi est meurtrier. Donc : comment articuler à l'école, dans le cours de maths, l'atelier d'électronique ou n'importe quelle discipline, dans ce qui fait le cœur même des activités d'apprentissage, cette instruction des savoirs, cette construction des logiques extrêmement exigeantes et complexes des savoirs avec l'institution de la loi ? Je parle ici d'institution et non pas d'imposition de la loi. Ce sont deux processus, hormis le cas

d'urgence, contradictoires l'un avec l'autre. Il s'agit d'instituer, il ne s'agit pas d'imposer la loi dans le processus éducatif, il s'agit de l'instituer pour permettre aux petits d'hommes d'accéder à l'autonomie. Ça, c'est le premier défi.

Articuler transmission et création

Le deuxième défi est difficilement quantifiable. Une étude réalisée par l'Unesco, il y a quelques années, avait essayé de mesurer l'accélération des connaissances humaines, de l'ensemble des savoirs, des savoir-faire de l'humanité. Elle est arrivée à la conclusion que l'ensemble des savoirs, des savoir-faire de l'humanité double à peu près tous les quatre ans, c'est-à-dire que ce que l'humanité sait dans sa totalité en 2004 est le double de ce qu'elle savait en 2000, le quadruple de ce qu'elle savait en 1996, et que c'est la première fois que cette extraordinaire accélération se produit dans l'histoire. Les savoirs et les savoir-faire se renouvellent beaucoup plus rapidement que les générations et alors du coup, la transmission, où il s'agit de répéter, de recevoir et de restituer, ce rôle essentiel de transmission de l'école s'en trouve complètement bouleversé.

Quant à ce deuxième défi, il est possible effectivement de le formuler de cette manière : comment articuler la transmission critique des héritages avec le développement chez les enfants de la capacité à faire face à l'imprévisible ?

Ils auront à résoudre les problèmes gigantesques posés par le triple enjeu des croissances industrielles, urbaines et démographiques dont on commence à parler dans les médias : la montée du prix du pétrole par exemple ; ou les futures famines : on sait déjà qu'elles vont commencer dans trois ans à peu près, lorsque la Chine ne se suffira pas du point de vue alimentaire et qu'elle importera massivement – comme elle le fait déjà pour le pétrole – les céréales, que, donc, le prix du blé va monter et que les pays pauvres ne pourront plus se le payer.

Nos élèves auront à prendre, dans le laps de temps de leur propre existence, des décisions politiques fondamentales, à

savoir : est-ce que l'aventure de l'espèce humaine va continuer ou pas ? Il se passe quelque chose d'extrêmement important qui fait s'entrecroiser les domaines de l'intime et les problématiques planétaires. Par conséquent, les enjeux en question dans ce qui se passe à l'école deviennent tout à fait nouveaux. Et nous nous retrouvons donc bel et bien obligés de repenser complètement nos modes traditionnels de transmission.

Articuler droits-créances et droits-libertés

Le troisième défi, c'est l'aspiration à l'égalité. On sait que la Convention internationale des droits de l'enfant reconnaît non seulement des droits-protection, ce que faisaient déjà la déclaration de la Société des Nations en 1923 et la déclaration des droits de l'enfant en 1979, mais qu'elle a introduit en 1989 une nouveauté décisive. Il ne s'agit plus seulement de reconnaître aux enfants des droits-protection, des droits-créances, c'est-à-dire à une vie digne, l'habitat, l'éducation, la santé, mais également des droits-libertés, c'est-à-dire l'exercice d'un certain nombre de droits. Les droits-protection se traduisent en devoir des adultes à l'égard des enfants alors que les droits-libertés peuvent désormais être exercés directement par les enfants : droits d'association, d'exprimer leur opinion, de peser sur toutes les décisions qui les concernent, selon leur degré de maturité. Ce qui a des conséquences que nous ne mesurons pas encore vraiment dans nos pratiques familiales, nos pratiques éducatives. À l'école notamment, nous l'avons vu, nous devons nous rendre compte que ses fonctionnements ordinaires sont constamment en contradiction avec ces exigences de la Convention internationale des droits de l'enfant.

Le troisième défi consiste à articuler la nécessaire protection de l'enfant, la reconnaissance de son immaturité relative avec la reconnaissance de sa maturité relative. Comment articuler dans le temps, et c'est là le défi de l'école, comment ne pas traiter l'enfant trop tôt en citoyen, en lui imposant des obligations de résultats, en le soumettant trop tôt à la sélection,

à la notation, etc.? Les pays qui obtiennent les meilleures performances au point de vue scolaire sont les pays où on a évacué toute notation, tout redoublement et toute évaluation jusqu'à l'âge de 15-16 ans, au moins en Finlande notamment. Et donc, comment concilier, comment articuler les exigences de la protection de l'enfant avec l'exercice de ses libertés, comment ne pas infliger à l'enfant des responsabilités beaucoup trop élevées, trop tôt, ne pas court-circuiter le temps de la maturation et comment, en même temps, ne pas le retarder excessivement : « Quand tu seras majeur, tu feras ce que tu voudras, en attendant, c'est moi qui commande ! » ? Et donc, miraculeusement, comme ça, on deviendrait citoyen à 18 ans… Et d'ailleurs cette question du temps est absolument essentielle : l'école n'est pas d'abord un lieu, un espace, elle est un temps offert à l'enfant pour qu'il prenne le temps de vivre son enfance sans être soumis aux violences de la rue, du travail et parfois de la famille ! – l'on sait que la quasi-totalité des maltraitances à enfants est commise en famille… – ; qu'il ait le temps d'apprendre à user de sa liberté – ces libertés que lui reconnaît aujourd'hui la Convention –, de faire l'apprentissage des exigences de la démocratie et du vivre ensemble.

Alors l'école peut répondre, c'est la grande leçon des pédagogies coopératives : les élèves peuvent apprendre comment répondre à ces violences vécues à l'extérieur, résister aux fascinations des mages – caïds de quartier et prédateurs internationaux – et des images, des marques et de la publicité, des engagements professionnels où l'on ne survit qu'en se prostituant[8], de la concurrence qui veut la mort de l'autre. Ils peuvent aussi y apprendre comment travailler à transformer les fonctionnements institutionnels même de l'école, comment utiliser dans le travail de la culture ces violences qui nous habitent tous, dont nous sommes les héritiers. L'école peut devenir le lieu où on apprend à transformer en création culturelle les énergies qui sont à l'œuvre dans la violence.

Donner pour grandir

De quoi est fait le plaisir d'enseigner ? De l'obligation – à ne pas confondre avec son contraire, la contrainte – de donner. Une histoire me semble révéler au plus profond les exigences éthiques de l'école. Nous sommes, dans les années 1970, dans une classe[9] coopérative, techniques Freinet, pédagogie institutionnelle, quartier nord de Bondy. Les groupes sont au travail, les ateliers fonctionnent, l'institutrice, Catherine, est occupée avec un groupe, moi avec un autre, Fernand Oury avec un troisième… Un enfant vient tirer Catherine par sa blouse car il y a quelque chose qu'il ne sait pas faire. Catherine le regarde : « Tu vois bien que je suis occupée… », elle a un regard circulaire et en aperçoit deux au fond de la classe qui, ayant terminé leur tâche, sont plongés dans des bouquins de bibliothèque. Elle dit : « Tiens, va demander à Manuel, lui, il sait faire, il va t'aider. » Et alors Manuel, qui a entendu, répond : « Ah non, Madame, il pue ! » Je m'attendais à ce que Catherine ait la réponse, que nous aurions eue sans doute : « Oh ! ce n'est pas gentil ce que tu viens de dire là, oh le vilain garçon ! Il ne faut pas dire des choses comme ça, tu sais bien que ce n'est pas de sa faute… » Catherine n'a pas du tout cette réponse, « humanitaire ». « Je ne te demande pas ton avis, a-t-elle dit, tu vas l'aider, si t'es pas content, tu le diras au conseil ! » Dans le cours de l'action, la loi ne se discute pas, et si elle ne se discute pas c'est parce qu'elle se discute, mais pas au même moment. Le conseil, c'est le vendredi de 15 heures à 16h30, avec président de séance, secrétaire, cahier des décisions, etc., on met tout sur la table, on règle les comptes, les conflits, on organise le temps, l'espace, les activités, on prend les décisions, etc. Ce qui est intéressant pour notre propos, c'est que le vendredi suivant, Manuel a aidé son camarade, il a expliqué le truc, et il n'a pas rapporté l'affaire au conseil : pourquoi ? Peut-être parce que, en aidant son camarade, il a découvert ceci : qu'en lui expliquant ce qu'il savait lui-même, ce qu'il croyait maîtriser, il le savait encore beaucoup mieux après l'avoir expliqué, donné, qu'avant de

l'avoir transmis. Il n'y a qu'à l'école que les enfants peuvent découvrir cela : le savoir c'est ce qui s'augmente à force de se partager, de se transmettre, de se donner.

D'où vient le plaisir d'apprendre ?

Je disais, au début, quand j'entre en classe, j'ai peur. Au théâtre, au cinéma, si la pièce ou le film ne me plaisent pas, je peux sortir, on ne me punira pas, et devant la télévision je ne me prive pas de zapper. Or, en classe, ils sont assignés et moi aussi, et c'est cette situation d'obligations réciproques qui fonde la citoyenneté. Pourquoi choisit-on ce métier finalement ? Parce que peut-être le plaisir d'enseigner n'est pas autre chose que le plaisir de donner, de devenir, d'être ce que l'on donne, et parfois pardonne. Et aussi ce plaisir d'enseigner tient-il peut-être, dernier élément, à ce qu'ils et elles sont 25, 30… ce sont des enfants, des adolescents, des filles toutes aussi belles les unes que les autres, des garçons tous aussi beaux les uns que les autres, dans la fine fleur de leur jeunesse, alors que moi, je commence à vieillir et effectivement, donner, transmettre, c'est accepter de vieillir et donc de mourir. Le plaisir d'enseigner est probablement fait de la transformation de la violence en soi en plaisir, de cette acceptation du mourir, comme le disait le vieil Épicure.

D'où vient le plaisir d'apprendre, aux deux sens du verbe : apprendre à…, apprendre de…?

Expérience familière de ce que, comme l'amour, le savoir s'augmente de se partager : j'en ai plus après l'avoir donné, transmis, qu'avant. Dans sa logique, l'école heurte ainsi de plein fouet les logiques extérieures et intérieures du parasitisme, de la prédation et de la violence.

Comment créer les dispositifs d'une alliance maître-élève ? La violence se traduit en culture, le vivre ensemble se structure par le droit : ainsi les libertés s'augmentent les unes des autres,

par le double mouvement d'instruction des savoirs et d'institution de la loi.

Comment, dans la classe, l'élève peut-il s'élever à égalité, voire dépasser le maître ? En donnant à son tour. Et vous avez pu entendre, ici, ce que mes élèves me donnent.

Au fond, c'est à leur tour de s'affronter à des questions que nous avons été incapables de résoudre ! Pourquoi mettons-nous les enfants à l'école ? Peut-être pour leur poser cette question : « Comment vous allez vous y prendre pour que votre histoire soit un peu moins sanglante que celle de vos pères et de vos maîtres ? »

---

1 /Francis Imbert, « Lier, délier, allier », revue *Pour*, n° 110-111.

2 /Philippe Perrenoud, *Métier d'élève et sens du travail scolaire*, éd. ESF.

3 /Il faudrait s'interroger sur l'origine de ces expressions : « sécher » en France, « brosser » en Belgique…

4 /Fabien Fenouillet, maître de conférences, psychologie de la motivation : http://fabien.fenouillet.free.fr/

5 /Je renvoie sur ces points à l'intervention au congrès 1996 de l'AGIEM (Association générale des institutrices et instituteurs des écoles maternelles) : http://www.bernard-defrance.net/artic/index.php?textesperso=96.

6 /Se soumettre, c'est s'abaisser, ce qui est complètement contradictoire avec l'appel à s'élever que nous adressons aux… élèves !

7 /Protection judiciaire de la jeunesse (éducateurs chargés de l'exécution des jugements prononcés ou des mesures de protection prises par les juges pour enfants).

8 /Ce qu'on appelle « l'employabilité »…

9 /CE2, c'est-à-dire troisième année de l'école primaire, les enfants ont entre 7 et 8 ans.

L’enfant dans la ville
L’exemple d’Auxerre

GUY FÉREZ

Lorsqu’on est maire d’une ville, on se doit d’avoir une politique de l’enfance. Lorsque les parents viennent vous voir et vous demandent quelque chose qui a trait à leur enfant, si vous commencez par leur dire qu’au préalable il faut peut-être savoir où l’on va et définir la stratégie, les objectifs et les moyens, vous êtes vite accusé de ne pas vous occuper suffisamment des enfants.

Le monde des enfants est radicalement différent de celui des adultes. On observe aujourd’hui, de la part des parents, une forme de détachement ou d’incompréhension du monde dans lequel vivent les enfants. La famille, se sentant souvent démunie ou impuissante, adresse, en quelque sorte, aux pouvoirs publics, une sommation de les aider, voire, dans certains cas, de se substituer à eux. Or, s’il est bien normal de mener une politique de l’enfance, de la petite enfance et de l’adolescence, cette politique ne peut pas être le résultat de l’errance des parents. Elle doit être une politique prenant en compte l’enfant, à la fois dans le temps et dans l’espace.

De la petite enfance jusqu’à l’entrée dans l’âge adulte

Au fond, il y a une forme de confusion de l’espace et du temps et cela semble être un vecteur essentiel pour parler de la petite enfance. En effet, lorsque les parents vous parlent de la politique de l’enfance, ils ne vous parlent pas seulement d’un

moment particulier, mais ils vous somment d'avoir une politique de l'enfance qui va de la naissance de l'enfant jusqu'à son détachement de la famille – et il faut rappeler que l'on quitte de plus en plus tard la famille. Cela conduit donc à penser qu'il est nécessaire de placer la politique de l'enfance en perspective et que la meilleure réponse est, sans doute, que vous allez être tenu, vous, collectivité, à côté des familles et d'autres institutions, de le conduire étape par étape, jusqu'au moment où il quittera l'enfance.

L'égalité des chances et l'équité

Si vous considérez que pour la production de l'élite, il n'y pas trop de problème – on a toujours de la place pour la « production » des enfants d'élite ! – vous allez plutôt privilégier l'axe de l'équité et de l'égalité des chances. En effet, si l'on procède différemment, on prend inévitablement le risque de laisser un certain nombre d'enfants au bord de la route.

Voici des exemples très concrets. Lorsqu'une ville comme Auxerre finance l'accès à la restauration collective, on se situe dans le registre de l'égalité des chances parce que, pour nombre d'enfants de nos quartiers, c'est souvent dans les restaurants scolaires qu'ils prennent le seul repas de qualité de la journée. De surcroît, certains parents considèrent que c'est une obligation pour nous d'avoir une médiation de qualité en matière de restauration alors même que, dans la famille en question, la qualité n'est pas plus au rendez-vous que la quantité. Dans le cas contraire, nous sommes immédiatement mis en accusation. Cela ne nous pose guère de problème puisque nous considérons que jouer la carte de la qualité est nécessaire pour permettre réellement l'accès à une véritable restauration. De plus, il semble évident que les pouvoirs publics participent à une restauration de qualité des enfants de leur commune.

Un élément essentiel à prendre en considération réside dans les conditions de vie des parents eux-mêmes. En effet, le

rythme de vie des enfants a changé, mais tout autant celui des adultes. Aujourd'hui, l'évolution a conduit à modifier les temps de travail, les temps de la ville, les temps de la société… Or, si on souhaite que chacun, dans notre démocratie, puisse accéder à une formation, à un métier, tout en ayant des enfants, que fait-on des enfants à ce moment-là ?

Aujourd'hui, pour les raisons déjà citées, les solidarités familiales ont en partie disparu et tout le monde n'a pas la chance d'avoir une grand-mère pour garder les enfants. Nous sommes donc conduits à organiser l'accueil, la surveillance – au meilleur sens du terme –, et ce que l'on peut considérer comme les prémices d'une éducation des enfants.

Tout cela nous conduit en permanence, non seulement à avoir des structures, mais également à mener une réflexion sur ce qu'apportent ces structures. Il ne s'agit pas seulement de bâtir des équipements d'accueil, parce qu'un équipement n'a évidemment de sens qu'en raison du projet de service ou du projet social ou sociétal qui le porte.

Par exemple, à quoi peut servir le temps de la crèche pour un enfant ? Est-ce seulement un temps de garde ou, *a contrario*, cela suppose-t-il des compétences, avec un environnement professionnel et des personnels qualifiés, qui facilitent l'entrée de l'enfant dans sa vie de citoyen, en lui donnant le droit à bénéficier de l'égalité des chances ? On voit ainsi qu'au fil du temps, les collectivités interviennent parce que, si ce n'était pas le cas, le déroulement de l'enfance continuerait comme autrefois à osciller entre les deux seules limites que sont la famille et l'école.

Aujourd'hui, le rôle joué par l'école n'est plus le même que celui que l'on en attendait autrefois. Elle ne joue plus autant qu'autrefois le rôle d'intégration de l'ensemble des enfants. Est-ce bien ? Est-ce grave ? N'est-ce pas grave ? Est-ce mal ? C'est, en tout cas, la réalité des choses ! D'un autre côté, il y a également une crise de la représentation familiale. Devant ces deux évolutions, c'est aux collectivités de pallier ces manques.

Et cette politique de l'enfance ne se réduit pas, comme on le pense trop souvent, à la fourniture de matériel ou de lieux d'accueil. Elle est bien plus que cela. Lorsque les enfants sont accueillis dans les centres de loisirs, l'informatique doit être présente, certes, mais nous considérons avant tout que les équipements qui accueillent les enfants sont des expressions de l'apprentissage de la vie collective, et des expressions de la solidarité entre les individus, entre adultes, çela va de soi, mais entre enfants aussi. À travers les équipements que gèrent les collectivités pour répondre à des besoins primaires, au meilleur sens du terme, en direction des enfants, il y a une responsabilité à assumer concernant l'apprentissage par l'enfant de son devenir dans la vie collective. Les attitudes de zapping ou de « picorements » qui ont été évoqués, notamment par Pascal Dibie, et qui ne sont pas forcément dramatiques, permettent aux enfants de construire leur propre syntaxe, certes, mais ne sont pas sans risques. Quand on parle du village planétaire, on a le sentiment d'être en communication avec l'ensemble du monde, ce qui est, dans un sens, une réalité tangible, mais, en même temps, on peut passer sa vie à communiquer de cette façon-là dans une chambre noire, sans rien voir de ce qui se passe autour de soi. De ce fait, les phénomènes de socialisation, d'accession à la vie collective et de valorisation à la vie collective peuvent également disparaître.

Favoriser le lien parents-enfants

Ces lieux qui permettent l'accès à la vie collective sont donc bien nécessaires. Et nous nous devons donc, pour ces mêmes raisons, de favoriser le lien entre les parents et les enfants. Ainsi, lorsque nous nouons des liens avec les réseaux de partenariat, par exemple avec l'Éducation nationale, les services du Département ou les associations, nous jouons, là aussi, un rôle éminemment collectif qui consiste à remettre la famille ensemble. Lorsque les enfants sont privés d'un repas, lorsque des enfants ne peuvent pas partir en vacances, lorsque des enfants vont à l'école, à la garderie, au centre de loisirs,

tout au long de l'année sans interruption, tout simplement parce que la famille fait défaut et préfère, en quelque sorte, se « débarrasser » de l'enfant, la puissance publique doit intervenir. En effet, favoriser l'égalité des chances, c'est aussi faire en sorte que tous les pouvoirs publics coordonnent leurs actions pour que les différents équipements restent dans la logique de projet et ne soient pas seulement des structures d'accueil, ce qui reviendrait, au fond, à nous substituer entièrement, pleinement, et d'une manière parfois dramatique, aux familles.

En conséquence, le projet qui nous anime s'inscrit dans le temps puisque l'objectif est de parvenir, à terme, à ce que celui qui a vécu ces étapes tout au long de son enfance puisse vraiment trouver sa place dans la société.

Les outils n'ont d'intérêt et de sens que parce qu'on a appris à les manier. Ainsi, lorsque dans une ville comme Auxerre, nous équipons l'ensemble de nos établissements scolaires – de manière tout à fait volontaire puisque ce n'est pas une politique obligatoire – de postes informatiques, lorsque nous introduisons Internet, ce n'est pas seulement parce qu'il faudrait que l'ensemble des enfants y aient accès, c'est aussi parce qu'il faut qu'ils apprennent à manier l'outil. Lorsque la ville finance, avec ses partenaires que sont les autres collectivités, des postes d'animateurs informatiques, nous jouons aussi, à ce moment-là, l'égalité des chances. Puisque c'est la possibilité pour tous, non seulement d'avoir accès aux techniques et aux outils qui ont été évoqués, mais c'est aussi l'utilité, le besoin de savoir les utiliser et les manier, c'est-à-dire, en quelque sorte et comme disent les économistes, d'apporter de la valeur ajoutée à l'outil.

Tout cela nous conduit à l'adolescence et donc, tout simplement, aux prémices de la vie adulte. Aujourd'hui, lorsque les collectivités s'impliquent très fortement, comme le fait la ville d'Auxerre, qu'il s'agisse des investissements, des équipements, des constructions ou bien du fonctionnement de ces équipements, en matière d'enseignement supérieur, elles jouent là aussi l'égalité des chances. Cela renvoie également à

une vision de l'enfant qui ne s'arrête pas à la prime enfance. En effet, tout ce que nous venons d'évoquer n'a effectivement de sens et d'intérêt, et surtout n'est productif, que dans la mesure où cela place les choses en perspective.

C'est donc bien dans la gestion du temps, dans la gestion des moments de l'enfance dans le temps, que les politiques publiques, et en particulier une politique municipale, peuvent prendre leur sens.

Une politique qui s'inscrit dans l'espace

Il y a quelque temps, j'ai eu l'occasion de faire le voyage Auxerre-Paris en hélicoptère et j'ai survolé une ville dont je tairai le nom, car celui-ci n'a aucune importance dans les propos que je veux tenir, mais qui m'a frappée au niveau géographique, en termes d'aménagement de l'espace.

Cette ville comporte une partie basse qui est la ville ancienne, historique, avec des quartiers en partie résidentiels. Puis, bordant cette partie de la ville, il y a une rivière au-delà de laquelle il y a une colline recouverte de barres et de tours. On voit très précisément une terrible ségrégation spatiale entre une partie de la ville qui doit bien vivre sur elle-même et l'autre partie, radicalement différente, dont on pressent, puisqu'elle est séparée de la partie basse par une rivière avec un seul pont, qu'elle doit être un lieu de ségrégation, en particulier pour les enfants.

L'espace peut être redoutable. En effet, les politiques publiques et en particulier les politiques municipales doivent porter l'idée selon laquelle, au-delà de l'appartenance à un quartier, on doit également avoir un sentiment d'appartenance à une ville, à un territoire, à un espace. Certes, on habite, on vit dans un quartier, on s'identifie à celui-ci, mais c'est dans l'ensemble de l'espace que peuvent s'exprimer également les mouvements de solidarité. On voit trop souvent, à l'image de la ville que je viens d'évoquer, qu'il peut exister, dans une même ville, des territoires et des espaces qui ne se rencontreront jamais : ce ne sont pas seulement des espaces

géographiques, mais aussi des espaces sociaux, des espaces humains, qui peuvent s'ignorer sans jamais se rencontrer.

Il est de notre responsabilité de briser ces absences de lien, cette absence de mixité spatiale. Et pour les enfants, que cela signifie-t-il ?

Cela signifie que, dans une ville, s'il doit y avoir des équipements de proximité, ils doivent être de qualité. Tout ce qui a trait à la politique de l'enfance dans nos quartiers, y compris à travers les dispositifs de renouvellement urbain – Auxerre a été la 1ère ville de Bourgogne éligible au dispositif de l'Agence nationale de la Rénovation urbaine – l'ensemble des équipements publics doit non seulement être revisité en permanence, sur le plan de leur organisation et de leur construction, mais aussi être accompagné de véritables projets d'équipement.

Au-delà de cette nécessaire et indispensable présence d'équipement de proximité, on peut aussi considérer que l'appartenance à une ville suppose des va-et-vient permanents entre les différents quartiers.

À Auxerre, nous avons posé comme principe essentiel en matière d'urbanisme et d'urbanisation le fait de refuser une ville en tache d'huile, c'est-à-dire s'étendant à l'infini. Nous avons suffisamment de friches urbaines, dans cette ville, pour la recoudre sur elle-même et faire en sorte que cesse la ségrégation spatiale qui renvoie toujours plus loin du cœur des villes celles et ceux qui n'ont pas forcément le moyen d'accéder à la propriété. Il faudrait bien, d'ailleurs, que nous nous interrogions les uns les autres sur cette volonté de faire de la France un pays de propriétaires. Un propriétaire dans l'esprit des Français est propriétaire d'une maison individuelle : cela veut dire qu'on peut continuer de bâtir à l'horizontale sur des kilomètres et des kilomètres. Nous ne l'avons pas voulu, parce que cela est facteur de ségrégation et que, pour les enfants notamment, cela rend difficile l'accès aux équipements centraux, à la bibliothèque, à la médiathèque, au stade, aux associations sportives, à tous les équipements culturels au sens large du terme.

Si l'on n'est pas capable d'organiser un peu tout cela – et ce n'est pas très compliqué – et s'il n'y a pas la volonté politique de faire que l'espace dans la ville soit un élément permettant de relier et de lier plutôt que de diviser et de séparer, on a alors, à l'inverse, un espace susceptible de mettre en jeu l'égalité des chances.

Il faut donc, me semble-t-il, considérer que le temps et l'espace sont, en matière de politique de l'enfance, deux paramètres qui permettent d'injecter de l'égalité des chances, de l'équité et de la cohésion. C'est principalement un refus d'accepter qu'une partie des enfants pourrait avoir accès à un certain nombre de services parce que les parents en ont les moyens, alors que d'autres n'y auraient pas droit. Tout simplement, cela se chiffre. Sur un budget-ville de 75 millions d'euros, le budget consacré aux politiques spécifiques de l'enfance représente environ 9 millions d'euros, soit près de 17 à 18 %. Si on y inclut tout ce qui a trait à la politique des sports, de la culture, etc., c'est presque 15 millions sur les 75 millions d'euros du budget total de la ville – fonctionnement et investissements, qui peuvent motiver, justifier, nourrir ou financer des politiques de l'enfance.

C'est là un pari, mais il nous revient, aux uns et aux autres, et collectivement, aux élus ou à l'élu que je suis, de se dire que si on considère, selon une formule qui me semble garder tout son charme et toute sa pertinence, que « l'enfant d'aujourd'hui est le citoyen de demain », il vaut bien la peine que nous, adultes, sachions lui donner les moyens de faire en sorte que s'il est enfant, il soit demain réellement citoyen.

Juste l'autorité ou l'autorité juste ?

JEAN-PIERRE ROSENCZVEIG

Le débat sur l'autorité exercée sur les enfants est devenu primordial. On avance que certains parents abusent de leur pouvoir sur leur enfant au point de les maltraiter. On a même redécouvert que certains en abusaient sexuellement au nom du fait qu'il leur appartiendrait ! Ils oublient que l'autorité parentale est une fonction reconnue aux parents pour protéger l'enfant ; le pouvoir qu'elle donne est au service de cette fonction et non pas une fin en soi – article 375 du code civil.

Si l'on ne peut pas affirmer qu'il y a aujourd'hui plus de violences à enfants, on en parle plus, on a ouvert les yeux et débouché les oreilles ; surtout on a libéré la parole des victimes et des témoins. Il faut déjà protéger les enfants contre les violences dans l'univers familial, mais aussi contre celles dans les institutions, tout simplement dans n'importe quel univers social qui ne leur ferait pas une grande place.

À l'inverse, d'autres parents se voient reprocher d'avoir démissionné de leurs responsabilités à un point tel que leurs enfants seraient devenus tout-puissants. Parmi ceux-là, nombre se sont inscrits dans des pratiques sociales répréhensibles, pour ne pas dire délictueuses. Ils mettraient la société en danger.

« Délinquance juvénile » et crise de l'autorité

Régulièrement, au rythme des campagnes électorales qui se succèdent, on nous affirme que la délinquance juvénile est devenue un fléau et que le pays est à feu et à sang du fait de la violence des jeunes : violences physiques ou verbales,

violences sexuelles, violences verbales et bien évidemment participation aux violences urbaines.

Il est difficile d'affirmer que toutes ces assertions sont fausses, il faut cependant les nuancer.

Oui, la délinquance juvénile a augmenté dans la période récente : elle était de 14 points dans les années 1980 ; elle est aujourd'hui de 20 %. Elle est même montée jusqu'à 21 et quelque en 2001. Elle reflue depuis. Ce qui signifie que 80 % de la délinquance est le fait des majeurs. On ne le dit guère.

Reste que, on ne peut pas le nier, dans la délinquance de rue, très fréquemment, à 50 % sinon plus, les actes relevés sont le fait de mineurs. Reste aussi qu'une grande partie des faits délictueux ne sont pas résolus (7 sur 10) et l'on ne sait pas s'ils sont commis à des personnes mineures ou à des majeures. Mieux, on ne connaît pas un fait sur 5. Bref, prudence sur les statistiques.

Donc, si l'on considère les enfants, c'est-à-dire les personnes de moins de 18 ans, il est indéniable qu'ils prennent une part non négligeable dans la violence visible.

On a tôt fait de mettre en cause les parents défaillants ; quand tout bonnement on n'interroge pas l'immigration, oubliant qu'avant d'être d'origine étrangère ces jeunes vivent dans des conditions difficiles dont la violence n'est pas exclue. Il suffit de se déplacer dans certaines cités pour le mesurer. Ils reproduisent souvent l'ambiance dans laquelle ils ont pu être élevés. Ils ont la culture de la rue qui est un univers impitoyable.

Soyons clairs : on parle abusivement de parents démissionnaires – même s'il en existe – quand tout simplement, le plus souvent, ces parents sont démissionnés de leurs responsabilités par les circonstances de la vie : la maladie y compris mentale, le chômage, les difficultés d'insertion, etc. Bien évidemment, on peut être fils de parents immigrés, âgés, malades et chômeurs sans pour autant mathématiquement devenir délinquant. Nombre de familles issues de

l'immigration et vivant dans des conditions matérielles dures élèvent dignement leurs enfants.

En tout cas, il est désormais courant d'affirmer qu'il y a au sein de la famille une crise de l'autorité oubliant que, si elle existe, cette crise de l'autorité n'est pas que dans la famille. Cela mène certains politiques tels Luc Ferry et Claude Goasguen à souhaiter que l'on revienne sur mai 1968, censé être la matrice de tous les maux dont notre société souffrirait aujourd'hui.

Ajoutons que ce n'est pas que le père, ou l'homme, qui a perdu autorité sur… la femme, les parents sur l'enfant, mais aussi les enseignants sur leurs élèves, la presse sur ses lecteurs, les députés sur leurs électeurs, le préfet sur les corps intermédiaires et le chef de l'État sur tout le monde – que l'on se souvienne des analyses sur la présidence Chirac.

Approfondissons : on nous dit régulièrement – et de tous côtés – que la reconnaissance de droits aux enfants serait à l'origine de cette perte d'autorité. Ainsi j'ai souvent cet échange sur l'autorité avec des parents issus de l'immigration qui me disent ne plus pouvoir se faire obéir de leur enfant car dans ce beau pays de France, quand on frappe les enfants, on risque d'être placé en garde-à-vue au commissariat et poursuivi. Ils confondent allégrement autorité et violence. De fait, dans ce pays, on ne peut plus attacher son fils au radiateur ou le frapper à coups de fil de fer ! On s'en réjouira.

Je leur explique qu'ils sont venus en France justement parce que ce pays défendait les droits de l'homme, le terme s'entendant aussi du droit des enfants et du droit des femmes. Et on ne peut pas avoir le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la crémière. Je comprends qu'ils soient déroutés, mais on ne peut revenir sur nos pas. Désormais, il est clair que l'on peut faire preuve d'autorité sans frapper et sans violence. D'ailleurs, pour les dédouaner, je leur explique que le bon Français d'il y a quarante ans vivait sur les mêmes bases : il frappait sa femme et ses enfants pour se faire obéir quand il n'affirmait pas que sa fille lui appartenait jusqu'à sa majorité

pour parfois justifier qu'il en « abusait ». Aujourd'hui, il sait ce qu'il lui en coûterait.

On retrouve cette même approche chez une partie de la classe politique convaincue qu'il faut restaurer l'autorité, entendue comme « du pouvoir sur tout ce qui bouge », notamment sur les jeunes, et en particulier celui de les punir.

Ainsi, les enfants ont besoin d'une autorité qui s'exerce sur eux, mais d'une autorité qui soit juste ; les parents et la société sont légitimes dans l'exercice de cette autorité. Mais cette autorité ne saurait suffire à les remettre dans le droit chemin ou à leur éviter de franchir la ligne jaune !

Pour une autorité…

Je fais le constat aujourd'hui que l'on aurait tendance à vouloir restaurer ou instaurer l'autorité pour l'autorité. Avec ce paradoxe de vouloir leur rappeler la loi au moment où on les sanctionne. Sans faire du lacanisme primaire, comment rappeler quelque chose qu'on n'a jamais appelé ? Il n'en faudrait pas beaucoup pour qu'on remette la blouse grise aux maîtres en pensant que cela restaurerait leur autorité. Pour dire les choses très directement, les pouvoirs publics ont pris explicitement – depuis le colloque de Villepinte de 1998 tenu sous l'égide J.-P. Chevènement – l'option répressive. Point à la ligne ! La dernière campagne électorale était intéressante de ce point de vue quand au souci d'abaisser la majorité pénale à 16 ans de l'Un répondait l'idée de l'Autre de faire appel aux militaires pour « mater » les jeunes.

Pour expliquer la délinquance des plus jeunes, la tendance est – ici comme ailleurs – de mettre en cause la justice, c'est-à-dire de rendre responsable le pompier des incendies qui peuvent exister. L'exercice n'est pas trop difficile car les médias et l'opinion ne savent guère ce qui se passe derrière les hauts murs des palais. Cette justice est secrète, rendue à publicité restreinte. Quand elle agit – par exemple lorsqu'elle

prononce des mesures éducatives –, elle ne dit pas ce qu'elle fait et l'on a donc le sentiment que rien ne se fait. C'est particulièrement vrai pour la délinquance des jeunes qui par définition est répétitive ; elle correspond à une séquence de vie où, quand un jeune fait une bêtise, il en fait dix. Beaucoup d'entre nous – 80 % d'après les enquêtes d'auto-confession – avons pu commettre des délits quand nous étions jeunes mais nous n'étions pas en rébellion sociale. Il ne fallait pas grand-chose, simplement se faire pincer et houspiller pour retrouver la droite ligne. Même des Gardes des sceaux ont pu commettre des délits le temps de leur enfance ! Au moins l'un d'entre eux me l'a concédé en public.

Personne ne peut prétendre éradiquer le crime en une audience, pas plus qu'on ne sort guéri de chez le médecin : il faut du temps pour que la médication porte ses fruits.

Si l'on parle des sanctions, on a vite fait d'évoquer un prétendu laxisme. Mieux : pour certains hommes politiques, l'ordonnance de 1945 interdirait la répression. Il faut les renvoyer aux chiffres de la justice. Sur 71 000 condamnations en 2005, on trouve 3 500 peines de prison fermes, 15 000 peines de prison avec sursis ou mise à l'épreuve, 4 000 peines d'amende, 3 500 travaux d'intérêt général, 15 000 mesures de réparation. Bref, l'exception – l'article 2 de l'ordonnance de 1945 qui veut que la répression soit autorisée en cas d'échec des mesures éducatives – a bon dos.

La vérité est bien autre : la machine judiciaire punit et punit pas mal, mais qui le sait ? On met donc en cause les juges laxistes – dont je suis une belle illustration, à en croire certains – et l'instrument, l'ordonnance du 2 février 1945, qui a le gros défaut d'être datéee de 1945 quand en réalité elle a déjà été réécrite partiellement pour être enrichie une bonne quarantaine de fois depuis 1945, et encore cinq fois dans les denières cinq années, dont deux fois en 2007. De deux choses l'une : ou le fait délinquance juvénile a singulièrement évolué sur cinq ans ; ou bien nos parlementaires rendent de mauvaises copies !

La vérité oblige à constater que nos élus veulent prendre l'option répressive, mais en connaissent les limites. Ils savent qu'ils ne peuvent pas abroger l'ordonnance du 2 février 1945, c'est-à-dire un droit pénal spécifique pour les mineurs. Par quoi la remplacerait-on sinon par le droit des majeurs ? Mais la patrie des droits de l'Homme peut-elle traiter les enfants comme des adultes sans perdre son fonds de commerce ? Nous avons une histoire ; nous avons aussi des engagements internationaux tels la Convention internationale sur les droits de l'enfant ratifiée en 1990. Nous devons rendre des comptes à la communauté internationale et l'on nous observe sur ces questions qui ne sont pas que franco-françaises.

Je n'ai pas le temps de tout traiter ici, mais il faut observer que les coups de canif à un droit pénal spécifique de l'enfance se multiplient. Les derniers en date sur 2007 ont vu l'introduction de la procédure de flagrant délit pour les mineurs et aussi la disparition, du fait de la loi, de l'excuse atténuante de minorité pour les 16-18 ans en deuxième récidive sauf à ce que le juge la rétablisse spécialement. En d'autres termes, on peut devenir majeur par la délinquance. Ce n'est pas la nature de l'acte qui trahit une maturation équivalente à la majorité avant l'âge, c'est la répression qui prouve qu'on est devenu majeur !

On sait que certains prônaient carrément d'abaisser la majorité pénale à 16 ans, voire à 14 ans. Reste à être cohérent : si l'on abaissait l'âge de la majorité pénale, il faudrait aussi abaisser l'age auquel on peut accomplir légalement des actes dans cette société. Les Français sont-ils prêts à ce que leurs enfants soient majeurs à 16 ans quand ces jeunes têtes blondes ou frisées ont plutôt tendance à rester à la maison jusqu'à 26-27 ans ?

Personnellement, à titre caricatural, je proposais dans la foulée de l'expertise de l'INSERM à laquelle il a été fait allusion dans cet ouvrage d'abaisser l'âge de la majorité pénale non pas à 12, non pas à 7-8 ans, mais carrément à 3 ans. Cela serait une manière habile d'en terminer avec la délinquance juvénile. Une mesure efficace et pas chère, mais

je l'ai dit : peut-on assumer politiquement qu'un moins de 18 ans ne soit plus un enfant ?

Restons sérieux et assumons ; les moins de 18 ans, y compris les « grands blacks allongés dans les couloirs des palais de justice » dont nous parlait un candidat à l'élection, n'ont pas la maturité intellectuelle des hommes de 25 ou de 30 ans.

Dans une affaire d'assises récente, j'ai eu l'occasion de le voir et d'en faire la démonstration. Les plus remontés des cinq jeunes qui avaient agressé des personnes chez elles au point de les violenter – une fois notamment avec un fer à repasser chaud – étaient bien les plus jeunes. Un de 16 ans et demi et l'autre d'un peu moins de 18 ans. Les majeurs ne s'étaient pas associés, voire ils avaient critiqué les plus jeunes, justement parce que, majeurs, ils savaient mieux ce que signifiait cette violence.

Contrairement à ce que proposait le parquet, choqué par leur comportement, il ne fallait pas retirer aux mineurs l'excuse de minorité. De fait, nous l'avons maintenue, mais, en revanche, même si la peine encourue était de moitié moindre que celle encourue par les adultes, nous avons davantage puni – 8 ans – ces mineurs d'âge que les majeurs. Ils ont été punis comme des enfants et j'ajouterai, punis sévèrement et justement comme des enfants.

Pour dire les choses crûment, j'assume la répression contre les mineurs y compris l'incarcération dès lors qu'on est sur une privation de liberté qui assume sa nature. Je condamne en revanche les centres éducatifs quand ceux-ci sont réellement fermés. On doit pouvoir refuser une prise en charge éducative à ses risques et périls quitte à ce que les parents ou les éducateurs ne renoncent pas. Une fois, deux fois, dix s'il le faut, ils récupéreront le jeune malgré sa fugue. En revanche, si l'on ne peut pas sortir d'un centre éducatif fermé… on est alors dans une prison qui n'ose pas s'afficher comme telle et qui ne répond pas aux règles du jeu posées par notre société pour les prisons, avec les garanties procédurales données pour toute incarcération.

Si le jeune brave l'interdit de sortir d'un centre éducatif fermé sans accord, il risque d'être incarcéré. On sait qu'on a voulu faire croire à l'opinion que ces centres étaient fermés quand ils ne le sont pas tout en l'étant. La confusion est paroxystique. On voit, d'un côté les centres éducatifs vouloir être fermés sans l'être véritablement ou totalement et faire appel à des gardiens, et de l'autre, les prisons vouloir être des prisons-écoles, c'est-à-dire d'abord des écoles entourées de murs, et faire appel à des éducateurs !

Au point, qu'au cours de l'instruction, les jeunes me demandent d'aller plutôt en prison en détention provisoire qu'en CEF : ils ont compris qu'ils y resteraient moins longtemps, que cela coûterait moins cher, en tout cas pas les 800 euros jour/mineur d'un CEF. Qui plus est, on ne les contraindrait pas à des activités de jour. En d'autres termes quand on est dans une démarche éducative, on prend le risque de l'éducation ; si l'on doit punir, on assume la contention.

La conclusion est simple : il ne faut pas hésiter à affirmer une autorité vis-à-vis de ces jeunes qui souvent en ont été privés très tôt… généralement du fait des libertés que se sont accordées les adultes. Pour illustrer le propos, je rappellerai que chaque année environ 50 000 à 70 000 enfants naissent orphelins de père, au nom de la liberté des hommes et des femmes de ce pays d'être parents, comme et quand ils le souhaitent, et d'assumer ou pas leurs responsabilités. Il n'est pas obligatoire de reconnaître son enfant – 19 % des pères hors mariage omettent de le faire – et si les deux parents négligent cette démarche, l'enfant à une mère mais pas de père légal ! Et ce au nom de la liberté des adultes à laquelle on a refusé de porter atteinte !

Mais une autorité juste… assortie d'une politique de justice sociale

Mais cette répression doit être juste : c'est-à-dire tenir compte de la personnalité du jeune et non pas des actes comme on commence à nous le seriner. Elle doit également offrir des perspectives. Il ne suffit pas de punir un jeune, il faut aussi lui expliquer le mal commis, et, deuxièmement, lui offrir des perspectives pour que cela puisse changer.

Quand, avant la loi de 2000, j'incarcérais directement des mineurs, il arrivait que certains me remercient. Surprenant ? Mon analyse était qu'ils me remerciaient de leur avoir consacré autant de temps – une heure et demi en moyenne – à réfléchir avec eux sur leur devenir. Pour le reste, ils savaient que l'incarcération – c'est-à-dire la punition, était inéluctable.

Une autorité juste ne saurait suffire cependant ; il faut également créer les conditions pour que des jeunes en difficulté ne le soient plus et pour que des jeunes qui ne le sont pas n'arrivent jamais à l'être.

Une politique répressive, pour utile qu'elle soit, n'a jamais rien résolu. C'est en fait une digue qui est régulièrement surélevée, mais il faut songer dans le même temps à s'attaquer aux vagues qui viennent encore se casser dessus. Chacun sait qu'au final, c'est la marée qui l'emporte.

Dit autrement, il nous faut gérer l'ordre public à court et moyen terme en évitant de se prendre les pieds dans le tapis. On peut se demander si la prison est de nature à éradiquer le crime. Quelle est sa capacité éducative ? Contrairement à certains, je prétends qu'elle a une dimension éducative mais qu'il ne faut pas placer la barre très haut. Si déjà le jeune apprenait à se respecter, à respecter les autres et à maîtriser ses pulsions destructrices, on n'aurait pas tout perdu. En revanche, la maîtrise du « 1515, Marignan » n'est guère atteignable et les jeunes sortants de prison feront rarement Polytechnique. On n'apprend pas la vie dans un lieu artificiel, mais peut-être peut-on se réconcilier un tant soi peu avec soi-même. Reste qu'on est là dans le registre de la prévention de la récidive, avec le succès que l'on connaît jusqu'ici ! On peut difficilement faire plus mal.

Saluons donc les nouveaux Établissements pénitentiaires pour mineurs et attendons de voir ce qu'ils produisent – qui ne peut être pire que ce que font les 59 lieux de détention qui existent aujourd'hui pour les mineurs.

Mais dans le même temps où l'on gère l'ordre public à court et moyen terme, il faut s'attacher à l'ordre public à long terme. Le contenu de la démarche est connu de longue date – Conseil de Sécurité intérieure de janvier 1998. Elle implique :

- une politique familiale, ce qui suppose d'identifier qui exerce l'autorité parentale, de définir les compétences parentales et de soutenir les parents défaillants plutôt que de songer à les faire passer en correctionnelle ou à leur retirer le bénéfice des allocations familiales ;
- une politique de justice sociale qui suppose de s'attacher aux conditions de vie quotidienne des familles, comme le logement ou des revenus décents, l'accès aux soins et à la culture. Beaucoup de parents fondent d'énormes espoirs – déçus – en direction de l'Éducation nationale. Non pas que l'Éducation nationale soit mauvaise dans ces techniques, mais elle n'est pas relayée par les familles qui ne mobilisent pas leur enfant faute de pouvoir le faire. Il ne suffit pas de donner une gifle à sa fille pour qu'elle apprenne mieux à l'école ; il faut la motiver et la suivre de près, ce qui suppose que soi-même l'on sache de quoi il retourne à l'école. On sait que depuis l'enseignement des maths modernes nombre de parents ont décroché !
- une politique d'intégration : nul ne peut contester que les familles issues d'une certaine immigration sont en difficulté pour exercer leur autorité. J'ai parlé des Maliens de France qui

confondent autorité et violence. Certes, il faut faire des efforts et encore des efforts pour respecter la culture de la famille, mais aussi lui donner la maîtrise des codes sociaux français. Cela passe tout simplement déjà par la maîtrise du français. Un enfant ne doit pas jouer le traducteur pour ses parents à l'école, au commissariat ou devant le juge comme je le vois trop fréquemment ;

- une politique citoyenne, enfin, qui implique non seulement une connaissance des droits mais une aide à l'exercice des droits individuels et collectifs. Plus les jeunes seront impliqués dans la vie quotidienne dans la reconnaissance de leur identité et de leur personnalité, plus ils seront armés au bon sens du terme pour exister, moins ils recourront à la violence. Tout cela est à la fois ambitieux et fait de bon sens. Il ne reste plus qu'à décliner véritablement cette politique. Ce qui n'a jamais été fait.

Mon constat est que les enfants et les jeunes respecteront une autorité dès lors qu'elle leur apparaîtra respectable car bénéfique. Pourquoi la même classe bouscule tel professeur et pas tel autre ? Parce qu'un des profs leur paraît crédible ; pas l'autre. Beaucoup d'enfants et de jeunes ont le sentiment que tout est pourri autour d'eux et il s'avère que trop souvent ceux qui prêchent l'ordre ne donnent pas l'exemple. Beaucoup d'affaires qui ont récemment défrayé la chronique sont autant de coups de poignard à ceux qui essaient de socialiser la jeunesse de ce pays. Comme la cagnotte de 800 millions d'euros du premier syndicat patronal et le fait de verser des salaires, sans payer les charges, tout en négociant l'équilibre de la Sécurité sociale avec les syndicats, pour ne prendre que ce dernier exemple !

Les jeunes sont prêts à accepter l'injustice, qu'ils soient beaux ou laids, riches ou pauvres, etc., s'ils ont le sentiment d'être considérés pour ce qu'ils sont – ils ont l'injustice à fleur

de peau – et s'ils ont à côté d'eux des personnes authentiques, c'est-à-dire pas obligatoirement sachant tout et pouvant tout mais disant ce qu'ils font et faisant ce qu'ils disent.

Or justement, confrontés aux mille difficultés de la vie, ces gens à l'aise dans leurs baskets, ne les berçant pas d'illusions et leur ouvrant les pistes sont rares. D'où l'autorité peu crédible à leurs yeux de ces adultes eux-mêmes ballottés par la vie. Il nous revient de leur montrer que la voie de la démocratie, c'est-à-dire de la lutte pacifiée, est plus bénéfique que la violence ou le nihilisme. La démarche est exigeante, mais elle peut payer. Ces règles du jeu sociales, il ne faut pas essayer de les leur apprendre, mais il faut les vivre avec eux, les partager, en parler ensemble. C'est l'enjeu du jeu « Place de la loi » que nous avons mis au point à l'APCEJ (Association pour la promotion de la citoyenneté des enfants et des jeunes).

En tout cas, cette démarche permet de parler la loi et les institutions entre adultes et jeunes et de vérifier que les adultes n'en savent souvent pas autant qu'ils le prétendent ; il faut alors réfléchir à ce qui peut fonder les règles sociales. On les redécouvre ainsi plutôt qu'on se les voit imposées.

Baffer n'est pas juger [1]

Mon discours n'est pas pessimiste ; loin s'en faut. On ne peut pas se contenter d'entonner l'hymne à la loi pour que la loi soit respectée. Il faut que cette loi soit vécue comme juste ou, qu'à défaut, on puisse entrevoir de quelle manière on peut faire bouger démocratiquement cette règle sachant que la démocratie accepte les combats et les révoltes.

J'espère qu'un jour les hommes politiques qui nous gouvernement comprendront que l'autorité n'est pas que la violence et que le pouvoir reconnu à l'autorité ne vise qu'à tenir la fonction sociale et non pas à sanctionner ; il peut être moral et pas seulement physique. On peut vivre sans crier et

sans cogner, mais en étant ferme dans le débat pour convaincre, et quand, malheureusement, on est obligé de sévir, la sanction doit être cantonnée et finalisée. Mais elle ne suffit pas à elle seule. La baffe de la prison n'est en aucun cas la réponse ultime.

---

1 /Titre de l'ouvrage de J.-P. Rosenczveig et O. Mazerolle, paru chez Plon en 2007.

La politique dans la chaîne des générations
Continuités, ruptures, nouveautés

ANNE MUXEL

Quelle sorte de citoyens « nos enfants » sont-ils devenus ? Comment abordent-ils le monde politique d'aujourd'hui ? Dans la chaîne des générations, existe-t-il une culture politique référentielle commune toujours pertinente permettant aux jeunes de définir leurs choix et leurs comportements, leurs engagements et leurs mobilisations ? Ou bien ces derniers ont-ils à définir plus que par le passé de nouveaux usages politiques, de nouvelles références, un nouveau répertoire d'action ?

Telles sont les questions à partir desquelles il est possible de réfléchir sur ce que les aînés laissent aux plus jeunes dans l'escarcelle de leur héritage politique. Celle-ci est-elle encore pleine d'instruments et d'outils adéquats pour décrypter la réalité politique contemporaine, pour y prendre position et y agir ? Ou bien les jeunes ont-ils à inventer, à innover, à expérimenter, plus que par le passé, pour définir leur rôle de citoyen ?

En finir avec une idée fixe

Avant d'explorer les conditions de la transmission politique dans la France d'aujourd'hui, il faut désamorcer une suspicion qui pèse sur nombre de constats couramment établis, et qui travaille de façon plus ou moins explicite, le continuum de la chaîne des générations : « Rien n'est plus comme avant. »

Sous entendu, jugée à l'aune des comportements politiques des anciens, la jeunesse serait, défaillante, peut être déviante, potentiellement dangereuse.

Il n'est certes pas nouveau dans l'histoire que les nouvelles générations fassent l'objet d'une suspicion généralisée de la part des plus anciennes. Jugées menaçantes dès lors qu'il s'agit de la redistribution du pouvoir politique, leurs prérogatives comme leurs compétences ont la plupart du temps été disqualifiées par les aînés. Elles sont accusées d'être toujours moins ceci, moins cela, en tout cas moins bien que leurs prédécesseurs. La crainte et la rivalité revêtent le camouflage d'une nostalgie lancinante.

Dans la période récente les jeunes seraient ainsi moins engagés, moins civiques, moins politisés, au risque de mettre en péril les fondements mêmes du pacte démocratique. Cette suspicion fondatrice ne recule même devant aucune contradiction. Y compris lorsque les jeunes s'engagent et se mobilisent – et ils ont à leur actif depuis une vingtaine d'années nombre de mobilisations et d'actions collectives–, ils sont rapidement accusés d'être dévoyés, récupérés, instrumentalisés. Bref ils ne sont jamais conformes aux canons d'un idéal de citoyenneté dont les maîtres mots seraient engagement, responsabilité et participation, – encore faudrait-il que les aînés s'entendent bien sur ceux-ci et les rapportent à leurs propres comportements. Trop ou pas assez. C'est en tout cas toujours moins bien qu'avant, un avant mythique renvoyant à un hypothétique âge d'or politique qui n'a sans doute jamais vraiment existé, ou en tout cas dont les contours mériteraient d'être précisés.

Certes, il y a eu de grands moments de mobilisation et d'engagement, définissant même des identifications générationnelles fortes, la Résistance, ou encore mai 1968, mais ces moments marquent des scansions bien précises et relativement limitées dans le cours de l'histoire. Par ailleurs, si on les rapporte à l'expérience des jeunes d'aujourd'hui, ils remontent à loin dans le temps, au moins deux générations pour la Résistance, facilement une pour mai 1968. Et la réalité

politique de la France a connu depuis nombre de bouleversements socio-économiques, de mutations dans les valeurs, de transformations du système politique lui-même. Mais ces moments, dans l'imaginaire de la transmission, continuent d'occuper un statut référentiel privilégié.

Cette remarque préalable étant faite, cherchons à examiner la réalité de la transmission politique dans la chaîne des générations. Toute tentative de bilan dans ce domaine est difficile, et la politique est un vaste sujet. Mais considérons trois grands registres pouvant circonscrire le rapport des individus à la politique, – l'orientation idéologique, le vote, et l'engagement –, et tâchons d'apprécier ce qui revient plutôt à l'héritage et ce qui revient plutôt à l'expérimentation dans la façon dont les jeunes générations vont entrer en politique par rapport aux générations plus anciennes.

S'orienter et définir des choix

En premier lieu, comment se forme l'orientation idéologique de « nos enfants », et plus largement comment se construisent leurs repères et leurs choix politiques ? Tous les travaux sur la socialisation politique ont montré que cet apprentissage était très précoce et que, déjà dans la petite enfance, des notions telles que « gauche » et « droite » pouvaient être identifiées et appropriées affectivement. La famille dans ce registre joue un rôle important. Elle fournit de facto aux enfants une sorte de cartographie originelle des premiers repères ; elle véhicule des systèmes de valeurs, elle façonne des cultures politiques. Cela bien sûr plus ou moins explicitement et intentionnellement. Une première imprégnation politique se fait au cours de la vie familiale, y compris au travers des manques ou des absences de repères, qui ne sera pas sans impact sur les comportements ultérieurs de l'individu.

Les convictions politiques et religieuses sont, toujours aujourd'hui, ce qui se transmet le mieux. Bien que s'effritant

quelque peu dans la dynamique générationnelle, le clivage gauche-droite en France continue de structurer les identités et les affiliations politiques. Quatre Français sur dix (41 %) s'inscrivent dans la continuité des choix de gauche ou de droite de leurs parents. Si l'on rajoute ceux qui se reconnaissent une filiation a-politique, ni de gauche ni de droite – et ils sont tendanciellement de plus en plus nombreux (24 % en 2007), ce sont alors les deux tiers des Français (65 %) qui se présentent comme des héritiers politiques. Reste une proportion non négligeable de Français, un tiers, pour qui la transmission parentale n'a pas joué dans le sens de la continuité. Mais pour la plupart d'entre eux, les chemins de l'héritage se sont brouillés, surtout en raison de l'hétérogénéité ou de la discordance des choix parentaux. Les cas de vraies ruptures restent marginaux. Seuls 8 % de Français ont changé de camp politique par rapport à leurs deux parents : passant à gauche, avec deux parents situés à droite – cas le plus fréquent –, ou à droite, avec deux parents positionnés à gauche[1].

C'est un premier résultat. En ce qui concerne ce repérage politique élémentaire, et assez fortement chargé affectivement dans l'histoire des familles comme dans l'histoire politique de la France, la continuité domine. Se dire de gauche, de droite, ou refuser de se situer entre la gauche et la droite, est bien une disposition largement acquise dans le cadre familial.

L'emprise de cette continuité apparaît d'autant plus importante qu'elle persiste dans un contexte où la famille est fragilisée. Bien que centrale dans l'expérience affective comme dans le système de valeurs des individus, elle connaît l'éclatement, les recompositions, une diversification de ses formes mêmes. Et il peut paraître paradoxal que la transmission politique soit toujours efficace quand les modèles d'identification parentale paraissent moins assurés. Depuis un certain temps, le doute, en matière de politique, la défiance, le désenchantement, le brouillage des identifications, touchent toutes les générations. Près des trois quarts des Français (72 %), jeunes et moins jeunes, pensent que les responsables

politiques ne se préoccupent pas beaucoup d'eux. 83 % considèrent que les responsables politiques peuvent être souvent ou parfois corrompus. Enfin, près de la moitié d'entre eux (48 %) ne fait confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner. La crise de la représentation politique est bien une réalité[2]. Confrontées à ce malaise politique assez général, les familles fournissent malgré tout des balises relativement efficaces si on les compare à celles provenant d'autres univers de socialisation, notamment l'école.

La transmission politique est d'autant plus effective que l'homogénéité des choix parentaux est affirmée. Et les mères y jouent un rôle particulièrement déterminant. Bien que la politique reste associée au registre masculin en termes de représentations, les mères transmettent davantage leurs opinions et leurs choix que les pères. C'est un paradoxe qu'il faut souligner. Par leur proximité quotidienne, par l'intermédiaire des échanges affectifs et des discussions plus fréquentes, elles participent activement à la socialisation politique de leur progéniture.

Mais ne nous y trompons pas, si le poids de la filiation et de la transmission idéologique l'emporte, cela ne signifie pas pour autant qu'il y a reproduction à l'identique. Des modifications dans les contenus idéologiques de la gauche et de la droite ne cessent de travailler la chaîne des générations. On peut être de gauche ou de droite comme ses parents, par fidélité, par loyauté familiale, et ne pas décliner l'identité de gauche ou de droite de la même façon, ou encore ne pas voter pour un même candidat ou pour un même parti politique. Le clivage gauche-droite reste un cadre d'identification structurant, sur le plan idéologique comme sur le plan affectif, mais s'y organise une relative mobilité des positionnements comme des valeurs internes à chacun des deux camps politiques. Cette fluidité est due à plus grande individuation des choix comme des pratiques politiques, à une autonomisation des individus au sein de la famille, mais aussi aux recompositions à l'œuvre dans le système politique lui-même.

De façon plus générale, l'ampleur des changements qui se sont produits au niveau du système des valeurs depuis les années 1960 a eu un impact sur la gauche comme sur la droite : entre autres, un renforcement de l'universalisme, une perte d'influence de la dimension religieuse, la faillite des grandes idéologies, un affaiblissement de la dimension économique sur les choix politiques, le retour des valeurs d'autorité… La campagne électorale de 2007 a bien montré, au travers de certains chassés-croisés entre les deux grands candidats – la valeur travail dans le camp de la droite, la valeur d'autorité dans le camp de la gauche, ainsi qu'une certaine convergence sur des valeurs telles que l'identité nationale ou l'ordre –, le travail de recomposition des identifications et des répertoires politiques sans cesse à l'œuvre, y compris dans le temps court d'une élection, mais cette fois-ci sans doute de façon particulièrement visible et caricaturale.

Par ailleurs, d'autres clivages viennent se superposer au clivage gauche-droite et le complexifier, au risque même parfois de s'y substituer. Par exemple, l'enjeu européen ne le recoupe pas aisément. Lors du Référendum sur le Traité constitutionnel européen de 2005, qui avait fortement passionné les Français et animé la vie des familles, la façon dont se départageaient les tenants du oui et les tenants du non ne relevait pas d'une simple opposition entre la gauche et la droite. Le oui comme le non ont divisé chacun des deux camps.

Cette recomposition, à l'œuvre dans les clivages politiques, recoupe moins que par le passé les clivages sociologiques traditionnels et laisse des interstices par lesquels peuvent s'engouffrer de nouveaux types d'expression ou de revendications politiques. Si le cadre se transmet, et en partie parce qu'il dépend de ressorts éminemment affectifs, les contenus, eux, sont soumis à de fortes recompositions.

En ce qui concerne ce premier registre du repérage politique et de l'orientation idéologique de « nos enfants », la logique de l'héritage domine plutôt. Toutefois, il s'agit de l'héritage de contenants plus que de contenus. Ces repères, on vient de le

voir, ne fonctionnent plus nécessairement de la même façon, et le clivage gauche-droite, sans doute moins structurant que par le passé, continue de s'effriter. En 1995, 20 % des Français se déclaraient ni de gauche ni de droite ; en 2007, ils sont 29 %. Mais chez les plus jeunes, la non-reconnaissance du clivage gauche-droite apparaît encore plus marquée : 35 % des 18-24 ans se déclarent ni de gauche ni de droite, à l'autre bout de la chaîne des âges, les plus de 65 ans ne sont que 21 % dans le même cas.

Par ailleurs, les citoyens sont aussi de moins en moins nombreux à se définir politiquement par identification à un parti. Alors qu'en 1978, ils étaient 48 % à se déclarer proches d'un parti politique, en 1997, encore 36 %, aujourd'hui, en 2007, ils ne sont plus que 31 %. Et les jeunes se montrent encore plus distants : seuls 26 % des 18-24 ans peuvent se dire proches d'un parti politique en 2007.

À terme, dans le processus même de la socialisation politique des individus, dans la succession des générations, dans le devenir de ce qui peut définir une culture politique spécifique à la société française, quels effets cela produira-t-il ? Quels effets cela aura-t-il sur la transmission comme sur le système politique lui-même ? On peut s'interroger.

Parmi d'autres facteurs qu'il conviendrait d'analyser, l'on peut saisir dans le succès de François Bayrou lors du premier tour présidentiel de 2007 (18,6 % des voix), l'expression d'un désir de renouvellement du système politique et de ses clivages traditionnels. Une bonne part de la campagne du leader du Modem s'est faite sur cette thématique. Son score signe un désir de changement, pouvant passer par un relatif affranchissement de la bipolarisation gauche-droite. Et il fut particulièrement entendu dans les jeunes générations : 22 % des 18-24 ans ont voté pour lui au premier tour, 22 % des 25-34 ans, seulement 14 % des 50-64 ans et 12 % des 65 ans et plus.[3] On ne peut éviter non plus de penser que le relatif succès de la politique d'ouverture impulsée par Nicolas Sarkozy s'inscrit dans cette même demande de renouveau.

Voter

Le second registre à partir duquel évaluer la transmission politique dans la chaîne des générations concerne la participation électorale. Le vote est-il toujours l'outil par excellence de l'expression démocratique ? Observe-t-on des différences significatives dans le comportement électoral des jeunes comparé à celui de leurs aînés ?

Le printemps 2007 a représenté un temps fort de la vie politique en France et s'est illustré par une politisation de la compétition électorale comme de la participation des citoyens particulièrement intense. Durant cette période, l'élection présidentielle était le premier sujet de conversation des Français avec leurs proches, et des records d'audience des émissions et des débats politiques ont été atteints. Si l'on avait déjà connu dans la période récente un moment de passion politique particulièrement mobilisateur dans les familles lors du référendum sur le Traité Constitutionnel Européen de mai 2005, cela faisait longtemps que s'agissant du choix du pouvoir exécutif et législatif un tel intérêt n'avait été rencontré.

Sarko-Ségo/Ségo-Sarko… Un duel mettant en lice pour la première fois une femme présidentiable, se disputant au cours d'une campagne longue, auquel s'est ajoutée une forme de « privatisation » des candidats relativement inédite, ont suscité une identification des électeurs, et donc une participation électorale plus forte que lors des scrutins présidentiels précédents. La discussion politique, au travers des commentaires et des atermoiements du vote final, a occupé une grande place dans la sphère de la vie privée. Des records de participation sous la V^{e} République ont été atteints. Comparé à la présidentielle de 2002, le vote a progressé dans toutes les catégories de la population, chez les jeunes comme chez les vieux.

Mais cette séquence reste relativement atypique par rapport à ce qui caractérise la participation électorale des Français, et notamment des jeunes, dans la période récente en France. Depuis une vingtaine d'années en tout cas, l'abstention n'a cessé d'augmenter et le vote systématique est un comportement moins affirmé que par le passé. Le devoir de voter n'est pas remis en cause, mais il obéit à un impératif moral et social moins fort. Dans un climat de relative désinstitutionnalisation de la politique, de plus grande individuation des choix et des convictions personnelles, le droit de ne pas voter acquiert une certaine légitimité.

Les Français, quel que soit leur âge, restent dans l'ensemble attachés aux institutions politiques et aux rouages de la démocratie représentative. Mais ils sont critiques à leur endroit, moins confiants et plus sceptiques quant à leur efficacité. Pour 79 % d'entre eux, il est extrêmement important que les gens votent régulièrement aux élections pour assurer le bon fonctionnement de la démocratie, mais 62 % jugent qu'il est aussi extrêmement important que les gens manifestent pour défendre leurs revendications.[4]

La participation politique s'organise de plus en plus à partir de plusieurs scènes d'expression citoyennes et de plusieurs répertoires d'action : le vote, l'abstention et la manifestation. C'est à partir d'un usage combiné de la démocratie représentative et de la démocratie participative que les citoyens se font entendre. Il est plus facile aujourd'hui de protester et de se positionner contre que d'adhérer à un système ou à une ligne politiques. Et dans l'utilisation de ces formes d'expression protestataire, l'abstention occupe une certaine place. Les analyses du comportement électoral ont mis au jour une augmentation des usages intermittents et alternés du vote et de l'abstention. Plus de quatre Français sur dix (45 %) reconnaissent s'être déjà abstenus. L'électeur d'aujourd'hui est d'abord un votant intermittent, donc un abstentionniste intermittent[5].

La priorité accordée à l'acte électoral est d'autant plus forte que la population est âgée : 70 % des 65 ans et plus citent le

vote comme le moyen d'action politique le plus efficace pour peser sur les décisions engageant le pays, mais seulement 53 % des 18-24 ans. Les jeunes générations apparaissent plus sensibles aux enjeux de l'élection. Il leur faut identifier un enjeu fort pour aller voter. Ainsi se sont-ils largement mobilisés en 2002 contre la présence de J.-M. Le Pen au second tour et ont largement voté au second tour présidentiel, même davantage que leurs aînés. Mais quelques semaines plus tard, lors des élections législatives, ils décrochent de leur devoir civique et sont plus de la moitié à ne pas se rendre aux urnes. On retrouve le même phénomène en 2007.

Aux deux bouts de la chaîne des âges, le spectre de l'action politique ne s'établit donc pas de la même façon. Même si la majorité des jeunes ne remet pas en cause les fondements de la démocratie représentative, organisés à partir de la décision électorale, une partie d'entre eux expérimente d'autres modalités d'action. La participation non conventionnelle est davantage privilégiée : 32 % des 18-24 ans contre 17 % des 65 ans et plus considèrent que d'autres moyens d'action que le vote, tels que la manifestation, la grève ou encore le boycott, sont plus efficaces

Dans l'escarcelle de leur héritage, les jeunes trouvent donc toujours un attachement et un sens reconnu à la « démocratie d'élection ». Mais cette dernière connaît de nouveaux usages et un rapport au vote plus inconstant. Dans ce domaine, l'héritage et l'expérimentation font jeu à part égale. Si l'héritage d'une culture démocratique reste avéré, les jeunes font preuve d'une plus grande autonomie par rapport à leurs obligations civiques. L'éventail du répertoire de leurs actions comme de leurs expressions politiques s'est ouvert encore un peu plus largement que chez leurs aînés.

En ce qui concerne leurs choix de vote, cela fait maintenant une dizaine d'années qu'ils penchent plutôt pour le camp de la gauche. En 2007, ils ont accordé davantage de suffrages (55 % contre 32 %) à Ségolène Royal qu'à Nicolas Sarkozy au second tour de l'élection. À cette évolution d'ensemble

s’ajoute le fait que structurellement le temps de la jeunesse est un temps de transition, un temps de négociation avec les choix présents dans l’environnement familial, un temps de mise à l’épreuve des premières orientations. J’ai pu qualifier cette période de « moratoire électoral des années de jeunesse ». De fait, les jeunes sont moins disponibles pour voter, pris par d’autres urgences liées aux vicissitudes de leur entrée dans la vie adulte. Il faut attendre presque la quarantaine pour que l’on observe un niveau de participation équivalent à celui que connaît l’ensemble du corps électoral. L’entrée dans la vie électorale se fait donc à petits pas, dans une aventure où l’hésitation et l’inconstance sont plutôt la règle que l’exception.

S’engager

Le troisième et dernier registre à partir duquel apprécier les parts respectives de l’héritage et de l’expérimentation dans le rapport à la politique des jeunes générations concerne l’engagement. Que cet engagement relève d’une adhésion à une organisation politique ou syndicale, ou de participations plus ponctuelles et ciblées à des mobilisations collectives.

Le nombre des adhérents des partis politiques comme des syndicats ne cesse de décroître. Aujourd’hui, seul 1 % des Français est membre d’un parti politique, et moins de 5 % de salariés sont syndiqués. Dans les jeunes générations, ces proportions sont encore plus faibles. S’il ne faut pas mythifier le passé, l’attractivité des organisations politiques et syndicales traditionnelles était nettement plus importante, ne serait-ce qu’il y a une vingtaine d’années. La défiance et la crise de la représentation politique, une plus grande individualisation des pratiques politiques, la faillite des grandes idéologies ainsi qu’une demande de pragmatisme et d’efficacité ont abouti à cet affaiblissement. Le militantisme dans son expression traditionnelle s’est fortement érodé. Mais ce qu’il en reste s’inscrit assez largement dans des pratiques

d'héritage et de transmission familiale. Les rares militants d'aujourd'hui sont généralement les héritiers de pratiques parentales et d'exemples fournis par leurs proches les ayant conduits sur les chemins de l'engagement. Militer, cela se transmet. Et l'héritage en la matière prédomine.

Si les formes classiques du militantisme ont quelque peu disparu du paysage politique français, d'autres formes d'engagement se sont développées, mobilisant des objectifs plus ponctuels, largement associés à la défense de causes concrètes, humanitaires ou catégorielles. Si les partis politiques ainsi que les syndicats n'attirent plus et suscitent plutôt de la méfiance, les associations ayant un caractère d'engagement social ou politique ont gagné la confiance des jeunes. S'ils ne sont que très peu à franchir le pas pour y adhérer – ni plus ni moins qu'au sein de la population adulte, entre 4 % et 5 % –, l'engagement associatif correspond à leur demande d'action concrète et directe. Il peut plus facilement trouver un relais vers la protestation politique devenue relativement familière pour les jeunes. En France, un jeune sur deux a fait l'expérience directe d'une manifestation de rue. Entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002, c'est un quart des jeunes qui est descendu dans la rue – 25 % contre 9 % de l'ensemble de la population.[6] Plus récemment, les mobilisations contre le CPE ont aussi rallié un nombre important de jeunes, soutenus d'ailleurs par une opinion publique assez largement acquise à leur opposition à la réforme.

La reconnaissance de la légitimité de la protestation politique est de plus en plus large dans la population. Mais elle s'affirme d'autant plus que l'on est jeune : 68 % des 18-24 ans contre 48 % des 65 ans et plus déclarent qu'il est extrêmement et très important pour la démocratie que les gens manifestent. Au travers de la protestation, l'activisme politique des jeunes est réel. La diversité des sujets de mobilisation collective montre que, loin d'être indifférents ou centrés sur des problèmes qui leur seraient spécifiques, ils sont concernés par de nombreux problèmes touchant au fonctionnement et à

l'organisation de la société. Antiracisme, soutien aux populations immigrées et aux sans-papiers, manifestations contre le Front national…, les occasions n'ont pas manqué, et les jeunes ont souvent pris l'initiative des actions entreprises. Et là, dans des logiques d'action autonomes, au travers de coordinations mises en place dans l'urgence, l'expérimentation l'emporte.

Les jeunes ne veulent plus privilégier tel ou tel modèle, mais ils cherchent à les recomposer, à ne retenir en chacun que ce qui leur permet d'être tantôt plus efficaces d'un point de vue pragmatique, tantôt plus vertueux d'un point de vue moral. Voulant réconcilier plusieurs conceptions de l'intervention politique, ils ne croient plus en la possibilité d'une transformation radicale de la société. Ils ne se posent plus la question de la révolution en tant que tactique politique. En cela ils ont hérité du désenchantement de leurs parents mais aussi de la faillite des utopies mises à mal par l'expérience historique. Mais ils développent leurs actions politiques de façon plus expérimentale que leurs aînés, qui, bien qu'eux aussi de plus en plus affranchis des modes traditionnels d'engagement, peuvent néanmoins se référer à une mémoire des usages passés.

On retiendra que sur ce dernier registre de l'engagement, l'expérimentation l'emporte sur la logique de l'héritage. Les mutations du système politique intervenues depuis une bonne vingtaine d'années, – soit l'espace d'une génération –, les profonds bouleversements dans les modes d'expression et de conception de la citoyenneté, la globalisation de la politique et l'internationalisation de ses terrains de luttes, ont entraîné dans le domaine de l'action politique des ruptures de socialisation dans la chaîne des générations. La temporalité de l'engagement a changé. Elle s'est raccourcie, elle s'est médiatisée. Pragmatisme, efficacité et autonomisation sont les maîtres mots d'une action politique plus expérimentale que par le passé, car sans cesse à renégocier et à réajuster.

Arrivés au terme de cette tentative d'inventaire visant à départager ce qui revient plutôt à l'héritage ou plutôt à

l'expérience dans la construction des identités politiques des jeunes générations, l'on conviendra que la transmission n'obéit pas à un tracé linéaire. Son maillage dans la chaîne des générations peut se tisser mais aussi s'emmêler, s'interrompre et parfois se rompre. La continuité peut s'inscrire mais elle ne peut que se recomposer dans le travail d'adaptation et d'ajustement que suppose le sens même de l'histoire.

L'ouvrage du temps gagne davantage sur le terrain des incertitudes que des certitudes. Le temps passe, affectant les déterminations singulières et collectives de multiples aléas. Il introduit au doute, à la fugacité de la mémoire, donc aussi à l'oubli. La transmission n'opère qu'à la jonction de ce qui persiste et de ce qui s'invente, dans l'interstice fragile et mouvant créé par la différence des êtres mais aussi des générations, par la différence des cultures et des temporalités. « Une valeur qui ne tremble pas est une valeur morte » a écrit Gaston Bachelard. » On conviendra que la jeunesse est particulièrement en charge de ce « tremblement » et que l'on peut se risquer à croire qu'il peut être fécond. Faisons donc confiance à « nos enfants », les citoyens de demain.

---

1 /Panel électoral français 2007, CEVIPOF.

2 /Panel électoral français 2007, CEVIPOF.

3 /Panel électoral français 2007, CEVIPOF.

4 /Se reporter à l'ouvrage collectif, *La Démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, dirigé par Gérard Grunberg, Nonna Mayer et Paul M. Sniderman, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

5 /Baromètre du CIDEM « Civisme et démocratie » 2006.

6 /Panel électoral français 2002, CEVIPOF/CIDSP/CECOP.

L'enfant-citoyen

MICHEL MIAILLE

L'expression d'enfant-citoyen a quelque chose de surprenant sinon de choquant car elle indique une contradiction : comment un enfant pourrait-il être citoyen ? En effet, la citoyenneté est fondamentalement assise sur l'exigence de maturité et même de savoir ou, en tout cas, d'expérience ; autant de qualités qui, par définition manquent à un enfant.

Et pourtant, la question de la citoyenneté accordée, au moins dans certaines limites, aux enfants, doit être posée. La première raison est donnée par le caractère variable, dans le temps et dans l'espace, de la définition de l'âge de la citoyenneté. En effet, on ne peut pas retenir un certain critère « naturel » de l'enfance ou de la minorité. Comme Philippe Ariès l'a bien montré, notamment sur le plan historique, l'âge de la minorité, qui exclut de la citoyenneté, est variable car la définition même de l'enfance obéit à des critères sociaux et non à des critères physiologiques. 30, 25, 23, 21, puis 18 ans ont été, en France, des limites considérées comme « normales ». Encore aujourd'hui, les seuils de majorité civique peuvent varier, par exemple pour être élu député ou sénateur. Ainsi, l'idée même d'une majorité civique est variable et, dès lors, tel qui était considéré comme mineur et donc inapte à la citoyenneté, peut le devenir à la faveur d'une modification de la législation – comme le montre le changement opéré en 1974 abaissant l'âge de la majorité civique à 18 ans. On sait que des débats ont commencé en Italie pour abaisser cet âge à 16 ans. Et sans traverser les Alpes, il faut considérer qu'en France, un jeune travailleur de moins de 18 ans peut participer aux élections prud'homales alors qu'il ne peut pas encore voter. Mais la majorité donnerait-elle automatiquement l'accès à la citoyenneté ?

Aujourd'hui, des majeurs privés de leurs droits civiques par décision de justice ne peuvent exercer leurs droits de citoyens ; et hier encore, la moitié de la population adulte ne pouvait voter, c'était le cas des femmes, et pratiquement l'immense majorité des nationaux français ne votait pas dans les colonies.

Dès lors, la citoyenneté apparaît comme une construction qui ne dépend que faiblement de considérations naturelles et, en revanche, très étroitement de conditions historiques et politiques.

C'est ce que quelques exemples historiques permettraient de montrer. Dans un système aussi éloigné que celui de la cité de Sparte dans l'Antiquité grecque, on mesure à quel point les enfants – sans être encore dotés de tous les droits des citoyens – sont intégrés dans un système de contraintes civiques extrêmement rigoureux. Les enfants sont intégrés dans des groupes d'âge où, par une série d'étapes marquées de rites initiatiques, ils apprendront le statut de citoyen qui est largement marqué par le caractère militaire de la cité. Les épreuves sont difficiles et les châtiments corporels très durs, pour préparer à la constitution d'une société guerrière. « Les Spartiates sont, en effet, au service de l'État dès leur enfance jusqu'à la mort.[1] » Ce n'est pourtant qu'à trente ans que le jeune Spartiate devient citoyen et est considéré comme un « homme fait », mais il continue à mener une vie collective. À Athènes, ce n'est qu'à 18 ou 20 ans que le jeune commence à acquérir la majorité politique et la majorité civile : mais, il lui faut attendre encore dix ou douze ans pour accéder à la catégorie des « hommes faits », postuler aux magistratures ou au conseil populaire, et même attendre encore plus longtemps pour certaines fonctions, notamment judiciaires. Dans certaines cités aristocratiques, ce n'est qu'avec la soixantaine que le citoyen peut postuler pour le Conseil des Anciens[2].

L'Antiquité montre donc comment le statut de citoyen réservé aux adultes commence par être mis en œuvre auprès des mineurs avec l'application de règles rigoureuses qui intègrent le jeune dans la cité.

Si l'on regardait les expériences de citoyenneté appliquées aux enfants au XX^e^ siècle, on n'aurait malheureusement que l'embarras du choix avec la prolifération des régimes totalitaires. Le régime nazi, le régime fasciste italien ou portugais, les différents régimes se réclamant du marxisme depuis l'Union soviétique jusqu'à la Chine, en passant par des régimes aussi différents que ceux de Cuba, du Cambodge ou de l'Albanie, ont tous expérimenté l'enrôlement des enfants et des jeunes dans des formes contraignantes de citoyenneté militante. On sait comment, selon des tranches d'age spécifiques, les jeunes, puis les adolescents, étaient obligatoirement inscrits dans les mouvements des Jeunesses hitlériennes, des Jeunesses fascistes ou des Gardes rouges afin d'y apprendre les bases idéologiques du régime, de se livrer à des exercices divers, notamment d'éducation physique et militaire, et de participer à des manifestations avec les adultes. Certaines expériences sont allées plus loin : comme les « actionnistes » albanais du régime d'Enver Hoxha qui menaient des actions concrètes de participation au développement du pays – construction de routes, mise en place de rails, par exemple ; les « Gardes rouges » pouvaient même être détenteurs de véritables pouvoirs : pas seulement de participation à la sécurité routière, mais aussi d'actions politiques allant jusqu'à l'arrestation, comme on l'a vu pendant la Révolution culturelle. Il faudrait ajouter la liste des régimes qui enrôlent les enfants dans des unités militaires, les faisant participer directement aux conflits des adultes et des gouvernements ou, de manière tout aussi violente, dans des unités de police ou de contrôle des populations, comme certains États se réclamant de l'Islam l'ont tristement organisé.

L'enfant-citoyen confine ici à la caricature puisqu'au contraire des droits et des libertés, ces expériences ont mis en œuvre la contrainte, la soumission et la violence.

La cause semble donc entendue : l'enfant ne peut être citoyen dans la mesure où cette qualité suppose la maturité, c'est-à-dire la connaissance et l'expérience. Si la citoyenneté n'est plus censitaire depuis 1848 en France, au sens où cette

qualité n'est plus liée au paiement d'un impôt, en revanche, il y a toujours un « cens caché[3] », c'est-à-dire un ensemble de conditions nécessaires pour devenir citoyen, ces conditions étant symbolisées par l'accession à la majorité qui suppose la fin de l'apprentissage premier de la vie sociale et l'acquisition de l'autonomie de jugement.

Faut-il s'arrêter dès lors à ce constat rassurant que l'enfance et la citoyenneté sont ainsi nettement séparées dans nos démocraties libérales ? Ce serait aller un peu vite et il faut, au-delà des affirmations rapides, rechercher ce qui, dans nos sociétés, manifeste le souci d'intégrer l'enfant dans la citoyenneté à venir.

À cet égard, deux types de question se posent. En premier, sur le fond, il faudrait se mettre d'accord sur le type même de citoyenneté dont l'enfant devrait faire l'apprentissage. Contrairement aux idées reçues, la citoyenneté reste encore un concept flou[4], ce qui autorise de nombreux discours et des pratiques divergentes.

En second lieu, sur la forme, une pédagogie de la citoyenneté mériterait d'être précisée, alors que, spontanément, s'imposent des modèles d'apprentissage très discutables. Ce sont ces deux questions qu'il convient d'analyser.

Quelle citoyenneté pour l'enfant ?

Contrairement à une certaine tradition, par ailleurs compréhensible, la citoyenneté n'est pas née avec la Révolution de 1789 : elle existait sous l'Ancien Régime, mais elle était, évidemment, d'une tout autre nature[5]. Cette histoire longue pèse plus qu'on ne le croit sur la représentation de la citoyenneté et donc sur l'apprentissage des enfants. D'autre part, la citoyenneté s'est enrichie de sens nouveaux depuis le XIX^{e} siècle qu'on ne saurait méconnaître, surtout dans la transmission auprès des jeunes.

Citoyenneté de soumission / citoyenneté d'émancipation

Pour simplifier, et en respectant la coupure de 1789, on peut dire que notre histoire nous a dotés de deux types de citoyenneté absolument opposés, mais qui, curieusement, se marient aujourd'hui.

La citoyenneté de l'Ancien Régime signifiait que le Prince n'avait, contrairement au maître vis-à-vis de l'esclave, aucun droit de vie et de mort sur ses sujets. Ceux-ci étaient des personnes qui ne pouvaient être sanctionnées que dans des formes légales qui empêchaient, au moins théoriquement, tout despotisme. Les sujets avaient donc des droits qui marquaient leur place dans l'édifice politique. Bien évidemment, ces droits n'étaient pas égaux pour tous les sujets. Et, de plus, la qualité essentielle du sujet, marquant son appartenance au corps politique, était l'obéissance. Par la soumission, le sujet politique manifestait son accord à l'égard d'un ordre qui s'imposait, comme l'écrit Bossuet.

Au contraire, la Révolution de 1789 ouvre une expérience inédite dans la citoyenneté : non seulement elle s'étend en principe à tous, mais, surtout, elle est conçue sur un autre mode que résumait bien la philosophie de Jean-Jacques Rousseau : « La loi est l'expression de la volonté générale. » Cette phrase, devenue l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, rappelle que tous doivent participer à la décision pour qu'elle soit une loi. Dès lors, la logique de la citoyenneté se manifeste dans la discussion, le débat, la délibération, pour pouvoir se clôturer par le vote et la décision. La citoyenneté permet donc d'échapper aux pesanteurs de sa condition sociale spécifique, de s'arracher aux intérêts particuliers pour accéder à l'intérêt général, c'est-à-dire à l'universel. En ce sens, la citoyenneté émancipe.

Ce rappel a une importance capitale pour notre sujet. Il est clair que dans la plupart des cas l'apprentissage de la citoyenneté pour les enfants se développe plus sur le registre

de la soumission que sur celui de l'émancipation. Obéir, obéir à la loi, respecter les ordres et les contraintes reviennent comme les leitmotive de cet apprentissage. Les expériences à l'école en sont la vérification empirique[6]. Le retour de l'autorité, la mise en scène du Règlement intérieur, le thème du Droit souverain sont autant d'exemples de cette conception « spontanée » du citoyen comme sujet obéissant. En même temps, comme on le verra plus loin, la discussion et la liberté sont réduites au maximum. Les raisons de cette conception ont certainement à voir avec des siècles de citoyenneté de soumission, comparés au temps finalement réduit de citoyenneté d'émancipation : mais les pratiques pédagogiques paraissent surtout légitimer des réponses à une situation de crise où le retour aux valeurs et aux principes se présente comme d'abord l'affirmation de l'autorité[7].

De là bien des déconvenues au sujet des tentatives de citoyenneté à l'école : les élèves attendant l'affirmation de droits et la discussion ; les enseignants se situant sur les terrains du devoir d'obéir et de l'autorité de la loi.

Citoyenneté dans la Cité : les multiples terrains

Les analyses de Marshall[8] ont depuis longtemps montré le passage de la citoyenneté dans des domaines divers : droits civils, puis droits politiques, droits économiques et, enfin, sociaux. Il ne s'agit pas de discuter ici de cette histoire de la citoyenneté, mais seulement de retenir les multiples champs que celle-ci occupe.

Il est intéressant d'observer que les droits du citoyen sont plus difficiles à identifier qu'on ne croit. La Déclaration de 1789 et le Préambule de 1946 concernent souvent plus l'individu ou l'être humain que le citoyen *stricto sensu* : des droits sont souvent cités en exemple qui, en réalité, ne sont pas que citoyens – y compris des droits récents comme le droit au travail, au logement, à la santé, sans parler du droit de vivre en famille ou le droit de s'exprimer. Il faut aller chercher dans le Code pénal, l'article 131-26 qui prévoit la peine de perte des

droits civiques pour, *a contrario,* connaître les droits que possède le citoyen. Cinq au total : droit de vote actif et passif ; droit de rendre la justice directement par un jury populaire ou d'être expert judiciaire et de représenter ou assister une partie en justice ; droits spécifiques de la tutelle ou la curatelle ; droit d'être fonctionnaire – aujourd'hui réduit aux seules fonctions d'autorité – ; enfin, le droit de porter les armes pour défendre la patrie – aujourd'hui facultatif.

Mais à ces droits individuels s'ajoutent, au moins depuis 1946, des droits collectifs qui, d'ailleurs, ne se limitent pas aux seuls citoyens : droit syndical et droit de grève, droit à l'éducation, droit à la santé, droit à l'information et à la participation aux décisions de l'entreprise, droit au travail. De nouvelles générations de droit sont nées, comme le droit à un environnement sain. Auxquelles ajouter les droits nés de la citoyenneté européenne avec le traité de Maastricht en 1992, formalisés dans la Charte des droits de Nice (2000).

On voit que la citoyenneté s'est enrichie de ces droits économiques et sociaux qui avaient été imaginés dès le XIX^e^ siècle – notamment à la suite de la Révolution de 1848 – et qui, aujourd'hui, paraissent à beaucoup plus importants que les droits civils et politiques. Combien de jeunes, d'ailleurs, négligent ces derniers comme les campagnes pour l'inscription sur les listes électorales le montrent, et affichent leur scepticisme sur l'effectivité de cette citoyenneté, préférant les droits économiques et sociaux.

Pourtant, comme l'a fait il y a longtemps Claude Lefort[9], on peut montrer que les droits économiques et sociaux n'ont de valeur et d'effectivité que si les citoyens sont détenteurs des droits politiques et peuvent influencer les décisions. En quelque sorte, les droits politiques seraient la matrice d'où tous les autres droits pourraient dériver. Mais, plus encore, les droits dits individuels n'ont jamais de définition individualiste : l'individu n'existe que dans sa relation à l'autre, de sorte que la liberté, comme le dit l'article 4 de la Déclaration de 1789, consiste à faire « tout ce qui ne nuit pas à autrui ». Le social est donc présent dès 1789 et ce serait une

erreur de traiter séparément le citoyen « seulement » politique et le citoyen « social ».

Là encore, quelle est la citoyenneté qui, aujourd'hui, est prise en compte et expliquée ? Quels sont les droits qui sont enseignés aux enfants comme significatifs de leur prochaine citoyenneté ? Il n'est pas sûr que, soit, par modernisme, on ne parle que de citoyenneté sociale, soit, par souci de la tradition et des fondements, on ne limite la citoyenneté qu'au vote.

Ce n'est que lorsque ces questions de fond auront été résolues – et d'abord posées et ouvertes sur un débat – que l'on pourra traiter des questions de forme et de pédagogie.

Question de forme : comment traiter la citoyenneté avec l'enfant ?

La question du comment est aussi importante que celle vue précédemment portant sur le fond parce que, en effet, la forme et le fond vont ensemble. On se limitera à trois interrogations sur cette pédagogie de la citoyenneté.

Construire la citoyenneté de l'enfant par des droits nouveaux

L'idée la plus simple, en apparence, et la plus commune, consiste à postuler que pour faire de l'enfant un citoyen, il faut lui accorder des droits nouveaux. Certes, l'enfant n'est pas un être absent du domaine juridique, mais il n'apparaît qu'avec les droits du mineur ; souvent, la détention des droits s'accompagne de la nécessité d'en confier l'exercice à des majeurs, en premier lieu les parents. Renverser cette situation consisterait à le doter de droits effectivement utilisables. Certains auteurs n'ont pas hésité à faire le parallèle avec des populations autrefois dominées, esclaves, colonisés ou travailleurs. Pour prendre un exemple particulièrement significatif, il faut noter que notre société a tendu à préciser les

droits des enfants et à instaurer ainsi leur autonomie lors de l'adoption de la Convention des droits de l'enfant de 1989, ratifiée par la France dès 1990. Quelques articles ont trait à la question de la citoyenneté *lato sensu* : le droit d'exprimer librement son opinion, dans les limites du discernement de l'enfant eu égard à l'âge et au degré de maturité (art. 12.1) ; le droit d'être entendu dans toute procédure judiciaire et administrative (art. 12.2). Le droit d'expression comprend « la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce » sous toutes formes (oral, écrit, art, etc.) ; liberté d'association et liberté de réunion (art. 15) ; l'accès à l'information et à des matériels de sources nationales et internationales (art. 17) ; droit à bénéficier du statut de réfugié (art. 22) ; droit à l'éducation, évidemment, à la santé et à la sécurité sociale[10].

Ce nouveau dispositif a donné matière à une véritable idéologie des nouveaux droits, vivement critiquée par certains auteurs[11] : si la reconnaissance de l'enfant comme personne est le fondement de ces nouveaux droits, si la reconnaissance des droits en est le moyen, « la fin est clairement politique » : faire de l'enfant un citoyen. Les idéologues critiqués par Irène Théry pensent que faire de l'enfant un citoyen permettrait de résoudre les problèmes de maltraitance, voire d'indifférence à l'égard des difficultés rencontrées par les enfants. « Sortir de la domination suppose d'accorder aux enfants des droits caractéristiques de la citoyenneté pleine et entière. », ce qui serait la meilleure des pédagogies politiques.

La dotation des nouveaux droits n'est-elle qu'une idéologie ? ou traduit-elle une nouvelle configuration du droit et des rapports sociaux qui mériterait toute notre attention ? Pour répondre à ces questions, il faut d'abord rappeler que la convention est plus qu'une simple déclaration et qu'elle lie les États signataires. Mais, ce que l'on oublie, elle n'est pas d'effet direct. Cela veut dire que pour être applicable, elle doit être transcrite par des lois nouvelles dans le droit français : sans cela, elle est lettre morte. De fait, des textes depuis 1990 sont intervenus pour introduire les droits des enfants

dans les institutions de notre pays, mais cela ne concerne pas toutes les dispositions de la convention. Souvent ces dispositions de la convention non encore applicables sont invoquées par des militants des droits des enfants, de manière purement formelle ou idéologique. Au lieu de cette agitation, reste donc actuellement la question inévitable : comment organiser l'apprentissage des droits qui seront ceux du citoyen ? Autrement dit, l'enfant n'est pas encore un citoyen : il faut lui donner une éducation d'émancipation.

L'apprentissage de la citoyenneté dans l'école

L'école est, dès sa fondation dans la période moderne, c'est-à-dire au moment de la Révolution, étroitement associée à l'apprentissage de la citoyenneté ; plus encore, l'école de Jules Ferry, à la fin du XIX^e^ siècle, est une institution pour former les futurs républicains. Encore aujourd'hui, l'école se voit assigner parmi ses fonctions celle de préparer à la citoyenneté.

Dans les années 1990, plus spécialement, on a vu comment le thème de la citoyenneté s'est imposé dans l'espace scolaire, afin de contrevenir aux violences et aux désordres de ce lieu sensible aux inégalités.

Il serait intéressant de refaire l'histoire de ce retour à la citoyenneté qui, plus largement qu'à l'école, marque à la fin des années 1970, la représentation de l'État comme État de droit[12], puis caractérise le discours sur l'individu responsable dans le nouveau contexte du libéralisme recomposé au plan mondial. Les réformes d'après 1981 portent largement sur la restauration de l'État de droit, mais aussi sur la tentative d'inventer une citoyenneté plus active.

À l'école, la citoyenneté a donné lieu à de multiples expériences ou campagnes de mobilisation et l'accent a été mis en particulier sur le Règlement intérieur, débattu et même signé par les élèves eux-mêmes.

Pourtant, la déconvenue a été à la hauteur des espérances, il faut dire contradictoires, des parties en présence. Les élèves

attendaient moins l'émancipation que l'affirmation de leur individualité, conformément à l'idéologie ambiante ; les responsables des établissements visaient le retour de l'autorité et de l'ordre, d'où des contrôles plus étroits et la réaffirmation de la loi.

La question qui est posée est finalement simple, mais tout à fait nouvelle. Simple : comment apprendre la démocratie de manière démocratique ? Nouvelle : car l'organisation et la logique des établissements scolaires ne reposent pas sur le débat et la décision partagée, mais sur une hiérarchie et le principe d'autorité. On sait mal, souvent, que l'école de la République n'est pas née comme une invention pure. Elle a intégré l'innovation pédagogique des collèges jésuites du XVII^{e} siècle et la discipline militaire des Lycées de Napoléon. L'un comme l'autre de ces systèmes concrétisait une conception « descendante » de l'autorité où l'élève n'est sollicité que pour reproduire des formes de compréhension et d'intelligence ainsi que des attitudes des élites dominantes. S'il est évident qu'il serait ridicule de discuter le théorème de Thalès ou l'enchaînement des événements en 1789, en revanche, la part des élèves dans la conception des études ou les modes de contrôle pourrait être envisagée. Les diverses institutions internes aux établissements – conseils de classe, délégués des élèves, par exemple – manifestent plus un déficit démocratique qu'un véritable investissement d'apprentissage de la citoyenneté. Les manifestations de protestation – sit-in, manifs, jusqu'aux journaux de collège – ont souvent été vivement condamnées par les autorités scolaires promptes à y voir une contestation insupportable de leur autorité. Les événements postérieurs du début des années 2000, avec notamment le thème de la lutte contre la violence ont encore éloigné cet horizon de sorte que l'entrée dans la citoyenneté à l'école n'a pas véritablement progressé depuis.

L'enfant dans la société civile

La citoyenneté s'exerce dans la société qui, avec un jeu de mot involontaire se dénomme « civile ». On sait que cette

expression a signifié jusqu'au XVII^e siècle la société politique, car le mot *civil* renvoie à *civitas*, la cité et le citoyen. Ce n'est qu'à partir du XVIII^e siècle, avec la littérature des économistes et des philosophes, qu'elle prend le sens opposé de la société hors du politique. Le citoyen, pourtant, s'active dans cette société, notamment sur le registre économique, social et culturel.

La situation contemporaine donne une illustration inattendue de ces actions, actions normalement réservées aux adultes – donc aux citoyens –, ouvertes aujourd'hui aux mineurs. On pourrait citer : l'ouverture et la gestion de comptes bancaires avec cartes de crédit, l'apprentissage et la conduite – certes accompagnée – de véhicules avant l'obtention du permis de conduire ; et plus récemment, la gestion d'actions dans le domaine financier, mais aussi les jeux boursiers.

Comme on le voit, il s'agit essentiellement d'intégrer l'enfant dans un univers de choix, de décisions et de projets qui concernent l'insertion dans le monde de la marchandise et de l'échange monétaire. La sphère économique précède ici le politique. On pourrait se féliciter de cette promotion de l'enfant, mais il faut considérer que ces innovations reposent sur des raisons liées à la rentabilité et au profit et non à la maturité de l'engagement et au débat démocratique. Un hiatus patent qui fait de l'enfant un consommateur « responsable », alors qu'il reste un mineur politique.

Certes, l'enfant d'aujourd'hui sait plus de choses que, à âge égal, il y a cinquante ou cent ans. Cette importance de l'enfant dans la société avait, naguère, justifié des propositions de « vote plural » au bénéfice des pères de famille : cette institution inégalitaire pratiquée, par exemple, dans l'Espagne franquiste, avait, plus récemment, été proposée par l'ancien Premier ministre, Michel Debré, au nom de la politique nataliste. Elle a même été théorisée par quelques auteurs sous le terme de citoyenneté universelle, tendant à considérer que l'enfant naît citoyen, même si l'exercice de ses droits est

assuré par des majeurs. Sans aller jusque-là, peut-être arrivera-t-on à abaisser encore l'âge de la majorité à 16 ans. Il est vrai qu'actuellement entre 16 ans – fin de la scolarité obligatoire – et 18 ans – majorité civile et civique –, le mineur a des droits et des devoirs d'adulte : en matière professionnelle, il participe aux élections de sa profession ; en matière pénale, sa responsabilité est plus grande, il est accessible à la peine de prison comme aux cours d'assises des mineurs.

Pourtant, il reste clair que la maturité de l'enfant est aujourd'hui plus la conséquence des mécanismes du marché, notamment en tant que consommateurs, que des mécanismes d'éducation politique. Les mouvements d'éducation populaire en mesurent toutes les ambiguïtés et les conséquences. Le décalage avec la sphère politique en est d'autant plus grand. Car l'exercice des droits de citoyens suppose la connaissance du champ politique : l'enfant, pour devenir citoyen, doit passer par cette connaissance. Celle-ci existe évidemment par la transmission des générations antérieures, notamment dans la famille. Mais, cet héritage s'avère très inégal suivant les milieux sociaux[13].

En outre, l'engagement dans des formations politiques pour jeunes est encore plus problématique. Les représentations et les actions politiques restent livrées au hasard des milieux d'origine : cette situation favorise évidemment la reproduction des inégalités.

Dans ces conditions, l'enfant-citoyen paraît constituer moins un acquis de notre société qu'une question. Pour trouver une réponse à cette question, il faudrait avoir le courage de réinterroger les fondements de la citoyenneté et, tout autant, de renouveler les pratiques d'apprentissage. Vaste programme…

---

1 /M.-C. Amouretti, F. Ruzé, *Le Monde grec antique,* Hachette, 1985, p. 85.

2 /P. Cabannes, « Le citoyen dans la Cité et l'*ethnos* en Grèce antique » *in Invention et réinvention de la citoyenneté,* Fievet, Cl. (dir.), Éd. Sampy, 2000, pp. 45 sqq.

3 /D. Gaxie, *Le Cens caché. Inégalité culturelle et ségrégation politique,* Seuil, 1978.

4 /D. Lochak, « La citoyenneté, un concept juridique flou », *in* D. Colas, C. Emeri, J. Zylberberg (dir.), *Citoyenneté et Nationalité. Perspectives en France et au Québec,* PUF, 1991, pp. 179 sqq.

5 /B. Kriegel, *L'État et les esclaves,* Paris, Calmann-Lévy, 1979.

6 /D. Martucelli et A. Barrère, « La citoyenneté à l'école. Vers une définition d'une problématique sociologique », *R.F.S.*, 1998, 4.

7 /M. Miaille, « Citoyenneté et école : de quelques malentendus », *in* M. Verdeilhan, *École, langage et citoyenneté,* L'Harmattan, 2001.

8 /T.H. Marshall, *Class, Citizenship and social development,* Westport, 1964.

9 /C. Lefort, *L'Invention démocratique,* Fayard, 1981.

10 /Voir le texte de la Convention de New York de 1989, *in Les Nations Unies et les droits de l'homme. 1945-1995*, publication du Département de l'information de l'ONU, 1995. pp. 335 et s. On pourra lire aussi M. Miaille, *Signification politique du discours normatif dans le champ de l'enfance*, Rouen, 1992.

11 /Voir par exemple I. Théry, « Nouveaux droits de l'enfant, la potion magique », *Esprit, Quels droits pour l'enfant ?*, mars-avril 1992, M. Miaille, *Les Droits de l'enfant : plus de droits ou d'autres droits ?,* Journée d'études transdisciplinaires du Droit de l'Enfantce, 1991.

12 /M. Miaille, « Le débat sur l'État de Droit en France », *in* D. Colas, (dir.), *L'État de Droit*, Paris, 1987.

13 /Sur ce point, les travaux d'Annick Percheron restent fondamentaux ; il faut lire la belle thèse de Vincent Tournier, *La Politique en héritage ?*, université de Grenoble, 1998.